

## Le franc sous pression

La diminution du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne, suivie immédiatement par les banques centrales européennes du « bloc mark », a déçu les marchés, qui attendaient, surtout, un véritable abaissement du taux de l'argent outre-Rhin, à savoir celui des pensions hebdomadaires accordées par l'institut d'émission.

On a beau dire que la réduction du taux d'escompte allemand, ramené de 8 % à 7,50 %, était un préliminaire indispensable à celle du taux des pénalités, actuellement de 8,25 %, la déception a été vive, surtout en France, où la nécessité d'une forte réduction des taux d'intérêt à court terme est devenue criante, en raison de la dégradation croissante de la conjoncture. Cette déception est partagée par les milieux financiers à l'étranger.

« Ils sont persuadés, à tort ou à raison, qu'en dépit des dénégations répétées des figures de proue de l'opposition le nouveau gouvernement sera contraint de laisser le franc sortir du système monétaire européen pour obtenir cette diminution des taux tant désirée, si la Banque fédérale d'Allemagne ne se décide pas à accélérer le rythme de l'assouplissement de sa politique. Dans cette perspective, ils ont lancé, vendredi 19 mars, une offensive en règle contre le franc, comme à la veille du référendum du 20 septembre 1992 sur le traité de Maastricht. On touche ainsi du doigt le problème brûlant que devra s'efforcer de régler le gouvernement français au lendemain du 28 mars.

La pression monte, au RPR par exemple, pour exiger de l'Allemagne une accélération que la Bundesbank, hantée par une inflation encore forte outre-Rhin, ne paraît pas encore vouloir consentir, sans exclusion, naturellement, une petite diminution du taux de ses pensions dans les deux ou trois prochaines semaines.

SANS doute M. Valéry Giscard d'Estaing, l'un des pères du système monétaire européen, a-t-il affirmé que la première démarche du gouvernement français après les élections sera de se concerter avec son homologue allemand sur ce point précis. Mais tout le monde sait que la Bundesbank, gardienne de la monnaie aux termes de la loi, n'est nullement disposée à céder à une pression, d'où qu'elle vienne, même si les facteurs négatifs à l'œuvre en Allemagne, où l'économie risque de stagner complètement en 1993, pouvaient lui permettre de se montrer plus souple.

Il est à craindre, toutefois, qu'une attitude restrictive de la Bundesbank ne crée une situation proprement intolérable en France et n'entraîne une spéculation contre la monnaie absolument sans précédent. L'exemple du Royaume-Uni, dont l'économie, très déprimée depuis trois ans, semble redémarrer après une dévaluation sauvage et une baisse des taux d'intérêt, ramené de 10 % à 6 %, risque d'être invoqué dans certains milieux politiques français qui veulent donner une priorité absolue à la relance.

Lire page 20 l'article d'ÉRIC LE BOUCHER

M0147 - 0320 0 - 7.00 F



## L'UDF dispute au RPR la suprématie dans la future majorité gouvernementale

Après une campagne tranquille, les dirigeants de l'opposition RPR et UDF se préparent à une compétition plus âpre, au second tour, pour la suprématie au sein de la future majorité.

M. Balladur (RPR) a exprimé, sur France-Inter, le souhait d'une « majorité solide ». M. Mâhaignerie, président du CDS, a souligné, vendredi matin 19 mars, sur RTL, qu'au second tour, un candidat centriste, un candidat UDF rassemblent plus qu'un candidat du RPR. Une vingtaine de circonscriptions pourraient être le théâtre d'un affrontement entre le RPR et le CDS au second tour, la gauche ayant été éliminée au premier.

L'opposition est parvenue, à tout le moins, à s'entendre sur une cohabitation « polie » avec M. Mitterrand.



■ Carnet de bal, par PATRICK JARREAU. ■ La droite a évité les pièges tendus par M. Mitterrand, mais a montré la fragilité de son union, par DANIEL CARTON. ■ La Bourse n'aime pas les incertitudes politiques, par FRANÇOIS BOSTNAVARON.

## Interminable chômage

VIII - L'emploi au fond des urnes

Notre enquête évoque sous ses multiples aspects cette véritable « maladie sociale » qu'est le chômage, et ses répercussions sur la société française (le Monde des 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17 et 18 mars). Avant de conclure, nous avons évoqué, avec nos correspondants, la situation chez nos principaux partenaires européens (le Monde du 19 mars).

par Michel Noblecourt

Interminable, inéluctable, irréversible, voire incompressible, le chômage s'installe dans la société française, alimentant chaque jour un peu plus la terrifiante mécanique de l'exclusion sociale. Fléau, plaie, cancer, tout le vocabulaire dramatique y est passé pour en caractériser les ravages. Avant chaque franchissement de

seuil - 1 million, 2 millions, 3 millions -, la classe politique, aussi paniquée que désarmée, a prédit l'explosion. Protection sociale aidant, celle-ci n'est pas venue, mais on assiste à une sourde et grave dislocation sociale.

M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, avait raison de dire, il y a quelques jours à Châtelleraut, qu'il importait peu qu'on soit à 8 000 au-dessus ou à 8 000 au-dessous des 3 millions de chômeurs : l'opinion a intégré l'idée que le chômage ne cessait d'empirer et balayait les barrières entre les catégories professionnelles comme entre les classes d'âge. Et c'est d'abord pour cette raison qu'elle va sanctionner la majorité sortante.

Lire la suite page 19

En raison de l'actualité, le supplément « l'Économie » paraîtra dans notre prochain numéro daté 21-22 mars.

## La Russie entre deux putschs ?

Pour résoudre la crise politique, M. Boris Eltsine a le choix entre une solution de force - risquée - et un « statu quo » détestable

par Michel Tatu

Il y a les optimistes : Alexandre Yakovlev, qui estime que la situation est « moins catastrophique » sur place qu'elle ne le paraît à l'étranger (le Monde du 18 mars), ou encore Michel Garder, l'homme qui avait prévu le premier - encore qu'un peu trop tôt - l'effondrement du communisme, et qui se demande si l'on ne parlera pas dans quelques années d'un « miracle russe », comme on l'a fait du miracle allemand ou nippon (1). Mais il y a beaucoup plus de pessimistes, plus précisément de « déçus de l'éltsinisme », qui se posent, non sans raison, des questions.

Pour ceux-là, la déception est à la mesure du désenchantement qui a fait suite, un peu partout en Occident, à l'euphorie de

1989, lorsque la chute des régimes communistes d'Europe centrale ravivait la foi dans le système d'économie libérale, seul vainqueur. Ces Russes qui, en 1991, avaient mis à bas dans l'égresse, après le fiasco du putsch d'opérette, le plus ancien des systèmes leninistes, sont-ils décidément incapables de se gouverner ? Vont-ils renouveler la triste expérience de 1917, celle d'une révolution démocratique confisquée ? Sont-ils condamnés à garder encore longtemps les habitudes communistes ?

Pour le moment, la réponse à ces questions est, hélas ! globalement positive. Le psychodrame qui se poursuit depuis plus de trois mois entre le président et son Parlement illustre jusqu'à la caricature l'incapacité à gouverner, d'autant que la population

ne se reconnaît plus en personne et n'obéit plus à rien. Résultat : non seulement le communisme n'est pas mort, mais il revient en force, avec la transformation des « centristes » en conservateurs de moins en moins inhibés, avec le retour du vieux langage au Congrès des députés dits « du peuple » (encore une redondance typique du passé), où l'on s'est remis à s'appeler « camarades ». Jusqu'aux putschistes de 1991, qui, renouant aux autocritiques contraires du début, revendiquent haut et fort, devant des auditoires enthousiastes, toutes leurs actions. La comparaison avec 1917 est pertinente.

Lire la suite page 4

(1) Dans la revue Esopo, numéro 488, mars 1993.

Ceci n'est pas une promesse électorale.

8423 Fht



Macintosh LC II 4/40 Mo avec clavier et moniteur couleur 14" Apple. 9 990 Fht. Option LaserWriter IIg 9 890 Fht. 11 779 Fht. Offres valables dans la limite des stocks disponibles.

L'informatique, ce n'est pas comme la politique, on préfère les chiffres aux longs discours. Pas n'importe quels chiffres : 32,7% de réduction



sur le Macintosh LC II avec un moniteur couleur 14" Apple. Pas n'importe où non plus : vous devriez déjà être chez IC.

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

PARIS 4e IC BRAUBOURG (1) 42 72 26 26 • PARIS 1er IC VENDOME (1) 42 86 90 90 • PARIS 15e IC MICRO VALLEY (1) 40 58 00 00 • IC MARSEILLE 8e 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 3e 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • IC AVIGNON 90 82 22 22

## Rushdie, chevalier errant

Les intellectuels français ont exprimé à Paris leur soutien à l'auteur solitaire des « Versets sataniques »

par Danièle Heymann

Cela avait commencé comme une opération commando, une réunion impromptue et espérée de conjurés, un D day. Des coups de téléphone murmurés, parfois c'était le ministre lui-même qui les donnait, arrivaient chez quelques philosophes, Prix Nobel, écrivains, hommes politiques, journalistes. « Allo, pardonnez-moi, je ne peux pas parler fort, je ne suis pas seul dans mon bureau, mais tenez-vous prêt, jeudi, à 13 heures. » « Pourquoi ? » « Je ne peux répondre, je suis tenu au secret, mais c'est important. » « Que se passera-t-il ? » « Vous prendrez un casse-croûte au

ministère de la culture, et puis on vous emmènera. Où ? Je ne peux vous le dire, vous comprendrez pourquoi. » « Pour rencontrer qui ? » « Vous le saurez là-bas. »

Dès lors, on sait. Le prosaïste le plus célèbre de la littérature mondiale, pour la première fois depuis sa condamnation à mort par l'ayatollah Khomeiny le 14 février 1989, est à Paris. Nous allons rencontrer Salman Rushdie. Rue de Valenciennes, l'embarquement dans un autocar jeune des Grands Courriers se fait dans un joyeux désordre de départ en colonie de vacances. Destination inconnue.

Lire la suite et l'article de JOSYANE SAVIGNEAU page 10



## AU COURRIER DU Monde

## ECOUTES

## Un devoir de sécurité

VOUS annoncez, à la « une » de votre journal daté du 5 mars, qu'un de vos journalistes aurait été mis sur écoute il y a... sept ans et demi. Le lendemain, vous titrez : « L'affaire des écoutes téléphoniques est acclamée avec un cynisme tranquille par l'opinion et les responsables politiques ».

Permettez à l'un de ces obscurs citoyens qui font l'opinion de vous dire pourquoi il reste tranquille, ce qui ne veut d'ailleurs pas dire cynisme.

Un journaliste d'investigation mène son enquête sur un sujet qui touche au terrorisme international et, par-là même, aux intérêts vitaux de notre pays. Il le fait librement, protégé par les lois démocratiques qui garantissent sa liberté de mouvement et d'expression.

L'ancien parachutiste que je suis, ancien des services spéciaux de la France libre, ne voit donc pas ce qui devait empêcher les responsables de la sécurité de la nation de chercher à savoir ce qu'un détective privé pouvait apprendre ou qui il pouvait rencontrer. Je dirais même que, s'ils ne l'avaient pas fait, ils auraient manqué à leurs devoirs.

Je remarque enfin que ces écoutes sont révélées avec 90 mois de retard sur l'événement mais, curieusement, avec un mois d'avance sur les prochaines échéances électorales. Cela me paraît plus proche du scoop médiatique que de la défense raisonnable des droits fondamentaux de la presse.

RÉMI DREYFUS  
animateur de La mémoire courte

## TRAIT LIBRE



« The Guardian », 17 mars.

## TABAC

## Interdit aux non-fumeurs

QUATRE mois après l'entrée en vigueur de la loi anti-tabac, le fumé envahit toujours les lieux publics. Dans certains cafés, des écrivains annoncent même que toute la salle est réservée aux fumeurs, mais que les non-fumeurs sont acceptés ! Toutefois, le non-respect de la loi dans des endroits tels que les théâtres nationaux est le comble de l'immoralité : il n'y a pas le moindre racin dépourvu de fumée si l'on a l'idée de quitter la salle pendant les entractes, que ce soit au palais Garnier, à l'Opéra Bastille ou au Théâtre de la Ville. Les cendriers, par contre, sont omniprésents. Que certains ministres bafoient la loi (le Monde du 25 janvier) n'a, dès lors, rien d'étonnant.

Faudrait-il que les non-fumeurs subissent les effets d'une semblable politique et attendent une kyrielle de lois et décrets d'application leur offrant protection pour pouvoir enfin dîner en ville sans être intoxiqués par cette drogue dure, mais toujours légale, qu'est le tabac ? Une loi moins ambitieuse, mais appliquée, assurerait davantage leur protection et... la respectabilité du législateur. Le prochain gouvernement ferait bien d'y songer. Une loi inapplicable ou inappliquée est une mauvaise loi, pire que l'absence de loi.

DOCTEUR D. VIZA  
université Paris-V

## GAUCHE

## Le beau nom de socialisme

« NOUS écarterons de nos conversations, autant que nous le pourrions, tous les mots en « isme », excepté un, qui m'est cher, et qui est le beau nom de socialisme. » La citation n'est pas de Lénine ou de Castro, mais de Péguy en 1900. Il est vrai que Péguy devait s'apercevoir ensuite, avec soixante-quinze ans d'avance sur nous, que ce beau nom pouvait recouvrir les pires impostures. Lorsque ses yeux s'ouvrirent, il ne s'en prit toutefois pas au com, mais à ceux qui l'avaient trahi. Il déserta le parti, mais pas un mouvement où il voyait désormais un « christianisme des dehors ».

Ne pourrait-on pas avoir la même pudeur aujourd'hui, à l'heure où il semble urgent pour tant d'hommes de gauche de renier ce qu'ils ont aimé et d'avoir honte de ce qui fut leur honneur ? Car enfin, si on l'envisage dans les deux siècles de son histoire, le socialisme ne se confond pas plus avec le stalinisme et le maoïsme que la République avec la Terreur jacobine ou le christianisme avec l'Inquisition.

Faut-il rappeler que le socialisme rassembla un faisceau de doctrines certes discutables, mais dont le commun dénominateur était de promouvoir la liberté de la personne humaine, victime de diverses formes d'aliénation économique ? Si les socialistes furent peu souvent au pouvoir en France, ils exercèrent tout de même avec fruit un contre-pouvoir dans l'opposition. La législation porte maintes traces de leurs interventions. Au plan de la société civile, comment passer sous silence la part déterminante prise par l'action syndicale, devenue progressivement un véritable quatrième pouvoir au vingtième siècle ?

Si l'on se tourne vers l'étranger,

le communisme soviétique et pourquoi pas, le national-socialisme ne saurait faire oublier les socialismes occidentaux qui ont occupé le pouvoir pendant des dizaines d'années en Suède, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Une chesse aux sorcières à l'encontre du beau nom de socialisme risque de se retourner contre ceux qui l'entreprennent au nom de la démocratie, car celle-ci n'est pas moins compromise que le socialisme dans l'aventure bolchevique. Qu'on songe aux démocraties populaires et au centralisme démocratique cher encore à Georges Marchais.

Alors, va-t-on renoncer aussi à la démocratie ? Ne vaudrait-il pas mieux réhabiliter les deux noms ensemble et révaloriser l'expression de social-démocratie, dont les imposteurs du socialisme et de la démocratie firent justement une mortelle injure ? Ainsi s'effectuerait un équitable retour de la vérité.

JEAN BASTAIRE  
écrivain

## CHRISTIANISME

## L'agonie d'un mythe

LA parution du *Kleriker* d'Eugène Drewermann, avec la vraie-fausse censure des autorités hiérarchiques catholiques qu'elle entraîne, suscite en France un certain émoi. On pourrait s'en étonner car plusieurs de thèses défendues par l'auteur l'ont déjà été, à maintes reprises, au cours des cent cinquante dernières années. Si son œuvre perturbe à un tel point les consciences encore attachées au credo de l'Eglise, c'est qu'il met à jour sa dimension mythologique.

L'une des caractéristiques d'un mythe, c'est qu'il ne peut fonctionner comme tel qu'aussi longtemps que ses adeptes n'ont pas pris conscience qu'il s'agit d'un mythe. Il n'acquiesce à la plénitude de son efficacité que s'il est considéré, avec une foi sans faille, comme l'expression pure et simple de la vérité. C'est pourquoi les théologiens qui étudient les

mythes des autres religions refusent d'admettre que la leur aussi est fondée sur une forme de mythe car c'est alors son fondement même qui est sapé. C'est à ce travail d'écroulement paisible que, sans polémique inutile, Drewermann s'est attelé.

Pour rendre compte de la réalité du monde, le christianisme a, en effet, élaboré, au cours des siècles, un mythe des plus cohérents et des plus puissants, celui du péché originel, en passant par l'incarnation et la rédemption sur la croix, va jusqu'à la résurrection des morts. Pendant deux mille ans, cette représentation de la réalité a permis à des millions d'hommes et de femmes d'interpréter leur vie et de lui donner un sens. Elle a pleinement joué son rôle de mythe, nous le reconnaissons, et il serait malvenu de minimiser son apport au patrimoine de l'humanité.

Mais cela justifiait-il pour autant le refus de lui appliquer les méthodes contemporaines de lecture des phénomènes religieux ?

BERNARD BESRET  
ancien prieur de l'abbaye de Boquen

## ÉCOLOGIE

## Du bon usage de la bicyclette

BIEN avant d'être un fidèle lecteur du Monde (je suis né en 1917), je fus un fervent pratiquant du vélo. Aussi les propos de M. Waechter, rapportés dans le numéro du 27 février, ne m'ont-ils pas laissé indifférent.

Pour rendre concrète sa démarche politique, M. Waechter fait appel à une comparaison avec la bicyclette. « Le Parlement européen, déclare-t-il, c'est comme un vélo à grand braquet sur un terrain plat : il faut pédaler beaucoup pour avancer peu ».

Comment peut-on avoir une conception aussi erronée du fonctionnement d'un vélo qui est pourtant, après la marche, le moyen de transport le plus écologique ? En vérité, on utilise un grand braquet (ou grand développement) lorsqu'un grand plateau du pédalier

entraîne un petit pignon sur la roue : à un tour du pédalier correspondent plusieurs tours de la roue. Contrairement à ce que croit M. Waechter, il suffit de pédaler peu pour avancer beaucoup.

Cette erreur de base corrigée, il n'est pas absurde de comparer le cycliste et le politique. Des champions ont réussi à « pousser de grands braquets » sur des routes difficiles. Ainsi, Aoguet et de Genille. D'autres, présumptueux, ont épuisé leurs forces en deux années, et la défaillance les a contraints à prendre l'allure, non sans mérite mais décevante, de modestes touristes routiers.

Le vélo et la politique ont ceci en commun qu'une analyse insuffisante du parcours à effectuer et un mauvais choix du braquet à utiliser ou fonction de ses propres forces risquent de faire perdre les pédales.

MARCEL SCALABRINO  
(Bourg-la-Reine)

## ÉLECTIONS

## Interdit de voyager

JE serai en voyage les 21 et 28 mars. Donc j'ai souhaité voter par procuration, mais comme je suis retraité, il m'a été dit que le bénéfice du vote par correspondance ne pouvait m'être accordé.

Si j'ai choisi cette période pour effectuer ce voyage ce n'est ni par hasard ni par négligence, mais parce que les tarifs sont moins élevés pour la destination qu'intéresse.

Il m'a été dit que cette restriction était apportée pour limiter les fraudes. Si les formalités sont bien faites et le contrôle sérieux au moment du vote, je ne vois pas

pourquoi les retraités pourraient frauder plus facilement que d'autres citoyens.

D'autre part, je suppose que cette fois encore, on entendra des lamentations sur les abstentionnistes trop nombreux alors que d'autres Français auront fait un effort (deux visites à la gendarmerie, un coup de fil, une photocopie) pour accomplir leur devoir de citoyen et en auront été empêchés. Je trouve donc cette application de la loi particulièrement bornée et injuste, mais peut-être la nouvelle Assemblée nationale pourra-t-elle l'améliorer (sans ma voix).

CLAUDE-MICHELLE MARMONNIER  
(Hauts-Savoie)

## UN LIVRE

## L'autre Liban

MON PAYS  
AU PASSÉ SIMPLE,  
de Mansour Labaky.  
Feyard, 188 p., 85 F.

VOICI un livre destiné aux enfants. Aux enfants libanais, plus précisément, pour qu'ils sachent que leur pays n'a pas toujours été un champ de bataille. Mais il n'est pas interdit à d'autres enfants de s'y plonger. Et on ne voit pas pourquoi des adultes ne prendraient pas plaisir à parcourir ces charmantes nouvelles qui rappellent certaines pages d'Alphonse Daudet.

« C'était hier, du temps de la France, écrit Mansour Labaky. Notre tendre mère, la France, comme nous l'appelions chez nous... » Cette déclaration d'amour ne paraît ridicule qu'à ceux qui ignorent tout de l'histoire de la montagne libanaise et des chrétiens d'Orient. « Et riez-vous encore, poursuit le narrateur, si je vous disais qu'à la libération de Paris, notre joie fut défilante ? Pendant trois jours et trois nuits, les cloches de toutes nos églises sonnaient à toute volée. »

« Notre mère » est personnifiée par cette religieuse française, supérieure de couvent, venue au Liban comme en terre

de mission, et qui n'en finit pas de découvrir avec effroi l'ambivalence et la souplesse de ses interlocuteurs. Mais comment lui expliquer que deux et deux ne font pas toujours quatre, que le oui n'est pas forcément le contraire du non, et qu'après l'heure c'est encore l'heure ? Le curé du village en personne viendra l'assurer qu'il est parfois utile de lire dans le marc de café...

Mansour Labaky est prêtre de rite maronite. Liturgiste, écrivain, poète et compositeur, il manie la langue française avec autant de dextérité que d'amour. Ce petit livre plein de tendresse vient nous rappeler un Liban heureux qui ne se limitait pas à Beyrouth et à ses collines. Il vient aussi prolonger une expérience originale : dès 1977, le Père Labaky a pris en charge des orphelins et des handicapés de guerre, chrétiens et musulmans, qu'il a installés à Douvres-la-Délivrande, dans le Calvados. Sa chorale des Petits Chanteurs du Liban, qui a déjà donné de nombreux concerts, est un témoignage permanent contre la guerre, la haine et la bêtise sous toutes ses formes.

ROBERT SOLÉ

## AVORTEMENT

## Après dix semaines

CETTE femme de quarante ans, au chômage, vivant avec un compagnon lui-même chômeur depuis de nombreuses années et père de deux enfants à sa charge, est enceinte d'une grossesse gémellaire (la pilule contraceptive trop chère, non remboursée comme celle devient la règle au mépris de la loi de 1974, n'a pas été achetée).

Cette grossesse, non désirée, inassumable dans la situation matérielle et morale, précaire de ce couple, a déjà atteint l'âge de douze semaines lorsque la femme se présente au centre d'interruption volontaire de grossesse.

En effet, comme il arrive souvent, elle a présenté un saignement un mois après le début de la grossesse.

sexe, en imposant pour des règles et retardant d'autant la prise de conscience de son état.

Trop tard ! La loi Veil d'autorise l'IVG qu'avant dix semaines !

On lui conseille l'Angleterre ou la Hollande (6 000 femmes françaises appartenant aux catégories socioculturelles et économiques les plus défavorisées font chaque année ce voyage dans ces deux monarchies « archaïques », pour tant beaucoup plus libérales et accueillantes que notre glorieuse République qui refoule les Espagnols et les Italiennes). Mais elle n'a pas les moyens. Comment trouver les 3 500 francs nécessaires ?

Si elle réussit à sortir de cette difficile situation et souhaite, comme elle m'en a exprimé le désir, une stérilisation tubaire, afin de régler d'une manière définitive le problème contraceptif, il lui sera difficile de trouver un médecin capable de répondre à sa demande dans notre région puisque, cet acte n'étant pas reconnu dans notre pays, aucun anesthésiste régional n'accepte de prendre le risque d'endormir une candidate dans le secteur hospitalier public depuis plusieurs mois.

Comme on le voit, le sort de certaines femmes a beaucoup progressé durant ces dix dernières années !

Docteur ALAIN BOURMEAU  
médecin travaillant dans un centre d'IVG

## ARTICLE 16

## De Gaulle et Lebrun

J'AI lu tous vos commentaires à propos de l'initiative présidentielle relative à l'abrogation de l'article 16.

Nulle part je n'ai lu la moindre allusion à la motivation exprimée par le général de Gaulle. Son argument était celui de l'armistice de 1940 : le président Lebrun s'est trouvé désarmé alors qu'il aurait pu agir, quitter la France métropolitaine, être une sorte de contre-Danton, s'il avait pu légitimer cette initiative. Telle a été la thèse du général.

JEAN-PAUL DAVID  
ancien membre du Comité consultatif constitutionnel.

## ADOPTION

## 120 francs pour dire non

MON mari et moi-même avons demandé au consul général de Pologne à Lyon les renseignements utiles qui nous auraient permis d'adopter un enfant polonais.

Dans sa réponse, en date du 26 janvier, le consul nous a fait savoir que ces renseignements nous seraient fournis contre l'envoi d'un chèque de 120 francs et d'une enveloppe timbrée à notre adresse. Nous y avons répondu le jour même avec envoi de chèque et de l'enveloppe.

Nous pensions, sans doute avec naïveté, que, puisque le représentant légal de la République de Pologne en France nous demandait un chèque et une enveloppe à notre nom, c'était pour nous envoyer des adresses de crèches ou d'institutions polonaises susceptibles de nous aider à faire aboutir notre projet d'adoption dans les meilleures conditions. Quelles ont été nos déceptions, d'abord, notre colère, ensuite, lorsque, pleins d'espoir, nous primes connaissance de sa réponse, en date du 8 février.

« Les personnes domiciliées à l'étranger peuvent présenter des demandes d'adoption des enfants polonais, dans certains cas, à savoir :

— si elles possèdent un lien de parenté avec la famille de l'enfant, — si elles possèdent la nationalité polonaise,

— si elles sont d'origine polonaise, entretiennent des liens avec la Pologne, connaissent la langue polonaise et si elles conservent, à la maison, les traditions et l'esprit polonais. »

Ne pouvions-nous pas nous donner ces précisions gratuitement lors de notre première réponse ?

Cette façon d'agir est un racket pur et simple.

ANNE ZIMBRIS  
(Marseille)

## Le Monde de l'éducation

## SONDAGE EXCLUSIF

## LES ÉTUDIANTS JUGENT LEURS FILIÈRES

Prépas, universités, IUT, BTS, écoles : discipline par discipline, les étudiants évaluent les performances de chaque filière, en termes d'intérêt des études et de débouchés. À lire absolument par tous les élèves de terminale, pour bien choisir leur orientation.

## • CAHIER SPÉCIAL : UNE GRANDE ENQUÊTE SUR LES JEUNES D'AUJOURD'HUI

Une véritable radioscopie de la nouvelle génération. Avec l'analyse d'experts : sociologue, chef d'entreprise, juge des enfants...

## • DOSSIER : CHOISIR UN SÉJOUR LINGUISTIQUE

Des conseils et des adresses, pour trouver des formules adaptées à l'âge de chacun.

## • ENQUÊTE : LES NOUVEAUX INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAÎTRES

Comment sont formés les enseignants de demain.

NUMÉRO DE MARS 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة القرآن



Tandis que les négociations de New-York piétinent

## L'usage de la force pourrait être autorisé par l'ONU pour empêcher le survol de la Bosnie

Au terme d'une semaine qui a vu les Serbes humilier constamment l'ONU et les Occidentaux en poursuivant leurs attaques en Bosnie orientale, certains membres permanents du Conseil de sécurité commencent à éprouver le besoin de durcir le ton.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité des Nations unies s'apprête à adopter une résolution tendant à faire respecter, par la force, la zone d'exclusion aérienne décrétée le 9 octobre dernier par la résolution 781. Seuls les votes humanitaires esortés par des avions militaires auront l'autorisation de survoler la Bosnie. La résolution 781 ne prévoyait cependant aucune modalité d'application.

C'est cela qu'il s'agit de décider maintenant - comme le réclame Washington depuis longtemps sans pour autant, avoir réussi à convaincre les Européens. La France ainsi que les Etats-Unis souhaitent que la nouvelle résolution soit applicable une semaine après son adoption. Les Britanniques, toujours réticents, préfèrent un délai plus long. Selon des sources diplomatiques, la Russie, qui avait espéré que la résolution interdisait le survol de la Bosnie

ferait partie de la mise en œuvre du plan de paix après son acceptation par les belligérants, pourrait s'abstenir. Moscou estime qu'une telle mesure pourrait nuire aux négociations en cours à New-York.

Un camouflet à la France

Sur le point de savoir pourquoi Paris a décidé de présenter le projet de résolution trois mois après sa rédaction, l'ambassadeur français à l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée, a dit : « Trop, c'est trop. Il est de plus en plus clair que les Serbes tentent, purement et simplement, d'annexer les villes de Bosnie orientale à la Serbie. Leur comportement à Srebrenica devient insupportable. » Un autre diplomate occidental membre du Conseil estime que la France est le pays qui ressent le plus « l'humiliation » que les Serbes infligent aux Occidentaux en « se moquant de tous les avertissements qui leur sont adressés ». Selon lui, « la décision courageuse » du général Philippe Morillon de rester à Srebrenica et d'attirer l'attention de la communauté internationale - surtout l'attention de l'opinion publique française - sur les attaques qui ont pris la forme d'un véritable camouflet a sûrement joué un rôle dans l'attitude des autorités françaises.

Pour l'ambassadeur américain, M<sup>me</sup> Madeleine Albright, « le climat

politique a changé et les actions des Serbes dans l'est de la Bosnie sont intolérables ». Parlant aux douze ambassadeurs de la Communauté européenne et faisant allusion aux bombardements des villes musulmanes par les Serbes, Lord Owen, coprésident (pour la CEE) de la Conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, a affirmé : « Franchement, j'estime que les infractions des Serbes sont annonciatrices d'infractions plus graves. Il faut agir. » Lord Owen estime néanmoins qu'il faudra donner du temps au Haut-Commissariat pour les réfugiés ainsi qu'aux organisations humanitaires de s'adapter à la situation que ne manquera pas de créer une nouvelle résolution du Conseil de sécurité.

Les discussions dans l'impasse

Par ailleurs, trois jours de négociations à New-York avec les dirigeants des parties en conflit en Bosnie-Herzégovine n'ont toujours rien donné. Les coprésidents de la Conférence, MM. Owen et Cyrus Vance (pour l'ONU), se sont entretenus avec le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, qui a quitté le table des négociations en déclarant : « Je ne peux plus continuer de parler tant que la violence continue à Srebrenica. » Les coprésidents se sont pourtant rendus à son hôtel à Manhattan, plus tard dans

Le convoi pour Srebrenica de nouveau bloqué par les Serbes

## Défis et humiliations

Le convoi d'aide humanitaire destiné à Srebrenica devait faire, vendredi 19 mars, une nouvelle tentative pour atteindre l'enclave musulmane de Bosnie orientale après avoir été bloqué jeudi par la police et l'armée de Serbie.

Une nouvelle fois, jeudi 18 mars, les Serbes ont ouvertement moqués des Nations unies, comme l'a reconnu sur place un officier des « casques bleus » bloqués depuis plus de huit jours à la frontière arbo-bosniaque. Cette fois-ci, les Serbes ont ajouté l'insulte à la blessure : c'est le prapra pullea de M. Stjepan Miletovic, président de Serbie, qui a bloqué le convoi humanitaire destiné à l'enclave musulmane de Srebrenica, que les forces serbes cherchent à réduire et où s'est installé le général Philippe Morillon, commandant en chef de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) en Bosnie-Herzégovine.

Or l'argument majeur utilisé par M. Miletovic pour feindre l'innocence dans les atrocités commises depuis près de deux ans tant en Croatie qu'en Bosnie est de répéter inlassablement que la Serbie est totalement étrangère au conflit en cours dans l'ex-Yugoslavie. Ce n'est pourtant bien des policiers et des militaires de Yougoslavie (réduits à la Serbie et au Monté-

négo) qui ont fait rebrousser chemin, jeudi, au convoi destiné à ravitailler les musulmans assiégés et affamés en Bosnie. De plus, croyant pouvoir empêcher les Serbes, la FORPRONU avait finalement accepté l'existence de ces derniers consistant à réduire l'écoulement du convoi à deux blindés légers. Une condition que l'ONU avait précédemment rejetée. Un policier serbe (de Serbie) a assuré avoir reçu « l'ordre de ne pas laisser passer le convoi », malgré les assurances serbes fournies auparavant au plus haut niveau puisque le haut-commissaire aux réfugiés, M<sup>me</sup> Sadako Ogata, ou, elle-même, trois entretiens téléphoniques jeudi avec M. Miletovic, qui lui avait promis de faire respecter la liberté de passage pour les convois humanitaires (voir l'article d'Isabelle Vichniac ci-contre).

Sarajevo bombardée

L'humiliation est, ici, d'autant plus patente que le président de la Serbie était reçu à l'exactement une semaine à Paris pour de longs entretiens avec M. François Mitterrand - à l'Élysée puis au Quai d'Orsay - ainsi qu'avec les négociateurs internationaux, MM. Cyrus Vance et David Owen. Au terme de ces discussions, M. Miletovic était reparti en assurant qu'il userait de son influence auprès des

Serbes de Bosnie pour qu'ils se maintiennent plus, concédant. En outre, responsable d'une force de l'ONU, le général Morillon, qui a été depuis près de dix jours pour obtenir des Serbes qu'ils laissent passer ce convoi, n'est pas moins officier français, ce qui, chargé des Serbes attachés à l'histoire et toujours sensibles à la langue alliance franco-serbe, n'est pas négociable.

La dramatique saga du convoi pour Srebrenica devrait connaître de nouveaux épisodes. Toujours aussi confident dans les « assurances » serbes - pourtant ignorées à maint reprises par leurs propres auteurs, - le général Morillon a annoncé jeudi soir que le convoi parviendrait dans la ville assiégée vendredi. Pendant ce temps, et alors que les négociations de New-York sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine marquent le pas, des sources proches de l'ONU dans la région, citées par Reuters, font état d'une progression rapide des forces serbes en direction de la ville de Srebrenica, dont elle ne serait plus qu'à moins de 5 kilomètres. Sarajevo a également connu de nouveaux bombardements qui sont parmi les plus violents que la capitale bosniaque ait connus depuis des semaines.

YVES HELLER

TURQUIE : l'offre de cessez-le-feu du PKK

## La presse exhorte le pouvoir à reconsidérer sa politique à l'égard des Kurdes

ISTANBUL

de notre correspondante

Une déclaration importante, au lendemain de l'offre de cessez-le-feu du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), était attendue à l'issue de la longue session du cabinet des ministres tenue dans la soirée du jeudi 18 mars. Mais les Turcs ont dû se contenter d'un communiqué réitérant l'appel à la reddition du PKK. Le premier ministre Süleyman Demirel, lui, se taisait. Une des hypothèses de la presse pour expliquer son silence inhabituel est que les autorités maintiendraient officiellement leur attitude inflexible à l'égard des séparatistes kurdes, tout en cherchant des compromis politiques dans les coulisses.

Il est d'ores et déjà évident que M. Alpdag Öcalan, chef du PKK,

surnommé Apo, ne sera pas autorisé à rentrer en Turquie et que le gouvernement n'engagera pas de pourparlers avec son organisation. Mais le climat a changé dans le pays. Les grands quotidiens ont tous publié des éditoriaux exhortant le gouvernement à reconsidérer sa politique à l'égard des 12 millions de Kurdes. « Qu'Apo soit sincère ou non, nous devons développer une nouvelle approche afin d'élargir les droits et les libertés et embrasser la population tout entière du pays », écrit M. Fehmi Kuru dans le quotidien pro-islamique Zaman.

Selon un sondage publié récemment par Hürriyet, 55 % des Turcs sont contre des négociations avec le PKK, mais 13 % seulement pensent que le problème kurde peut être réglé militairement, contre 46 % de partisans d'une solution politique.

Le nouvel an kurde, Nevroz, dimanche 21 mars, permettra de tester la bonne volonté des deux camps, ou du moins leur degré de contrôle sur leurs armées. L'an dernier à la même époque, une centaine de personnes avaient été tuées lors d'affrontements avec les forces de sécurité.

Cette année, malgré le dispositif important déployé à nouveau par l'armée, l'espoir subsiste que les forces de sécurité sauront résister aux provocations et se rallieront à l'attitude prônée par le rédacteur en chef de Hürriyet, M. Ertugrul Ozkok : « Célébrons le Nevroz ensemble, ne gâchons pas cet espoir par des sentiments primitifs de haine. Pensons à eux (les Kurdes), pour une fois. »

NICOLE POPE

la soirée de jeudi. Selon une source bosniaque, le président Izetbegovic « pourrait signer le plan de paix dans deux ou trois jours ». Le président refusait cependant de signer « quoi que ce soit » sans avoir la garantie écrite des Occidentaux membres du Conseil sur la mise en œuvre du plan de paix.

Le dirigeant des Serbes bosniaques, M. Radovan Karadzic, a, lui, participé à une réunion avec MM. Vance et Owen ainsi qu'avec le dirigeant croate, M. Mate Boban. « Nous n'avons pas fait de grands progrès, mais l'idée de rétrograder les frontières est formidable. Si les musulmans acceptent de nous rencontrer face-à-face, nous pourrions peut-être faire d'énormes progrès », a déclaré M. Karadzic après cette réunion.

Le leader serbe a réuni les journalistes pour annoncer que la participation de l'Allemagne aux opérations de parachutage de vivres aux populations civiles était « totalement inacceptable. Nous nous opposons très fermement à toute participation allemande dans la crise des Balkans ». Selon M. Karadzic, les soldats musulmans à Srebrenica ont reçu du matériel militaire ; « Une chose est sûre, 6-8-11 dit, ces matériels sont, soit passés en fraude, soit dans des convois soldant humanitaires ou bien lors des parachutages. »

AFSANÉ BASSIR POUR

Après les promesses non tenues de M. Milosevic

Le haut-commissaire pour les réfugiés en appelle à tous les chefs d'Etat

GENEVE

de notre correspondante

M<sup>me</sup> Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a lancé, jeudi 18 mars, un appel à tous les chefs d'Etat du monde, leur demandant de prendre des mesures pour que des secours d'urgence puissent parvenir à temps à Srebrenica. « Je condamne énergiquement, a-t-elle déclaré, l'attitude inacceptable des militaires serbes bosniaques qui empêchent, en dépit de leurs promesses écrites et verbales, l'accès de l'aide humanitaire aux victimes. »

Après avoir eu, au cours de la journée, trois entretiens téléphoniques avec le président serbe, Slobodan Milosevic, au cours desquels des promesses solennelles lui furent faites sur la liberté de passage des convois humanitaires, M<sup>me</sup> Ogata avait retrouvé quelque confiance. Malheureusement, cette confiance allait être trahie, une fois de plus, quand des militaires serbes bloquèrent les convois de vivres et de médicaments se dirigeant vers l'enclave.

La loi de la jungle

Des nouvelles tragiques communiquées par radio parvenaient au HCR. Deux de ses délégués sur place, Larry Hollingworth et Laurens Jullies, affirmaient que les conditions de survie dans la ville étaient les pires qu'ils aient jamais connues. Puis revenait, toujours par radio, cet appel lancinant : « Situation ne cesse de s'aggraver. Besoin urgent de convois pour nourrir personnes désespérées. »

Selon M<sup>me</sup> Christiane Berthiaume, porte-parole du HCR, les secours parachutés ne peuvent pas être distribués. C'est la loi de la jungle dans les rues. Des habitants se battent au couteau - et parfois se servent de leur fusil - et seuls les plus robustes peuvent s'emparer des colis. Mais les plus faibles et les réfugiés épuisés qui continuent à affluer de Cerske et Konjevic Polje n'en viennent pas à bout. Plus de trois cents blessés graves ne peuvent être admis à l'hôpital, qui ne dispose que de cent lits.

Le HCR confirme que la population implore le général Morillon de ne pas l'abandonner, mettant en lui son seul espoir. Jeudi à la mi-journée, le HCR avait dénombré seize nouveaux morts de faim et de froid.

ISABELLE VICHNIAC

POLOGNE : un revers pour M<sup>me</sup> Suchocka

## La Diète a rejeté le plan de privatisations de masse

Les députés polonais ont rejeté jeudi 18 mars, par 203 voix contre 181 et 9 abstentions, le projet de loi sur les privatisations de masse, qui prévoyait la privatisation de six cents grandes entreprises d'Etat.

Ce vote inattendu constitue un revers pour le gouvernement de M<sup>me</sup> Hanna Suchocka, même si le premier ministre a préféré y voir « un recul plutôt qu'une défaite ». C'est, a concédé M<sup>me</sup> Suchocka, un avertissement « qu'un abandon de la voie des réformes est possible ».

Outre l'importance économique du projet de loi, considéré comme crucial dans le dispositif gouvernemental de passage à l'économie de marché, le vote de la Diète reflète aussi l'extrême fragilité de la coalition gouvernementale, composée de sept partis politiques. Vingt-sept députés de la coalition ont en effet fait défaut lors du vote, dont dix membres du parti ultra-conservateur ZChN (chrétiens-nationaux), qui reprochent au gouvernement de vouloir

brader le patrimoine polonais. Les plans de privatisation présentés en Pologne depuis l'automne 1991, essentiellement sous la houlette de M. Janusz Lewandowski, membre du enggrès libéral-démocrate (KLD) et ministre des privatisations, ont connu de nombreuses vicissitudes politiques.

La dernière version prévoyait la création de vingt fonds d'investissements, gérés ou départ par des experts occidentaux, pour superviser la transformation de 600 firmes d'Etat en sociétés privées ; dans un second temps, des actions à bas prix devaient être proposées au public polonais.

Le premier ministre a fait savoir dans la soirée, après avoir réuni les ministres et les chefs de partis concernés, qu'elle ne renonçait pas à faire adapter ce plan par la Diète, à un moment où la plupart des indicateurs économiques montrent que la Pologne est sur la bonne voie. - (UPI, AFP.)

HONGRIE

## Le premier ministre prend ses distances avec l'extrême droite

BUDAPEST

de notre correspondant

Le Forum démocratique (MDF), le principal parti de la coalition conservatrice au pouvoir, semble s'acheminer vers une rupture avec le député Istvan Csorba, chef de file du courant d'extrême droite au sein du MDF.

Dans un entretien publié dans le quotidien pro-gouvernemental Részeg, mercredi 17 mars, le premier ministre József Antall a laissé entendre qu'il souhaite isoler M. Csorba et son organisation, la Voie hongroise, accusés de vouloir « prendre le pouvoir ».

A son accoutumée, le premier ministre, toujours très prudent et souvent ambigu, n'est pas allé jusqu'à demander l'exclusion du député démagogue du parti, mais ses remarques s'inscrivent dans le cadre d'une campagne visant à marginaliser M. Csorba. Ce dernier, qui se présente comme le

porte-parole des exclus et des déçus de la transition, avait déclenché une virulente offensive aux accents antisémites contre le premier ministre l'été dernier, menaçant l'unité du parti et donc la stabilité du gouvernement.

M. Csorba avait renforcé sa position au sein de la direction du MDF lors du congrès de janvier, en concluant une trêve avec M. Antall. Mais depuis le congrès, M. Csorba a été progressivement mis sur la touche, et la rupture, encore non officielle, est en fait consommée, puisque la Voie hongroise a annoncé son intention de présenter ses propres candidats aux législatives de 1994.

Le dénouement semble approcher. Mais après avoir tergiversé pendant plus de six mois, le premier ministre est accusé par ses adversaires de faire trop peu et trop tard.

YVES-MICHEL RIOLS

ITALIE

## Arrestation du vice-président du Parti libéral

Le vice-président du Parti libéral italien, M. Attilio Bastianini, a été arrêté vendredi 19 mars pour corruption, selon l'agence de presse italienne ANSA.

Le Parti libéral, qui fait partie de la coalition au pouvoir, avait jusqu'ici été épargné par les affaires de corruption qui secouent le monde politique et financier en Italie. La veille, les magistrats char-

gés des enquêtes sur la corruption avaient lancé une trentaine d'avis d'enquête et de mandats d'arrêt, en application desquels, notamment, le fils de l'ex-président de la république italienne Giovanni Leone, M. Mauro Leone (démocrate-chrétien), a été inculpé pour escroquerie, falsification de comptes et association de malfaiteurs. - (Reuters, AFP.)

Alain Lipietz  
Vert espérance  
L'avenir du développement durable

# ALAIN LIPIETZ

« Pour y voir clair dans la pensée des Verts, Alain Lipietz nous prend la main. »  
La Tribune Desfossés

« Le livre d'Alain Lipietz arrive à point nommé. En donnant une grande bouffée d'air à la quotidienneté, Lipietz justifie pleinement le beau titre qu'il a donné à son livre : Vert espérance. C'est déjà beaucoup. »  
Politix

Alain Lipietz dédicacera son livre au Salon du livre le samedi 20 mars entre 15 et 18 heures stand E 51

LA DÉCOUVERTE



## EUROPE

## La Russie entre deux putschs ?

Suite de la première page

Les amis de Boris Eltsine n'ont pas tort de voir derrière le slogan des députés - « Tout le pouvoir aux Soviets ! » - une réminiscence de la tactique des premiers bolcheviks visant à opposer deux pouvoirs : un gouvernement impuissant et des assemblées qu'ils avaient préalablement nommées. L'énigme n'accusait-il pas alors Kerenski, le malheureux chef du gouvernement provisoire, de vouloir instaurer une « dictature » ? On sait ce qu'il en est advenu...

Un autre précédent de l'histoire récente est celui des dernières années de la « perestroïka », avec les mêmes facteurs destructeurs : au sommet, la « gorbatchévisme » d'un pouvoir présidentiel hésitant et contesté ; plus bas, l'éclatement d'un empire tiraillé à l'extérieur et à l'intérieur, un des arguments opposés actuellement à la tenue d'un référendum dans la fédération de Russie est qu'il semblerait contesté ou boycotté par une partie des Républiques qui la composent, accentuant les tendances centrifuges ; plus bas encore, la dégradation inéluctable de la situation économique. Cette dégradation n'a pas commencé avec Boris Eltsine - ni même avec Gorbatchev. Mais, l'inflation aidant, elle s'est accélérée.

Du coup, la question de l'œuf et de la poule, de la priorité entre le politique et l'économique, ne se pose plus dans les mêmes termes. Michail Gorbatchev avait la possibilité théorique de réformer l'économie avant de toucher au système politique. Il ne l'a pas fait, et cette « voie chinoise » n'est plus praticable actuellement, n'en déplaise à ses admirateurs, nombreux en Russie jusque dans l'entourage de Boris Eltsine. Car aujourd'hui le conflit politique éclipsé tous les autres : c'est de sa solution que dépend tout le reste, y compris l'avenir des réformes économiques.

De fait, à quel bon « réformer » quand les oukazes du président sont annulés par le Parlement, et de toute façon oubliés à peine signés ; quand la discipline la plus élémentaire fait défaut à tous les échelons ; quand des réseaux parallèles détournent une part importante de la production intérieure (en baisse constante) et de l'aide occidentale ? Comme l'a révélé récemment un rapport commandé par le vice-président Roukokoï, les exportations de Russie ont rapporté 17 milliards de dollars l'an dernier, mais un quart de cette somme est resté à l'étranger, et la proportion est encore plus forte en ce qui concerne les ventes de pétrole. Au point que M. Carides-

sus, le directeur du FMI, a lancé un avertissement : « une aide occidentale n'a aucun sens si ensuite ces capitaux sont transférés dans les banques de Zurich, Paris ou Londres ».

Cela dit, Boris Eltsine n'est ni Kerenski ni Michail Gorbatchev. Pas seulement en raison de son tempérament, mais parce qu'il a plus d'outils dans son jeu. Dans un pays démocratique « normal », lorsqu'un président entre en conflit avec son Parlement, les opinions tout comme les observateurs étrangers ont tendance à soutenir le législatif, jugé plus « démocratique » que l'exécutif. Rien de tel dans la Russie d'aujourd'hui, où, à défaut de légalité indiscutable (la Constitution « brève » a été amendée... trois cent vingt fois et a plus aucune cohérence), la notion qui l'emporte est celle de « légitimité ».

## Le « coup d'Etat légal »

Or celle-ci est sans conteste en faveur du président. Boris Eltsine a été élu en 1991, à un moment où le vieux système était en fonction pour quelques mois encore, mais tout de même après avoir démissionné (dès 1990) du Parti communiste. Il ne pouvait donc y avoir erreur sur la personne. Le Parlement, lui, a été élu un an plus tôt, avec près de cent députés (sur mille) se présentant sous la bannière communiste. Depuis la liquidation du PC et l'adhésion de ses membres à toutes sortes de nouveaux partis, la moindre des choses serait pour eux de remettre leur mandat en question pour tester leur nouvelle étiquette.

Boris Eltsine a laissé passer l'occasion qu'il avait, au lendemain du putsch de 1991, d'imposer ce test. Aujourd'hui, il est trop tard (même les « démocrates » ne sont pas pressés de se présenter devant les électeurs) et, après l'impasse constatée lors du dernier Congrès des députés, on ne voit pas par quel miracle le conflit peut trouver une solution satisfaisante par le négociation. Même la solution intermédiaire d'un référendum ou d'un « sondage populaire » ne saurait régler le problème essentiel, qui est celui du pouvoir.

Les rumeurs de coup de force qui reviennent périodiquement à la surface doivent être examinées dans ce contexte particulier. Il ne suffit pas de parler de « putsch » en général, mais des deux formes qu'il pourrait prendre : un putsch « anti-Eltsine » ou un putsch « avec Eltsine », déclenché par lui ou avec son soutien.

S'il s'agit du premier cas, la situation a bien changé depuis 1991. En l'absence de tout communisme digne de ce nom, l'initiative ne peut venir que de l'armée. Mais avec quels généraux et pour quoi faire ? A la différence de son prédécesseur, Boris Eltsine a pris ses précautions en confiant le haut commandement des forces armées et de la sécurité à des hommes sûrs. Le général Gratchev, ministre de la défense, est même

tellement « eltsinien » que les conservateurs réclament sa démission à cor et à cri. Certes, des troupes sont toujours possibles. Mais on ne doit pas oublier que l'une des raisons majeures de l'échec du putsch de 1991 a été le refus de la troupe de tirer sur la foule. Ni que la Russie n'est pas une République d'Amérique centrale, qu'elle n'a aucune tradition de putsch et que, depuis l'échec du général Kornilov en 1917, elle a régulièrement raté tous ceux qu'elle a entrepris.

Compte tenu de tout cela - et des divisions prévisibles dans l'armée -, il est très douteux qu'un gouvernement militaire, même appuyé par une majorité du Parlement, soit capable dans tout le pays. Au lieu de ramener l'ordre, il aurait toutes chances de conduire au contraire à l'avant-garde d'anarchie, voire à des affrontements armés entre garnisons et régions.

Dans le cas d'un coup de force déclenché en faveur du président (une sorte de coup d'Etat « légal », si l'on veut), le scénario est différent. Le mot « coup d'Etat » ne serait pas garanti non plus, mais l'affaire serait tout de même un peu plus crédible. On voit mal comment les Moscovites se mobiliseraient autour d'un Parlement qui représente pour eux le passé et qui, dans le meilleur des cas, leur est largement indifférent (ils l'ont fait en 1991, mais parce que Boris Eltsine en était la figure centrale).

De toute manière, l'artifice de l'état d'urgence permettrait de modifier le scénario et d'éviter les mesures extrêmes. Pour peu qu'il utilise ses pleins pouvoirs pour rétablir un minimum d'ordre, qu'il promette des élections et l'adoption d'une constitution dans un délai déterminé, le président russe pourrait, malgré son passé, prendre un nouveau départ.

Pour le moment, ni M. Eltsine ni les militaires qui le soutiennent ne souhaitent s'engager dans cette voie. Mais, comme tout le monde - à l'exception apparente des parlementaires - est conscient que les « compromis pourris » passés jusqu'à présent sont la pire des solutions, une telle attitude ne saurait être considérée comme définitive.

Quant à l'Occident, il se trouve lui aussi devant un paradoxe : ses traditions le conduisent à privilégier les solutions pacifiques et « constitutionnelles », c'est-à-dire le statu quo. Mais il doit bien constater que ce statu quo ne fait qu'enfoncer chaque jour davantage la Russie dans l'anarchie, et que cette anarchie vide de sens toute l'aide apportée au développement économique de ce pays. Aussi bien, ce sont ceux qui, tels M. Mitterrand, souhaitent le plus renforcer cette aide qui devraient pousser le plus en faveur d'un pouvoir fort à Moscou, c'est-à-dire au « coup d'Etat légal » évoqué plus haut. Vaste dilemme.

MICHEL TATU

## DIPLOMATIE

La visite de M. Jacques Delors à Washington

## Le malaise entre les Etats-Unis et la Communauté européenne n'a pas été dissipé

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'est déclaré toujours « inquiet » des risques de déclenchement d'une guerre commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis après sa rencontre, jeudi 18 mars à Washington, avec le président Bill Clinton. M. Delors et M. Clinton ont également parlé de l'aide à la Russie. Il se confirme à ce sujet que, contrairement au vœu de la France, il n'y aura pas de sommet des sept pays les plus riches consacré spécialement à cette question avant celui de Tokyo en juillet prochain.

## WASHINGTON

de notre correspondant

Une journée de conversations au plus haut niveau à Washington, dont un entretien avec le président Bill Clinton, jeudi 18 mars, a laissé M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, toujours aussi « inquiet » quant à la perspective d'une bataille commerciale entre les Etats-Unis et la CEE.

A l'évidence, M. Clinton n'a pas rassuré son hôte, qui est sorti d'une visite d'une heure et demie à la Maison-Blanche en déclarant qu'il « restait inquiet » et qu'il avait attiré l'attention du président américain sur « les aspects négatifs » des sanctions que les Etats-Unis s'approprient à prendre contre l'Europe. Si les dirigeants américains souhaitent faire un geste d'apaisement, il leur restait la journée de vendredi, et l'occasion d'une deuxième série d'entretiens avec M. Delors, pour annoncer la suspension ou le report des sanctions commerciales que l'administration entend rendre effectives à partir de lundi prochain.

Dénouant une directive de Bruxelles sur l'attribution des marchés publics au sein de la Communauté - qui autorise une préférence de prix de 3 % en faveur des entreprises européennes - les Etats-Unis ont décidé une série de mesures de « rétorsion » devant, en principe, entrer en vigueur le 22 mars : les marchés publics américains seront fermés aux entreprises européennes dans les domaines des télécommunications, des transports et des équipements électriques.

M. Delors a dit à la presse que le président Clinton lui avait assuré que les récents « incidents » entre la CEE et les Etats-Unis en matière commerciale étaient imputables à « l'héritage » de l'administration Bush. Cela est sans doute vrai pour les droits de douane supplémentaires sur les importations d'acier dont les Etats-Unis viennent de taxer huit pays européens : la procédure avait été entamée bien avant l'élection présidentielle de novembre dernier. Cela n'est, en revanche, manifestement pas le cas pour les décisions concernant l'accès aux marchés publics qui, si elles sont confirmées lundi, apparaîtront bel et bien comme les premières sanctions commerciales contre la CEE prises par l'administration Clinton.

## Répartition des tâches

Elles portent sur un montant de contrats peu élevé (quelque 50 millions de dollars), mais leur charge symbolique et politique est lourde : elles peuvent marquer le début de la guerre commerciale entre les deux géants économiques que sont la CEE et les Etats-Unis. C'est ce que M. Delors a expliqué au président Clinton : « J'ai fait valoir l'effet fâcheux que ces mesures vont provoquer », notamment au moment de la difficile négociation sur le GATT, puisqu'elles vont encourager en Europe « ceux qui sont pour le protectionnisme », a indiqué le président de la Commission.

Avant de s'entretenir avec M. Delors, le président Clinton avait affirmé : « Je ne veux pas de guerre commerciale avec la CEE, je ne pense pas qu'il y en aura une. » Cette déclaration, comme beaucoup d'autres du président, semble confirmer une manière de répartition des tâches à Washington : M. Clinton tient des propos rassurants, voire élogieux, tandis que son représentant pour les négociations commerciales, l'avocat Mickey Kantor, annonce, lui,

les sanctions. La semaine dernière, M. Kantor avait brusquement rompu des pourparlers en cours avec la CEE sur la question des marchés publics.

Les Européens contestent l'offensive américaine. Ils font valoir que la législation fédérale - le *Buy American Act* - tout comme celles des différents Etats de l'Union, contiennent des clauses encore plus protectionnistes que celles de la directive européenne. Le commissaire européen chargé des questions commerciales, le Britannique Leon Brittan, a proposé aux Etats-Unis qu'Européens et Américains commanditent une enquête « indépendante » sur cette question de l'accès aux marchés publics de part et d'autre de l'Atlantique. Jusqu'à présent, l'administration Clinton n'a pas répondu.

## L'aide à Moscou

Outre les questions commerciales, abordées dans le cadre d'une discussion sur l'« harmonisation » des politiques de relance, MM. Clinton et Delors ont, « longuement », discuté de l'urgence de la nécessité d'aider la Russie. M. Delors a, là-dessus, des « idées nouvelles » - dont ni l'un ni l'autre n'ont encore publiquement fait part. La discussion s'est prolongée avec le conseiller du président pour les affaires de sécurité, M. Anthony Lake, et avec un des principaux responsables économiques à la Maison-Blanche, M. Robert Rubin. M. Delors avait eu l'occasion d'en parler dans la matinée avec certains des dirigeants du Congrès, puis lors d'un déjeuner de travail avec le secrétaire au Trésor, M. Lloyd Bentsen ; il devait en repartir, vendredi, avec le vice-président, Albert Gore, et avec le secrétaire d'Etat, M. Warren Christopher - lequel doit prononcer lundi, à Chicago, un « grand » discours sur cette question.

Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, est attendu le lendemain, mardi, à Washington pour préparer le sommet Clinton-Eltsine des 3 et 4 avril à Vancouver. La Maison-Blanche s'est « félicitée » jeudi de la proposition des Japonais, qui président le groupe des sept pays les plus industrialisés, d'organiser dans la foulée de Vancouver, vers la mi-avril, sans doute les 19 et 20, une réunion des ministres des affaires étrangères et des finances du G-7 sur l'aide à la Russie. Cette réaction paraît démentir des déclarations en provenance de l'Elysée (voir ci-dessous), selon lesquelles le président américain « réfléchissait » à l'idée d'un sommet extraordinaire des Sept, avant celui de juillet à Tokyo. Le « sherpa » américain, M. Lawrence Summers, sous-secrétaire au Trésor, s'est en tout cas déclaré « optimiste » : « Le G-7 sera en mesure de fournir une aide significative aux réformes en Russie au cours des prochains mois », a-t-il dit jeudi.

## ALAIN FRACHON

o Entretien téléphonique entre M. Mitterrand et M. Clinton à propos de la Russie. - Les présidents Mitterrand et Clinton se sont entretenus mercredi 17 mars par téléphone de la situation en Russie. Le chef d'Etat français a rendu compte de sa récente visite à Moscou. M. Bill Clinton, qui partage le point de vue de M. Mitterrand sur l'urgence d'aider M. Boris Eltsine, a déclaré qu'il réfléchirait à l'opportunité d'un sommet spécial du G-7 avant celui de juillet, a-t-on affirmé de source autorisée à l'Elysée.

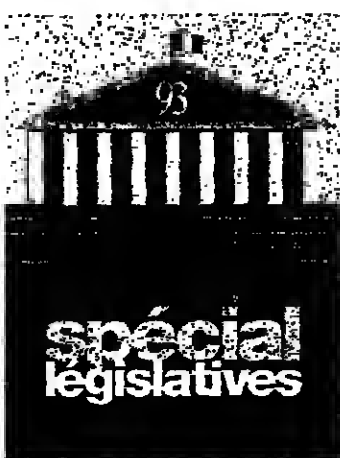
## Prisons d'enfants

La loi russe permet l'emprisonnement des mineurs à partir de l'âge de sept ans. Dans les prisons de Saint-Petersbourg, 1 500 enfants et adolescents, le crâne rasé, sont entassés jusqu'à 17 dans des cellules non chauffées d'une douzaine de mètres carrés, selon des rapports d'une association allemande d'aide humanitaire, Psalm 23, confinés par une enquête du consulat d'Allemagne sur place. Environ 700 de ces détenus mineurs souffrent de tuberculose.

Cette situation a été examinée, jeudi 18 mars, à Strasbourg lors d'une audition publique en marge de la session plénière de la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (CPLRE). M. Alexandre Rodin, conseiller municipal de Saint-Petersbourg, a expliqué qu'une dizaine de milliers d'enfants, abandonnés à eux-mêmes dans les rues de la ville, sont susceptibles d'être arrêtés pour

des délits mineurs. L'exemple d'un enfant de quinze ans condamné à quatre ans de prison, et en détention depuis deux ans, pour le vol d'une somme équivalente à un dollar (300 roubles), a été cité.

Ces détenus, qui n'ont eu mieux qu'une heure par jour de « promenade » dans de minuscules cours couvertes de grilles, souffrent de malnutrition, sont couramment battus et maltraités. En outre, les sections psychiatriques des mêmes prisons sont peuplées, dans des conditions aussi indignes, d'enfants qui, à 80 %, sont tout à fait normaux, selon M. Rodin. Abrutis de terribles coups, leur internement n'est souvent justifié que par l'alcoolisme des parents. Un membre de la Commission des affaires sociales du Conseil de l'Europe a en vain cherché la situation à Saint-Petersbourg n'est pas pire que dans d'autres prisons de Russie. - (AFP.)

PENDANT 4 SEMAINES  
LE POINT  
PARAITRA  
LE VENDREDIAUJOURD'HUI  
PSYCHANALYSE DE LA FRANCE

o ALLEMAGNE : inculpation de néo-nazis. - Une trentaine de militants de partis d'extrême droite interdits ont été inculpés jeudi 18 mars à la suite de perquisitions dans vingt-six logements dans l'ouest de l'Allemagne, a annoncé le parquet de Cologne. - (AFP.)

o ESPAGNE : un garde civil tué au Pays basque. - Un garde civil a été tué par balles et un autre blessé dans un attentat commis jeudi 18 mars à Saint-Sébastien (Guipuzcoa) par deux jeunes gens qui se sont enfuis à pied après avoir ouvert le feu sur l'automobile des gardes civils, ont indiqué les autorités. - (AFP.)

o GRANDE-BRETAGNE : le président et le directeur général de la BBC maintenus en fonctions. - Le conseil des gouverneurs de la BBC a décidé, jeudi 18 mars, de ne pas demander la démission du directeur général de la chaîne nationale britannique, John Birt, mis sur la sellette pour fraude fiscale après s'être fait payer pendant six ans comme simple pigiste, ni celle de son président, Marmaduke Hussey, qui avait autorisé cette opération (le Monde du 19 mars). Le conseil a indiqué que l'éventualité de la démission de ces deux dirigeants n'était pas « dans l'intérêt de la BBC ». Il a décidé que toutes les décisions relatives aux salaires des employés de la chaîne seraient désormais soumises à son approbation.

o SLOVAQUIE : démission du ministre de l'économie. - Le ministre de l'économie, Ludovit Cernak - seul ministre non membre du parti du premier ministre Vladimir Meciar - a annoncé, jeudi 18 mars à Bratislava, qu'il présenterait sa démission vendredi, jour où une décision sera attendue dans le conflit grandissant entre M. Meciar et son ministre des affaires étrangères, Milan Kuzak. - (AFP.)

Handwritten note in Arabic script: « كل من لا يقرأ لا يفهم » (Who does not read does not understand).



## AFRIQUE

### RWANDA : contre la guérilla et un gouvernement d'opposition

## Le président Habyarimana se bat sur deux fronts

Drôle de situation au Rwanda : le « pays aux mille collines » est « englué » depuis deux ans et demi dans une guerre civile qui ne dit pas son nom, tout en étant engagé dans un processus de démocratisation. Le président Juvénal Habyarimana se bat donc sur deux fronts. D'un côté, il résiste, avec les Forces armées rwandaises (FAR) et l'aide de la France, aux rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). De l'autre, il essaie de négocier au mieux le passage au multipartisme, avec le Mouvement révolutionnaire national pour le développement et la démocratie (MRND), l'ancien parti unique qu'il dirige, ainsi que la cohabitation avec une opposition qui souhaite son départ.

KIGALI

de notre envoyé spécial

Arrivé aux affaires après un coup d'État militaire, en 1973, le général Habyarimana n'est pas homme à s'incliner sans lutter. Le gouvernement de transition, en place depuis le

16 avril 1992, composé du MRND et de quatre partis d'opposition, a signé le 7 mars avec les rebelles du FPR, à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, un accord incluant la fin des hostilités et la reprise de négociations globales. Celles-ci devaient aboutir à la paix, avant le 10 avril, et prévoir un partage du pouvoir débouchant, dans les prochains mois, sur les premières élections libres de l'histoire du pays (le Monde du 17 mars).

En dépit de multiples violations, le président Habyarimana considère que le cessez-le-feu entré en vigueur le 9 mars à minuit est « globalement respecté ». Au cours d'un entretien qu'il nous a accordé jeudi 18 mars, il a cependant émis des doutes sur la bonne foi du « FPR qui a bombardé Byumba avec des katouchas et des mortiers mercredi après-midi ». Le président affirme vouloir respecter les termes de l'accord de Dar-es-Salaam, qui prévoit le départ de la moitié des troupes françaises si le FPR se replie « effectivement sur les positions qui étaient les siennes avant le 8 février ».

Le chef de l'État, qui apprécie « les gestes d'amitié de M. Mitterrand pour le peuple rwandais », se réserve toutefois « la possibilité de faire de nouveau appel à ses amis en cas de violation grave du cessez-le-feu ».

Sur le terrain, M. Habyarimana compte beaucoup sur « le déploiement de trois compagnies d'observateurs internationaux des Nations unies sur la frontière rwando-ougandaise et la présence d'une force d'interposition de trois mille « casques bleus » dans la zone tampon libérée par le FPR ». Les massacres perpétrés en janvier par ses partisans sur les membres de la minorité tutsie et des opposants lui apparaissent aujourd'hui « condamnables », mais sont « un faux problème brandi par le FPR pour attaquer le Rwanda ». Car, selon lui, « les rebelles préparaient leur agression depuis le mois de novembre ».

#### « La duplicité du chef de l'État »

M. Habyarimana, qui refuse de présider le conseil des ministres, où les frictions sont grandes, estime néanmoins que ses « relations avec le gouvernement de transition sont bonnes ». « Je rajoute ce que les ministres décident », précise-t-il. Sur les échéances politiques à venir, il souhaite que la fin de son mandat, le 31 décembre, coïncide avec les premières « élections législatives et provinciales » pluralistes de l'histoire du Rwanda.

Le premier ministre, M. Dismas Ndayishimiye, membre du Mouve-

ment démocratique républicain (MDR), nous a confirmé jeudi que « les rapports du gouvernement avec le président [étaient] difficiles ». Il a insisté sur « la duplicité du chef de l'État et du MRND, qui s'accrochent au pouvoir pour le pouvoir ». Comme le premier ministre des travaux publics et de l'énergie, M. Félicien Gatabazi, membre du Parti social-démocrate (PSD), il considère qu'« il faut aller vite mais rester prudent ».

Si les négociations d'Arusha, qui ont repris le 16 mars, se concluent sur un accord de paix solide, « il faudra un mois, estime l'opposition, pour former le nouveau gouvernement provisoire à base élargie incluant cinq ministres FPR. Nous pourrions alors organiser les élections municipales dans les six mois, puis les législatives, et ensuite nous pourrions penser au scrutin présidentiel ». Une « chronologie à respecter impérativement » pour l'opposition, qui redoute de voir M. Habyarimana se présenter pour un nouveau mandat présidentiel, avec l'appui d'une administration et d'une structure politique en place depuis longtemps, issues de l'ancien parti unique et complètement acquiescées à sa cause.

FREDERIC FRITSCHER

## Retrait d'une partie des troupes françaises

Aux termes de l'accord conclu le 7 mars dernier à Dar-es-Salaam entre le gouvernement du Rwanda et le Front patriotique rwandais (FPR), la France a prévu de retirer une compagnie de cent cinquante hommes de son contingent de six cents hommes déployés sur la frontière rwandaise.

Ce retrait, qui a commencé le 17 mars, doit être effectif dans les huit jours à compter de cette date. Il ne concerne pas le détachement d'assistance militaire et d'intervention (DAMI), d'une soixantaine d'hommes, que la France a mis en place en vertu des accords d'assistance signés le 18 juillet 1975.

Cette première compagnie relèvera Bangui, en République centrafricaine, avant le fin de cette semaine. Elle faisait partie des renforts – deux compagnies, soit trois cents hommes – envoyés au Rwanda après le 8 février dernier, lorsque le FPR a lancé une offensive contre les troupes gouvernementales dans le nord du pays. La deuxième

compagnie devrait rester momentanément sur place, en attendant que le FPR se replie derrière les positions qu'il occupait avant le 8 février.

#### Deux autres compagnies

Aux termes de l'accord de Dar-es-Salaam, dont l'annexe sur le retrait des troupes étrangères n'a pas été rendue publique (le Monde du 17 mars), la France doit retirer deux autres compagnies, soit deux autres compagnies réunissant trois cents hommes (qui étaient présentes avant le 8 février), seront cantonnées à Kigali, la capitale du Rwanda, à partir du 17 mars, jusqu'à leur remplacement par une force internationale neutre, convenue d'un commun accord entre le gouvernement et le FPR sous le contrôle de l'ONU. Ces deux compagnies protègent l'aéroport de Kigali et les réservoirs d'eau potable dans la ville.

J. I.

### ANGOLA : la guerre civile

## La souricière de Malange

Les communiqués militaires ont pris la pas sur les manœuvres diplomatiques en Angola. Le gouvernement a rejeté l'idée, suggérée par les Nations unies, d'une rencontre au plus haut niveau entre les deux parties en guerre. Pour les autorités de Luanda, la reprise de la ville pétrolière de Soyo (le Monde du 16 mars) compense la chute de Huambo, désormais aux mains de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Selon des témoignages de survivants, la deuxième ville du pays « a été rayée de la carte ». Le mouvement de M. Jonas Savimbi, qui contrôlerait 70 % du territoire, encerclerait plusieurs autres capitales provinciales.

MALANGE

de notre envoyé spécial

Il y a dix jours, les mille quatre cents habitants de Cacuso, village soupçonné de sympathie pour le Mouvement populaire pour la libération de l'Angole (MPLA), l'ex-parti unique, toujours au pouvoir, ont fui l'envahissement des soldats de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) pour se réfugier aux environs de Malange, capitale de la province du même nom. Ils ont parcouru 70 kilomètres à pied, la peur au ventre, pour échapper aux portes de la ville dans une nuit défilée et ténébreuse. Dans plusieurs camps tout aussi précaires, répartis aux alentours, trente-six mille autres réfugiés ont connu un sort identique.

Sans moyens de transport, ceux de Cacuso n'ont pu emmener que quelques hardes. Ils dorment à même le sol, sans couvertures ni matelas, à la belle étoile ou dans les quelques maisons détruites qui entourent l'usine. Le riz que vient de leur livrer l'ONU, par le biais du Programme alimentaire mondial (PAM), cuit dans des boîtes de conserve. Dans la majeure partie du pays, seules les organisations



internationales assurent désormais la survie des deux à trois millions de personnes déplacées – le pays compte dix millions d'habitants – fuyant les combats qui se livrent l'UNITA et les troupes du gouvernement de Luanda.

#### Marché noir

Depuis leur arrivée à Malange, les habitants de Cacuso ne savent plus ce qu'ils peuvent espérer. L'occupation de leur village par les troupes de l'UNITA les empêche d'y retourner : l'encerclement de la ville leur interdit de fuir plus loin. Malange la salvatrice est devenue un piège. Aux élections de septembre dernier, la ville avait voté pour le MPLA. Aujourd'hui, à l'instar de quelques autres capitales de province, elle est totalement encerclée par l'adversaire, déployé à une vingtaine de kilomètres. Vainement, les troupes gouvernementales tentent de desserrer l'étau par quelques coups de canon. Invariablement, ceux d'en face leur répondent mollement, comme s'ils

apparaîtraient qui les emmènera vers la capitale encore épargnée par la guerre. La plupart d'entre elles patientent depuis de longs jours sous un soleil de plomb, entourées des paquets mal ficelés, des couvertures, parfois des cuisinières ou des frigos. Celles-là n'ont à peu près aucune chance d'embarquer, tenues à distance par des soldats armés qui n'hésitent pas à tirer en l'air lorsque la foule se met à grogner.

#### Tensions à l'aéroport

Pour pénétrer sur la piste et être en position de négocier avec les pilotes une mince chance de passage, il faut payer ceux qui en barrent l'accès, militaires ou policiers qui ont trouvé là le moyen d'arrondir leur maigre solde. D'ailleurs, il faut aussi payer à l'arrivée. Malange est sans doute le seul aéroport du monde où les rares passagers d'un vol intérieur doivent remplir une fiche de débarquement... qui leur est vendue. Si la fiche est mal rédigée, il faudra en remplir une seconde. Et payer une seconde fois.

Une fois près de l'avion, il restera à convaincre l'équipage, déjà sollicité par les officiers qui tentent de faire monter leurs proches en priorité. Samedi dernier, ils étaient une bonne vingtaine, femmes, militaires et blessés, à implorer les pilotes russes qui, aux commandes de leur Antonov, aux couleurs de l'ONU, venaient livrer le riz pour les camps de réfugiés. Ils ont d'abord demandé poliment, parfois avec le russe qu'ils avaient appris lors de leurs études à Moscou, presque gérés de solliciter le « tovaritch » pilote. Puis, petit à petit, la tension est montée. « Vite! Vite! » a crié le copilote à un employé. Les sacs de riz ont volé sur l'asphalte, éparpillés. Rapidement, la sonde s'est refermée et l'avion a pris son envol, virant aussitôt sur la gauche pour éviter un nid de mitrailleuses placé dans l'axe de la piste. C'est alors que l'officier mécanicien a grogné : « Voilà le sort qui nous attend en Russie ».

GEORGES MARION

## La menace de famine : risques de « somalisation »...

MALANGE

de notre envoyé spécial

Pour caractériser le danger de désintégration du pays déchiré par la guerre civile, les journaux anglois parlent volontiers des risques de « somalisation ». L'analogie pourrait se révéler plus fondée qu'il n'y paraît : l'Angola est bien menacé de famine.

Dans la large bande centrale qui, du nord au sud, abrite la partie la plus dense de la population agricole, la reprise de la

guerre a porté un coup fatal aux cultures. Les premiers combats ont empêché de semer et de récolter ou de vendre. Les suivants ont poussé les paysans vers l'exil. Démunis, ceux qui sont restés ont mené leurs semailles.

Aujourd'hui, le résultat est catastrophique : sur 1,5 million de tonnes de grains dont l'Angola a besoin chaque année pour nourrir sa population, il manquait déjà 600 000 tonnes à la fin de l'année dernière. Trois mois se sont écoulés depuis, période

durant laquelle les zones touchées par les combats se sont étendues, et avec elles le déficit de la production.

Selon les experts du Programme alimentaire mondial (PAM), qui tentent de porter secours aux personnes démunies, il faudrait, compte tenu des importations prévues, distribuer chaque mois 24 000 tonnes de grains. Mais le manque d'avions – la plupart des routes sont désormais impraticables – permet tout juste de distribuer 3 000 tonnes.

G. M.

**Le Monde EDITIONS**

Trente ans après

**NOUVELLES DE LA GUERRE D'ALGERIE**

EN VENTE EN LIBRAIRIE

**ARTS & VIE**

Première association culturelle de voyages à l'étranger  
Agrément ministériel tourisme n° 74065

**ÉTÉ - AUTOMNE 93**

Villes d'art  
Fêtes, festivals  
Forums - Civilisations  
Circuits, balades, expéditions  
Voyages au bout de la terre  
Sports au vert...

BROCHURES SUR SIMPLE DEMANDE

ARTS ET VIE, 39, rue des Favorites, 75738 Paris - Cedex 15  
par Minitel 3614 AREVIE par téléphone: 16 (1) 40-43-20-21.

M. \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_  
Souhaitez recevoir la brochure Été-Automne 93 ☐  
Printemps 93 valable jusqu'en juin ☐ Toussaint 93 (parution en juin) ☐



## ASIE

## Corée du Sud : un entretien avec le ministre des affaires étrangères

« Nous restons disposés à aider Pyongyang à sortir de son isolement international », nous déclare M. Han Jung-soo

Dans le souci de ne pas accroître la tension dans la péninsule coréenne à la suite du retrait de Pyongyang du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), le nouveau ministre des affaires étrangères sud-coréen, M. Han Jung-soo, a annoncé, jeudi 18 mars, que les troupes américaines qui participent aux manœuvres conjointes « Team Spirit » ne demeureraient pas sur place au-delà de cette opération, contrairement au souhait exprimé par le ministère de la défense de Séoul. Dans un même esprit de conciliation, Séoul a rapatrié, vendredi, vers la Corée du Nord un agent secret de Pyongyang, âgé de soixante-seize ans, M. Li In-mo, arrêté au lendemain de la guerre de Corée. Objet de pressions diplomatiques, notamment de

Pékin, Pyongyang pourrait revenir sur sa décision de quitter le TNP à condition que Washington et Séoul renoncent à leurs exercices militaires, a suggéré un diplomate nord-coréen cité par l'agence Chine nouvelle.

M. Han Jung-soo est un universitaire dont c'est la première fonction officielle. Agé de cinquante-trois ans, diplômé de l'université de Californie (Berkeley), il a enseigné la science politique aux États-Unis et à l'université de Corée. Chroniqueur à Newsweek, il a également collaboré au Monde. Commentant la crise ouverte par Pyongyang, M. Han a souligné la disposition de son gouvernement à aider la Corée du Nord à sortir de son isolement international.

## SÉOUL

de notre envoyé spécial

« Comment envisagez-vous la solution de la crise ouverte par le retrait de la Corée du Nord du TNP ? »

« Nous devons prévenir par tous les moyens un conflit armé dans la péninsule et nous ferons tous les efforts possibles pour résoudre de manière pacifique la question nucléaire en Corée du Nord par l'entremise des Nations unies et en relation étroite avec les grandes puissances. Je ne pense pas que les États-Unis aient une opinion divergente de celle de Séoul sur cette question. »

« Quelles conséquences peut entraîner le raidissement de Pyongyang dans le dialogue entre les deux Corées ? »

« Mis à part le gel des échanges commerciaux et de la coopération, tant que Pyongyang n'est pas revenu sur sa décision, nous restons disposés à aider la Corée du Nord à sortir de son isolement international. »

« Si l'on met entre parenthèses la tension créée par la décision de Pyongyang, quels

sont les autres facteurs d'instabilité dans la région ? »

« La fin de la guerre froide a assurément modifié les données de l'équilibre régional et créé une certaine détente. Mais je pense que deux facteurs restent préoccupants : les larges quantités de plutonium dont dispose, et disposera à l'avenir, le Japon, et l'importation par la Chine d'armements en provenance de l'ex-URSS. »

## « La perception mutuelle de Pékin et de Tokyo »

« Ces deux éléments doivent être considérés dans le contexte de la perception mutuelle de Pékin et de Tokyo. Je ne veux pas dire par là que le Japon ait nécessairement l'intention de devenir une puissance militaire, ni que la Chine nourrisse de pareilles ambitions, mais il existe un risque d'escalade dans la course aux armements dans la région. Aussi est-il important que les États-Unis y maintiennent une présence afin de préserver un

équilibre qui rassure le Japon et évite que la Chine ne cherche à répondre à ce qu'elle peut percevoir comme une menace. »

« Envisagez-vous un retrait des États-Unis de la région ? »

« Je ne m'attends pas à des changements importants avant la fin du siècle et je ne pense pas que l'administration Clinton entende réduire de manière drastique la présence américaine en Corée du Sud. Une coopération dans le domaine de la sécurité me paraît d'ailleurs nécessaire, même après la renouveau de la péninsule. »

« En ce qui concerne les relations avec le Japon, la question des « femmes du réconfort » (contraintes à se prostituer pour l'armée impériale) semble bloquer toute réconciliation entre Séoul et Tokyo. Que demandez-vous aux Japonais ? »

« Nous ne demandons ni des excuses ni des compensations financières. Sur ce dernier point, notre gouvernement vient de décider de prendre lui-même des mesures pour venir matériellement en aide aux victimes. Ce que nous demandons en revanche au Japon, c'est qu'il reconnaisse clairement les faits et accepte de regarder en face son passé. »

## « Encore beaucoup de chemin à parcourir »

« Une intégration politique de l'Asie vous semble-t-elle une évolution prévisible ? »

« La situation est très différente de celle de l'Europe où, outre un passé d'échanges culturels et ethniques, aucune nation n'est dans une position de domination. Ce n'est pas le cas ici. La diversité des niveaux de développement économique et politique, le poids de l'État par rapport à la société civile, sont des facteurs qui rendent une intégration difficile. »

« L'Asie a encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'atteindre le degré d'homogénéité de l'Europe. Il existe néanmoins une intégration économique et financière de fait sous l'égide du Japon et des Chinois d'outre-mer. Mais il y a aussi des limites à celle-ci : le poids de la Chine et, dans une certaine mesure, de la Corée, qui a davantage d'échanges avec l'Amérique du Nord qu'avec la région, et où la présence des Chinois d'outre-mer est relativement faible. »

Propos recueillis par PHILIPPE PONS

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : affirmant de pas connaître les trois suspects

## Cheikh Rahman condamne l'attentat contre le World Trade Center

Cheikh Omar Abdel Rahman, un religieux égyptien réfugié aux États-Unis, a condamné jeudi 18 mars l'attentat du 26 février contre le World Trade Center et a affirmé ne pas connaître les trois personnes placées en détention préventive dans le cadre de l'enquête sur cette affaire. Dans un entretien à CNN, le premier donné à une chaîne de télévision américaine depuis l'attentat de Manhattan, Cheikh Rahman a affirmé qu'il avait été « profondément remué » par l'attentat.

S'exprimant en direct depuis Los Angeles, le religieux a réaffirmé qu'il ne connaissait aucun des trois hommes suspectés d'avoir participé à des degrés divers, à l'attentat qui a fait dix morts et plus d'un millier de blessés. « Je ne connais aucun de ces hommes qui ont pu venir prier avec moi », a affirmé le cheikh, qui préche régulièrement à la mosquée Al Salam de Jersey-City (New-Jersey), qui était fréquentée par les trois inculpés, MM. Mohammed Salameh, Nidal Ayad et Ibrahim Elmaghrabi.

Cheikh Rahman a d'autre part, dans un entretien publié jeudi par le quotidien londonien en langue arabe *Al Hayat*, justifié les récentes attaques contre des touristes et des policiers en Égypte. — (AFP)

## La Chambre des représentants a approuvé le plan de relance du président Clinton

La Chambre des représentants a approuvé jeudi 18 mars à une large majorité le plan de relance proposé par le président Bill Clinton. Par 243 voix pour et 183 voix contre, la Chambre a approuvé le plan de relance économique du président.

Cette résolution prévoit notamment des économies budgétaires de l'ordre de 510 milliards de dollars en cours des cinq prochaines années. Ces économies seront réalisées, conjointement, par une réduction des dépenses et une augmentation de la fiscalité des Américains les plus riches et de l'impôt sur les sociétés.

« Nous devons montrer que le Congrès soutient le président », a déclaré le chef de la majorité démocrate de la Chambre, M. Richard Gephardt (Missouri). « Nous voulons lui donner une chance, nous voulons qu'un jour nouveau se lève sur ce pays », a-t-il ajouté. Ce texte doit encore être approuvé par le Sénat. — (AFP)

□ COSTA-RICA : libération de cinq otages à l'ambassade du Nicaragua. — Le commando anti-sandiniste, qui occupe depuis le 8 mars l'ambassade du Nicaragua à San José au Costa-Rica, a libéré, jeudi 18 mars, cinq de ses seize otages. La libération est intervenue quelques minutes avant l'arrivée à San José du cardinal nicaraguayen Miguel Obando y Bravo, chargé de la médiation entre le commando et les représentants du gouvernement de Managua. — (AFP)

## A TRAVERS LE MONDE

## HAÏTI

Un colloque sur la « solidarité des peuples noirs »

Une soixantaine de professeurs, d'écrivains, d'avocats, d'ambassadeurs, de journalistes et d'hommes politiques, venus pour la plupart de pays africains, mais aussi d'Europe et de la zone américaine, se sont récemment réunis à Port-au-Prince pour parler pendant trois jours de la « solidarité des peuples noirs et des droits de l'homme ». Cette rencontre était organisée par Haïti international, une association basée à Paris, et l'Institut d'études et de recherches africaines d'Haïti.

Selon les participants, il ne convient pas de provoquer une rupture avec les circuits d'aide bilatéraux ou ceux des organismes internationaux, mais il faut encourager un nouveau type de rapports « avec des nations qui sont plus proches de nos réalités que les États-Unis et plus généralement les grands pays industriels ». Sur quel levier agir ? Celui de l'information afin de ne pas laisser un monopole aux agences occidentales ; celui des échanges culturels grâce à des séminaires ou à des groupes d'études ; celui du renforcement de l'action de l'Institut des peuples noirs créé au Burkina-Faso en 1990. Pour ce qui regarde plus spécialement Haïti, la plupart des intervenants ont insisté sur l'absence nécessaire du dialogue entre les deux camps, celui du Père Aristide et celui du gouvernement de fait, qui campent sur des positions irréductibles. — (Envoyé spécial.)

□ Nomination d'un chargé d'affaires américains. — Les États-Unis ont nommé, jeudi 18 mars, M. Charles Redman, ancien porte-parole du département d'État, au poste de chargé d'affaires en Haïti afin d'y accélérer le retour au pouvoir du président élu Jean-Bertrand Aristide. M. Lawrence Pezzullo, envoyé spécial du président Clinton, et le général John Sichean, responsable de l'assistance militaire aux pays des Caraïbes, sont d'autre part arrivés jeudi à Port-au-Prince porteurs d'un « message très ferme » de M. Clinton en faveur du retour de l'île à la démocratie. — (Reuters.)

## EN BREF

□ ARABIE SAOUDITE : libération d'un dirigeant islamiste palestinien. — Après avoir été détenu pendant une semaine en Arabie saoudite (le Monde du 17 mars), le chef du Jihad islamique Katab al-Aqsa, proche de l'OLP, a été libéré, a annoncé cette organisation, dans un communiqué publié, jeudi 18 mars, à Amman. L'arrestation de cheikh Fayez al-Assoud s'était faite sur la base d'« informations mensongères fournies aux autorités saoudiennes par des services de renseignements ennemis », indique le communiqué, sans autre précision. — (AFP)

□ HONGKONG : Londres « surpris » par les nouvelles menaces chinoises. — Le Foreign Office s'est dit « surpris », jeudi 18 mars, par les nouvelles menaces proférées par le ministre chinois du commerce extérieur, M. Li Lanqing, selon lequel les relations commerciales sino-britanniques seraient « inévitablement affectées » si le gouvernement de Hongkong n'abandonnait pas son plan de réformes démocratiques (le Monde du 19 mars). La Grande-Bretagne, ajoute le communiqué de Londres, « regretterait » que la Chine puisse « laisser les divergences de vues sur l'avenir de Hongkong affecter les relations plus générales » entre les deux pays. — (AFP)

□ INDE : l'explosion de Calcutta pourrait avoir été causée par un accident ou par la pègre locale. — L'explosion qui a détruit trois immeubles à Calcutta, mercredi 17 mars, a finalement fait quatre-

## IRAN

Téhéran dément les rumeurs d'attentat contre l'ayatollah Khamenei

Confrontant le démenti officiel opposé aux informations selon lesquelles il aurait été le cible d'un attentat (le Monde du 19 mars), le « guide » de la République islamique, M. Ali Khamenei, est apparu jeudi 18 mars à la télévision, pour exhorter les musulmans à participer aux rassemblements anti-Israéliens de la Journée mondiale de Jérusalem. De leur côté, les journalistes ont constaté que la présence policière à Téhéran était renforcée mercredi et jeudi, notamment aux alentours du lieu de résidence du « guide », près de la présidence de la République et du Parlement, dans le centre de Téhéran. Les rues étaient en proie à une grande animation provoquée par les derniers achats de Nowruz, le nouvel an iranien, prévu samedi. — (AFP, Reuters.)

## PAKISTAN

Mort de l'ancien premier ministre Mohammed Khan Junejo

M. Mohammed Khan Junejo, ancien premier ministre pakistanais et président de la Ligue musulmane, en pouvoir, est décédé, mercredi 17 mars, dans un hôpital de Baltimore, aux États-Unis. Né en 1932 dans la province méridionale du Sind, il avait été nommé à la tête du gouvernement d'Islamabad par le général-président Zia ul-Haq le 28 mars 1985, avant d'être progressivement renvoyé par le dictateur le 29 mai 1988, à la suite d'un coup d'État « légal » qui avait également vu la dissolution du Parlement. Pendant ses trois années au gouvernement, sous la rigide tutelle du général Zia, M. Junejo avait présidé à la levée de la loi martiale et au retour d'exil de M. Benazir Bhutto. Celui qui « voulait entrer dans l'histoire » comme l'homme de « la transition pacifique vers la démocratie » qualifiée plus tard sa destitution, sous la pression de l'armée, d'« arbitraire et contraire à l'esprit de la démocratie ». Une démocratie dont profitera — brève — M. Bhutto après la mort accidentelle du dictateur. Depuis, M. Junejo s'était contenté d'assurer la direction de la Ligue musulmane. — (Reuters.)

vingt-six morts, selon un dernier bilan. La police n'est pas parvenue à établir un lien entre cette explosion et les récents attentats à Bombay. Selon le quotidien *Hindustan Times*, il s'agirait d'un attentat provoqué par la pègre locale. Pour le chef de la police de Calcutta, cité par l'agence Reuters, la catastrophe serait due à la mise à feu accidentelle d'une grande quantité d'explosifs entreposés dans l'un des immeubles.

□ JAPON : les prix Découverte du Japon de l'Association de presse France-Japon. — L'Association de presse France-Japon décernera cette année, pour la dix-septième fois, ses prix Découverte du Japon à deux lauréats jugés sur un projet ayant trait au Japon. Le premier recevra une bourse d'un mois, un billet d'avion et une aide pécuniaire, le second bénéficiera des mêmes avantages, à l'exception de l'aide pécuniaire. Les candidats, de nationalité française, âgés de dix-huit à trente ans et n'ayant jamais séjourné au Japon, devront envoyer, avant le 1<sup>er</sup> juin, au siège de l'Association (14, rue Cimarosa, 75116 Paris), en huit exemplaires, un mémoire de quatre pages détaillant leur projet, ainsi qu'un CV et une photographie. Dans le même cadre, l'ambassade du Japon à Paris offrira une bourse de douze jours à un journaliste de moins de quarante ans n'ayant jamais séjourné au Japon.

□ VIETNAM : arrestation d'opposants et saisisse d'explosifs dans le Sud. — Les forces de sécurité ont arrêté plusieurs personnes et saisi des explosifs à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon), a-t-on appris, jeudi 18 mars, de sources vietnamiennes et diplomatiques. Les personnes interpellées préparaient une campagne d'attentats contre le gouvernement. L'opération n'a été déclenchée à la suite de l'arrestation, il y a deux semaines, d'un Vietnamien expatrié trouvé en possession d'explosifs à l'aéroport de Saïgon. L'armée et la police ont procédé ensuite à des fouilles intensives de nuit dans la ville. Selon des rumeurs circulant à Hanoï, entre cinq et vingt personnes auraient été arrêtées. — (AFP)

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUIÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société autonome  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE  
Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Crys  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Duval,  
Isabelle Tassin  
15-17, rue du Colonne-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-72  
Télax MONDPUB 634 128 F  
Télax : 46-42-72-72, Société civile  
de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA.

Imprimé au  
12, rue M. Guesnon  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-1037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composant 30-15 - Télax LEMONDE  
ou 30-15 - Télax LM  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs approx. CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 036 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

• LE MONDE (USPS) : postage in published daily for \$ 92 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, NY, US and additional mailing offices. POSTAGE: 70% paid by addressee. (USPS) : 1514.  
Pour les abonnements étrangers, voir l'adresse ci-dessus.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 604 Virginia Beach, VA 23451 - 2981 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris PP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde ÉDITIONS

1981, pays : URSS... capitale : Moscou  
1991, pays : CEI... capitales : 15...

Pour suivre un monde désolé  
— CONSULTEZ —  
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR  
Index et cartes

## Le Monde RADIO TELEVISION COMMUNICATION

## LIVRES

## POLONAIS et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est  
Livres russes  
Catalogues sur demande

LIBELLA  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

سكائن النكتة



# Le Monde

## ESPACE EUROPEEN

### Un entretien avec M. Poul Nyrup Rasmussen

« Il faut remettre l'Europe au travail », nous déclare le premier ministre danois, qui se montre optimiste quant à l'issue du deuxième référendum sur Maastricht

Le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen, qui a remplacé Poul Schlüter en janvier dernier à la tête du gouvernement danois, assume pour eux mois le président du Conseil européen. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, il exprime son relatif optimisme quant à l'issue du deuxième référendum sur la ratification du traité de Maastricht par son pays.

Après les référendums danois et français de l'année dernière et les hésitations britanniques actuelles, la construction européenne, version Maastricht, ne se porte pas très bien. Comment pourrait-on, à votre avis, relancer le processus ?

C'est vrai et la récession économique générale en Europe, qui était d'ailleurs prévisible, n'arrange pas les choses. Plusieurs gouvernements sont dans une situation parlementaire difficile. On constate, de surcroît, que l'écart entre les individus, les gens ordinaires, d'une part, les pouvoirs politiques et les systèmes de décision d'autre part, s'est creusé. Les institutions européennes ont renforcé ce sentiment de « distance » ; elles sont devenues des boîtes émissaires. Ce que nous

devons faire maintenant, par le biais de décisions communautaires, est de montrer aux citoyens ordinaires que ce que nous faisons à Bruxelles, ce que nous faisons au Conseil européen, est raisonnable et en réalité nécessaire.

Le prochain Conseil européen qui se tiendra en juin à Copenhague devra - c'est extrêmement important - rassurer les peuples sur ce point. Les Douze ont fait ce qu'ils ont pu pour développer la croissance économique. Ils l'ont fait et c'est ce qu'il faut toujours souligner - « ensemble ». Ceux qui ont tenté de faire bande à part, d'agir séparément, ont perdu.

Pour contrecarrer les effets de la récession actuelle, il serait bon d'utiliser au maximum le Marché unique. Les Douze et, espérons-le, les quatre autres pays qui devraient nous rejoindre bientôt (Suède, Finlande, Norvège et Autriche) devraient décider ensemble, mais tenant, d'investir d'une manière sélective dans les infrastructures, l'environnement, le logement, l'éducation.

Quels sont les objectifs de la présidence danoise ?

J'espère que nous aurons fait tout ce que nous pouvions pour résoudre certains problèmes, de

façon à ce que la présidence belge, qui nous succédera, puisse mener à bien le travail et qu'avant la fin de l'année, on puisse dire : voilà, Maastricht est ratifié et les pays candidats peuvent maintenant prendre leur décision : nous rejoindront ou non.

#### La coordination économique

D'abord, nous allons nous atteler à la mise en œuvre des accords conclus à Edimbourg, notamment sur les fondations structurelles européennes. Il faut aussi combiner cela avec une meilleure coordination économique européenne. En particulier dans le domaine de l'emploi. « Remettre l'Europe au travail » est l'un de nos principaux objectifs. Lorsque l'Europe est dans une période de récession, nous, Danois, allons tenter d'investir dans l'avenir, de façon à pouvoir exploiter les nouvelles possibilités lorsque la reprise viendra, dans quelques années.

Nous allons entreprendre une ambitieuse réforme du marché du travail, de la formation, de l'éducation. C'est à mes yeux fondamental, car le niveau de la formation est en retard par rapport au progrès technologique. C'est un phénomène

européen et nous devons tous former davantage notre main-d'œuvre. Vous souhaitez donc une relance concertée, notamment des investissements publics et des infrastructures. Mais cela suppose un « oui » des Danois à Maastricht, lors du deuxième référendum qui aura lieu le 18 mai ?



Evidemment, et mon gouvernement fera tout ce qui lui est possible de faire pour que le « oui » l'emporte. Personnellement, je vais m'engager fortement dans cette campagne. A travers tout le pays et vous savez qu'il n'est pas bien grand... Je suis optimiste, parce que nous avons obtenu ce que nous demandions à Edimbourg. Et le message politique que j'adresse à présent au peuple danois est le suivant : un « oui » le 18 mai vous offre de nombreuses perspectives favorables ; un « non » aurait des conséquences négatives dans les domaines économique, monétaire, social ainsi qu'au plan de l'emploi. Et surtout il ouvrirait une nouvelle période d'incertitude. Nous avons tous les atouts pour que notre pays, en alliance avec les autres, ait sa place et puisse contribuer à la paix, à la bataille pour l'emploi, à de nouvelles initiatives en faveur de la sécurité en Europe, à l'Est comme à l'Ouest.

Je serai l'homme politique le plus heureux d'Europe, si je peux arriver au Conseil européen de juin en disant à mes collègues - et je pense que ce sera le cas : le Danois a dit « oui » sur la base que nous demandions à Edimbourg ; maintenant, allons de l'avant dans le domaine de l'emploi et de la paix.

#### Un Haut-Commissariat européen aux réfugiés

Le fait que le Danemark ait obtenu ces dérogations à Edimbourg en matière d'immigration économique, de défense commune et de citoyenneté européenne, ne va-t-il pas influencer le débat dans les pays candidats ? Certes les Douze ont dit que ces dérogations n'étaient valables que pour le Danemark, mais ne pensez-vous pas que les Suédois ou les Autrichiens vont tenter d'obtenir eux aussi un traitement de faveur par rapport au traité de Maastricht ?

Non, pas du tout. Je peux vous rapporter ce que mon collègue suédois, Carl Bildt, m'a dit récemment à ce sujet : la Suède ne veut pas une solution danoise, elle veut une solution suédoise. La Norvège ne veut pas non plus d'une solution danoise. Qu'est-ce que cela veut dire ? Prenons le cas de la Norvège. Elle a ses intérêts particuliers : les pêcheries, l'agriculture arctique, la politique régionale, le pétrole. Mais ces questions seront traitées dans les négociations ordinaires et normales entre la Commission et les pays candidats. Cela n'a pas de rapport avec Maastricht.

Vous pensez que Maastricht existe encore ?

Oui, mais certains, chez nous, se demandent ce qui pourrait se passer si les Danois disaient « non » une deuxième fois, le 18 mai. Ma réponse est simple : ce serait très

dommageable, pour nous, et cela aurait des effets négatifs pour l'Europe entière. Dans cette hypothèse, dix pays européens ont dit qu'ils continueraient de toute façon. S'ils le font, ils créeront, je crois, une Europe « incertaine ».

Dans la perspective de l'élargissement, que deviendra la coopération nordique, qui a été très étroite au cours des quarante dernières années ?

J'ai été très heureux de constater, lors de la dernière réunion du Conseil nordique à Oslo au début du mois, que nos pays, membres ou futurs membres de la CEE, sont décidés à défendre cette coopération nordique et à la renforcer. En matière de culture, de marché du travail et dans d'autres domaines. Dans la Communauté, vous voyez que la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal tendent à développer leur coopération vers le Sud, le Maghreb et l'Afrique. Et vous allez voir que les pays nordiques vont tirer un peu la CEE vers le nord, en coopérant davantage avec les Etats baltes, l'Allemagne du Nord, la Pologne et la Russie, dans le cadre d'une sorte de « région nordique ».

Que peut faire l'Europe pour l'ex-Yugoslavie ?

Je crois aussi que l'Europe devrait pouvoir faire de plus grands efforts. L'engagement des Etats-Unis, aux côtés de l'Europe, devrait nous permettre d'être dans une meilleure position face à ces événements tragiques à la fin de ce semestre. Les chances de négociations devraient être alors meilleures. Le plan Vance-Owen, d'un point de vue diplomatique et politique, est le meilleur que l'on puisse obtenir. On pourrait souhaiter quelques changements ici et là, mais nous devons essayer de le faire appliquer.

Et les réfugiés ?

Je pense que l'idée de créer un Haut-Commissariat européen mérite d'être examinée. L'Europe marquerait ainsi de nouveau son attachement aux questions humanitaires, en disant : nous voulons nous occuper sérieusement du problème, les réfugiés ne doivent pas, comme aujourd'hui, être transférés d'un pays à l'autre ; nous voulons unir nos efforts pour qu'une fois la paix revenue en Yougoslavie, lorsque ces gens regagneront leur pays, nous aurons fait ce que nous aurons pu au niveau, par exemple, de l'éducation. Pour qu'ils aient la possibilité de reconstruire leur pays, dans le cadre de l'application du plan Vance-Owen.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE

### Le nouveau rôle du soldat hongrois

La protection des minorités est au cœur de la nouvelle doctrine militaire adoptée par le Parlement de Budapest

#### BUDAPEST

de György, envoyé spécial

SAUVEGARDE comme le symbole d'une souveraineté retrouvée, la fin du pacte de Varsovie et le retrait des troupes soviétiques de Hongrie ont aussi mis en lumière le vide stratégique dans lequel se trouve le pays, comme les autres Etats d'Europe centrale et orientale libérés du communisme. Depuis le changement de régime du printemps 1990, le voisinage immédiat des Magyars a été bouleversé par la désintégration des trois anciennes fédérations limitrophes du pays : l'URSS, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. La guerre dans cette dernière, a notamment provoqué l'afflux de plusieurs milliers de réfugiés et une vingtaine de violations de l'espace aérien magyar ont été enregistrées.

A ces facteurs d'instabilité externe, s'ajoute une grave crise de confiance au sein de l'armée. Avec la démocratisation, le prestige des militaires de carrière est en chute libre. Démoralisés, mal payés et sous-équipés, ils sont en première ligne de la politique d'austérité du gouvernement conservateur : le budget de la défense a été réduit de 40 % en valeur réelle depuis quatre ans et les effectifs de l'armée ont fondu de cent cinquante mille à cent mille personnes (soixante-seize mille militaires et vingt-quatre mille civils). Résultat : l'armée hongroise est aujourd'hui la plus petite des anciens pays socialistes d'Europe, hormis celle de la Slovaquie, en cours de création.

Perte de privilèges, mais aussi crise d'identité. Fidèles serviteurs de « l'armée populaire », les militaires ont été désorientés par la nomination de l'historien Lajos Für à la tête du ministère de la défense. C'est la première fois dans l'histoire

contemporaine de la Hongrie que ce poste est confié à un civil.

Le désarroi des officiers a été renforcé par une confusion avant tout entretenue sur le contrôle de l'armée, revendiqué par le président de la République, le ministre de la défense et le commandement en chef. Ce malaise est aggravé par l'absence de cadre juridique définissant le nouveau rôle des soldats de métier.

Pour tenter de répondre à ces interrogations, le gouvernement vient de déposer au Parlement une loi sur la défense nationale, en préparation depuis deux ans, qui doit être examinée au mois de mai. Mais une résolution concernant la doctrine militaire du pays a déjà été adoptée à l'unanimité lors d'une séance des députés, début mars.

#### Absence

de moyens financiers

Ce texte affirme que la Hongrie n'a pas d'ennemi déclaré et souligne que l'intégration à la CEE, ainsi qu'une participation active au sein de l'OTAN et de l'UEO, garantirait la sécurité du pays. Facteur potentiel de déstabilisation, la question des minorités, chère à la Hongrie - près de trois millions de Magyars de souche vivent dans les pays voisins - figure au cœur de cette nouvelle doctrine militaire. Il est indiqué que le sort des minorités ne peut être considéré comme un droit exclusif des Etats qui abritent ces populations, mais doit être traité comme un problème relevant de la sécurité commune de l'Europe. Le document précise que la Hongrie exclut le recours à la force pour modifier les frontières existantes comme moyen de régler un contentieux à propos des minorités. La résolution condamne aussi toute tentative visant à changer la composition ethnique de régions et de populations, autrement dit la « purification ethnique ».

La question des minorités fait partie de l'instabilité des pays de l'Est, estime Tibor Koszgyari, directeur de l'Institut d'études stratégiques du ministère de la défense, qui s'empresse d'ajouter que « seule la diplomatie et non les actions militaires peut résoudre ce problème ». « Nous n'avons pas besoin d'une grande armée, dit-il, mais de forces opérationnelles limitées et efficaces ». D'où la priorité donnée par le gouvernement à la création d'une armée moderne, petite et défensive, avec un renforcement de la surveillance aérienne et la mise en place de plusieurs brigades mobiles, capables de réagir rapidement aux intrusions éventuelles sur le territoire hongrois.

Mais cet objectif se heurte à une absence de moyens. Le budget de la défense pour 1993 (66 milliards de forints, 2 % du PNB) permet tout

juste d'entretenir les installations existantes. Or l'armée est confrontée au double défi de la défection des jeunes officiers (6 000 d'entre eux, soit près de 20 % des effectifs, sont partis depuis trois ans) et du besoin de remplacer un tiers de son équipement obsolète, d'ici à la fin du siècle. Faute de ressources, le gouvernement est obligé de recourir au troc et aux dons, surtout avec les anciens pays socialistes, car l'armée hongroise est équipée à 80 % de matériel soviétique et souffre d'un manque de pièces détachées depuis la fin du pacte de Varsovie.

Avec réticence, l'Allemagne a accepté à la fin de l'année dernière d'acheminer des pièces « non offensives » provenant de l'arsenal de l'ancienne armée de la RDA. Plus important pour la Hongrie, l'accord conclu en novembre 1992, lors de la visite à Budapest de Boris Eltsine, prévoit le remboursement de la moitié de la dette commerciale soviétique sous forme de livraison de matériel militaire. Une transaction énorme qui porte sur 800 millions de dollars, soit l'équivalent du budget de la défense magyar pour 1993.

Les Etats-Unis sont actuellement le seul fournisseur occidental de matériel militaire. La Hongrie, menacée par des incursions de l'aviation yougoslave, est en même temps l'unique pays de l'Est auquel les Américains ont accepté de vendre un nouveau système de reconnaissance aérienne (IFF). Toutefois, les termes de ce contrat n'ont pas été précisés et l'installation de ce dispositif prendra deux ou trois ans. Les accords conclus avec Bonn et Moscou n'ont pas non plus d'impact immédiat puisque les négociations sur l'inventaire du matériel sont toujours en cours.

Cet inévitable « bricolage » a un prix politique. « Nous sommes fortement dépendants de la technologie militaire soviétique, regrette Rudolf Joo, secrétaire d'Etat à la défense. C'est un dilemme, car notre nouvelle orientation politique est clairement occidentale. Mais nous n'avons pas les moyens de choisir entre les Mig soviétiques et les F16 américains. Pour nous, ce sont les Mig ou rien ! »

YVES-MICHEL RIOLS

8 jours en Floride 5.325 FRS \* avec Kuoni et Delta Air Lines

\* Voyage à la carte, prix selon dates de départ, de Paris, par personne, base chambre double, taxes aériennes non incluses.

- Vols secs
- Voyages à la carte
- Circuits accompagnés

Un large éventail de voyages sur l'Amérique du Nord.



et DELTA AIR LINES, à deux c'est tellement mieux.

Pour recevoir gratuitement la nouvelle brochure « Etats-Unis/Canada » de Kuoni et Delta Air Lines, retournez ce bon à : Voyages Kuoni, BP 666-08, 75367 Paris Cedex 08.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :



#### Effectifs : un tiers en moins

Les effectifs de l'armée hongroise sont passés de 155 000 hommes en 1988 à 100 000 en 1993. L'armée compte 28 000 collaborateurs civils et 74 000 soldats, dont 51 000 appelés. La durée du service militaire a été ramenée de 18 à 12 mois en 1990, année où l'objection de conscience a été autorisée pour la première fois. Parmi les militaires de carrière, il y a 14 500 officiers et 8 500 sous-officiers.



## ESPACE EUROPEEN

## « Lutte d'intelligences » au sommet de l'« Economist »

Préférée à Nicholas Colchester comme directeur de ce magazine prestigieux  
Bill Emmott veut garder les traditions et faire entrer des idées neuves

LONDRES

de notre correspondant

L'AGE, apparemment, aura joué un rôle important, puisque la tradition veut que le directeur de l'« Economist » soit jeune. Est-ce parce qu'une telle responsabilité nécessite, comme l'affirme l'un de ses anciens patrons, « une incroyable vigueur intellectuelle » ? Toujours est-il que Andrew Neil, Rupert Pennant-Rae, les précédents titulaires de la fonction suprême, n'avaient pas atteint la quarantaine lorsqu'ils accédèrent au poste d'éditeur.

Dans cet affrontement policé entre Nicholas Colchester et Bill Emmott, respectivement directeur adjoint et rédacteur en chef économique, le second dispose de l'avantage d'être de dix ans le cadet. Le voici, à trente-six ans, et pour une durée théoriquement illimitée, à la tête du plus prestigieux hebdomadaire britannique, et, disent certains, du plus influent journal du monde.

La jeunesse, donc, puisque, comme l'a souligné le président du groupe, Sir John Harvey-Jones, « nous essayons d'avoir une vision à long terme » du journal et qu'il est bon que le directeur envisage de rester à son poste une petite décennie. Quoi d'autre ? En fonction de quels critères, les membres du *board* des directeurs ont-ils choisi, mardi 9 mars, « Bill », le spécialiste du Japon, plutôt que « Nico », cet européen et francophile militant ?

On plutôt, quelles sont les qualités requises ? « Le titulaire doit avoir une vision du monde », résume Nicholas Colchester. « Il doit être à la fois un meneur d'hommes expérimenté, déclare Bill Emmott, ainsi que quelqu'un qui respecte les principes de la philosophie de l'« Economist », constante depuis cent cinquante ans, c'est-à-dire le libre-échange, le libéralisme et la défense des libertés personnelles et politiques, enfin quelqu'un qui soit toujours prêt à changer le journal en réponse à un monde qui est lui-même changeant et compétitif. »

Un « grand oral »

Voilà. Le reste appartient aux délibérations secrètes de la troïka des directeurs et apparaît à peine dans la campagne électorale — intense mais feutrée, — qui s'est déroulée dans les locaux de l'immeuble de cette institution créée en 1843 par James Wilson et sise rue St James, près de l'ancien palais royal.

Les deux finalistes, retenus parmi la dizaine de personnes ayant fait acte de candidature à la succession de Rupert Pennant-Rae, avaient été entendus par les membres du *board*, au cours d'une sorte de « grand oral ». Ils avaient rédigé un manifeste sur leur « vision » présente et future du journal (sur une unique feuille de papier), et ils avaient remis leur sort entre les mains de leurs confrères, puisque les cinquante-cinq journalistes de l'« Economist » avaient été invités à faire part

de leur choix, par courrier confidentiel. Cette épreuve de démocratie interne passée, Bill Emmott est désormais seul maître à bord et son pouvoir est sans partage. Ceux qui l'ont désigné ne peuvent plus rien contre lui, surtout pas le démettre de ses fonctions. C'est le prix d'une indépendance réputée totale. Il est, comme disait Nicholas Colchester, le « roi », le patron, libre de décider de tout, d'autant plus facilement qu'aucun syndicat n'est représenté à St James Street.

C'est vrai, précise le nouveau directeur, mais il doit diriger avec le consentement et le respect de ceux avec qui il travaille, et non de façon dictatoriale : nous sommes une équipe. La stricte séparation juridique des sociétés du groupe lui assure, d'autre part, cette tranquillité d'esprit vis-à-vis du capital. L'« Economist » appartient pour moitié au groupe Pearson, lequel est notamment propriétaire du *Financial Times* et pour moitié à une société d'actionnaires dont aucun ne détient une majorité.

Le directeur n'est responsable que devant quatre administrateurs, les « sages » ou « trustees », lesquels n'ont à la fois aucune responsabilité ni intérêt financier dans le groupe, et, *a priori*, ni pouvoir ni raison de se mêler de la gestion et de la ligne éditoriale du journal. Cette indépendance, sans égale dans la presse britannique, et rare dans la presse mondiale, fait du « numéro un » de l'« Economist » un homme de pouvoir à la tête d'une entreprise

prosperitaire : malgré la récession économique, les bénéfices avant impôts du groupe ont atteint 11,38 millions de livres (1) en 1992. L'hebdomadaire vend aujourd'hui à plus de 510 000 exemplaires dans 180 pays, et sa diffusion s'est accrue de 150 % depuis dix ans. Avec plus de 284 000 exemplaires vendus en Amérique du Nord, contre 209 000 en Europe dont seulement 97 800 en Grande-Bretagne, sa notoriété est surtout internationale.

Plus d'influence à Washington qu'à Londres

« Nous ne sommes pas un journal britannique », explique Bill Emmott, mais un journal établi en Grande-Bretagne. Notre influence s'exerce probablement davantage à Washington, Prague ou Moscou qu'à Londres, elle est répandue dans le monde entier. Mais nous essayons de servir nos lecteurs, sans chercher à diriger notre message vers une poignée de décideurs à travers le monde. Nous essayons d'être stimulants, provocants, et raisonnables. » La réputation d'excellence de l'« Economist » n'est pas à faire, ni même son inimitable propension à disparaître sans compter conseils et leçons de politique — souvent à bon escient — aux dirigeants du monde entier.

Défendant des « valeurs » fondamentales libérales, après des privatisations et adversaires des déficits budgétaires, journal d'une indéniable élite intellectuelle, financière et politique, l'« Economist » a « développé une formidable réputation pour four-

nir des informations sûres et des opinions judicieuses », ce qui lui permet « d'influencer l'élite mondiale », comme le dit une brochure promotionnelle. Parfois il se trompe (son soutien militant à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le SME n'a pas, sur le long terme, été couronné de succès), mais la somme de ses analyses reste largement pertinente... et plagiée. Ses journalistes sont indiscutablement, parmi les meilleurs, sont payés comme tels, donc jalouxés, d'ailleurs, par leur lénacité naturelle à l'auto-satisfaction : les gens du « monastère » ne se mélangent pas volontiers à ceux de Fleet street (l'ancien quartier des journaux). Bill Emmott en a conscience : « Nous sommes un journal qui marche bien, et donc notre plus grand danger, c'est la suffisance. L'autre problème auquel le directeur doit s'attaquer, c'est celui du repli sur nous-mêmes. Nous devons constamment faire entrer des idées neuves, dialoguer avec le monde extérieur. »

Spécialistes réputés ou débutants, les journalistes de l'« Economist » s'accommodent de l'anonymat de leurs écrits (euena article n'est signé), une caractéristique censée renforcer l'indépendance du journal et la continuité de son « message spécifique ». La carrière de ceux qui ont choisi de répondre aux propositions extérieures ne souffre cependant pas de cette apparente absence de notoriété : Rupert Pennant-Rae prendra bientôt ses nouvelles fonctions de vice-gouverneur de la Ban-

que d'Angleterre, Sarah Hogg dirige aujourd'hui la cellule politique du premier ministre John Major, Andrew Knight dirige News International, la société éditrice du *Sunday Times*. Simon Jenkins était encore récemment le directeur du *Times*. Christopher Huhne est le directeur des rubriques économiques de l'« Independent », Jonathan Fenby est directeur adjoint du *Guardian*, etc.

S'agit-il pour autant d'une mafia dont les membres s'entraident, comme le prétendent certains ? Le mit et la chose sont bien peu britanniques : parlons donc d'un « club » très informel entre membres du « microcosme », dont beaucoup sont passés par « Oxbridge » (Oxford et Cambridge), voire par le même collège Magdalen d'Oxford — comme Nicholas Colchester et Bill Emmott, — ce qui peut aider, tout au plus, à se reconnaître. « Numéro un » et « numéro deux ». Pourront-ils s'entendre ? « Bill », qui a réalisé la plus haute ambition de tout journaliste qui s'intéresse à la politique internationale et économique, et aux affaires, le croit : « Je suis sûr que nous pouvons travailler étroitement ensemble. » Même après avoir « pris part à une lutte sévère entre intelligence (s) », pour reprendre les premiers mots de la devise de l'« Economist ».

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 5,30 francs.

TRIBUNE

## Ne pas oublier les leçons des années 20

par Krzysztof Skubiszewski

Le général de Gaulle et le chancelier Adenauer ont apporté un démenti à l'affirmation du prince von Bismarck, selon qui les grands tourments historiques peuvent être résolus seulement par la force et par le sang. Grâce à leur courage et à leur intuition, ils ont donné — par le traité de l'Elysée de 1963 — les assises juridiques et une impulsion décisive au rapprochement entre deux grands pays européens, séparés pendant des siècles par des conflits, des préjugés et une méfiance profondément enracinée.

Aujourd'hui, la coopération franco-allemande — économique, monétaire et politique, dans le domaine de l'audiovisuel et de l'éducation, entre les villes et les régions, — celle organisée par les Elms et celle qui se développe spontanément sans intervention des pouvoirs publics, est exemplaire et joue un rôle de catalyseur dans l'organisation de l'Europe qui émerge de l'effondrement de l'ordre communiste.

Cette coopération frappe par son caractère novateur, constructif et tourné vers l'avenir. Elle a débouché sur la création d'une grande zone de stabilité, elle a initié l'intégration européenne, elle a offert des fondations solides à la Communauté européenne.

## Contre les survivances du nationalisme

En soulignant les mérites de de Gaulle et d'Adenauer, nous n'oublions pas tous ceux qui ont posé les premiers jalons de la coopération entre la France et l'Allemagne, au lendemain de la seconde guerre mondiale, et qui ont indiqué le chemin à suivre : Jean Monnet, Robert Schuman, Heinrich von Brentano et d'autres, des deux côtés du Rhin. Nous n'oublions pas non plus ceux qui ont continué la grande œuvre du premier président de la V<sup>e</sup> République : Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Kohl et François Mitterrand... Tous ces éminents hommes d'Etat ne seulement ont vaincu les pesanteurs de l'histoire, mais ont également infligé une défaite aux survivances du nationalisme dans leurs pays respectifs, lesquels avaient besoin les uns des autres pour continuer à exister et pour trouver une justification à leurs menées funestes.

La coopération franco-allemande est un exemple pour la Pologne, et elle nous inspire de plusieurs

façons. En premier lieu, elle nous incite à resserrer nos relations bilatérales avec la France et avec l'Allemagne. Renouer et consolider nos liens avec la première n'a pas été difficile, à partir du moment où nous nous sommes libérés de la domination soviétique et du régime communiste. Je n'ai pas besoin de rappeler les liens séculaires entre la France et la Pologne. Le traité d'amitié et de solidarité entre nos deux pays a été signé dès avril 1991.

Etablir de nouvelles relations entre la Pologne et l'Allemagne présente quelques difficultés, vu les expériences des deux derniers siècles et, surtout, celles de la seconde guerre mondiale. Néanmoins, les Polonais et les Allemands ont agi vite, avec beaucoup de courage et de bonne volonté. Le traité de bon voisinage et de coopération amicale entre les deux pays a été signé le 17 juin 1991. Je ne peux manquer de souligner non plus que nous avons accueilli avec une grande compréhension et une profonde satisfaction la réintégration de l'Allemagne. Pour deux raisons. Nous avons subi nous-mêmes et nous n'avons jamais accepté le partage de notre propre pays pendant un siècle et demi. D'autre part, la prétendue République démocratique allemande a été un bastion du stalinisme et une barrière qui nous séparait de la Communauté européenne.

En second lieu, le traité de l'Elysée nous invite à établir un nouveau type de relations avec nos voisins, notamment ceux du sud. Le quadripartite de Visegrád a été consolidé, le 21 décembre 1992, par un accord de libre-échange. Nous espérons que dans les années à venir les quatre pays de l'Europe centrale — Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie — deviendront un espace de stabilité et de coopération.

Dans les années 20 déjà, d'éminents hommes d'Etat — Aristide Briand et Gustav Stresemann — avaient entrepris un grand effort pour apaiser les divergences entre la République française et la République de Weimar, pour peindre les pleines perspectives par la première guerre mondiale, pour ouvrir la voie à des relations constructives et confiantes entre les deux nations. Leur effort, dont la conférence de Locarno est le symbole, a été récompensé par le prix Nobel de la paix.

Le projet de Briand et de Stresemann allait plus loin que la simple réconciliation entre les deux pays. La coopération franco-allemande devait s'insérer dans un système européen dont les composantes seraient étroitement liées les unes aux autres par un lien fédéral, comme l'a dit Aristide Briand dans son célèbre discours du 5 septembre 1929 devant la diète assemblée de la Société des Nations.

## Une coopération tripartite

La montée du nazisme, du fascisme et du communisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, la crise économique et la machiavélisme encore profondément enraciné dans les équipes dirigeantes n'ont pas permis à ces projets de se réaliser. L'Europe a payé cet échec par des dizaines de millions de morts et l'ensanglantement du patrimoine bâti par plusieurs générations.

Les leçons des années 20 ne doivent pas être oubliées. Doit-on rappeler que les accords de Locarno ont été signés par Briand, Stresemann, Chamberlain, Vandervelde et Mussolini, bien que les principaux acteurs de cette rencontre mémorable aient été les deux premiers. Les accords garantissaient l'inviolabilité des frontières franco-allemandes et belgo-allemandes, mais pas celle de la frontière germano-polonaise. La signature polonaise manquait sur l'accord. Celui-ci comportait une lacune dangereuse pour l'avenir de l'Europe.

Ainsi la Pologne d'aujourd'hui souhaite-t-elle non seulement avoir de bonnes relations bilatérales avec la France et l'Allemagne, non seulement prendre une part active à la coopération avec ses voisins du sud et de l'est, mais encore être insérée

prudemment, pragmatiquement et graduellement — dans la zone de coopération franco-allemande. Nous souhaitons que cette zone, qui se situe pour l'instant entre l'Atlantique et l'Océan, puisse s'étendre un jour jusqu'à notre frontière orientale. Quelques jalons d'une telle évolution ont déjà été posés. Je pense notamment aux réunions des trois ministres des affaires étrangères à Weimar, à Trégnier (Dordogne) et prochainement en Pologne, à la réunion des commissions des affaires étrangères des trois Parlements, aux rencontres de jeunesse, à la coopération entre les régions et les villes, etc.

L'intégration de l'Europe au lendemain de la seconde guerre mondiale ne pouvait être que celle de la partie occidentale du continent, libre de l'occupation soviétique. Actuellement, des possibilités s'ouvrent. Le temps devant nous est chargé de risques, mais aussi de promesses. Osons saisir la chance. Inspirons-nous du traité de l'Elysée dans des conditions nouvelles. Une coopération étroite et des relations privilégiées entre la France, l'Allemagne et la Pologne ne pourraient être que bénéfiques au progrès, au bien-être et à la sécurité des trois pays concernés. D'autre part, elles ouvriront des perspectives nouvelles à la Communauté européenne. Inspirées par l'œuvre du général de Gaulle et du chancelier Adenauer, la Pologne tend la main à la France et à l'Allemagne. Nous croyons fermement que la coopération entre Paris et Bonn ne peut que gagner en s'étendant jusqu'à Varsovie.

» Krzysztof Skubiszewski est ministre des affaires étrangères de Pologne.

## Tournant moderniste en Suisse

par Roger de Weck

On a coutume de dire que les Suisses sont, de tous les peuples d'Europe, l'un des plus raisonnables. Mais demandez leur avis aux Suissesses et vous entendrez un autre son de cloche. Le pays vial de vivre un psychodrame et, à sa façon, une petite révolution culturelle : il n'y aura plus jamais, à Berne, de gouvernement sans femmes.

L'élection de Ruth Dreifuss au Conseil fédéral a changé les règles du jeu. La Suisse compte 54 % d'électorales à qui l'on demandait, jusqu'à la semaine dernière, d'être belles et surtout de se taire. Or elles ont pris la parole et se sont imposées. Le Parlement, non moins masculin que celui qui siège au Palais Bourbon, avait choisi un sondage *Gentlemen only* ! Mais les femmes ne l'ont pas entendu de cette oreille. Crise politique, manifestations devant le palais fédéral, campagne de presse : la Suisse, d'habitude si paisible, se trouve en effervescence. Les députés et l'ensemble de la classe politique font machine arrière, l'homme de trop au gouvernement obéit à sa place. On cherche la femme providentielle et on la trouve : Ruth Dreifuss.

Vu de Suisse, la France fait figure de modèle, car la condition féminine y est bien meilleure. Les Suissesses ont eu à se battre pour ce que les Françaises ont obtenu de longue date. Dans la partie alémanique notamment, il n'y a pour ainsi dire pas de places de crèche et on manque souvent de jardins d'enfants. La plupart des écoles n'ont pas de cantine, les horaires scolaires sont irréguliers. Tel écolier commence sa journée à 8 heures, tel autre à 9 ou 10. Les mères, et parfois les pères, n'ont qu'à se débrouiller.

Ce qui semble absurde relève en

fait d'une volonté politique. On veut empêcher les femmes de travailler et on y parvient sans trop de mal. L'épouse au foyer, tel est le vœu de deux tiers des jeunes (hommes), indique un sondage récent. Et toute une partie de la société s'emploie à donner mauvaise conscience aux mères de famille qui gardent leur emploi. D'ailleurs le système fiscal et les assurances sociales défavorisent nombre de salaires.

## Une société machiste

Mais d'où vient cette attitude ? Le monde germanique n'a ni sa Clotilde ni sa Jeanne d'Arc. Les mœurs patriarcales y sont encore plus profondément ancrées qu'en France. Mais il y a des particularités helvétiques. Le bien-être d'abord. Grâce au niveau de revenus le plus élevé du monde, les hommes sont moins tributaires de l'apport d'un revenu complémentaire, un seul salaire suffit. De ce fait, il est plus facile de tenir la moitié de la population à l'écart d'une économie toute-puissante où se prennent les décisions majeures.

Mais il y a aussi la tradition militaire de la Suisse, dotée d'une armée de milice plus nombreuse que la Bundeswehr allemande en temps de paix. Qui n'en fait pas partie est exclu de l'un des centres de gravité de la société bourgeoise. Dans certains cantons de la « Suisse primitive », les hommes se rendent à la *Landsgemeinde* — l'assemblée de tous les citoyens — munis d'une épée ou d'un pistolet. Cette vieille tradition rappelle à ceux qui ne participent pas à la défense du pays qu'ils n'ont, en fait, guère voix au chapitre. D'ailleurs, les femmes suisses ont dû s'y reprendre à trois fois pour arracher le droit de vote aux hommes.

Or la société évolue. Avec le fin de la guerre froide, l'armée suisse, haut lieu du machisme, a perdu de son importance. La récession frappe durement un pays dont le taux de chômage a passé en deux ans de 0 à près de 5 %. La Suisse, pour être conservatrice, ne reste pas en marge de la modernité. L'élection de Ruth Dreifuss, qui dirige désormais le super-ministère de l'intérieur, est plus qu'un symbole : un tournant.

» Roger de Weck est directeur de la rédaction du journal suisse *Tages Anzeiger*.

SPÉCIAL LÉGISLATIVES

Le Monde

Lundi 22 mars 1993

2

TÉLÉMATIN à 6 h 45 avec Anne Chaussebourg  
7 h 40 avec Jean-Marie Colombani  
8 h 15 avec Plantu  
JOURNAL DE 13 HEURES avec Jean-Marie Colombani

مكتبة الشاذلي

Centre de Belem,





ESPACE EUROPÉEN

19

# Le centre de Belem, de la culture au commerce

Partiellement inauguré à l'occasion de la présidence portugaise, le bâtiment est critiqué pour son coût, son gigantisme et son utilisation mercantile

LISBONNE

de notre correspondant

Né dans la polémique, le centre culturel de Belem, emblème de la présidence portugaise de la CEE qui va ouvrir fin mars ses portes au public, fait l'objet de nouvelles controverses tandis que les interrogations se font de plus en plus nombreuses sur son financement et sa véritable finalité.

Le massif bâtiment de marbre rose aux lignes géométriques suscite dès sa naissance, en 1989, un débat passionné entre partisans et détracteurs de cet ensemble architectural dont les couleurs harmonieuses ne peuvent faire oublier les formes cubiques, les murs épais percés de petites ouvertures qui lui valent très vite l'appellation de « bunker ». Érigé sur les bords du Tage, dans le quartier résidentiel de Belem, à l'ouest de Lisbonne, le bâtiment aux formes lourdes contraste avec la légèreté et la finesse de l'architecture manénaire du monastère des Jeronimos qu'il cache en partie.

L'opinion publique s'est séparée entre les ardents défenseurs du projet des architectes Manuel Salgado et Vittorio Gregotti (qui est italien), séduits par l'audace architecturale, et les détracteurs de ce « monstre » qui l'accusent de dénigrer le site classé par l'UNESCO en 1983. Cet objet du patrimoine mondial englobait aussi la blanche et tout aussi manénaire tour de Belem qui, face au monastère, semble monter la garde à l'embouchure du Tage. L'UNESCO menaçait alors de retirer la classification aux deux monuments mais, finalement, le comité du patrimoine mondial, réuni fin 1991 à Carthage, écartera la menace.

Ce premier obstacle franchi, il a fallu mener les travaux à marche forcée pour que tout, ou plutôt le premier des cinq modules prévus dans le projet de centre du tandem

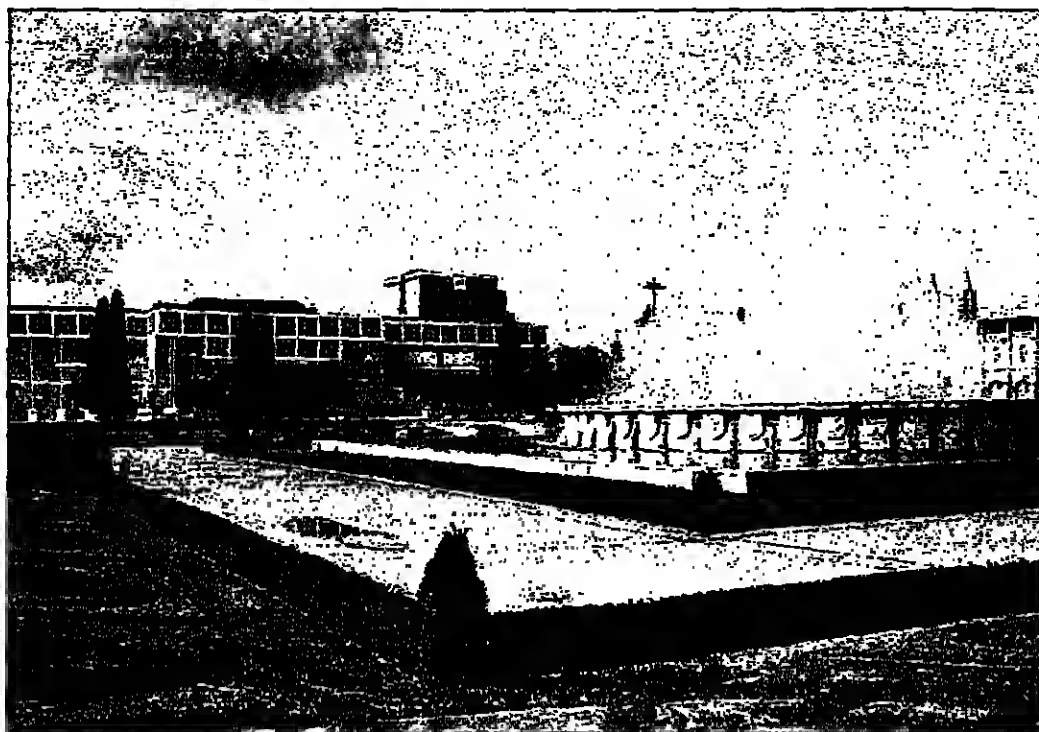
Salgado-Gregotti, soit prêt le 1<sup>er</sup> janvier 1992, date à laquelle le Portugal prit la présidence taurinante de la CEE. Les ouvriers auront travaillé jour et nuit, sept jours sur sept, et les pluies seront à peine secs lorsque, au matin du premier jour de la nouvelle année, le drapeau bleu étoilé de la CEE est hissé sur le centre.

Mais déjà, alors que la construction de l'ensemble est loin d'être achevée, des chiffres inquiétants circulent sur le coût de l'opération qui a plus que quadruplé par rapport au devis initial de 271 millions de francs et atteint désormais près de 1,1 milliard de francs. Et, à quelques jours de l'ouverture du centre au public, un rapport du Tribunal des comptes adressé aux organismes chargés de veiller à la régularité de l'utilisation des fonds publics, publié par la presse, donne une idée de l'ampleur de la dérive financière qu'il chiffre à 1,5 milliard de francs.

Le verdict est sévère : pour le tribunal, il y a eu « carence en matière de prévisions, mauvaise exécution du projet, et gestion contraire aux principes les plus élémentaires de rigueur et de discipline financière ». Le tribunal va même plus loin, en dénonçant des « pratiques contraires aux principes des règles juridiques communautaires, constitutionnelles et du droit ordinaire portugais », en matière d'attribution des travaux.

## Fausse concurrence

En effet, il n'y a pas eu vraiment libre exercice de la concurrence puisque, selon le tribunal, sur quatre-vingt-trois chantiers, à peine trois ont été soumis à des concours publics, soixante-sept ont fait l'objet de concours directs, et treize ont fait l'objet de concours limités. Le tribunal a également mis en cause l'urgence qui a conduit au « paiement de surcoûts aux entreprises pour leur demander de réaliser



Le centre culturel de Belem, emblème de la présidence portugaise de la CEE, ouvre ses portes fin mars.

davantage de travaux dans les mêmes délais, en ayant recours aux heures supplémentaires, au travail de nuit, y compris les samedis et dimanches (...). Mais peu importe, il fallait qu'il soit prêt le dernier jour de 1991 car la présidence portugaise était en jeu ». « La formation des coûts a acquis une dynamique telle qu'elle a échappé quasi totalement à toute tentative de contrôle », ajoute le tribunal qui cite encore le montant de la facture présentée par les architectes, 37 millions de francs, soit le double du chiffre prévu.

Mais, lorsque le tribunal veut

entendre le gouvernement sur le coût du centre culturel de Belem, il se voit opposer l'exception d'incompétence, les ministres invoquant le fait que la société créée pour la gestion du centre, la SGII (Société de gestion et d'investissement immobilier) relève du droit privé et échappe de ce fait à tout contrôle du tribunal, même si les fonds sont publics et proviennent du budget de l'Etat.

Déjà, en 1989, la création de la SGII avait fait l'objet d'une controverse entre le président de la République, Mario Soares, et le gouver-

nement. Le chef de l'Etat avait estimé qu'il s'agissait d'une « fiction juridique » et avait averti le premier ministre que la création de cette entité était « constitutionnellement douteuse » dans la mesure où elle introduisait des « modifications au régime général existant des sociétés ».

Sur cette toile de fond d'affrontements entre le gouvernement et le Tribunal des comptes, le programme des festivités prévu pour l'inauguration publique du centre suscite beaucoup d'interrogations. En fait, il ne s'agit que du premier

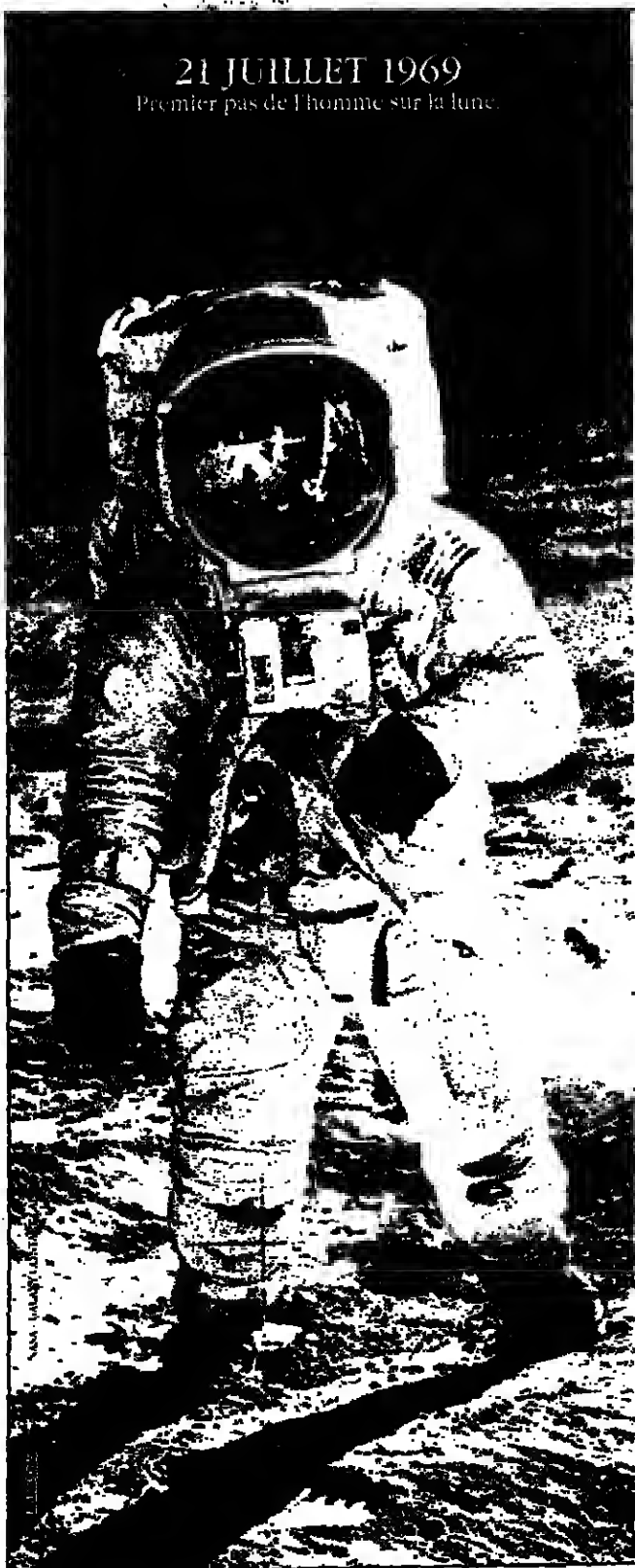
module où les salles de réunion et le centre de presse qui avaient été installés pour les besoins de la présidence portugaise auront cédé la place aux boutiques, galeries commerciales et restaurants chiés, côtoyant les fast-foods et les bars.

## Deux autres modules abandonnés ?

Le clou risque bien d'être la présentation de la dernière création de Renault, la Twinga, en guise d'avant-première de la campagne commerciale de ce nouveau modèle au Portugal, qui doit débiter en avril. La Fondation des découvertes, responsable des programmes d'animation du centre, a indiqué qu'elle entendait en faire un lieu « concentrant un ensemble d'activités qui allient le côté commercial aux aspects artistiques et culturels ». Outre des restaurants et des bars, le module 2 devrait abriter un centre de spectacles et le module 3 un centre d'expositions. La Compagnie nationale de danse et l'Orchestre symphonique portugais devraient y avoir leur siège.

Quant aux deux autres modules, faute de moyens financiers, il serait question de les exclure du projet initial et de concéder les terrains sous forme de baux à des sociétés privées pour y construire un hôtel de luxe, des salles de cinéma et un complexe commercial. Du côté du gouvernement, on affiche une tranquille assurance : « Le centre culturel de Belem fera son ouverture comme il convient avec la réalisation d'un ensemble d'événements d'ordre culturel et commercial », dit-on au secrétariat d'Etat à la culture. Mais, dans l'opposition, on s'interroge sur les moyens de camoufler ce gouffre financier, sur le gigantisme et la démesure qui ont présidé à cette entreprise et sur l'avenir d'un centre qui risque d'être vain davantage au commerce qu'à la culture.

ALICE IUCÉ



21 JUILLET 1969  
Premier pas de l'homme sur la lune

# DU 16 AU 23 MARS 1993 SEMAINE DE LA DECOUVERTE PEUGEOT

Le Monde Des Reprises.<sup>(1)(2)</sup>

Changez de voiture maintenant et toute une gamme de reprises s'ouvre à vous. Bénéficiez par exemple jusqu'à 7000 F de reprise sur votre ancienne voiture pour la commande d'une Peugeot neuve identifiée.

L'Univers Des Surprises.<sup>(2)(3)</sup>

Vous pourrez bénéficier de 90% de réduction sur les options constructeur : ABR, réfrigération, toit ouvrant, direction assistée...

La Galaxie Des Nouveautés.<sup>(4)</sup>

Découvrez les 106 CARTE ROUGE et CARTE NOIRE (rouge ondulé et noir onyx), avec vitres teintées et baguettes latérales de protection à l'extérieur, équipées d'un autoradio-cassettes et d'un garnissage spécifique à l'intérieur.

Cette fois  
vous pourrez dire  
j'y étais.

Et la toute nouvelle 106 XS : moteur 1360 cm<sup>3</sup> - PA 6 - boîte 5, intérieur spécifique sport, becquet arrière et projecteurs longue portée.

Avec la nouvelle 306, portez à la découverte d'une nouvelle conduite, d'un nouveau plaisir. Son profil dynamique, sa technologie de haute sécurité et sa qualité de finition en font une voiture sans rivale.

Pénétrez dans le monde toujours plus élégant de la 405 STYLE : vitres teintées et peinture métallisée à l'extérieur. A l'intérieur autoradio-cassettes avec commande ou volant, direction assistée, condamnation centralisée avec plip et lave-vitres électriques avant.

(1) Du 16 au 23 mars 1993, chez les concessionnaires Peugeot effectuant l'opération, offre non cumulable avec celle-ci et avec d'autres opérations et réservée aux particuliers résidents pour la commande d'une Peugeot neuve. (2) Carte grise à votre nom depuis 2 ans au moins. (3) Réduction de 90% sur les options constructeur. (4) Offre réservée aux particuliers résidents pour la commande d'une Peugeot neuve identifiée, sur les équipements en option figurant sur le bord constructeur. Hors autoradio, radio-cassettes et vitres teintées. (5) Modèles présentés A.M. 93 : 106 XT - 306 XT option pleins confort - 405 SE.



RESEAU PEUGEOT.









RUSH...  
de son œuvre

هنا من العمل

# POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars

Les dirigeants écologistes ne sont pas gens à se laisser facilement tourner le tête. Ce n'est pas parce que les socialistes se préparent à déposer à leurs pieds un déstement inconditionnel pour le second tour des élections législatives qu'ils sont prêts à les inscrire sur leur carnet de bal. « L'écologie n'est pas à marier », c'est ce que M. Antoine Wechsler répète depuis des mois. Ni mariage, ni fiançailles, ni même flirt : « Nous ne changeons rien à notre attitude », a déclaré, jeudi 18 mars, le porte-parole des Verts. Les déclarations du Parti socialiste appartenant au Parti socialiste. Nous maintenons nos candidats au second tour, pour l'essentiel, et nous ne donnerons pas de consignes de vote.

Un peu plus gracieuse, M<sup>me</sup> Dominique Voynet, autre porte-parole des Verts, a bien voulu récompenser d'un sourire la démarche des socialistes - qui pourrait lui être bien utile dans la Jura, où elle est candidate, - mais elle se méfie de ces dragueurs bien connus dans le canton. Leur offre, a-t-elle dit au « Club de la presse d'Europe 1 », « peut être un cadeau sordide, empoisonné s'il vise (...) à laisser l'illusion que les écologistes pourraient se prêter à une opération de rachat de la gauche ».

Carrément désagréable, M. Brice Lalonde, qui avait

déclaré par avance, mercredi, ne pas vouloir du « déstement des canailles et des trépassés », a fulminé, le lendemain, sur RTL, contre les « faux écologistes » qui poussent dans les circonscriptions comme champignons après la pluie, avec l'aide du Front national pour certains d'entre eux et pour d'autres, selon

M. Gérard Le Gall, lui-même parisien de longue date, d'ailleurs, de ce déstement sans condition (il s'était opposé, le 10 mars, au bureau d'écologie) à M. Daniel Fanchon, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, qui plaide pour la réciprocité. M. Laurent Fabius a précisé, sur France-Inter, que « les choses ne

M. Michel Rocard n'en est pas trop inquiet. « Ce n'est pas un cadeau, c'est une réflexion stratégique intelligente », a expliqué l'ancien premier ministre, jeudi soir, sur TF 1. « Le PS, a-t-il dit, serait dégoûté en ne cherchant pas à négocier son déstement pour les hommes et les femmes de progrès les mieux placés », parmi lesquels il compte les écologistes. Le souci du candidat à l'élection présidentielle est, certes, que soient élus le plus grand nombre possible de députés socialistes, mais aussi que se rassemblent, ensuite, des forces politiques dignes de ce nom, entre lesquelles soient amorcées de véritables convergences plutôt que des arrangements locaux.

Pour ce qui est des arrangements, il aura fort à faire dans sa propre maison. « Faut-il se déstement et billes-ées ? » a lancé M. Fabius au sujet des informations selon lesquelles il pourrait se voir offrir la présidence du futur groupe socialiste de l'Assemblée nationale s'il acceptait - ou s'il était contraint - de quitter le poste de premier secrétaire du PS. Il a conseillé aux socialistes, en général, de cesser de « marquer des buts tous les deux jours contre leur camp ». Le déstement unilatéral n'est pas à l'ordre du jour entre les dirigeants du PS.

PATRICK JARREAU

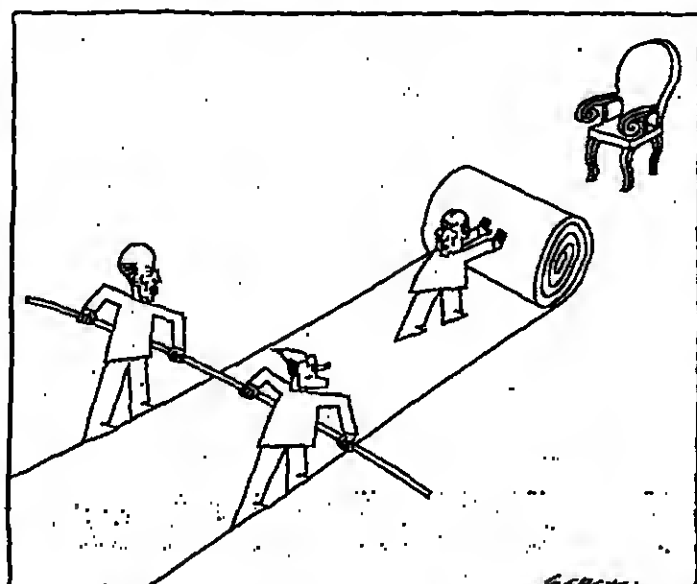
## Carnet de bal

## La droite a évité les pièges tendus par M. Mitterrand mais a montré la fragilité de son union

C'est une campagne du premier tour comparable à aucune autre qui s'achève pour la droite. Triste campagne, a-t-on lancé de Paris à Victoire trop vite annoncée, socialistes trop vite démolis, M. Pasqua, l'autre soir à Nice, en a plaisanté. « Si l'opposition ne faisait pas campagne, si elle n'avait pas de programme, elle serait éliminée quand même pour une raison simple : on ne peut plus voir les autres », M. Giscard d'Estaing convient aussi que cette campagne n'a pas été ordinaire. Alors qu'on peut s'attendre, dit-il, à un raz de marée de la droite comparable à celui de la vague gauchiste des élections de juin 1968, le climat n'aura rien eu à voir avec l'acharnement revanche de l'époque. Faut-il se féliciter qu'enfin les règles du jeu politique aient intégré ce mot de pure essence giscardienne qu'est la déception ?

Pourtant, vérité à Paris n'est peut-être pas vérité en province. Car ce n'est pas une campagne nationale qui vient de se tenir, mais une centaine de petites campagnes locales. Que ce soit M. Giscard d'Estaing ou M. Chirac, M. Balladur ou M. Léotard, tous les dirigeants de l'opposition ont insisté en permanence sur leur souci de mener « une campagne de proximité ». Les toilettes de cirque ont été rangées. Les grands leaders ont réappris à écouter. La seule grande-messe qui ait lieu fut celle des assises du RPR du 7 mars au Bourget qui impressionnerait moins qu'elle ne fissent sourire.

Il est vrai que ce nouveau mode d'emploi électoral arrangeait tout à fait la droite. Car ce fut aussi une campagne-éclat. En y entrant, RPR et UDF savaient qu'ils devaient éviter deux pièges : ne pas se livrer à un bras de fer anticipé



avec M. Mitterrand et ne rien faire qui puisse égarer trop prématurément l'image de leur union. Le premier pari aura été à peu près tenu.

### Fluctuations sur la cohabitation

Sur la Constitution, les acquis sociaux, la cohabitation, le retour d'une possible « ouverture », M. Mitterrand a bien tenté de glisser quelques mines, mais sans grands résultats.

Sur la cohabitation pourtant, le coup est passé bien pris. On peut croire un moment qu'il n'y avait, comme en 1986, RPR et UDF allaient palabrer durant des jours

pour savoir s'il convenait d'y aller ou pas. MM. Chirac, Balladur et Léotard n'ont pas bougé d'un pouce : ce n'est pas la meilleure solution, ont-ils fait valoir, mais impossible de faire autrement. M. Barre lui-même s'est montré plus accommodant. M. Giscard d'Estaing aura été le plus éloquent. Inimaginable, soutient-il d'abord. Trop risqué, trop dur, trop court ! Il imagine ensuite que cette cohabitation serait peut-être le meilleur moyen de chasser M. Mitterrand dans les trois mois. Les sondages, il finit par se montrer plus disponible.

Au terme de cette campagne, la cohabitation n'est plus un problème. M. de Villiers, le seul à s'y opposer, est isolé. M. Pasqua a fourni le meilleur exemple de cette conversion générale. Hier, il refusait d'approcher d'une quelconque façon « le système mafieux socialiste ». Aujourd'hui, il revendique au nom de tous un peu « de politesse » avec l'Élysée.

La question du Front national était réglée depuis les élections régionales de 1992, celle de l'ouverture aux écologistes fut aussi posée mais rapidement évacuée après que M. Lalonde eut été la première victime involontaire du « bing-bag » rocardien. La perspective d'une victoire confortable ne pouvait pas inciter la droite à faire un effort. M. Millon, soucieux d'éviter « un gouvernement de restauration », prêcha dans le désert.

Il est clair enfin que sur tous les grands dossiers de l'alternance, la droite, de peur de décevoir, s'est tout efforcée de faire le gros dos. Curieusement, sa plate-forme de gouvernement semble avoir plus servi à l'usage interne, pour fixer à chacun les limites à ne pas franchir, que de texte de référence valable pour l'après-28 mars. Sur l'Europe, M. Séguin est resté pratiquement seul pour défendre ses thèses anti-Maastricht. M. Madelin a abdicqué provisoirement dans le débat sur la monnaie. M. Pasqua a relancé l'idée des chartes pour les immigrés mais s'est vite repris. Chacun a adopté le profil bas sur l'audiovisuel. M. Balladur s'est ému que rien ne soit dit sur la défense mais n'a pas insisté. L'UDF a ressorti le thème de l'état d'urgence, mais avec des gants. Et quant au sort de l'ex-Yugoslavie, autre exemple, chacun s'est mis aussi à se tenir à l'écart.

Pour des fausses promesses sans doute ! Mais aussi résultat d'un jeu subtil et obscur entre tous les ministères ou premiers ministres possibles et imaginables, avant tout soucieux de ne pas se déconvenir. Ce jeu-là a bien fonctionné jusqu'à ces

derniers jours. A l'approche de la ligne d'arrivée, le combat pour Mitterrand et la prééminence majoritaire est devenu plus âpre à mesure que le rapport de forces entre UDF et RPR s'annonçait plus serré.

Le fait que MM. Chirac et Giscard d'Estaing n'aient pas réussi à organiser une seule soirée commune, qu'ils aient eu des déclarations de l'UDF et du RPR aient porté leurs efforts sur la soixantaine de circonscriptions avec primaires, montre bien la fragilité de leur union. Le « leadership » de la droite pourrait se jouer au deuxième tour dans une vingtaine de circonscriptions, où seront aux prises le plus souvent un RPR et un CDS.

Mardi dernier, lors du bureau politique de l'UDF, M. Giscard d'Estaing a pris M. Méhaignerie de ne pas motiver. Précaution inutile. N'ayant pas à se soucier de l'élection présidentielle, le président du CDS a tout mis sur le poids de son groupe UDF à l'Assemblée nationale. La campagne tranquille est bien finie. Après la victoire de 1968, Georges Pompidou, premier ministre, expliquait aux gaullistes que « l'étendue de leur victoire leur imposait la discrétion ». Cette fois-ci, l'exigence de discrétion semble avoir des limites.

DANIEL CARTON

### Le Conseil national des Français musulmans partage ses soutiens entre la droite et la gauche

Le Conseil national des Français musulmans (CNFM) qui regroupe, depuis 1990, nombre d'associations de rapatriés d'Afrique du Nord et d'anciens harkis, vient de rendre public son liste de candidats qu'il appelle à « soutenir activement » aux élections législatives, « en regard à leur passé et (...) à leur déclaration ». Sur les quelques quatre-vingts candidats ayant la préférence du CNFM, une soixantaine appartiennent à l'opposition et une vingtaine sont socialistes. Le Conseil marque ainsi sa différence avec le Recours-France, qui appelle à « sanctionner » les socialistes (voir ci-contre).

A Paris, le CNFM soutient tous les candidats de l'UPF. Dans le Rhône, ses choix sont un peu plus éclectiques, avec MM. Alao Méteux, Jean-Michel Dubernard, Raymond Barre et Jean-Jack Queyranne. Dans les Alpes-Maritimes, le Conseil « vote » Christian Estrosi (2<sup>e</sup> circonscription) et Louise Moreau (8<sup>e</sup>). Parmi les candidats socialistes choisis par le CNFM, on remarque des membres du gouvernement comme MM. Cathala, Vauzelle, Quilès, Lang, ainsi que deux anciens premiers ministres, MM. Fabius et Rocard, et d'anciens ministres ou secrétaires d'Etat tels que M<sup>me</sup> Avicé et MM. Fabius, Rocard, Evju, Chabuis, Auroux et Bockel.

### Le Recours-France appelle à sanctionner le gouvernement

Même option, même détermination. Treize jours après l'assassinat de son porte-parole, Jacques Rousseau, le Recours-France, réuni en conseil d'administration jeudi 18 mars à Montpellier, a décidé de poursuivre l'œuvre qu'il avait entreprise. Mais dans un premier temps, M. Rousseau n'aura pas de successeur. M. Guy Forzy, président du mouvement de rapatriés, fera office de porte-parole pendant les mois à venir, en attendant une nouvelle nomination, plus tard, et seulement « si une personnalité se dégage ».

Lors de cette réunion, comme M. Rousseau avait prévu de le faire, le Recours-France a demandé à ses adhérents de sanctionner l'actuel gouvernement lors des élections législatives. Une consigne assortie des exceptions locales habituelles (le Recours-France soutient M. Georges Frêche à Montpellier et M. Jean-Michel Baylet à Toulouse), et de nuances. Le mouvement recommande « au million d'électeurs rapatriés de peser le plus utilement et efficacement possible dans la balance électorale, pour favoriser aux prochaines législatives une alternance dont la France a un besoin vital », mais il se dit aussi déterminé à mettre le prochain gouvernement « sous haute surveillance ».

J. M.

## Rhône : aigre campagne lyonnaise

Entre Michel Noir, qui joue sa survie politique, et Alain Méteux, qui mène la bataille contre lui, le climat se détériore dangereusement

### LYON

#### de notre bureau régional

Vivement dimanche ! Celui-ci, et encore plus le suivant... La campagne lyonnaise tourne à l'aigre. Chaque jour, la ville est cueillie au réveil par des déclarations tendues, des déballages familiaux, des démentis courus. Sur les marchés taillent de vilaines taches anonymes. La ville se perd entre tous les communiqués produits en série, est brouillée par ces rumeurs qui, lancées de la presqu'île, résonnent dans la salle des Pas-Perdus du palais de justice. Parfois, elles prennent le chemin inverse.

Procédures en référé, annonces de dépôts de plaintes diverses et variées, attente impatiente du inquisiteur d'une mise en examen potentielle du premier magistrat de la ville, à Lyon, ces élections législatives semblent ne dépendre que des tribunaux. Comme si le procureur allait se substituer à l'isoloir. Pour une circonscription, la deuxième du Rhône, soit 63 700 électeurs inscrits. Celle dont le député sortant est Michel Noir.

Car c'est d'abord du maire qu'il s'agit. Avec ce sentiment, il y va de son autorité et de sa survie politiques. Secoué par une volée de révélation sur les pratiques de son gendre, Pierre Botton, inculpé d'abus de biens sociaux et inculpé, cerné par la détermination du RPR, avec le consentement de l'UDF, à venir le combattre sur ses terres, Michel Noir est sonné. Il a pourtant refusé d'écouter certains de ses proches qui lui conseillaient de démissionner de son mandat, à la manière de François Léotard, au cas où il serait l'objet d'une mise en examen. Il a choisi de lutter, d'aller jusqu'au bout.

Se républic mène vie privée et vie publique, rupture familiale et union de l'opposition. Il qualifie publiquement son gendre de « fou », dit de lui qu'il a abusé de son amitié, de sa famille, « dans un but exclusivement intéressé ». Puis dénonce le RPR, coupable, à ses yeux, de connivences avec cette affaire.

caricaturée en Dracula, et parfois des bandesaux proclament : « Méteux, s'il te plaît ». C'est une manière d'évoquer la vante à l'étranger, par l'Institut Méteux, de produits sanguins non chauffés. Plus ouvertement, Michel Comby, qui se présente sous l'étiquette « candidat séropositif », diffuse les articles de presse relatifs à ce dossier sensible.

Autre face de cette sordide campagne, des tracts, signés d'un prétendu « conseil des sages », rappellent quelques déclarations de Michel Noir, comme celle qu'il avait prononcée la veille de la guerre du Golfe où il affirmait qu'elle n'aurait pas lieu. Les tracts mettent en cause la future de la réputation de l'Opéra de Lyon, les prêts accordés par la Communauté urbaine au groupe Bouygues pour la construction du périphérique nord ou le financement de la campagne des élections municipales de 1989.

La plupart de ces thèmes sont tombés dans le domaine public. Le Parti socialiste, mais aussi André Soulier, candidat investi dans la troisième circonscription par le RPR et l'UDF, contre l'avis de Michel Noir, Jean-Michel Dubernard, les utilisent depuis de longs mois, en termes plus ou moins mesurés. Mais l'effet de cumul est dévastateur. Et les échos de l'affaire Botton, les demandes répétées de la convocation d'un conseil municipal extraordinaire ou de la démission du maire sonnent la carie.

Au sein du conseil municipal, ils ont été quelques-uns ces jurets à changer de côté, à se montrer désarmés dans les réunions d'Alain Méteux. Même parmi les fidèles, le doute s'est installé. Le suppléant de Michel Noir, Gabriel Caillet, bien connu des Croix-Roussines pour son surnom « Gabby » et son parler à l'emporte-pièce, questionné sur sa résolution à soutenir le maire de Lyon, a expliqué qu'il ne fallait pas « lâcher l'ambulance ».

« Le monde politique lyonnais est devenu un cocktail de haine », explique un élu de droite peu suspect de complaisance pour le maire de Lyon. Cela va mal finir. La campagne continue, avec, aussi, ses traditionnelles figures imposées. Michel Noir, avant de tenir un meeting jeudi soir, s'est échauffé en participant à des réunions d'appartement. Au pied de l'immeuble, les deux policiers de sa protection rapprochée, une mesure accordée il y a quelques semaines par le ministère de l'Intérieur, veillaient au grain. Alain Méteux fait lui aussi appel, dans certaines situations, à un garde du corps.

### « Un cocktail de haine »

Cette montée dramatique était prévisible. Depuis presque un an, quand le nom de Pierre Botton a commencé à quitter la chronique de la bonne société pour entrer dans celle de la justice, chacun sentait, vu les liens passés entre les deux hommes, que tôt ou tard Michel Noir, homme public, serait concerné, de près ou de loin. Depuis janvier, quand l'industriel Alain Méteux, premier vice-président (RPR) du conseil régional de Rhône-Alpes, a accepté de mener la bataille au nom de l'UPF, chacun s'est attendu à un terrible duel fratricide.

Entre les deux hommes, peu de différences politiques. Ils défendent la même plate-forme, la même union de la droite. Leurs arguments ne pouvaient en rester là. Jusqu'à lors Michel Noir et Alain Méteux ne se sont pas affrontés directement. Mais des petites mains se sont appliquées à des tâches subalternes. Les affiches d'Alain Méteux sont régulièrement maculées de peinture rouge, couleur sang, sa photographie

o Alpes-Maritimes : M. Léotard apporte son soutien à M. Mouillot. - M. François Léotard a apporté, jeudi 18 mars, son soutien « à son ami » M. Michel Mouillot, maire (UDF-FR) de Cannes, candidat face à M<sup>me</sup> Louise Moreau, députée sortante, investie par l'UPF dans la huitième circonscription des Alpes-Maritimes. Ironisant sur « l'espèce protégée des sortants », le président d'honneur du PR a estimé que « leur seul programme, c'est : votez pour moi, ça fait si longtemps que vous le faites ! Ne me choisissez pas pour le futur mais pour le passé ». « La nouvelle majorité, a-t-il souligné, ne doit pas devenir la chasse gardée des par- tis ».

**Le Monde**  
COURRIER

Les législatives vues par la presse étrangère

Le Monde, une association avec Courrier international, publiera dans son prochain numéro (daté 21-22 mars) deux pages spéciales sur le traitement, dans la presse internationale, de la campagne pour les élections législatives françaises.



## POLITIQUE

## Les députés communistes ont pour mission de sauver leur groupe à l'Assemblée nationale

Le secrétaire général du Parti communiste est formel. Après l'annonce précipitée d'un désistement du Parti socialiste au profit des écologistes, sans même la recherche d'une réciprocité (le Monde du 19 mars), M. Georges Marchais a confirmé, jeudi 18 mars à Villejuif (Val-de-Marne), que les candidats du PC étaient tout pour « faire barrage à la droite », en se désistant pour les représentants des forces de progrès, qu'ils soient socialistes, radicaux de gauche, ou même — après un temps d'hésitation — écologistes. M. Marchais a cependant entretenu le doute sur sa propre conduite dans la onzième circonscription du Val-de-Marne, en considérant par avance que, « de toute façon », M. Alain Lipietz, le candidat des Verts, serait derrière lui.

Dans son ultime discours de campagne, le secrétaire général du PC s'est, du reste, employé à ignorer de bout en bout ces nouveaux venus sur la scène politique que sont les écologistes, sauf pour rappeler que les Verts et Génération Ecologie « proposent le refus de la croissance, le partage du travail assorti de la diminution des salaires à partir de 3 000 francs par mois, la suppression de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le doublement de la TVA ».

A la suite de M. Marie-Claude Vaillant-Couturier, son prédécesseur dans la circonscription et l'actuelle présidente de son comité de soutien, M. Marchais a, en revanche, longuement insisté sur le danger que représenterait l'éventuelle élection du candidat de la droite, M. Daniel Richard (RPR), « 35 par malheur, Richard était élu, qui vous défendrait par rapport à la politique qu'il aurait décidée, lui et les autres élus de droite, à l'Assemblée ? », a demandé le député sortant.

Puis il a repris l'entière responsabilité tout au long de cette cam-

pagne, selon laquelle il faut « un groupe de députés communistes » à l'Assemblée nationale, « même avec la majorité écrasante qu'on lui promet. [M. Chirac] ne sera pas tranquille tant qu'il y aura un groupe de députés communistes », a affirmé M. Marchais. Il en veut pour preuve les quatre propositions marquantes venues de ses amis et qui ont pu aboutir au cours de la législature qui s'achève : la loi contre le racisme, le contrôle des fonds publics destinés à l'emploi, l'annulation des licenciements qui ne seraient pas accompagnés d'un plan de reclassement et les deux milliards de francs supplémentaires de mesures sociales diverses pour 1993.

## Mieux qu'aux régionales ?

Puis, en député soucieux des préoccupations les plus immédiates de ses concitoyens, M. Marchais a suscité les vifs applaudissements d'un public jusqu'alors assez sage en annonçant « une bonne nouvelle » : l'affectation, « à la suite de [ses] nombreuses démarches », de vingt-cinq fonctionnaires de police supplémentaires au commissariat de Villejuif.

Le discours de M. Marchais célèbre les ambitions des communistes dans cette campagne. Quelque peu oubliés des médias — c'est vrai — ils n'ont pas su développer, de leur côté, un thème original. Sur celui, par exemple, du partage du travail, lancé par les écologistes et récupéré par les socialistes, le Parti communiste n'a pas su ou pas voulu entendre qu'une éventuelle réduction des salaires affecterait que les plus bas revenus.

Toujours très stable (à 9 %) dans les sondages d'intentions de vote, le PC s'est efforcé de coot-

avec un tel score, il semblerait, bien sûr, en-deçà du résultat des élections législatives de 1988 (11,32 %), mais au-delà de celui des élections régionales de 1992 (8 %) et surtout de celui de M. André Lajoinie à la dernière élection présidentielle (6,76 %).

Pour mieux se préserver, le PC n'a pas hésité, cette fois-ci, à apporter son soutien à certains des siens, qui ne voulaient plus de son investiture, sans toutefois pouvoir toujours l'assumer jusqu'au bout. A la veille de l'émission « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair sur TF1, le CSA et la direction de la chaîne ont ainsi été informés par la Place du Colonel-Fabien que le temps proposé, à cette occasion, à M. Charles Fiterman, membre du bureau politique, ne saurait évidemment entrer dans le décompte du temps de parole imparti au Parti communiste. Pour toute réplique, l'ancien ministre des transports dit avoir envoyé ce simple mot au secrétaire général du PC : « Et mes voix, elles seront décomptées du total affecté au Parti ? »

J.-L. S.

Précisions. — M. Durupt, candidate de l'Union écologie et démocratie, dans la onzième circonscription du Val-de-Marne, se présente Béatrice et non Brigitte comme nous l'avons écrit par erreur (le Monde du 17 mars). Par ailleurs, M. Alain Rist, candidat des Verts dans la huitième circonscription de Seine-et-Marne, a bien réalisé le meilleur score des Verts en Île-de-France aux élections cantonales de 1992, mais au premier tour. Au second tour, le meilleur score a été obtenu par M. Fabrice David à Francoville (Val-d'Oise), aujourd'hui candidat de l'UED dans la quatrième circonscription de ce département.

## Les élections législatives

## PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

## Le retour aux sources de Charles Fiterman

Le chef de file des communistes refondateurs est chez lui dans la Loire, où il retrouve ses amis d'enfance

FIRMINY (LOIRE)

de notre envoyé spécial

Il n'y a pas grand plaisir à discuter, tard le soir avec des jeunes militants de la Jeunesse ouvrière chrétienne. Il reprendrait volontiers des morilles, au restaurant. Il lui arrive même de douter : « J'ai été trompé, je me suis trompé et, du même coup, j'en ai trompé beaucoup d'autres. » Le « candidat d'Ensemble de gauche », dans la quatrième circonscription de la Loire, soutenu notamment par le Parti communiste, l'Alternative rouge et verte, l'Alternative démocratique et socialiste et, bien sûr, par Refondations. M. Charles Fiterman, à peu de ressemblance avec le membre du bureau politique du PCF que l'on connaît.

Ici, il est lui-même. Il est chez lui. Ses adversaires — c'est de bonne guerre — ont bien tenté, à chaque occasion, de présenter l'ancien ministre des transports du second gouvernement de M. Pierre Mauroy comme un « parachutiste d'urgence », les grands journaux ont de la même : la Tribune de Progrès, le quotidien de Saint-Etienne, a retrouvé la photo d'un grand jeune homme efflanqué, lisant, devant ses camarades en bleu de travail, la déclaration du syndicat. C'était à la SFAC, la Société des forges et ateliers du Creusot, propriété du groupe Schneider, et Charles Fiterman, en 1962, en était le secrétaire du comité d'entreprise. « J'avais débuté comme électricien aux trams de Saint-Etienne. J'étais F3, avant d'être licencié, à dix-neuf ans, pour

avoir organisé des grèves tournantes. » En 1963, M. Fiterman est appelé à Paris pour être directeur adjoint de l'Ecole centrale de formation des cadres du Parti communiste.

Il s'ennuie rarement, sauf lorsqu'on le présente, justement, comme un étranger. « C'est carrément capoté ! Et pourquoi pas juif polonais ? » Fils de juifs polonais, M. Fiterman l'était, quand il avait dix ans. Le petit « Charles » était alors bébéré, protégé par une famille de paysans, à Maribès, village de granite aux façades austères, à moins d'un jet de pierre de la Haute-Loire catholique, lieu de M. Jacques Barrot, président sortant du groupe UDC à l'Assemblée nationale. « Il n'y avait qu'une école, elle était catholique, se souvient le dirigeant communiste. Le curé était dans le coup, qui nous donnait les tickets de pain. J'ai même dû faire l'enfant de chœur, pour donner le change. »

## La tournée des foyers de l'Amicale laïque

A Maribès, à peine arrivé, un vieux copain d'école le reconnaît. Les deux hommes se rappellent leurs descentes, sur les flancs de la montagne enneigée, dans le hameau de la paroisse, officiellement destiné à porter les cercueils. A Saint-Etienne, le candidat fait la tournée des foyers de l'Amicale laïque : beaucoup de vieux assis autour

## PAROLES D'ÉLECTEURS

## L'Eldorado des myrtilles

Parfois Bernadette et Philippe Cuvillier sont tous les deux dans leur champ de myrtilles, s'arrêtant de tailler les plants, se regardant et éclatant de rire en se disant : « Mais qu'est-ce qu'on fait là ? C'est vrai que souvent ils se le demandent et puis ils regardent les ronds-bouées qui les entourent, les hangars qui pourraient rassombrer à des serres, ils regardent aussi leur champ, ces fines branches qui sortent de terre, qui n'ont l'air de rien mais qui, un jour, pourraient promettre monts et merveilles.

Les Cuvillier voudraient y croire. C'est sans doute cela qui les rend joyeux, cette sensation du fil du rasoir, au bord de la banquette comme de la fortune, une maison hypothéquée, des factures impayées et le rêve, une quasi-certitude que, cette fois-ci, ça va marcher. À force de chercher l'Eldorado dans ce petit coin de Crausse à quelques kilomètres d'Aubusson, ils ont l'impression de l'avoir finalement trouvé, ici, dans ces milliers de pépites noires, ces « blueberries » américaines, le fruit de tous leurs espoirs.

Pour un peu Philippe Cuvillier se voit déjà arrivé. Eleveur de moutons, il est prêt, si le mouton redonne, à faire de l'exportation. Il faut faire de l'exportation et à poursuivre les myrtilles en même temps. Il est prêt à tout. « Si la évolution de demain c'est de travailler sur des propriétés de 10 000 hectares ou de 50 000 hectares, ça ne me fait pas peur », ajoute-t-il en se prenant à rêver : « Il paraît que les agriculteurs australiens prennent un avion pour aller porter la casse-croûte à leurs ouvriers. » Philippe Cuvillier, profession : « gentleman-farmer ». L'homme, âgé de cinquante-deux ans, a déjà le visage, les habits, voire le discours teinté de conservatismisme et de modernité... et une sympathie hautement revendiquée pour le RPR pour lequel il s'apprete à aller voter.

Pourtant cet ancien partisan de l'indochine et de l'Algérie françaises n'a jamais vraiment porté le général de Gaulle dans son cœur. Ce traditionaliste « déjà tourné vers l'an 2000 », indulgent à l'égard de Philippe Pétain — « on a été un peu trop dur avec lui après la guerre », — insensible, dit-il, aux sirènes de Le Pen — « trop extrémiste », —

aime le « discours à poigne » de Pasqua sans pour autant attendre de grands bouleversements de la future majorité. « Nous, les paysans, nous aurons peut-être un peu plus d'aides du gouvernement. Nous sommes leurs électeurs, un peu leur chou-chou. »

## « La valeur biblique de la pastorale »

Ancien militaire de carrière, catholique fervent, père de cinq enfants, Philippe Cuvillier s'est installé en 1974 dans la Crausse et a été immédiatement orienté vers l'élevage de moutons, « mais attention les limousins, uniquement de race pure ». Une passion que Philippe Cuvillier n'hésite pas à expliquer par sa dimension mystique, parlant de « la valeur biblique de la pastorale », de « l'osmose avec le troupeau », « des brabls et de leur confiance envers leur berger ». La chute des cours de la viande le ramène vite sur terre. Il ne pousse pas contre la mondialisation du marché, une bataille, pense-t-il, déjà perdue, ni contre l'Europe, « il faut bien le construire un jour, un petit peu contre les socialistes et les agriculteurs, mais pouvaient-ils faire autre chose ? ».

Attaché au « social », il voudrait être certain que le pays a bien compris que sa campagne « part à la casse » et que « dans les deux prochaines années, cette restructuration va être fatale ». En attendant, Philippe Cuvillier garde ses moutons et tente des coups de poker. Il a déjà essayé les plats cuisinés, les couettes en laine et les manchons en peau de mouton — « on a failli décrocher le contrat de fournisseur des JO d'Albertville », — mais à chaque fois il s'est « planté ». Aujourd'hui, il parle sur « l'amélioration du goût » : « Les myrtilles font un tabac là-bas et ça commence à venir chez nous. » Philippe Cuvillier y croit. Il voit déjà ses barquettes de fruits noirs envahir les fast-foods, ses premières résultats sont prometteurs même s'il sera plus difficile de trouver une métaphore biblique dans l'essor de la « blueberry ». Sinon, les Cuvillier pourront toujours se regarder en se disant : « Mais qu'est-ce qu'on fait là ? Les écolos de rire en moins. »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

## LEGISLATIVES 93

Sur France 2 et Europe 1  
Dimanche 21 mars

19h30 : tout ce que vous devez savoir pour apprécier dès 20h00 les résultats

**V**ous voulez tout savoir des élections, tout comprendre, le plus vite et le plus clairement possible. FRANCE 2, EUROPE 1 et PARIS MATCH ont mobilisé pour vous, la plus grande des rédactions nationales. Nos meilleurs spécialistes dans le studio, nos équipes sur le terrain dans la France entière, toute la soirée les plus grands leaders politiques confrontés à de simples citoyens. L'événement sera dimanche sur FRANCE 2 et EUROPE 1 avec, dès 20 heures, l'estimation EVA à la virgule près.



## A la télévision et à la radio

## Le programme officiel des interventions

Sur France 2 après le journal de 20 heures, sur France 3 avant le jeu « Questions pour un champion », à 18 h 05. — Vendredi 19 mars : PS, RPR, UDF, PC, CNT, Union des indépendants, Parti de la loi naturelle, A gauche vraiment, Alliance populaire, Génération Ecologie, Solidarité, Ecologie, Gauche alternative, FN, Parti des travailleurs, Lutte ouvrière, Verts, Nouveaux Ecologistes (30 secondes chacun).

Sur France-Inter après le journal de 20 heures. — Vendredi 19 mars : PS, RPR, UDF, PC, CNT, Union des indépendants, Parti de la loi naturelle, A gauche vraiment, Alliance populaire, Génération Ecologie, Solidarité, Ecologie, Gauche alternative, FN, Parti des travailleurs, Lutte ouvrière, Verts, Nouveaux Ecologistes (1 minute chacun).

مكتبة القرآن



# POLITIQUE

des 21 et 28 mars

## Alternances et valeurs

Suite de la première page

Toutefois, l'échec de la gauche modeste 1981 a pour contrepartie un incontestable succès sur un terrain inattendu. En cessant l'indexation des salaires, le gouvernement socialiste a arrêté l'inflation, stabilisé le franc et assuré les conditions d'une compétitivité saine de l'économie française; en reconnaissant le rôle du marché, il a réconcilié la majorité des Français avec l'entreprise et avec le profit, source indispensable des investissements; en se portant garant des écoles sociales et en optant pour un traitement social du chômage, il assure le maintien de la confiance de ses électeurs; en soutenant Jacques Delors à la Commission des Communautés européennes, il redonne vigueur à l'axe franco-allemand autour de l'avenir du grand marché intérieur européen.

Le refus par François Mitterrand de l'«ouverture» en 1988 ne changera guère l'orientation de la politique ou le soutien de l'opinion, et des réformes importantes seront à l'actif de cette législature comme le revenu minimum d'insertion ou la contribution sociale généralisée. Seuls les maîtres économiques garderont le souvenir du raid ébroué et manqué sur la Société générale, cette tentative maladroite pour redonner vie à un capitalisme à la française où toutes les grandes décisions nécessitent l'aval du ministère des finances.

Pourtant, progressivement, le soutien de l'opinion s'affaiblit et la guerre du Golfe n'engendra qu'une brève remontée de la confiance. Alors que les commentateurs étrangers soulignent les réussites, les Français n'ont d'yeux que pour le passif et sont brisés dans la morosité. La majorité crie à l'injustice car les circonstances ne l'ont pas aidée, mais elle oublie qu'elle a creusé elle-même sa propre tombe.

Que la gauche mène une politique du centre, ses électeurs l'ont pour le plus admis, mais à une condition: le respect de certaines valeurs. Les cas de malhonnêteté individuelle distribués étonnamment entre les partis n'empêchent pas qu'ils soient plus difficilement tolérés par certains citoyens, parmi lesquels de nombreux électeurs du PS. Que tous les partis se soient crus autorisés à transgresser la loi pour assurer leur financement au nom de leur utilité dans une démocratie n'aboutit pas. Le Parti socialiste d'y avoir eu recours. Une certitude: les électeurs de François Mitterrand en 1981 ont concédé une inflexion de la politique, mais ils ne peuvent tolérer les entorses aux valeurs, et cela d'autant plus que la gestion des «affaires» par le pouvoir a été d'une rare maladresse.

Dans le même temps, le Parti socialiste, trop sûr de lui-même, s'est décliné en factions relevant plus d'ambitions personnelles que de quelques «éléphants» que de réelles options politiques. Qui a oublié le désastreux congrès de Rennes?

Nouvelle erreur, présidentielle cette fois: le départ de Michel Rocard, en mai 1991, et le choix d'Edith Cresson comme premier ministre, une personnalité courageuse certes, mais à laquelle manquait la stature requise par le poste.

Les avertissements ont été entendus: les flottements ou des choix discutables dans la conduite de la politique étrangère: à Kiev, le 6 décembre 1989, François Mitterrand donne l'impression de s'appuyer sur Mikhaïl Gorbatchev pour freiner l'unification allemande; en lançant, le 31 décembre de la même année, le projet d'une Confédération européenne incluant l'URSS, il n'offre aucune solution aux pays d'Europe centrale qui viennent de rejeter le communisme; et l'on se souvient aussi de l'ambiguë équivoque de l'Elysée lors du premier jour du putsch moscovite d'août 1991. Quant au débat sur Maastricht, si l'on peut se réjouir qu'il ait donné lieu à un référendum démocratique, on ne peut, en revanche, que regretter la manière dont il a été politiquement conduit et qui a contribué à transformer la forte adhésion à l'Europe du début de

l'année en une faible majorité en septembre.

Le coup de grâce va venir de la situation économique et de ses conséquences sociales: bien que la France ait maintenu, jusqu'en 1992, des performances supérieures, à celles de ses partenaires, la crise conjoncturelle de l'économie mondiale accroît le chômage, surtout celui des cadres (compte tenu de l'importance qu'ont maintenant les industries de haute technologie), les taux d'intérêt élevés découragent les candidats à l'accession à la propriété, la réforme indispensable de la politique agricole commune, mal expliquée, conduit le monde paysan au bord de la révolte. Or, pour l'opinion publique, qu'il s'agisse du chômage, des taux d'intérêt ou de l'agriculture, le gouvernement donne l'impression d'être indifférent, à la traîne de l'Allemagne ou contraint aux redondances.

D'où le paradoxe d'un bien honorable des affaires publiques (et qui sera certainement saluée comme telle par les historiens futurs), mais qui coïncide depuis quelques années avec une conduite désastreuse des problèmes relevant du politique. Qu'il s'agisse des relations avec ceux qui avaient donné une âme à la gauche, avec l'ensemble des jeunes qui vivent intensément les interrogations nouvelles de la société ou avec l'opinion publique dans sa diversité.

Rarement élections auront donc été aussi urgentes, puisque le parti au pouvoir est tellement déséquilibré par l'opinion qu'il a lui-même perdu confiance en sa capacité à gouverner le pays.

Pourtant, l'effondrement du Parti socialiste ne constitue pas la seule lecture des élections, car, simultanément, d'autres changements se sont produits:

- Le recentrage de la politique socialiste a rapproché la gauche modérée de la droite «centriste», enlevant à la coupure droite-gauche la signification fondamentale qu'elle avait revêtue dans les années 70. Certes, pour des impératifs compréhensibles de luttes de partis et par suite des caractéristiques de la loi électorale, la classe politique est contrainte de présenter comme un mur de béton une cloison de papier. Mais il en résulte un décalage entre l'action et le discours qui apparaît insupportable et dérisoire à des citoyens de mieux en mieux informés. Cette désaffection touche aussi bien la gauche que la droite traditionnelle. Elle crée un vide dangereux entre les hommes politiques et les citoyens, un vide qu'accroît le vieillissement de l'élite des partis;

- L'europhorisme et la mondialisation, avec tout ce qu'elles impliquent de restructurations économiques, d'éventuelles migrations, d'insertion des individus dans des appartenances multiples, de brouillage apparent des identités nationales, ont fait naître sur le continent européen, pour la première fois depuis la guerre, des mouvements xénophobes et racistes à tendances fascistes comme le Front national en France. Avec un mode de scrutin majoritaire, le risque existait de voir la droite républicaine consentir à adopter, pour gagner les élections, une version édulcorée des thèses de l'extrême droite. L'effondrement du Parti socialiste, en permettant au couple UDF-RPR d'espérer une victoire électorale sans compromission, a conjuré ce risque dans l'immédiat;

- Une fêlée inquiétante s'est formée au sein du RPR. Qu'ont encore de commun la tendance Pasqua-Séguy, qui fait bien quelques voix populistes-nationales, et la tendance Chirac-Balladur-Juppé, fidèle à la tradition pompidolienne? Sur des points essentiels (l'Europe et la politique économique notamment), elles proposent des stratégies opposées. Des trois cohabitations (1) (entre la majorité parlementaire et le président, entre le RPR et l'UDF, entre les deux RPR), peut-être est-ce la dernière qui est potentiellement la plus inquiétante;

- Depuis de la langue de bois

des partis de gouvernement, nombre de citoyens, notamment parmi ceux dont la gauche avait soulevé l'espérance en 1981, recherchent une autre voie. Ils voudraient que l'on fasse de la politique autrement. Une politique moins institutionnelle, plus proche des aspirations individuelles, plus respectueuse de l'environnement local ou mondial. D'où le faveur dont semblent bénéficier les frères siamois de l'écologie, qui posent de bonnes questions, mais éprouvent une évidente difficulté à transformer des réponses partielles judicieuses - s'appuyant souvent à des impératifs catégoriques - en des programmes globaux de gouvernement. S'il est nécessaire que, tôt ou tard, la société prenne en compte, dans ses arbitrages, les préoccupations des écologistes, il est permis d'être plus sceptique sur la pérennité des mouvements politiques combattant sous ce nom.

Tout semble indiquer que les deux ensembles UDF-RPR et écologistes-socialistes pourraient être proches de leurs scores de 1986. Mais le scrutin majoritaire aboutira vraisemblablement à une composition de l'Assemblée totalement différente de la répartition des voix, puisqu'il n'est pas exclu que la droite républicaine recueille les trois quarts des sièges. La future Assemblée pourrait ainsi être, parmi toutes celles de la V<sup>e</sup> République, la moins représentative des opinions des électeurs, et cela pour deux raisons: les mouvements qui expriment l'existence d'un fossé entre la classe politique et les citoyens ne devraient avoir au mieux que quelques élus; l'éclatement de certaines familles de pensée accroît les déformations dues au scrutin majoritaire. On comprend par conséquent que l'on puisse qualifier d'étrange cette consultation électorale.

Même si l'analyse démontre que l'usage du pouvoir est le Parti socialiste, il ne faut pas confondre élections législatives et élections présidentielles. Même si la droite républicaine obtient à l'Assemblée une majorité écrasante, sa victoire ne lui donnera pas la moindre légitimité à demander la démission de François Mitterrand. Les Français sont toujours prêts à changer de Constitution, croyant naïvement que le système corrigera les erreurs de la précédente sans engendrer ses propres effets pervers. Les inconvénients d'une entorse à la Constitution de 1958 seraient pour la France autrement plus graves que le gène qu'éprouverait à cohabiter un président issu de la gauche et un gouvernement de centre droit. Les Constitutions ne sont pas faites pour le confort des hommes politiques et, en dépit de quelques défauts (deux septennats sembleront toujours longs), le texte de 1958 est d'incontestables mérites. Le président de la République sortira toutefois de la consultation de 1993 beaucoup plus affaibli que de celle de 1988.

Il faut reconnaître, en second lieu, qu'en cas de victoire de la droite républicaine - en supposant que le courant populiste-national y soit suffisamment faible - la politique adoptée représenterait sans doute une inflexion plus qu'une rupture par rapport à la ligne du gouvernement actuel. Les élections ont fait sonner le glas de l'alternance, et non du changement de société. Il ne faut pas attacher trop d'importance aux incohérences du programme de la droite lorsqu'il propose simultanément une réduction des impôts, une diminution du déficit budgétaire et des mesures impliquant des dépenses supplémentaires, le tout rendu possible par une amélioration de l'efficacité de l'Etat. C'est généralement la loi du genre, et l'appel du président de la République à le semaine de trente-cinq heures ne résiste pas davantage à l'examen.

Aussi, après avoir qualifié d'honorable le bilan de la gestion du pays par le Parti socialiste, ne convient-il pas non plus de jeter a priori l'anathème sur la politique d'une nouvelle majorité.

On peut, dans l'immédiat, formuler deux vœux:

- Le premier s'adresse aux électeurs et n'est qu'un truisme: qu'ils aillent voter dimanche car le vote des citoyens reste le socle fondamental d'une démocratie

moderne, quelle que soit en pratique la complexité du fonctionnement d'un Etat en cette fin de siècle; qu'ils se souviennent aussi que le scrutin majoritaire va limiter les petits partis, sauf lorsqu'ils ont une implantation locale très forte, et que les votes de protestation à l'égard des grands partis, s'ils ont le mérite d'exprimer la volonté d'une autre vie politique, seront néanmoins sans effet sur la composition de l'Assemblée.

- Le second concerne la droite républicaine dans le cas où elle deviendrait largement majoritaire à l'Assemblée, car les Assemblées monocolors sont plus sensibles que d'autres aux échauffements partisans et au risque d'adoption de ce dogme dangereux: «Nous avons juridiquement raison, car nous sommes politiquement majoritaires». La qualité d'une démocratie se juge à l'attitude des vainqueurs à l'égard de ceux qui ne partagent pas leurs convictions. Un rappel d'autant plus opportun que la majorité de demain sera, comme celle d'hier, minoritaire dans le pays.

PASSÉ les élections, la France devra affronter une multiplicité de défis de grande ampleur, à court, moyen et long terme, impossibles à traiter comme le font les penseurs lorsque, plutôt que d'enlever la poussière, ils la poussent sous les meubles. En voici une liste non exhaustive. Elle s'organise autour de trois thèmes: l'Europe, la cohésion sociale, le rétablissement de la confiance entre les citoyens et la classe politique.

- L'Europe, c'est tout d'abord la mise en œuvre du traité de Maastricht, mais c'est plus généralement l'intensification de la coopération dans deux domaines:

• Une meilleure coordination des politiques économiques indispensables à la relance de la croissance et l'obtention dans le cadre du GATT d'un accord équilibré.

• La définition d'une stratégie européenne en matière de sécurité et d'élargissement avec pour corollaires une redéfinition de la politique de défense de la France à l'heure où les menaces changent de nature, une prise en compte des préoccupations des pays de l'Europe centrale, des actions cohérentes à l'égard du monde arabe et de l'Afrique.

- La cohésion sociale, c'est en premier lieu la lutte contre le chômage, par une réduction du coût du travail pour faciliter le recrutement des salariés les moins qualifiés (avec pour contrepartie une dissocation progressive pour les plus défavorisés de la rémunération de leur travail et du revenu), mais c'est aussi la lutte contre l'exclusion dans les banlieues, la recomposition de l'espace rural, la réforme progressive des grands systèmes de l'Etat-protecteur - l'éducation et la formation, la santé, les retraites - en restant fidèle aux idéaux, mais en adaptant les instruments; c'est enfin la mise en place, en matière de nationalité, des conclusions de la commission Marceau Long, dont le sérieux avait été reconnu en son temps.

- Le rétablissement de la confiance entre les citoyens et la classe politique, ce ciment indispensable à toute démocratie, c'est à la fois l'accession à une transparence totale du financement des partis politiques, un arrachement plus profond des élus dans la vie régionale et locale, la prise en compte concrète des aspirations nouvelles dont sont portées les jeunes générations; c'est peut-être un «big bang» qui ne se limite pas à celui évoqué par Michel Rocard.

Le Monde, pour sa part, s'efforcera de rester vigilant sur le respect par la puissance publique des valeurs qu'il a toujours défendues: l'équité sociale, le refus du racisme sous toutes ses formes, le rejet de l'exclusion, le respect des droits de l'homme, l'indépendance de la justice, la liberté de l'information, l'assistance au développement. Il maintiendra les grandes orientations qu'il a adoptées dans le passé, notamment le soutien à un Etat de droit et à une Constitution qui en est la clef de voûte, l'attachement à une construction européenne démocratique et proche des citoyens.

JACQUES LESOURNE

(1) Voir l'article d'Olivier Biffaud dans le Monde du 9 mars 1993.

## QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

- Moi, mes bulletins de vote, j'ai pas de quoi les faire imprimer. Alors, je vais passer une petite annonce dans le journal pour demander à mes électeurs de découper un rectangle de papier blanc, d'y inscrire mon nom en grosses lettres et, en dessous, celui de mon suppléant.

- Tiens, on a le droit? Je savaie pas. Les miens, je les sors sur mon imprimante. Si vous voulez, je peux...

- Ce serait super! Mais ça va me coûter combien?

- Pas un sou! Entre petits candidats, on se doit bien ça!

- A ce moment-là, je me charge de vos effiches. On y va demain coller les miennes avec une copine. C'est quoi, votre numéro sur les panneaux? Le 6? Moi, c'est le 8.

Le 8, c'est Annie Chénal, de Saint-Barthélemy-d'Anjou, une adorable mère de famille, blonde aux yeux verts, qui se présente, elle aussi, dans la première circonscription de Maine-et-Loire. Histoire de porter sur le plan public une des déclarations de la justice: un terrain hérité de sa grand-mère, entièrement enclavé, qu'elle regarde de loin, le rage au

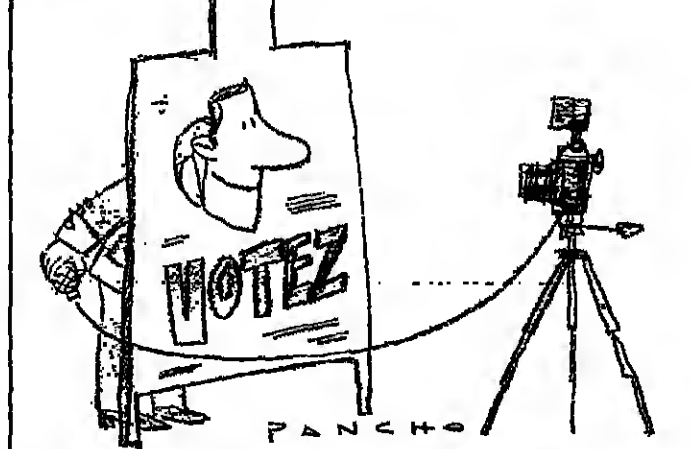
roulé dans la farine par des politiciens incapables et véreux qui se bouffent la nez entre eux, ras-le-bol! Annie lui raconte sa grève de la feim, prête de trois semaines à camper dans la salle des Pas-Perdus du palais de justice à Angers.

- C'est quand même éhoulant d'en arriver là pour un litige aussi minable, avouez, un truc qui aurait dû se régler à l'amiable il y a belle lurette. A croire qu'ils sont tous de même! Le séparé des pouvoirs, parlons-en! Moi, c'est ça que j'aurais voulu dénoncer, la corruption, mais j'ai pas les moyens de tenir des réunions publiques.

Bruno la console: - Elle en a tenu une à Juverdel, la mère Bachelot. Et elle n'a remué que huit personnes.

De qui s'agit-il? De Bachelot Roselyne, députée sortante, candidate unique de la droite, leur bâte noire, dont le sourire confiant s'étale devant toutes les mairies, flanqué de ceux de ses concurrents du FN, du PC, de GE, du PS...

- Comment il s'appelle, déjà, celui-là, son nom m'échappe... Il n'en sait rien, Bourinest, et il



cœur, depuis dix-sept ans, fêtu de pouvoir y accéder. Sauf par hélicoptère. Et le 6, c'est Bruno Bourinest, un colosse ensolonné, coiffeur de barbe poivre et sel, sorti d'une grève du Moyen Age, journaliste. Un récidiviste. Il a déjà «fait» une présidentielle, une cantonale et deux municipales. Son dada: la lutte contre le chômage.

Annie... Bruno... Deux candidats pas mégaux, ils n'aiment pas ce mot, sauvegarde. Deux amateurs partis en campagne, ils sont des centaines à tenter le coup cette année, contre des pros: Ecoutez-moi, écoutez-moi. On a des choses à vous dire! C'est moi qui les ai présentés l'un à l'autre. On s'est retrouvés à l'auberge du Bon Accueil, à Briesserhe, le chef de Bourinest. Annie, elle, n'avait déjà signalé ce refus de droit de passage, pourtant certifié par un acte notarié. Et j'ai profité des élections pour aller voir ça de plus près. Enfin, voir, façon de parler! Il est enclavé de partout, ce champ en friche de 2 000 carrés. Improbable d'y mettre les pieds. Les voisins, il y en a un qui siège au conseil municipal, ne veulent rien savoir. Et, curieusement, les tribunaux leur ont donné raison. C'est pas eux qui ont été condamnés, c'est Annie et Michel, son mari, un petit artisan bijoutier que cette interminable affaire rend fou de colère. A deux mois de prison avec sursis. Et à 30 000 F d'amende. Pour avoir essayé de pénétrer dans leur propriété!

Bruno, ce ne l'étonne pas: cette justice à deux vitesses, ces millions de pauvres diables, sans boulot, sans espoir,

s'en fiche royalement: - Tous ces mecs qui appellent à voter non pas sur des idées, mais sur leur bonne mine, ça me débecte. Moi, faut de pouvoir imprimer des tracts, j'ai tout marqué sur mon effiche. Tenez, regardez: «Mme le député, je ne vous demande rien d'autre que de vous effacer. En ville comme en campagne votre bilan est si nul que pendant cinq ans votre présence a été perçue comme une absence».

Annie se marre: - C'est drôlement bien écrit, mais est-ce que vous croyez qu'ils vont prendre le temps de rester plantés devant les panneaux pour vous lire, les gens? Mon programme, il tient en quatre lignes: Les Français doivent avoir un droit de regard sur leur justice. L'Association de défense des usagers de l'Administration m'a fait cadeau d'une affiche. Je l'ai passée à la photocopieuse. J'en ai eu pour 120 balles. Plus les 1 000 F de caution.

- Voulez-vous ce qu'on devrait faire la prochaine fois? Fonder un parti. Le parti de l'homme et de la femme de la rue. Au moins, là, on bénéficierait de l'aide de l'Etat. Je le résume: Vous vous piquez au jeu, dites donc! Et si vous allez la perdre, cette élection? Les résultats, vos résultats, vous comptez les attendre où, et comment? Bruno, très digne: Chez moi. En famille. Je refuse d'aller à la sauterie donnée par la préfecture. Annie, très pince-sans-rire: Une sauterie? A la préfecture? Mais, j'ai pas été invitée! Remarque, j'aurais pas pu y aller. Je dois passer à Radio-Grébouille.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

A la demande du tribunal correctionnel de Paris

## Un Français détenu en Espagne comparaitra comme témoin au cours du procès de sept militants basques

La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean-Yves Manfrot, a ordonné jeudi 18 mars que Henri Parot, actuellement détenu en Espagne, comparaisse comme témoin au cours du procès de sept militants basques qui répandent du défilé d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Parmi eux, figure Francisco Mugica Garmendia, dit « Artaxa », soupçonné d'être le principal responsable de l'organisation séparatiste basque.

Les plaidoiries de début d'audience d'ont pas les mêmes accents que celles entendues à la fin des débats. A l'ouverture, c'est l'instinct des escarmouches de procédure, celui où, avec plus ou moins de conviction, on dépose un flot de conclusions que les juges joignent généralement au dossier pour y répondre en bloc avec le jugement. Ainsi M. Jean-Philippe Gonzalez proteste-t-il contre « la cuisine judiciaire » qui a conduit le parquet à faire deux dossiers. Un pour l'association de malfaiteurs, l'autre pour les crimes dont ce défilé suppose la préparation ou l'exécution. Car, après avoir comparu en correctionnelle, les prévenus seront jugés par une juridiction criminelle.

Les quatre Français, Jean Parot, quarante et ans, Frédéric Harzbour, trente-neuf ans, Jacques Esnal, quarante-deux ans, et José Ochando, quarante-trois ans, interpellés les 4 et 5 avril 1990 dans la région de Bayonne, comparaitront plus tard, devant la cour d'assises de Paris spécialement composée de magistrats, pour répondre de vingt-trois attentats. Commis entre le 2 novembre 1978 et le 17 novembre 1989, ces attentats, imputés à un groupe surnommé le « commando itinérant », ont provoqué la mort de plusieurs dizaines de personnes. On lui attribue notamment l'assassinat en Espagne du vice-amiral Coloco de Carajaval et de trois généraux, ainsi qu'un attentat contre une caserne de la garde civile à Saragosse qui a fait onze morts en décembre 1987.

Les Espagnols connaîtront un sort différent. Il s'agit de José Aizpuru Aizpuru, de José-Marie Arregui Etxebarria, dit « Xinti », et Francisco Mugica Garmendia, arrêté le 29 mars 1992 à Bidart. Ces deux derniers sont réclamés par les autorités judiciaires espagnoles et pourraient être extradés.

M. Gonzalez « accepte donc pas cette division du dossier qui conduirait à violer le secret de l'instruction en évoquant, pour juger l'association de malfaiteurs, des faits criminels qui font l'objet d'une information judiciaire séparée. Aussi demande-t-il un renvoi du procès jusqu'à la décision

## 847 années de prison

Le parquet s'oppose à ces demandes en constatant, en particulier à propos de la présence de Parot, que l'accusation repose sur des faits matériels. Comme s'il était convaincu de la décision des juges, les militants basques annoncent : « Nous n'acceptons plus d'être jugés ici », alors que Garmendia lance au tribunal : « Vous n'êtes qu'un appareil supplémentaire de la répression ». Les autres réclament en comparant les juges à « des marionnettes manipulées par le gouvernement ». Enfin ils précisent qu'ils veulent quitter la salle et qu'ils récusent leurs avocats.

## MÉDECINE

Des premiers résultats ayant été jugés « encourageants »

## Un nouvel appel à des volontaires est lancé pour des essais sur le vaccin anti-sida

A l'occasion d'une conférence de presse destinée à faire le point sur les essais vaccinaux en cours, les responsables de l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS) ont lancé une fois de plus, mercredi 17 mars, un appel à des volontaires acceptant de participer à de nouveaux essais (1). Neuf mois après la mise en route des premiers essais français sur l'homme, les chercheurs français jugent leurs résultats « encourageants » tout en reconnaissant des difficultés.

La mise au point du vaccin contre le sida n'est pas pour demain. Présentant à la presse les premiers résultats des deux essais vaccinaux mis en œuvre, sous l'égide de l'ANRS et de Pasteur-Mérieux Sérums et Vaccins, en juin et en juillet derniers à l'hôpital Pasteur et à l'hôpital Cochin (Paris) sur

quarante-cinq volontaires sains, le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'ANRS, a expliqué que l'objectif était toujours d'évaluer la tolérance des préparations vaccinales en cours d'expérimentation ainsi que leur capacité à induire une réaction immunologique.

Le premier essai faisait appel à un virus vivant atténué - le Canary - sans danger pour l'homme - exprimant la GP160, une protéine d'enveloppe du virus HIV. Le second essai consistait, lui, en l'injection de GP purifiée, le rappel étant réalisé avec une autre partie de l'enveloppe virale, la boucle V3. En général bien tolérés, ces essais ont permis, à des niveaux variables selon les personnes « vaccinées », d'induire la production d'anticorps neutralisants. Malheureusement, ainsi que nous l'a expliqué le professeur Marc Girard (Institut Pasteur de Paris), ces réponses immunitaires ne persistent que pendant de courtes durées. En outre, les chercheurs butent toujours sur l'extraordinaire variabilité du HIV qui rend difficile la mise au point d'une protéine vaccinale apte à protéger, si ce n'est l'ensemble des souches de HIV, du moins contre quelques uns d'entre elles.

## Deux approches

Pour remédier à la faible réponse immunitaire induite par les préparations vaccinales en cours d'expérimentation, les chercheurs songent à y associer des produits qui permettraient de provoquer l'apparition de cellules cytotoxiques (CTL). Ainsi, des réactions d'immunité cellulaire prendraient le relais des réactions d'immunité humorale, de manière à éliminer des cellules déjà infectées. Des études menées chez le singe ont montré qu'il est possible de provoquer l'apparition de CTL spécifiques dirigées contre des régions bien précises du virus HIV au moyen de lipopeptides. On songe donc, à l'ANRS, à associer à l'utilisation de protéines vaccinales (type GP160), l'emploi de lipopeptides de manière à amplifier et à prolonger la réaction immunitaire.

Il n'en reste pas moins que ces recherches - très préliminaires - ne déboucheront pas forcément sur la mise au point d'un ou de plusieurs vaccins anti-sida. C'est pourquoi devrait avoir lieu, le mois prochain à l'OMS, une importante réunion destinée à étudier une autre voie d'approche théorique - mais possible. Très schématisée, les chercheurs avaient le choix de départ entre deux approches vaccinales : celle, classique, des vaccins vivants atténués, habituellement très efficaces contre les virus (type varicelle ou polio),

capables de provoquer une primo-infection fortement immunisante mais non pathologique. Et celle, actuellement suivie dans le monde entier, consistant à découvrir une antigène vaccinal fortement immunogène que l'on injecte sous forme de vaccin.

D'emblée, la première voie fut écartée par crainte des risques épidémiques liés à l'utilisation de virus vivants atténués. Néanmoins, la publication en décembre dernier d'un hebdomadaire scientifique américain Science (daté 18 décembre) d'une étude menée sous la direction du docteur Ronald Desrosiers (Harvard Medical School) amena les responsables de l'OMS à s'interroger sur le bico fondé de leur attitude. Cette étude montrait en effet pour la première fois qu'il est possible, chez le singe rhésus, en utilisant un vaccin vivant atténué (par déletion d'un gène) de protéger contre une infection par le SIV (le virus du singe). Tout le problème est donc de savoir s'il est possible d'extrapoler à l'homme.

A priori, la réponse ne fait guère de doute : ce serait trop dangereux. Et effet, ainsi que l'explique le professeur Girard, « nous serions toujours à la merci d'une recombinaison ou d'une réaction pathologique ». Tout le problème vient de ce qu'il existe pas de modèle animal capable de reproduire une infection par le HIV. Toute expérimentation d'un vaccin vivant atténué ne peut donc se faire que directement sur l'homme. « Vous imaginez la responsabilité que nous serions amenés à prendre dès lors que nous déciderions, chez l'homme, d'explorer cette approche », ajoute le professeur Girard. C'est inacceptable. A la différence, par exemple, du vaccin contre la polio de Sabin, le vaccin vivant atténué contre le SIV provoque une infection permanente chez l'animal, cette infection étant elle-même protectrice contre d'éventuelles surinfections. Dans le cas de la polio, il en va tout autrement puisque le vaccin est en quelques semaines éliminé par les anticorps qu'il lui-même induit.

Les responsables de l'OMS, impressionnés par les résultats de l'étude de Desrosiers, vont tout de même s'assurer qu'il n'est pas possible dès à présent de suivre cette voie d'approche en parallèle avec celle suivie, dans le monde entier, par les plus grandes équipes de recherches. Au cas où cette dernière se révélerait impiquable.

FRANCK NOUCHI

(1) ANRS : Essais vaccins 66b, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris (tél : 45-41-12-00). Les volontaires doivent avoir entre dix-huit et cinquante-cinq ans, avoir une sérologie négative et être relativement disponibles.

## Le nouveau code pénal best-seller ?

Les éditions 10/18 publient le texte du code pénal qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre prochain, accompagné d'un historique de la réforme et d'un commentaire de 172 pages. Ce code ne s'adresse pas aux professionnels du droit, comme les « bibles » rouges des éditions Dalloz ou les codes bleus des éditions Litec, mais au grand public.

Les éditions 10/18, qui avaient connu un vif succès en publiant l'année dernière le traité de Maastricht, rééditent leur pari en éditant ce mois-ci le texte du code pénal qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre prochain. Préfacé par la garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, cet ouvrage comprend un historique de la réforme, un commentaire de 172 pages rédigé par la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la Justice et l'ensemble des dispositions du nouveau texte. « Tout comme M. Jourdain faisait de la prose, chacun de nous fait du droit », est sujet ou, si l'on préfère, acteur du droit, en particulier du droit pénal, qui trace et définit nos interdits, marque les frontières de nos libertés, écrit le directeur de la collection « Documents », M. Jean-Claude Zyberstein, dans une note de l'éditeur. C'est la raison pour laquelle il nous a paru nécessaire de publier ce livre au plus large public le mode d'emploi et le texte du nouveau code pénal, à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain, fixera les infractions, objets de sanction dans notre société.

## Précision extrême

Les éditions 10/18, qui ont vendu 70 000 exemplaires du traité de Maastricht, ont décidé de « tirer » cet ouvrage à 20 000 exemplaires. Le ministère de la Justice a, d'ores et déjà, décidé d'en diffuser 4 000 dans les juridictions afin que les magistrats puissent prendre connaissance des nouveaux textes avant la diffusion de la « grande circulaire » sur le nouveau code pénal qui est actuellement en préparation. « Nous souhaitons cependant toucher un public plus large que celui des professionnels, note-t-on aux éditions 10/18. Nous nous sommes aperçus avec le succès

du traité de Maastricht que le public avait un réel intérêt pour les textes de référence. Théoriquement, ces textes sont accessibles à tous puisque le nouveau code pénal a été publié au Journal officiel, mais il s'agit en fait de diffusions confidentielles auxquelles les citoyens n'ont pas véritablement accès. »

Si l'on met de côté de brèves tentatives qui n'ont pas duré, les éditions Dalloz ont conservé jusqu'en 1985 un monopole de fait sur l'édition du code pénal et du code de procédure pénale. Depuis cette date, les petites « bibles » rouges Dalloz qui figurent sur les bureaux de tous les magistrats et avocats de France sont concurrencées par les codes bleus des éditions Litec. Contrairement au livre grand public des éditions 10/18, ces ouvrages sont destinés aux professionnels du droit : les textes sont accompagnés d'une abondante jurisprudence qui en fait de véritables outils de travail pour les magistrats et les avocats. « Lorsque nous éditons ces codes, nous sommes obligés d'être d'une précision extrême », souligne M. Bernard Angoul, directeur commercial des éditions Dalloz. La moindre erreur peut être dramatique puisqu'ils sont quotidiennement utilisés dans les juridictions. Notre responsabilité est énorme.

Le livre des éditions 10/18 ne s'adresse pas au même public, mais la modicité de son prix - 55 francs au lieu de 170 - pourrait attirer vers lui des étudiants qui achètent jusqu'alors les « bibles » Dalloz ou les codes bleus des éditions Litec. Dalloz, qui est la référence française en matière d'édition de codes, a publié au mois de décembre un ouvrage comprenant le code pénal actuel accompagné de la jurisprudence et le texte qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre dans sa version « brute », c'est-à-dire tel qu'il a été adopté par les parlementaires. Le nouveau code pénal des éditions Litec est quant à lui en cours de préparation.

ANNE CHEMIN

► Nouveau code pénal, mode d'emploi, éditions 10/18, 450 pages, 55 francs.  
► Code pénal, nouveau code pénal, éditions Dalloz, 2015 pages, 168 francs.  
► Code pénal, éditions Litec, 1734 pages, 170 francs.

## CORRESPONDANCE

## La gestion de Grenoble

Après la publication, dans le Monde du 17 mars, de notre article consacré au rapport de la Chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes sur la gestion de la ville de Grenoble, nous avons reçu de nombreux lecteurs des lettres de la ville, la lettre suivante :

1) Ainsi que le rapporte effectivement votre correspondant Claude Franchillo, l'opposition municipale s'est - sans succès - exploitée la publication de ce rapport. Rapport, je le précise, remis dans son intégralité dès le 18 décembre 1992 à l'ensemble des conseillers municipaux grenoblois et de la presse régionale assistant à ces débats. Alors, le contenu de ce document n'a semblé susciter aucune émotion ou tentative de polémique dans les rangs de l'opposition. Il est étonnant deux mois plus tard au moment des législatives.

2) Certaines opérations d'investissement sont évoquées dans l'article. La première concerne le Musée d'histoire naturelle. Le coût de sa construction s'élève en effet à 203 millions de francs. Il faut préciser que l'opération du coût est essentiellement due à la décision prise par l'Etat, en cours de chantier, d'augmenter sa surface de 20 %. Mais avec un coût au mètre carré de 11 000 francs, le Musée de Grenoble se situe très au-dessus de la moyenne du coût de construction des musées en France, puisque celui-ci se situe autour de 18 000 francs.

La seconde opération évoquée est celle des travaux de rénovation des abattoirs. Il est reproché à la ville d'avoir mal apprécié la situation économique de cet outil d'agglomération en 1985 et d'avoir réa-

lisé un investissement à hauteur de 37 millions de francs. Je rappelle que cet investissement a été engagé sur la demande expresse des services de l'Etat qui ont fait une très mauvaise analyse de l'évolution du marché de la viande. Ils ont en fait demandé de rendre les abattoirs « performants » et « compétitifs ». Ce que la commune a accepté de faire. Aujourd'hui, c'est donc à l'Etat qu'il convient de poser la question.

La troisième opération contestée vise l'aide que la ville a apportée en 1989 à la société Vallière, sous la forme d'un « achat en état de faillite » de locaux pour un montant de 35 millions de francs. Pour le conseil municipal, cette aide devait contribuer à sauver l'entreprise et à maintenir sur le site grenoblois les 240 emplois qui s'y trouvaient, pour l'essentiel des emplois féminins et peu qualifiés. Cette opération avait été décidée par le conseil municipal unanime. Personne ne voulait renoncer à tenter de sauver ces 240 emplois féminins et peu qualifiés, rares dans notre ville.

La quatrième opération se rapporte à une cession de terrains à la société KIS en 1985, pour un montant jugé insuffisant. Ces terrains étaient inoccupés depuis de nombreuses années et n'étaient donc d'aucun rapport à la ville. Les Domaines fixaient le prix de vente à 6 millions de francs, mais il n'y avait pas d'acquéreur à ce prix.

La société KIS cherchait alors à s'implanter en province et avait reçu de très nombreuses propositions d'autres villes. Nous voulions cette implantation à Grenoble : 300 emplois à la clé et 1,5 million de francs de taxe professionnelle chaque année depuis six ans. Cette

opération est donc très bénéfique pour la ville de Grenoble.

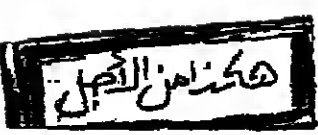
Enfin, vous évoquez des voyages « d'agrément » effectués sur les deniers publics. Je précise qu'entre 1985 et 1991 quatre personnes ont été l'objet de dépenses en charge à l'occasion de déplacements effectués pour le compte de la Ville dans le cadre d'accords de coopération et de jumelage. Ces prises en charge sur les finances publiques, en effet contestables, ont immédiatement fait l'objet de remboursements dès que les faits ont été portés à ma connaissance.

Avouons que tout cela pèse peu au regard du satisfecit général que décerne la Chambre régionale des comptes pour les orientations budgétaires et financières mises en œuvre à la ville de Grenoble. Ajoutons qu'aucun empiètement particulier n'a été noté dans cette grande ville.

La Chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes a relevé, pour la période 1985-1989, une croissance de l'endettement de la ville de 17,3 % en francs constants et de 14,3 % en francs courants, en moyenne annuelle. Selon la Chambre, l'évolution de cet endettement « a été l'origine d'une situation financière délicate » qui a conduit qu'à partir de 1990 grâce au ralentissement des investissements de la commune, à la stabilisation des charges de fonctionnement et à la vente d'éléments du patrimoine de la ville. Pour ce qui concerne les abattoirs, ce n'est pas l'Etat qui a imposé l'augmentation de volume annuel de traitement de bétail - 10 800 tonnes - mais la commune, en accord avec la chambre d'agriculture de l'Etat et la société d'exploitation des abattoirs. L'Etat n'a pu exiger la mise aux normes européennes des installations abattoirs en raison de l'insuffisance de la production de viande de la ville, propriétaire des abattoirs. - C.F.

هناك من الفضل





## SOCIÉTÉ

19

### ENVIRONNEMENT

Entrepris pour le lancement  
du sous-marin nucléaire « le Triomphant »

## Le dragage du port militaire de Cherbourg est contesté par des écologistes

CHERBOURG

de notre correspondant

Contraints de draguer leur plan d'eau avant le lancement du sous-marin nucléaire lance-missiles de nouvelle génération, le *Triomphant*, les responsables du port militaire de Cherbourg sont, depuis un mois, critiqués par l'association écologiste Robio des bois, qui vient de recevoir le soutien du mouvement Greenpeace dans sa lutte contre le ministère de la Défense, accusé de faire fi de la convention internationale d'Oslo pour la prévention des pollutions marines.

L'affaire remonte en 2 février, date choisie par le vice-amiral Philippe Canonne, préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, pour informer le public de l'imposition au large de 217 000 m<sup>3</sup> de roches, de vase et de sable, en provenance d'un chantier enterré le même jour dans l'arsenal de Cherbourg. Prévu dans le projet de réalisation d'un prototype, qui déplacera plus de 14 000 tonnes contre 9 000 tonnes pour les sous-marins de première génération, ces dragages ont pour objet d'approfondir la zone d'évolution postérieure. Cette opération de quatre

mois échappe à l'enquête publique car, au contraire d'un établissement civil, un port militaire n'est pas soumis à ce type de procédure. Fort de ce vide juridique, Robin des bois a introduit un recours en sursis à exécution auprès du tribunal administratif de Caen, qui se prononcera le 15 avril prochain. En attendant, les écologistes, sans réussir à empêcher véritablement le chantier de progresser, multiplient les opérations de harcèlement à terre en affirmant que les rejets effectués au large sont toxiques.

Qualifiant cette affirmation de fautive et d'irresponsable, les autorités militaires estiment que toutes les garanties ont été prises pour que l'immersion des débris, dans une zone située à plus de cinq milles nautiques au large de Cherbourg, n'entraîne aucune conséquence dommageable pour l'environnement. Pour le préfet maritime, il s'agit d'une opération courante dans tous les ports de la Manche et de la mer du Nord. Dans le cas de Cherbourg, elle a été décidée après une étude d'impact transmise, le 7 décembre dernier, par la défense au ministère de l'environnement.

RENÉ MORAND

## Mort d'un gypaète barbu

Les très grands oiseaux sont parfois la cible de chasseurs imbéciles. Selon le Fonds d'intervention pour les rapaces (FIR), dont les militants suivent au jour le jour chaque nichée, un gypaète barbu a été abattu dimanche 14 mars dans la vallée de Sainte-Engrâce-en-Soule (Pyrénées-Atlantiques). Le FIR est d'autant plus indigné que, sur les quinze couples qui subsistent dans les Pyrénées françaises, deux jeunes seulement ont vu le jour cette année.

Comme son étymologie l'indique, le gypaète est intermédiaire entre le vautour et l'aigle.

Si l'aigle fond sur ses proies vivantes, le vautour se charge, lui, des cadavres. Mais il laisse les ossements, qui constituent le menu habituel du gypaète barbu. A l'état naturel, le gypaète ne subsiste en France que dans les Pyrénées et en Corse, où il trouve encore assez de carcasses de moutons. Il a été réintroduit récemment dans les Alpes, selon un programme européen de protection des espèces menacées... à la fois par la disparition des moutons et la bêtise de certains porteurs de fusil.

### REPÈRES

#### FAITS DIVERS

## 120 kilos d'explosifs découverts dans un appartement de Grenoble

En vingt-quatre heures, la police a découvert à Grenoble une véritable poudrière. Elle a d'abord mis le main, mercredi 17 mars, sur 70 bâtons de dynamite et des détonateurs entreposés dans un local technique du quartier de la Villeneuve. Puis, jeudi 18 mars, les enquêteurs du SRPJ effectuaient une seconde découverte dans un appartement du même ensemble immobilier, au 40, galerie de l'Arlequin. Le stock était cette fois-ci de 120 kilos de même explosif. Cette « poudrière », selon les enquêteurs venus de Lyon par hélicoptère, aurait pu faire d'énormes dégâts, dans un quartier où résident plus de 15 000 personnes.

Selon les premiers éléments de l'enquête, ces explosifs auraient été volés sur le chantier du barrage EDF du Chambon, situé à une cinquantaine de kilomètres de Grenoble. M<sup>me</sup> Marie-José Vitale, la locataire de l'appartement où ont été découverts les 120 kilos d'explosif, a été interpellée ainsi que sept autres personnes. Elle était toujours entendue vendredi 19 mars dans les locaux de la police judiciaire de Grenoble. (Corresp.)

## M. Philippe Marchand dément avoir refusé une protection à Jacques Roseau

M. Philippe Marchand, ancien ministre de l'intérieur, dément l'information selon laquelle il aurait refusé, en décembre 1991, une protection policière à Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France, assassiné, vendredi 5 mars à Montpellier. M. Marchand affirme que la lettre présentée, le

9 mars, par le *Quotidien de Paris* comme la preuve de ce refus (*le Monde* du 10 mars), est fait l'objet d'un « maquillage ». Selon M. Marchand, le fac-similé publié correspond à une lettre adressée non pas à Jacques Roseau, mais à M. Jean-Michel Belorgey, député (PS), président de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, qui était intervenu à propos de la sécurité du porte-parole du Recours-France, et dont le nom a été occulté sur le document présenté par le *Quotidien*. Dans une lettre véritablement adressée, le 31 janvier 1992 à Jacques Roseau, M. Marchand l'assurait du concours de ses services pour l'éventuelle mise en place d'une protection rapprochée, dispositif que Jacques Roseau avait souhaité lors d'un entretien avec le préfet de police de Paris.

#### MÉDECINE

## Poursuite de la grève des médecins du centre d'IVG de Colombes

Les médecins du centre d'interruption volontaire de grossesses (CIVG) de l'hôpital Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine), en grève depuis le 4 novembre (*le Monde* du 31 janvier-1<sup>er</sup> février et du 4 mars), ont décidé de continuer leur mouvement, car ils estiment que les propositions faites par la direction de l'Assistance publique sont nettement insuffisantes. Les médecins, qui ne sont actuellement que vacataires, réclament deux postes sur contrat à durée indéterminée qu'ils se partageraient. Or, lors de la dernière rencontre, mercredi 17 mars, avec le médiateur nommé par la direction de l'Assistance publique, M. Christian Paire, ce dernier a proposé la création d'un seul poste contractuel pour une durée de deux ans.

### SPORTS

Dernier adversaire de l'équipe de France dans le Tournoi des cinq nations

## Le rugby gallois à l'imparfait

de sport national par trois millions d'habitants.

Depuis plus de dix ans, cet amour est devenu un dépit, de voir la sélection rouge croiser sous les poils lors de ses tournées dans l'hémisphère sud, collectionner les cuillères de bois dans le Tournoi des cinq nations, après avoir domié le monde au cours des années 70. Depuis un mois, il s'est transformé en rage, de ne plus comprendre les raisons d'un déclin que l'on pensait enrayé. Car la victoire contre l'ennemi anglais aura eu la cruauté de placer le rugby gallois face à ses vraies difficultés. Désormais, il se peut même plus se réfugier derrière de mauvaises excuses, des prétextes périmés.

CARDIFF

de notre envoyé spécial

En plein centre de Cardiff, l'Arm's Park est planté comme un remords. Celui d'avoir eu trop vite à un miracle, d'avoir été trop fort une renaissance d'un jour. Samedi 6 février, le stade avait débordé, monnant la ville d'une douce euphorie. Par le plus faible des écarts, quinze rugbymen vêtus de rouge venaient de priver l'équipe d'Angleterre d'un troisième Grand Chelem consécutif. Cette date aurait pu demeurer historique, cette bête en annoncer d'autres. Las, il ne s'agissait que d'une pause, un accident géographique dans la dégradation de l'espèce des « dragons rouges ». Depuis, les Gallois ont subi une correction en Ecosse. Pis : un quinze irlandais, agissant depuis des années, a transformé l'ennemi de l'exploit en lieu de honte, en profitant de l'Arm's Park pour se refaire une santé.

La fête est bien finie, et elle a laissé un goût amer dans toutes les bouches. Avec leur sens de l'écologie, les Gallois ont délaissé l'enthousiasme pour renouer avec la mélancolie des années de déserte. Car dans les pubs de Cardiff, dans les maisons noires des vallées minières, on ne cherche pas à tricher avec le rugby. Ici, le jeu n'est pas un divertissement de mineur aisé, comme dans les nations voisines. Ici, il s'agit d'une question d'identité, de la débiteur du quinze national ou s'effaçant pour onze manchots qui s'échangent autour d'un ballon rond. Toutes les classes sociales se confondent dans la passion de l'ovale, élevé au rang

de sport national par trois millions d'habitants.

La crise économique, la fermeture des mines et des industries traditionnelles qui a saigné le jeu de ses forces vives ? Elle sévit ailleurs. Elle s'empêche pas les Ecossois de réussir des miracles avec seulement 10 000 licenciés. La réforme du système éducatif, qui entrave désormais la pratique du rugby dans les écoles ? Comme leurs voisins, les Gallois s'en sont accommodés. Des éducateurs appointés par la Welsh Rugby Union (WRU) parcourent les collèges pour localiser le goût du jeu et repérer les talents. Les meilleurs clubs, qui se sont longtemps contentés de leur équipe senior, commencent à se préoccuper de la formation et créent des équipes de jeunes.

La concurrence du rugby à XIII ? En Grande-Bretagne, c'est le rugby gallois qui en a le plus souffert. A cause de sa structure sociale très particulière. Depuis que l'ovale a conquis le pays, mineurs et ouvriers ont toujours été aux côtés des membres de la haute société. Ces joueurs d'origine modeste, qui constituent l'ossature des équipes et ont fourni le plaplat des grands noms à la sélection nationale, se laissent souvent tenter par l'argent des clubs professionnels du nord de l'Angle-

terre. « Ce n'est plus vrai aujourd'hui », dit Barry John, ouvrier mythique des années 80. Depuis plus de trois ans, aucun départ de vedette vers le XIII n'a été enregistré. Avec la création d'un championnat élite, réduits à douze équipes, les clubs se sont enrichis. Ils ont des sponsors, leurs matches attirent beaucoup plus de spectateurs qu'en Ecosse, en Irlande ou même à Londres. Et, avec les règlements qui s'assouplissent, les joueurs peuvent espérer toucher leur part du gâteau.

Comme ultime justification à leurs déboires, les Gallois pouvaient toujours avancer que leur sport était riche en argent, mais pauvre en athlètes adaptés au jeu moderne. Or l'arrivée d'Alan Davies à la tête du quinze au chardon, il y a deux ans, a sonné le glas de cette joyeuse improvisation, de ces entraînements à la bière. Les internationaux, dont l'exemple a été repris par les clubs, ont découvert la diététique. Désormais ils suivent, comme partout, des programmes de préparation physique. Alan Davies a également cherché à moderniser le jeu de son équipe, en empruntant les meilleures idées de ses adversaires. Et c'est sans doute là que de nouvelles difficultés ont commencé à apparaître.

Perte d'identité

« Nous avons trop copié, dit Eddie Butler, capitaine du début des années 80, devenu journaliste. Et nous avons perdu notre identité en chemin. Qu'avez-vous vu de gallois dans la victoire contre l'Angleterre, dans cette défense acharnée sur notre ligne d'en-but ? Avant, on reconnaissait le style de nos rugbymen sous l'importe quel maillot, dans cette volonté de jouer à la main, d'élargir le jeu, qui n'existe plus aujourd'hui. Il faudrait presque dire aux joueurs : laissez tomber la modernité, et reprenez vos vieilles habitudes. »

Conscients d'avoir glissé d'un extrême à l'autre, d'avoir coupé l'ovale gallois de ses racines en passant de l'improvisation à la rigueur, les sélectionneurs ont aujourd'hui

choisi de faire appel aux gardiens du patrimoine génétique gallois. Dans l'équipe qui affronte le Quinze de France, ils ont aligné huit joueurs de Llanelli, la cité de l'étaio située à l'ouest du pays. Là-bas, on parle encore gallois sous les mûres et dans les pubs. Et l'on continue à pratiquer le jeu de la grande époque : tout à la main. Chaque semaine, sauf quand ils rencontrent leurs deux seuls rivaux, Cardiff et Swansea, les joueurs de Llanelli enfoncent leurs adversaires sous des tonneaux d'essais.

« Mais tout cela n'a pas grande signification, explique Barry John. En fait, si la sélection s'est peut-être trop imprudemment inspirée de l'étranger, nos clubs restent désespérément repliés sur eux-mêmes. Leur rugby est devenu incestueux. La progression du rugby gallois est ainsi entravée par sa géographie. Entre Llanelli et Newport, tous les meilleurs clubs se trouvent sur une bande étroite au sud du pays de Galles, d'une centaine de kilomètres, sur laquelle débouchent les vallées minières. Cette promiscuité empêche la mise en place d'une compétition par régions et avive les querelles de clocher, qui paralysent la fédération depuis des années. Pour arrêter le jeu gallois, pour le faire progresser au contact d'un rugby supérieur, les dirigeants de la WRU envisagent d'ouvrir leurs frontières vers les voisins anglais par la création d'un championnat commun. Tous rêvent d'une hypothétique Coupe d'Europe des clubs. Plutôt que de vivre à l'écart et de se bercer d'illusions, le rugby gallois serait alors obligé de se regarder en face. Et de constater qu'aucune malédiction n'empêche son redressement. »

« Mais, quel qu'il arrive, il faudra bien que les gens d'ici cessent de rêver du passé et s'enfoncent dans le crâne que l'âge d'or est derrière nous, martèle Eddie Butler. Désormais, si notre rugby se remet à dominer ses rivaux, ce sera pour de courtes périodes. » Les Gallois aimeraient seulement qu'elles durent plus qu'une journée.

JÉRÔME FENOGLIO

FOOTBALL : Paris-SG en demi-finale de la coupe de l'UEFA

## L'embellie européenne

En dominant le Real Madrid, 4-1, jeudi 18 mars au Parc des Princes, le Paris-SG a rejoint Auxerre en demi-finale de la Coupe de l'UEFA. Battus 3-1 au match aller, les Parisiens menaient 3-0 (buts de George Weah, David Ginola et Cédric Vauzelle), avant de concéder un but au cours des arrêts de jeu, par Zamorano, puis d'échapper aux prolongations, grâce à Antoine Kombouaré, dans les ultimes secondes d'une rencontre à suspense. Après la bonne performance de l'OM, cette présence inédite de deux équipes dans des demi-finales d'une coupe européenne confirme les progrès des clubs français dans les compétitions continentales.

La grande bonderie touche à sa fin. Depuis des années, un malentendu s'était installé entre les clubs français et les Coupes d'Europe.

Les équipes hexagonales se sentaient mal aimées, alors que la plupart du temps elles se savaient comment s'y prendre pour couronner des compétitions si viles. Cette semaine aura peut-être enterré ces chagrins d'amour dans la profusion de boozes performants en attendant enfin des trophées. Après son 6-0 face au CSKA Moscou, Marseille force vers la finale de la ligue des champions. Jeudi soir, au cours de son apprentissage accablé des choses du football européen, le bébé-grand club PSG se s'est pas enlisé dans le bac à sable du Parc des Princes. Comme Auxerre, il s'est offert le luxe d'écarter un caduc du football continental.

« Je crois que nous avons démythifié l'Ajax et le Real », confiait Bernard Lama, le gardien de but parisien. Certes ces deux clubs ne ressemblent plus qu'à deux farces de la haute société. Mais, il n'y a pas si longtemps, les équipes

françaises se mettaient à trembler à la seule lecture des palmarès de leurs rivaux. Elles trébuchaient sur des réputations, tombaient dans des traquenards, se consolait avec des « victoires morales ». Le Paris-SG et Auxerre auront simplement réussi à réhabiliter cette évidence, que la logique hexagonale s'appliquait aussi, même en Coupe d'Europe, l'équipe la plus forte à toutes les échelles de l'empire. Parisiens et Bourguignons ont mieux joué que leurs adversaires, et ils se sont imposés.

De longues prolongations

La qualification du Paris-SG restera sans doute la plus symbolique de cette conversion à la Realpolitik. En un peu plus de quatre-vingt-dix minutes, les joueurs d'Arthur Jorge ont pu convoquer tous les vieux démons du football français, pour mieux les éliminer. Le temps d'un match, ils semblent avoir rejeté leurs propres blocages, pour mieux s'en débarrasser. Par deux fois, leur ballon a percuté la barre transversale, rappelant quelques souvenirs des campagnes européennes de leurs prédécesseurs.

Menant 1-0, ils ont ensuite paru tétanisés par l'obligation de marquer un deuxième but. Ils se mettaient tout à coup à s'emmêler dans leurs derrières passes. Puis, alors qu'ils pensaient la qualification assurée, ils ont revécu, presque volontairement, le traumatisme du match aller à Madrid. Par maladresse ou excès de confiance, ils ont une nouvelle fois succombé à leur syndrome de la dernière minute, en encaissant un but alors que l'arbitre ne semblait plus du tout décidé à quitter la pelouse du Parc.

Mais les Parisiens réglèrent tout leurs comptes avec le passé. Antoine Kombouaré, le sauveur du match contre Anderlecht, a évité les prolongations à la 96<sup>e</sup> minute d'une partie déjà fortement prolongée. Son coup de tête était un point d'orgue à la semaine faste du football français.

J. Fa.

### AUTOMOBILISME : Formule 1

## Pas de sanction contre Alain Prost

Le pilote français Alain Prost ne sera pas sanctionné pour les propos jugés diffamatoires envers le pouvoir sportif publiés dans une revue spécialisée (*le Monde* du 18 mars). Réuni le 18 mars à Paris, le Conseil mondial de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a annulé ses explications et accepté ses excuses.

Au cours de la même réunion, le Conseil a également décliné d'interventions, à partir de 1994, tous les systèmes d'assistance au pilotage (suspensions, transmissions, freins) gérés par l'électronique, ainsi que la télémétrie (*le Monde* du 14-15 mars). Ces mesures sont destinées à réduire les coûts et à révaloriser le pilotage en formule 1.

o HANDBALL : l'équipe de France en finale du championnat du monde. - La France et la Russie disputent la finale du championnat du monde, samedi 20 mars à Stockholm. Jeudi, les Russes se sont imposés (30-20) devant les Suédois, champions du monde en titre. Les Français ont assuré leur qualification pour la finale en battant les Égyptiens (19-10).

o VOILE : Jean-Luc Van den Heede termine deuxième du Vendée Globe. - Jean-Luc Van den Heede (*Sofap Helvim*) a pris, vendredi 19 mars à 5 heures 1 minute, la deuxième place du Vendée Globe, la course autour du monde en solitaire sans escale, presque une semaine après le vainqueur, Alain Gauthier. Il s'était emparé de la deuxième place mercredi après avoir doublé Philippe Poupin, ralenti depuis son dématage du 11 mars. Jean-Luc Van den Heede a aussi connu une fio de parcours difficile avec une importante voie d'eau déclarée à deux jours de l'arrivée, qui a alourdi son voilier de 4000 litres d'eau.



## CULTURE

## MUSIQUES

## Sonny Rollins, philosophe du saxophone ténor

Rencontre avec un musicien de l'âge d'or du jazz, vedette du festival Banlieues bleues en Seine-Saint-Denis

« Vous ne donnez pas beaucoup plus de quarante concerts par an, pourquoi ? »

— Pour ne pas lasser le public. Il doit y avoir aussi un faisceau de raisons où l'âge intervient. *Sonny Rollins* est né à New-York le 7 septembre 1930, le souci de préserver mon énergie ainsi que des considérations économiques. L'essentiel, c'est le public, la communication que je veux établir. Je suis obligé de concentrer mes prestations, je donne une douzaine de concerts au Japon, autant en Europe et le reste aux États-Unis. Je ne viens jamais ici sans passer par la France et l'Italie, l'Espagne de plus en plus souvent et plus rarement l'Allemagne.

— *Vous seriez plus chevronné dans l'Europe du Sud ?*

— Je ne crois pas. Depuis quelques années, j'ai un très bon accueil en Grande-Bretagne. On m'y fait jouer dans des théâtres précieux, avec une belle acoustique, comme à Londres.

— *C'est un facteur déterminant ?*

— Vous pensez ! J'essaie de me garantir, de ce point de vue, mais on n'est pas maître de tout. Si je pouvais toujours jouer comme au Théâtre de Vienne, Vienne en Autriche... Je n'aime pas trop les gymnases et les défilés de groupes. Un concert doit être un concert de *Sonny Rollins* Group et pas une performance parmi d'autres.

— *Pour mieux faire entendre votre message ?*

— Bien sûr, on pour le prestige. Je me présente cette année avec un drummer, Greg Williams, et mon percussionniste habituel, qui est originaire de Trinidad.

— *Votre amour des Caraïbes, du calypso, des rythmes des îles est donc représenté en scène. Quelles difficultés rencontrez-vous avec les batteurs ?*

— C'est un gros problème. Les batteurs ne sont plus nombreux, en jazz, à savoir jouer comme Art Blakey, Philly Joe Jones, Max Roach ou Elvin Jones. Ils sont bons, mais ils n'ont plus cette compétence. Ils font perdre. Or, pour jouer avec moi, il faut maîtriser le répertoire et le langage qu'est le jazz. C'est un langage, vous comprenez ?

— *Un langage ? Une histoire ? Un art de la conversation et des relations ?*

— Oui, une histoire, pas seulement technique. J'attends d'un batteur qu'il me souffle mes idées, qu'il me permette de l'oublier, qu'il sache ce que j'ai fait avec moi. Philly Joe, Max, Art Blakey, etc. Je ne veux pas qu'il les copie, mais j'ai joué avec chacun d'entre eux, vous voyez ? Donc, la difficulté aujourd'hui, c'est de trouver un vrai batteur. Al Foster sonnait juste dans mon groupe. Mais j'ai de plus en plus de mal.

— *C'est le cas de tous les instruments ?*

— Non, les jeunes trompettistes, de Wynton Marsalis à Roy Hargrove, assurent vraiment, les ténors

□ Le prix Pierre Lafite à Jean Tulard. — Le prix fondé pour perpétuer le souvenir de Pierre Lafite a été décerné cette année à Jean Tulard, professeur à la Sorbonne et à l'Institut d'études politiques, tant pour son *Napoleon II*, récemment paru, que pour l'ensemble de son œuvre, consacrée pour l'essentiel au père de l'Aiglon. Il lui a été remis par la veuve de l'historien, le 17 mars, au cours d'une réception au Sénat. Les discours de Jean Tulard, président du jury, et du lauréat étaient marqués de tant d'érudition et d'humour qu'on se serait cru, pour un peu, quel Conté. L'assistance, très nombreuse, les a longuement applaudis.



Sonny Rollins : « Les musiciens contribuent mieux que les paléontologues à la compréhension de la vie. »

aussi, que vous preniez Branford [Marsalis] ou toute la clique qui tourne autour de lui, les bassistes, je me rends moins compte, parce que je travaille depuis très longtemps avec Bob Cranshaw. Mais pour les batteurs, quelque chose a changé.

— *Quoi ? Vous avez une idée ?*

— Je ne sais pas. Peut-être le fait que les bons batteurs potentiels ne font pas de jazz mais d'autres musiques et que ceux qui viennent au jazz ne sont pas les meilleurs.

— *Pour être précis, vous d'un âge d'or du jazz. Regardez : les premiers trois de l'année 1956, vous enregistrez une série incroyable, un jour avec Miles Davis, trois semaines après, avec Clifford Brown et Max Roach (Sonny Rollins + Four), puis Tenor Médiane avec Coltrane. Saxophone Colossus au juin... Qu'est-ce qui a bien pu se passer ? La mort de Charlie Parker le 12 mars 1955 ?*

— Je n'en sais rien. C'est simplement ce qui est arrivé à ce moment-là. Pourquoi ? Je ne sais pas. C'est vrai que la disparition de Parker m'a profondément affecté. Je me considérais comme son fils spirituel. Et Clifford n'aurait plus tardé à disparaître [Clifford Brown : archange funambule, que de la trompette, mort d'un accident de voiture en 1956]. Cette trinité, ce triptyque, ces deux dates, c'est tout.

— *Vous coupures sont légendaires. Vous vous absentez. Vous vous retirez deux fois : en 1955 et en 1967.*

— C'est très simple. En 1959, beaucoup de gens m'attendaient, voulaient me faire jouer un rôle éminent, me confiaient une responsabilité dont je ne m'estimais pas capable. Du coup, je décevais. Je me suis retiré pour aller plus loin. Pour me retrouver.

— *C'est là que vous jouez sous le pont de Williamsburg ?*

— Oui, je joue là pour retrouver une intimité, l'isolement, et pour augmenter mon son. Les gens passent simplement. Personne ne faisait attention à moi.

— *Le disque qui suit, Tha Bridge, en 1961, c'est pour évoquer ce moment où, par métaphore musicale, pour dire le pont, le passage ?*

— Comme vous voulez. La métaphore est claire. Mais à l'origine, c'est plus simple. Tout le monde savait que Sonny Rollins avait joué sous Williamsburg Bridge, c'était pour le rappeler. Ma retraite de

1967 n'a rien à voir. Les choses étaient devenues dures. Peu de monde jouait. La free music était bien représentée mais ne rapportait rien. Les choses étaient dures socialement, politiquement et musicalement. A mon avis, du moins. Je suis allé en Inde où je devais depuis longtemps apprendre avec un maître.

— *Sans votre instrument ?*

— Non, je ne pars jamais sans ténor. L'intérêt, en Inde, c'est que personne ne me connaissait. On sortait d'une énorme période, l'âge d'or du jazz, je devais réfléchir. Il y a davantage de possibilités aujourd'hui, les choses vont globalement mieux, mais la constellation de Parker à Coltrane, avec Monk, Max, Clifford Brown, Art Blakey reste unique. Je ne pense pas qu'il faille absolument souffrir pour être un artiste, mais les choses vont mieux, c'est un fait.

— *Quelle place tient la philosophie aujourd'hui ? Vous avez vu le film *Malcolm X* ?*

— Non, malheureusement. Je suis un penseur. La philosophie est au centre, le sens de la vie, la compréhension, le lien social, les questions centrales me préoccupent tout le temps. Tous les grands musiciens tournent autour des mêmes questions. Peut-être était-ce plus secret dans le cas de Monk, plus lié, sans déclaration, aux mouvements protestataires des années 60, dans celui de Coltrane. Mais je suis sûr que tout le monde travaille à l'approfondissement de la pensée. Tous les musiciens de jazz, en tout cas. Parker le premier. Les musiciens contribuent mieux que les politiciens à la compréhension de la vie et peut-être à la rendre plus heureuse.

— *Bill Clinton n'est pas un excellent saxophoniste...*

— Question d'embouchure. Il ne pratique pas assez. Il n'a pas le temps.

— *En scène, vous avez un jeu très physique, vous marchez,*

vous vous penchez, vous lancez le pavillon aux étoiles...

— Ce n'est pas médité. Rien de conscient ou de calculé. Je joue et bouge simplement pour aller plus loin, de façon plus soutenue, mieux encore, dans la musique.

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE

► Sonny Rollins au festival Banlieues bleues. Le vendredi 19 mars, à 20 h 30, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), sous chapiteau. Miro : Saint-Denis-Basilique. Places : 180 F et 150 F (tarif réduit). Tél. : 43-85-66-00.

► EMI vient de rééditer l'intégrale des enregistrements de Sonny Rollins de 1949 à 1956, pour le label Prestige. 7 CD Prestige-EMI 4407-2.

## CINÉMA

## Vieillesse oblige

LA JOIE DE VIVRE de Roger Guéot

Un premier plan, soûlement émouvant, de Michel Bouquet, un savant humoristique-sentimental dans une maison de retraite où l'on regrette bientôt de reconnaître des gens aussi fréquents qu'Henri Virlojeux ou Michel Vitold. Puis un numéro d'ironie cynique, avec l'infirmerie gériatrique Gwendolyn Butcher, qui pille sans vergogne ses cacochymes patients. Enfin, une variation sur ce même thème de l'avidité, relevé de tendresse farfelue, avec l'irruption de Patrick Catalifo. Le film de Roger Guéot brinquebale entre ces diverses tonalités.

Le sujet ? M. Charme (Bouquet), veuf inconsolable, veut être expé-

dié ad patrem rejoindre sa moitié. En échange de son héritage, il demande à l'infirmerie de se charger de la besogne. Celle-ci s'acquitte avec le neveu du candidat défunt, tandis que les pensionnaires de la maison de retraite se liguent pour faire échouer le projet. S'ensuit une succession de tentatives de meurtre, par des moyens de plus en plus loufoques. Malgré son parti pris de comédie, le film n'équivaut pas toujours le risque du « dossier tristesse âgée », avec digression possible vers le débat « euthanasie ».

Surtout, malgré de jolis moments de dialogues vachards et quelques trouvailles de situation, la mise en scène s'épuise à la poursuite du bon dosage de causticité et de tendresse.

J.-M. F.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS  
Samedi 20 mars : Drouot-Riche-Heu, 14 h : tableaux modernes, estampes, livres, sculptures, tapis et tableaux russes ; Paris de Versailles, 19 h 30 : automobiles de collection.

ILE-DE-FRANCE  
Samedi 20 mars : Chartres, 14 h 30 : poupées, jouets. Fontainebleau, 14 h : arts africains. Sens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Dimanche 21 mars : Conflam-miers, 14 h 30 : Extrême-Orient ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : vins, alcool ; Nogent-sur-Marne, 15 h : tapis d'Orient ; Provins, 14 h : orfèvrerie, bijoux ; Rambouillet, 14 h : verrierie, art nouveau, tableaux ; Versailles, 14 h 30 : objets d'art et mobilier contemporain ; Versailles (Cheval Léger), 14 h : vins, alcool.

PLUS LOIN  
Samedi 20 mars : Arles, 15 h : tableaux ; Béziers, 14 h 30 : archéologie ; Calais, 14 h 30 : livres ; Domai, 15 h : tableaux et sculptures modernes ; Epinal, 14 h : livres ;

Gien, 14 h : vins, alcool ; La Roche-sur-Yon, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Lourdes, 14 h 15 : argenterie, bijoux ; Lyon (Marcel Rivière), 14 h 30 : autour de la photographie ; Metz, 16 h : argenterie, bijoux ; Nantes, 14 h 30 : Extrême-Orient ; Neuville-de-Poitou, 14 h 30 : tableaux, livres ; Nîmes, 11 et 14 h : livres ; Orléans, 14 h : livres ; Poitiers, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Rennes, 14 h 30 : cartes postales, timbres ; Rouen, 15 h : affiches.

Dimanche 21 mars : Aubagne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Besançon, 14 h : mobilier, tableaux ; Brive, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Dijon, 14 h 30 : tableaux ; Doullens, 14 h : faïence de porcelaine ; Lille, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Noyon, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Pont-Audemer, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Vitry-le-François, 14 h : tapis d'Orient.

FOIRES ET SALONS  
Paris-Amstertitz, Chalon, Nîmes, Blagnac (31), Gex, Montmart (87), Vélizy et Verton, Bannec-sur-Marne.

## Soldats de plomb

BOULEVARD DES HIRONDELLES de Josée Yanne

En 1943, la jeune résistante Lucie Aubrac, aidée d'un petit groupe de camarades, arrachait à la Gestapo l'innocence son mari, Raymond, capturé par Klaus Barbie lors du coup de filet qui fut fatal à Jean Moulin. Ce haut fait, Lucie Aubrac l'a raconté dans son livre, *Ils partiront dans l'ivresse* (Le Seuil), que voici adapté au cinéma.

Mais sur le *Boulevard de Josée Yanne*, dans une lumière décevante jusqu'à la préciosité, ne passant que les bibelots de la reconstitution historique version salle des ventes et les clichés du « film-de-résistance ». Cette ronde naïve est menée par Elisabeth Bourguin et Pierre Loup Rajot qui innovent leur héroïsme juvénile. Tout de même Lyon occupé et qui se bat, Barbie, Caluire, l'armée des ombres, un authentique et époustouflant fait d'armes... Sur l'écran, qui semble la vitre épaisse d'un bocal où se démontrent des pantins, rien, strictement rien ne se passe. Navrant.

J.-M. F.

La liste des salles où sont projetés les films sortis à Paris le mercredi 17 mars figure page 18.

□ Mort de l'acteur Chiss Ryo. — L'acteur japonais Chiss Ryo est mort le 16 mars d'un cancer. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans. Chiss Ryo était surtout connu comme l'interprète favori d'Onizuka, pour lequel il joua notamment, à de très nombreuses reprises, le rôle du père dans ses films « familiaux ». Au point qu'on avait fini par considérer Ryo comme le double à l'écran du cinéaste de *Prin-temps tardif*, *Voyage à Tokyo* et *Le God du soleil*, ce que le comédien refusa toujours. Il avait aussi travaillé avec Kinoshita, Kobayashi ou Yamada, et on l'avait revu récemment à l'occasion de son bouleversant témoignage sur Oze dans *Tokyo-Gô de Wim Wenders*, et en vieux sage dans le dernier épisode des *Réves*, de Kurosawa.

NICHOLSON DEVITO

UN FILM DE DANNY DEVITO

HOFFA

OSCAR

مكتبة النور

Une Jeanne d'Arc

du matin

NIVERS

AME

BROW

LUCKY PETERSON

31 MARS

3 AVRIL

4 AVRIL

5 AVRIL

6 AVRIL

7 AVRIL

8 AVRIL

9 AVRIL

10 AVRIL

11 AVRIL

12 AVRIL

13 AVRIL

14 AVRIL

15 AVRIL

16 AVRIL

17 AVRIL

18 AVRIL

19 AVRIL

20 AVRIL

21 AVRIL

22 AVRIL

23 AVRIL

24 AVRIL

25 AVRIL

26 AVRIL

27 AVRIL

28 AVRIL

29 AVRIL

30 AVRIL

1 MAI

2 MAI

3 MAI

4 MAI

5 MAI

6 MAI

7 MAI

8 MAI

9 MAI

10 MAI

11 MAI

12 MAI

13 MAI

14 MAI

15 MAI

16 MAI

17 MAI

18 MAI

19 MAI

20 MAI

21 MAI

22 MAI

23 MAI

24 MAI

25 MAI

26 MAI

27 MAI

28 MAI

29 MAI

30 MAI

31 MAI

1 JUIN

2 JUIN

3 JUIN

4 JUIN

5 JUIN

6 JUIN

7 JUIN

8 JUIN

9 JUIN

10 JUIN

11 JUIN

12 JUIN

13 JUIN

14 JUIN

15 JUIN

16 JUIN

17 JUIN

18 JUIN

19 JUIN

20 JUIN

21 JUIN

22 JUIN

23 JUIN

24 JUIN

25 JUIN

26 JUIN

27 JUIN

28 JUIN

29 JUIN

30 JUIN

1 JUILLET

2 JUILLET

3 JUILLET

4 JUILLET

5 JUILLET

6 JUILLET

7 JUILLET

8 JUILLET

9 JUILLET

10 JUILLET

11 JUILLET

12 JUILLET

13 JUILLET

14 JUILLET

15 JUILLET

16 JUILLET

17 JUILLET

18 JUILLET

19 JUILLET

20 JUILLET

21 JUILLET

22 JUILLET

23 JUILLET

24 JUILLET

25 JUILLET

26 JUILLET

27 JUILLET

28 JUILLET

29 JUILLET

30 JUILLET

31 JUILLET

1 AOÛT

2 AOÛT

3 AOÛT

4 AOÛT

5 AOÛT

6 AOÛT

7 AOÛT

8 AOÛT

9 AOÛT

10 AOÛT

11 AOÛT

12 AOÛT

13 AOÛT

14 AOÛT

15 AOÛT

16 AOÛT

17 AOÛT

18 AOÛT

19 AOÛT

20 AOÛT

21 AOÛT

22 AOÛT

23 AOÛT

24 AOÛT

25 AOÛT

26 AOÛT

27 AOÛT

28 AOÛT

29 AOÛT

30 AOÛT

31 AOÛT

1 SEPTEMBRE

2 SEPTEMBRE

3 SEPTEMBRE

4 SEPTEMBRE

5 SEPTEMBRE

6 SEPTEMBRE

7 SEPTEMBRE

8 SEPTEMBRE

9 SEPTEMBRE

10 SEPTEMBRE

11 SEPTEMBRE

12 SEPTEMBRE

13 SEPTEMBRE

14 SEPTEMBRE

15 SEPTEMBRE

16 SEPTEMBRE

17 SEPTEMBRE

18 SEPTEMBRE

19 SEPTEMBRE

20 SEPTEMBRE

21 SEPTEMBRE

22 SEPTEMBRE

23 SEPTEMBRE

24 SEPTEMBRE

25 SEPTEMBRE

26 SEPTEMBRE

27 SEPTEMBRE

28 SEPTEMBRE

29 SEPTEMBRE

30 SEPTEMBRE

1 OCTOBRE

2 OCTOBRE

3 OCTOBRE

4 OCTOBRE

5 OCTOBRE

6 OCTOBRE

7 OCTOBRE

8 OCTOBRE

9 OCTOBRE

10 OCTOBRE

11 OCTOBRE

12 OCTOBRE

13 OCTOBRE

14 OCTOBRE

15 OCTOBRE

16 OCTOBRE

17 OCTOBRE

18 OCTOBRE

19 OCTOBRE

20 OCTOBRE

21 OCTOBRE

22 OCTOBRE

23 OCTOBRE

24 OCTOBRE

25 OCTOBRE

26 OCTOBRE

27 OCTOBRE

28 OCTOBRE

29 OCTOBRE

30 OCTOBRE

31 OCTOBRE

1 NOVEMBRE

2 NOVEMBRE

3 NOVEMBRE

4 NOVEMBRE

5 NOVEMBRE

6 NOVEMBRE

7 NOVEMBRE

8 NOVEMBRE

9 NOVEMBRE

10 NOVEMBRE

11 NOVEMBRE

12 NOVEMBRE

13 NOVEMBRE

14 NOVEMBRE

15 NOVEMBRE

16 NOVEMBRE

17 NOVEMBRE

18 NOVEMBRE

19 NOVEMBRE

20 NOVEMBRE

21 NOVEMBRE

22 NOVEMBRE

23 NOVEMBRE

24 NOVEMBRE

25 NOVEMBRE

26 NOVEMBRE

27 NOVEMBRE

28 NOVEMBRE

29 NOVEMBRE

30 NOVEMBRE

1 DÉCEMBRE

2 DÉCEMBRE

3 DÉCEMBRE

4 DÉCEMBRE

5 DÉCEMBRE

6 DÉCEMBRE

7 DÉCEMBRE

8 DÉCEMBRE

9 DÉCEMBRE

10 DÉCEMBRE

11 DÉCEMBRE

12 DÉCEMBRE

13 DÉCEMBRE

14 DÉCEMBRE

15 DÉCEMBRE

16 DÉCEMBRE

17 DÉCEMBRE

18 DÉCEMBRE

19 DÉCEMBRE

20 DÉCEMBRE

21 DÉCEMBRE

22 DÉCEMBRE

23 DÉCEMBRE

24 DÉCEMBRE

25 DÉCEMBRE

26 DÉCEMBRE

27 DÉCEMBRE

28 DÉCEMBRE

29 DÉCEMBRE

30 DÉCEMBRE

31 DÉCEMBRE



هكمان النجل

CULTURE

THÉÂTRE

Une Jeanne d'Arc juste

Jean-Claude Fall a adapté avec rigueur la pièce de Bertolt Brecht

JEANNE D'ARC  
à Saint-Denis

C'est un rappel sobre, au dessin ferme, sans pathos, de l'histoire de Jeanne d'Arc, que Brecht et Anna Seghers ont donné avec leur *Procès de Jeanne d'Arc à Rouen*. Leur résumé des interrogatoires porte en particulier sur la résistance de l'accusée : elle refuse de prêter serment, refuse de reconnaître le bon droit de l'Eglise telle qu'elle est représentée, là, à Rouen, par ce tribunal. Brecht-Seghers ajoutent quelques tableaux très bien vus des contemporains du procès, villageois de Tours appréciant la capture de Jeanne d'Arc à Compiègne, habitants de Rouen attendant de la

voir passer près du cimetière ou de la place du marché.

La seule innovation-déformation de la pièce est un grossissement de l'empoignade Franco-Angleterre au cours des séances du procès. Il est exact que des Anglais étaient présents. Un surtout, appelé William Hanton, assista à presque toutes les audiences. Mais il ne piqua pas de colère, comme l'indique Brecht. Une fois, un chapelain anglais reprocha à l'évêque Cauchon de se montrer trop indulgent, trop patient, envers l'accusée. Mais le cardinal d'Angleterre, Henry Beaufort, qui était présent ce soir-là, lui imposa silence.

La mise en scène de Jean-Claude Fall est aussi rigoureuse que le texte de Brecht. Fall ne commet pas l'erreur, qui a été faite plusieurs fois, de présenter, face à Jeanne d'Arc, une assemblée de prélats en robe rouge, comme sont les cardinaux réunis lors d'un concile. Un tribunal d'inquisition, tel que celui qui jugea Jeanne d'Arc, était composé de deux juges seulement, l'évêque du lieu et l'inquisiteur au son représentant. Deux juges, pas un de plus. L'évêque pouvait s'adjointre un « promoteur », qui jouait le rôle du procureur général, et il pouvait déléguer deux assistants pour procéder à sa place aux interrogatoires. Mais ces trois hommes n'appartenaient pas au tribunal proprement dit, pas plus que les « conseillers », frais de séjour, intendance. Fall commet une seule erreur, mineure : il écrit, dans le dépliant programme, que Jeanne d'Arc fut « brûlée vive ». C'est la version historique officielle. Mais les bonheurs avaient pour règle absolue d'attendre d'abord de la paille humide qui provoquait, sur tout le bûcher, une fumée épaisse, dans laquelle, à l'abri des regards de la foule, ils étranglaient, à l'aide d'un lacet, la victime, morte ou à tout le moins inconsciente et mourante lorsque les flammes commen-

çaient de l'atteindre. Beau et bon décor de Gérard Didier (juste la mise en place d'une gravité de climat). Remarquable musique, méditée, intérieure, de Marc Mader. Interprétation en tout point plausible, intelligente, de grande classe, de Daniel Emilfork et Pierre Cauchon, et de Sophie Mihan en Jeanne d'Arc. Fall a d'ailleurs dirigé d'une main sûre, d'un œil sûr, tous les comédiens.

Cauchon  
sans caricature

Autre regard juste de Jean-Claude Fall : il ne caricature pas du tout la figure de l'évêque Pierre Cauchon. Ce qui a été fait tout à Cauchon, dans la suite des temps, c'est son nom. Il était en réalité un homme de première dimension, un remarquable diplomate. Il était l'homme des Anglais, et durant tout ce procès il s'employa à ce qu'aucune erreur « juridique » ne fut commise. Jusqu'à un certain point, il tenta d'éviter à Jeanne d'Arc le bûcher. Il lui a été reproché de la détenir dans une prison « anglaise », alors qu'elle eût dû l'être dans une prison française d'Eglise, mais Pierre Cauchon savait que celles de Rouen étaient d'une saleté immonde, alors que la cellule aménagée par des mennaisiers dans une tour du château était au moins salubre.

En vérité, tout était anglais dans ce faux procès d'inquisition, et ce sont les Anglais qui payèrent tous les frais, honoraires des juges et des conseillers, frais de séjour, intendance. Fall commet une seule erreur, mineure : il écrit, dans le dépliant programme, que Jeanne d'Arc fut « brûlée vive ». C'est la version historique officielle. Mais les bonheurs avaient pour règle absolue d'attendre d'abord de la paille humide qui provoquait, sur tout le bûcher, une fumée épaisse, dans laquelle, à l'abri des regards de la foule, ils étranglaient, à l'aide d'un lacet, la victime, morte ou à tout le moins inconsciente et mourante lorsque les flammes commen-

Langages du cœur

Des enfants de toutes origines s'emparent de la scène

LE MOINDRE REGARD  
à Villeurbanne et Malakoff

Zahir est un grand bavard. Il ne peut s'empêcher de parler, toujours, en français ou en kabyle, sa langue d'origine. Sur la scène, la nature de ce comédien de douze ans s'épanouit, les mots lui vont à l'oreille, en kabyle ou en français. Il se dépense sans compter, il discourt - comme l'ami de Roland Barthes. Dans un but unique : capter le regard de celle qu'il aime. La séduction, voilà le cœur de la pièce créée à Villeurbanne et reprise à Malakoff par Christiane Vériel, le *Moindre regard*, avec sa compagne image aigle, composée pour l'essentiel d'enfants et d'adolescents de toutes nationalités. Pour les enfants auxquels s'adresse Christiane Vériel, la séduction est une réalité, même si ce n'est pas celle des parents.

Les impressions, de courtes scènes se succèdent, soutenues par un texte tantôt poétique, tantôt réaliste. « Lavinia, ma petite, ma chérie, image du désert où fut l'antique Troie, ombre de Lavinia et non plus Lavinia... » Le garçon amoureux a trouvé un poème (qu'il importe s'il s'agit du cri d'un père - Titus Andronicus, de Shakespeare - à l'adresse de sa fille, violée et mutilée), il veut le servir à sa bien-aimée.

Filles ou garçons, tous cherchent le chemin de l'autre : « Si j'arrête de penser à toi, si j'arrête ça, je n'ai plus rien, tu comprends, plus rien à penser... » La, c'est un texte de Xavier Durringer, parfois déchirant, souvent drôle. « Faut-il que je taille mes cheveux demande l'un, que je me rase la boue, que je perde dix kilos, ou que je me désarticule comme une viande trop cuite, renchérit l'autre ? Juste un mot de toi et je serai guéri, dame l'amoureux, mais la rédemption tarde à venir... »

Les jeunes acteurs jouent en français ou dans leur langue d'origine, y mêlant des morceaux de leur cru. Bien souvent, comme le souligne Christiane Vériel, les enfants spectateurs disent avoir compris tout ce que dit Bara, une des actrices de quinze ans, qui ne s'exprime qu'en tchèque. Et, n'importe, alchimie qui produit la musique des mots et le jeu de l'acteur. Tenter et réussir le mélange des nationalités n'est pas la moindre originalité de ce théâtre, joué pour des enfants et des adultes, qui y trouvent leur plaisir, les uns comme les autres, même si ce n'est pas le même.

Le chemin  
de l'autre

Tout à tout théâtre d'images, « chorégraphie » au texte dirigé comme une musique, le travail de Christiane Vériel est inclassable. Ses créations précédentes s'inspirent, l'une de Vermeer, l'autre de Bruegel. Celle-ci évoque les impressionnistes, leur lumière que reflète une pièce d'eau au centre de la scène. Les enfants y reviennent sans cesse, comme à une fontaine magique il y jouent aussi, tombent dans l'eau (et les plus petits rient).

BÉATRICE GURREY

Théâtre 71, 3 place du 11-Novembre, 92240 Malakoff, tél. : (1) 46-55-43-45, les 19 et 21 mars à 20 h 30, le 21 à 17 heures. Prix : 100 F ou 80 F en tarif réduit, 60 F pour les moins de quinze ans.

L'ÉPIDÉMIE  
UN RAT QUI PASSE



2 Pièces d'AGOTA KRISTOF  
Mise en scène MICHEL RASKINE  
Représentations  
au 32, rue des Cordes  
du 19 mars au 10 avril  
RÉSERVATIONS  
31.46.27.29  
CHAMÉDIE DE CAEN

La fiancée du matin  
9 AVRIL  
MAISON DES  
CULTURES DU MONDE  
Tél. 45 44 72 30

UNIVERSAL  
JAMES  
BROWN

1ère partie: Lucky PETERSON

TOUR 93  
PARIS BERCY 31 MARS  
PAU 2 AVRIL  
BORDEAUX 3 AVRIL  
TOULON 4 AVRIL  
LYON 6 AVRIL

NOUVEL ALBUM:  
UNIVERSAL JAMES  
INCLUS CAN'T GET ANY HARDER

EUROPE 1

LOCATION: BERCY 44 68 44 68 - 3615 BERCY FNAC, VIRGIN ET AGENCES

Sting

GUEST: SOUL SISTER

LIVE

26 MARS : NANCY (Zénith)  
28 MARS : LILLE (Espace Foire)  
29 ET 30 MARS : PARIS BERCY  
31 MARS : DIJON (Parc des Expos)  
15 AVRIL : TOULON (Zénith - Oméga)  
16 AVRIL : TOULOUSE (Palais des Sports)  
17 AVRIL : PAU (Zénith)

LOCATIONS PARIS : FNAC, VIRGIN, BERCY 44 68 44 68, 36 15 FNAC CLUB  
LOCATIONS PROVINCE : POINTS HABITUELS

POUR CONNAÎTRE LA FREQUENCE N°1 DE VOTRE VILLE, TAPÉZ CÔTE CODE AIR, RUEZ CÔTE STA.









## ENQUÊTE

### Interminable chômage

## VIII. - L'emploi au fond des urnes

Suite de la première page

Comme elle l'avait fait en 1981 à l'écoulement de M. Valéry Giscard d'Estaing. Peu lui importe, dans ce contexte, que les «fondamentaux» de l'économie soient sains, ou que la France ne soit pas la seule à affronter une telle situation. Un parti de récession flotte sur la France, et le chômage monte toujours.

Le sentiment prédominant qu'on va devoir vivre encore longtemps avec un taux de chômage élevé, avec des coûts économiques et sociaux considérables. Le rapport au premier ministre, à l'issue des travaux de concertation du XI<sup>e</sup> Plan, d'écouter une personne quand il juge «hors d'attente» l'objectif d'un retour proche de la société salariale de plein emploi des années 60. Par le simple jeu démographique, de 150 000 à 250 000 personnes supplémentaires se présentent chaque année sur le marché du travail. Le retournement démographique n'est annoncé qu'environ de 2005. Selon les projections de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), les ressources en main-d'œuvre devraient augmenter de 166 000 par an d'ici à 1997, puis de 150 000 de 1998 à la fin du siècle.

Rien d'étonnant si, dans un scénario de redémarrage progressif de la croissance - 2,7 % par an en moyenne de 1994 à 1998, - la France se retrouve encore en 1998 avec 3,5 millions de demandeurs

emportés par la vague montante. Directement ou indirectement, chaque ménage se sent touché ou en passe de l'être. Même chez les cadres, naguère plus à l'abri, qui en arrivent à perdre leurs repères.

Aujourd'hui, à la veille des élections législatives et d'une alternance promise avant même le verdict des urnes, le chômage est omniprésent dans la campagne. Un peu comme un décor imposé, que chacun observerait avec consternation sans savoir comment en modifier les contours.

Pour avoir tout essayé, à droite comme à gauche, les politiques échouent leur impuissance. L'opinion s'impatiente et réclame un renversement de tendance. Elle sanctionne les perdants, mais, en même temps, ne nourrit guère d'illusions quant à la capacité des vainqueurs à modifier durablement et profondément le cours du chômage. Par rapport aux précédentes grandes consultations électorales, le débat est complètement changé de nature. Seule constante : les chômeurs, population hétérogène, ne font pas de lobbying. Isolés, solitaires, ils ne constituent pas une vraie force électorale.

Le 5 mai 1981, lorsque M. François Mitterrand affronta M. Giscard d'Estaing, dans son face-à-face télévisé, la France comptait 1 656 000 demandeurs d'emploi contre 425 000 en mai 1974. Entre-temps, deux chocs pétroliers sont passés par là, expliquant en

selon les divers calculs, que de 15 000 à 70 000 emplois supplémentaires. M. Mitterrand a perdu son pari, ses amis se bornant à affirmer qu'avec une autre politique le résultat aurait été pire encore.

L'alternance se veut radicale, triomphante, un brio revanchard. La plate-forme RPR-UDF apporte «les solutions : flexibilité et déregulation, gel des seuls sociaux et suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Deux ans plus tard, lorsque MM. Mitterrand et Chirac se retrouvent face à face à la télévision avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, ils ne consacrent chacun que deux minutes à l'emploi... se gardant bien d'avancer des recettes miraculeuses.

Le chômage est oublié, occulté. La droite a supprimé l'autorisation administrative, sans toucher aux seuls sociaux et sans appliquer toute sa plate-forme, mais elle a surtout bénéficié du retour de la croissance. En deux ans, le nombre de chômeurs n'avait augmenté que de 90 000. Et surtout, l'économie était redevenue créatrice d'emplois, le mouvement se poursuivant après la réélection de M. Mitterrand. De 1987 à 1990, 800 000 emplois ont ainsi été créés sans que la diminution du chômage soit la mesure de cette reprise.

Enkysté dans la société, le chômage est aujourd'hui un enjeu électoral quelque peu bisé. Le nombre de demandeurs d'emploi frôle la barre des 3 millions, soit 10,5 % de la population active. Dans la foulée de la guerre du Golfe, la crise économique a resurgi, freinant la croissance. Selon l'OFCE, «en 1991 et 1992, l'emploi dans le secteur marchand a baissé de 260 000 et les demandes d'emploi non satisfaites ont progressé de 420 000». Au-delà de la polémique, quelque peu dérisoire, entre les «chômeurs socialistes» d'aujourd'hui (Jacques Chirac) et les «chômeurs conservateurs» de demain (Michel Rocard), tous les politiques sont en fait conscients que le seul salut dans la lutte contre le chômage ne peut venir du seul Etat.

#### Partage du travail : «Un non-sens économique»

Toujours prompts à voir dans leurs effectifs la première variable d'ajustement en cas de difficultés - 500 licenciements économiques en 1992, - les chefs d'entreprise s'alarment et s'interrogent sur leur responsabilité sociale. La course à la productivité n'est-elle pas trop tôt ? Surtout, ils préoccupent conscience du cercle vicieux dans lequel ils sont enfermés, la décision individuelle des entreprises de supprimer des emplois entraînant la chute du chômage de la collectivité, ce qui conduit celle-ci à augmenter encore les charges sociales des dites entreprises alors un peu plus asphyxiées. De plus en plus, contre eux sont donc les chefs d'entreprise. M. Giscard d'Estaing parle de formation professionnelle, de stimulation de l'activité et de compétitivité économique, et il lance à son rival : «Si vous êtes élus, le chômage augmentera».

M. Mitterrand promet la relance de l'activité, la retraite à 60 ans, le semaine de 35 heures et la création de 1 500 000 emplois dans les services publics et sociaux. Et sûr que cette «démoralisation de la France» va aboutir au changement, il avertit le président sortant : «Si cette politique continue, nous aurons au moins deux millions cinq cent mille chômeurs». En mars 1986, lorsque la première cohabitation se profile à l'issue des élections législatives, on y est presque... avec, en février, 2 367 600 demandeurs d'emploi, en décembre corrigés, 2 300 000. La France a perdu 500 000 emplois. La relance a tourné court et s'est arrêtée aux importations. La réduction de la durée du travail s'est arrêtée à 39 heures - payées 40, - ne créant,

France» place la lutte contre le chômage au premier rang de ses objectifs, mais force est de reconnaître que les moyens énoncés d'une politique spécifique de l'emploi sont flous : conclusion d'un pacte pour l'emploi avec les entreprises et les régions avant l'été, développement de «nouvelles formes d'emplois à charges sociales et à contraintes allégées», création d'un statut du travailleur indépendant, loi-cadre sur la décentralisation de l'ANPE, la lutte contre les «rigidités» du marché du travail et le développement du temps partiel, etc.

#### «Le rétablissement de la confiance»

Sur chacun de ces points, peu de précisions ont été apportées, la logique fondamentale étant d'alléger les charges des entreprises - notamment à travers la budgétisation progressive, et coûteuse pour l'Etat, des cotisations familiales - et de réduire le coût du travail, généralement trop élevé pour les salariés les moins qualifiés, à l'embauche. Les entreprises bénéficieraient d'une exonération de charges pour les nouveaux embauchés, mais il reste à savoir quelle serait sa durée - six mois ? un an ?

et comment on établirait la distinction entre création nette et simple remplacement. Pour encourager le recrutement des salariés les moins qualifiés, le XI<sup>e</sup> Plan suggère une franchise de cotisations employeurs sur les 1 000 premiers francs de salaire mensuel, en attendant de cet allègement la création de 70 000 à 250 000 emplois à l'horizon 1997.

Comme pour tout programme commun, le projet de l'UDF donne lieu à plusieurs lectures tant à l'UDF qu'au RPR, et beaucoup de responsables de l'opposition sont loio de partager l'optimisme de M. Giscard d'Estaing qui attend du «rétablissement de la confiance» et des mesures du nouveau gouvernement une reprise de la création d'emplois en 1994. Depuis RPR du Val-d'Oise, et porte-parole de son groupe à l'Assemblée sur les problèmes de l'emploi, M. Jean-Pierre Delalande se méfie des «mesures générales aveugles» s'appliquant indifféremment aux industries à forte main-d'œuvre et à haute technologie, et préconise d'examiner avec les professionnels «la situation de concurrence des entreprises branche par branche, morché par marché», afin de «mieux cibler les mesures d'aide».

Pour avoir déjà tout essayé, la majorité actuelle et celle de demain se rejoindraient autour de plusieurs

constats. La réduction du chômage suppose une croissance forte et son freinage une reprise qui dépend certes de mesures nettoisées - relance du bâtiment, politique en faveur des PME-PMI, etc. - mais surtout du contexte international et européen. On attend à la fois les effets du redressement de l'économie américaine et ceux d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt dont le signal sera donné par la Bundesbank.

Dans ce contexte, une politique spécifique de l'emploi est inéluctable - même à travers son volet traitement social - mais ne peut produire des résultats qu'à la marge. Enfin, un développement de services de proximité pour les personnes, évoqué par le projet de XI<sup>e</sup> Plan, apparaît souhaitable. Mais pour qu'il soit créateur d'emplois, il faut que la collectivité accepte d'en payer un prix plus élevé... Une diminution durable du chômage prendra du temps. Elle suppose un changement de comportement des acteurs politiques, économiques et sociaux, afin de mieux répartir l'effort collectif et la charge de la solidarité. Elle passe aussi par une réflexion sur les contours, encore flous, de l'emploi et de l'organisation du travail demain.

MICHEL NOBLECOURT

FIN

### CHRONIQUE DES NON-TRAVAUX FORCÉS

par Jean-Pierre Dautun

245<sup>e</sup> jour

## « Console-moi, dis-moi que ça va mal »

Le chômage installe dans une

sinistres : ce sont des bouées de sauvetage. Dans le malheur personnel, on le découvre, n'a pas le monopole des relations de bureau. Avec le chômage, un nouveau savoir-vivre s'installe, de nouveaux rites, où les entrepreneurs téléphoniques remplacent les croisements dans les couloirs. On s'appelle entre pairs. On s'invite à des déjeuners-chômage. Et surtout, on échange les mauvaises nouvelles.

Quoi de neuf ?

« Ils vivent soixante personnes chez Godot & Associés. Et on annonce une prochaine charrette pour dans deux mois chez Puntilla & Matti conseil. »

En bien !

On se quitte un peu soulagé que cela aille mal aussi pour l'autre.

Eternelle noirceur de la nature humaine ? Hommes de peu de foi, n'en croyez rien ! C'est l'inverse. Ce soulagement par le mal commun est le visage même de la charité.

Le monde ne répond pas au chômage. Il a donc l'impression que les autres se résignent quel que chose de merveilleux dont il est exclu, écarté. Tout cela vient de ce qu'on lui a fait croire, et dans le but de le rassurer, qu'il y avait quelque part du travail, du travail stocké, en réserve. Mais, puisqu'il reste systématiquement hors de son atteinte, en dépit de ses efforts les plus frénétiques, il faut bien que le chômage change de logique ; il y va de sa survie. S'il persiste à croire que ce travail existe aussi vraiment qu'on le lui dit, le chômage le voit bientôt accepter comme le beurre en temps de guerre, et sa confiscation, comme un complot personnel contre lui. Et l'espoir qui devait le galvaniser va l'épuiser. De sorte que, finalement, rien n'est plus inquiétant pour un chômeur que de continuer à croire qu'il y a du travail. Il faut absolument se rassurer en se disant qu'il n'y en a pas ; c'est sa seule échappatoire à la maladie de la persécution. Il lui faut donc se rassurer auprès de ses compagnons d'infortune, pour se persuader que ce n'est pas à lui qu'on en veut personnellement. Il faut aussi qu'il se dise que tout va mal partout, et qu'il le répète, le répète, se le laisse dire, se l'entende confirmer : c'est humain.

On comprend, soit dit en passant, que le projet de rassurer par l'optimisme de la commande, en croyant qu'il peut être du meilleur effet sur les troupes, est un contresens de dirigisme. Dire à un chômeur que tout ne va pas si mal, c'est le meilleur moyen de le désespérer : effet pervers d'une situation pervers. Lui dire que tout va mal partout, pour tous, le lui faire se le répéter, c'est l'un des seuls outils de sa patience, l'un des seuls carburants possibles de son endurance. Qu'on ne s'étonne pas de la merée noire de prophéties

comme les autres ; elle doit fonctionner, comme les autres, sur l'idée que la réserve mondiale dont on dispose est confortable. Simplement, elle tourne à l'envers : il faut pouvoir être sûr de compter sur la banque mondiale de la misère, les réserves internationales d'infortune, comme sur l'autre. Pour un chômeur il s'agit de savoir : on pèse ses mots - et l'on pèse ses mots - que tout aille mal partout. Cela lui explique pourquoi ça va mal pour lui. Car sinon, ce serait plus qu'insupportable ; insupportable : il déposerait son bilan. La crue continue des mauvaises nouvelles n'est donc pas plus surprenante ; ce n'est qu'une hausse : c'est un effet logique de la demande.

Et si c'était cela, le secret de la crise ? Si la Bourse des valeurs humaines d'échange, le coté, l'offre et la demande des paroles entre les personnes physiques, pilotée par la Bourse des valeurs marchandes, la hausse et la baisse des titres, l'optimisme ou le morosité du marché ? Si le « comment vas-tu ? » gouvernait le « comment vont les affaires ? », au lieu, comme on croit, que les affaires gouvernent tout, et que le moral des uns et des autres n'en soit que le dérivé sans importance ?

Depuis 1929, les économistes ont assez fouillé en tous sens les mécanismes économiques des crises pour expliquer à qui le voudra, et virtuellement, quelles conditions économiques nourrissent la crise économique, comment, quand, pourquoi. Ils ont l'occasion à présent de mesurer que leur science économique n'empêche rien, et que donc, probablement, elle n'explique pas tout. Ils pourront aussi noter que le temps a pesé, et peut-être transformé les lieux et les objets d'échange. Ou révéler les vrais.

Meille depuis longtemps, ici comme ailleurs, on a cru sérieux de laisser les connaissances de l'homme à la porte, comme des enfants à qui on ne donne le droit de jouer qu'après avoir rangé, classé et mis hors de portée tout ce qui est vraiment important pour les adultes. On a sous-estimé les états d'âme, les idées de l'âme monde, sans soupçonner que c'étaient peut-être les seules qui créent les idées de ce monde-ci.

Or, c'est un fait : la psychologie de crise devient le remède de fortune à la crise de la psychologie. Il devient non seulement naturel de vivre dans le malheur, mais encore plus logique de survivre mieux avec et par le malheur commun que de penser au bonheur pour s'en sortir. Cela paraît plus salutaire. Le malheur se réduit par le partage, tout comme le bonheur s'en augmente. Elle permet à ses victimes de pouvoir supporter le survie.

La prospérité se confirme de sa confrontation à celle d'autrui. Elle s'empêche de sa propre annonce. Elle s'y mire, elle s'y reconnaît, elle s'y confirme. Quel est le plus vrai plaisir d'un bourgeois riche ? C'est la rencontre d'un de ses pairs sur le cours, le dimanche. Pourquoi ? parce que chacun peut tendre à l'autre un miroir pour son opulence.

Le malheur obéit à un mouvement comparable, mais en sens inverse. C'est une poire d'engrènerie, mais c'en est toujours une pour le soir. Disons tout, c'est une forme du capital



d'emploi... A l'appui de ses calculs, l'OFCE rappelle qu'il faudrait une croissance annuelle d'environ 3,5 % pour commencer à inverser l'évolution du chômage et de plus de 3 % pour le réduire «significativement». Perspective lointaine !

#### Sans illusions

« Si on admet qu'un chômeur représente trois ou quatre personnes, notait récemment un consultant, M. Armand Braun, 3 millions de chômeurs signifient que ce sont 10 millions de nos concitoyens qui vivent mal, et une fraction d'entre eux avec les ressources minimales dont les familles disposent habituellement en économie de guerre. » S'y ajoutent toute la cohorte des exclus - les RMIstes, les sans-droits et ceux qui sont engloutis dans la pauvreté - et tous ceux qui rationnent leurs dépenses - notamment de biens durables - car ils craignent d'être

partie de ce que le candidat socialiste appelle «la plate» du septennat de M. Giscard d'Estaing. Les deux candidats s'affrontent, durement. M. Giscard d'Estaing parle de formation professionnelle, de stimulation de l'activité et de compétitivité économique, et il lance à son rival : «Si vous êtes élus, le chômage augmentera».

M. Mitterrand promet la relance de l'activité, la retraite à 60 ans, le semaine de 35 heures et la création de 1 500 000 emplois dans les services publics et sociaux. Et sûr que cette «démoralisation de la France» va aboutir au changement, il avertit le président sortant : «Si cette politique continue, nous aurons au moins deux millions cinq cent mille chômeurs». En mars 1986, lorsque la première cohabitation se profile à l'issue des élections législatives, on y est presque... avec, en février, 2 367 600 demandeurs d'emploi, en décembre corrigés, 2 300 000. La France a perdu 500 000 emplois. La relance a tourné court et s'est arrêtée aux importations. La réduction de la durée du travail s'est arrêtée à 39 heures - payées 40, - ne créant,

**CADEAU :** Un pack lors de l'achat d'un **MACINTOSH** (Boîte POSSO + un disque + un logiciel offerts)

**Le III 4/80** + Ecran 14" coul. + Clavier + MS Works

AMOVIBLES SYQUEST: 14 MO: 2389F 88 MO: 3198F

**14289F**

**COMPUTER BENCH 1500 m**

**4000 PRODUITS MAC**

Le Monde RADIO TÉLÉVISION



## ÉCONOMIE

Tandis que M. Bérégovoy annonce une « compensation exceptionnelle »

## Agriculteurs, pêcheurs, même combat

Sont-ce les rumeurs selon lesquelles le prochain gouvernement devrait être plus « resserré » que les précédents ? Ou le souci de constituer un front des producteurs menacés ? Ou la similitude des crises et des manifestations ?

L'idée en tout cas se répand que la pêche et l'agriculture pourraient être regroupées dans un même ministère, qui, à côté des fournisseurs d'aliments, s'adjointrait le secteur de la consommation. Certes, en période préélectorale les schémas des meilleurs gouvernements possibles fleurissent toujours abondamment, mais cette suggestion mérite qu'on s'y arrête. Et d'abord parce qu'elle émane officiellement du président de la puissante FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), M. Luc Guyau, originaire précisément de Vendée, un département où la pêche constitue une ressource et aujourd'hui une... préoccupation importante.

Que les agriculteurs cherchent à renforcer des troupes qui s'étiolent, on le comprend. « Mais il existe entre pêcheurs et paysans des liens sociologiques et des sensibilités culturelles étroites », estime M. Guyau. Vis-à-vis de la CEE, la pêche et l'agriculture constituent deux secteurs où, depuis longtemps déjà, les pouvoirs délégués à la Commission sont devenus plus importants que les marges de manœuvres nationales. Pour les travailleurs de la mer ou ceux des champs, les lois libérales du marché, le choc des importations à prix réduits des pays tiers, la mondialisation des échanges et la chaîne du froid apparaissent plus comme des menaces que comme des opportunités. Enfin, l'arboriculture ardéchoise comme le patron de châtillon de Roscoff se sent, plus que quiconque, soumis aux caprices de la nature et des saisons. Mais les empires se s'arrêtaient. De longue date, les agriculteurs ont essayé (et réussi, en Bretagne par exemple) à s'organiser le plus possible dans l'aval de la filière afin de profiter des gains de productivité et de la valeur ajoutée. La puissance du Crédit agricole n'est plus à démontrer. Les excédents nets de la balance agroalimentaire, enfin, dépassent chaque année 45 milliards de francs, alors qu'à cause des importations de saumon norvégien ou de homard canadien le déficit des produits de la mer frise les 11 milliards. Reste qu'au-delà des ajustements ministériels conjoncturels voire opportunistes, la question N°1 reste celle-ci : agriculteurs et pêcheurs ont-ils plus à gagner ou à perdre de l'Europe telle que la veut le traité de Maastricht ?

FRANÇOIS GROSCHARD

« La bataille du GATT est gagnée », selon M. Solana. — M. Jean-Pierre Solana, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a affirmé, jeudi 18 mars, que « la bataille du GATT était gagnée, car si un accord devait intervenir il se ferait sur des bases différentes » de celles du précédent de Washington entre la CEE et les États-Unis. Après le conseil des Douze, les 16 et 17 mars à Bruxelles, M. Solana s'est félicité du « climat chaleureux » des discussions entre ministres, estimant que ses collègues avaient eu « le contraire d'une attitude hostile ou réservée » devant les demandes de la France. Les Douze ont accepté que la France octroie une aide nationale provisoire à ses producteurs ovins pour compenser les conséquences de la dévaluation de la livre britannique.

## Les Douze refusent de renforcer la protection contre les importations de poissons

Deux marins-pêcheurs, auteurs de tirs de fusées de détresse qui ont blessé deux membres des forces de l'ordre — dont l'un grièvement — à Bayonne, lors des manifestations du mercredi 17 mars, ont été mis en examen, jeudi 18 mars, puis placés sous mandat de dépôt. Un de ces marins-pêcheurs est originaire du Finistère, l'autre des Pyrénées-Atlantiques. M. Jean-Paul Labèque, le sous-brigadier qui avait été atteint par une fusée en pleine tête, était toujours dans un état très grave vendredi 19 mars au matin. Il a été transféré dans un service spécialisé du Centre hospitalier régional de Bordeaux.

Jeudi 18 mars, de nouvelles manifestations ont eu lieu, notamment à Martignes (Bouches-du-Rhône), où ont été répandues sur la chaussée des caisses de poissons qui venaient d'être déchargées

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

« Le compte n'y est pas », s'est exclamé, jeudi 18 mars, M. Charles Josselin, secrétaire d'État français chargé de la mer, à l'issue de la réunion des ministres de la pêche des Douze, juste avant de rencontrer — longuement — les représentants des professionnels. C'est un euphémisme : l'indifférence au problème politique et humain que la crise pose au gouvernement français, le Conseil a refusé de suivre M. Josselin et n'a retenu aucune mesure de nature à permettre un redressement des cours. Appuyée par la seule Irlande, la France s'est trouvée isolée. Par souci de privilégier les intérêts de l'industrie ou de ne pas apparaître protectionniste, les Douze, dans leur grande majorité, refusent, même à titre provisoire, des mesures qui donneraient un coup d'arrêt effectif aux importations.

M. Josselin a annoncé son intention de se retourner vers la Commission européenne et, s'appuyant sur l'article 24 du règlement organique du marché, de lui demander d'arrêter des mesures d'urgence. Comment ne pas avoir des doutes sur ses chances d'aboutir ? M. Ioannis Paleokrassas, commissaire chargé du dossier, n'a guère soutenu le secrétaire d'État français au cours de la réunion, se félicitant même, lors de

la conférence de presse qui a suivi, des résultats obtenus. Il y avait là un décalage spectaculaire entre la situation en France, l'émotion qu'elle provoque, et le ton ronron bureaucratique d'une organisation incapable d'initiative, au-delà de l'analyse froide d'un dossier, la nécessité politique, à un moment donné, de se montrer solidaire.

## Nouvelle liste

La seule disposition concrète approuvée par le Conseil a trait à l'extension des espèces marquées pour l'importation (six actuellement). La Commission devra, dans les prochains jours, soumettre au comité de gestion une nouvelle liste où devront figurer notamment les soles, les seiches, les crevettes...

Pour le reste, les orientations approuvées par les ministres, même si elles vont dans la bonne direction, restent dépourvues, à court terme, de renforcement des contrôles des poissons débarqués et des prix pratiqués. Il y a eu en effet reproche à certains États membres, en particulier au Danemark, de ne pas respecter de façon appropriée les prix minimaux. Mais on en reste, pour l'instant, aux bonnes intentions : si des autorités nationales n'ont pas la volonté de jouer scrupuleusement le

jeu, la Communauté demeure impuissante à faire respecter les disciplines qu'elle édicte.

La Commission est invitée à faire la leçon aux pays tiers responsables de débarquements sauvages à bas prix, à savoir la Russie et la Pologne : une mesure qui restera purement académique, la disposition d'espèces de services responsables des relations avec ces pays étant, au contraire, de s'employer à leur faciliter l'accès aux marchés des Douze. Les revendications françaises vont à contre-courant.

Les principales demandes de M. Josselin visaient à limiter plus efficacement les importations : il préconisait un relèvement de 30 % des prix minimaux et la suspension des débarquements directs de cabillaud russe. Cela n'a pas été accepté par le Conseil, en dépit d'un accueil relativement compréhensif, au moins s'agissant des débarquements russes, par M. David Curry, le secrétaire d'État britannique. Ce sont les mêmes demandes que la France, invoquant l'urgence, va soumettre maintenant à la Commission. Mais le débat au sein de celle-ci risque de faire resurgir le même rapport de forces, défavorable à la France. Quelques deux cents pêcheurs français étaient venus symboliquement manifester à Bruxelles.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Pour la première fois depuis trois ans

## Le chômage a reculé en Grande-Bretagne en février

LONDRES

de notre correspondant

C'est sans dissimuler une certaine surprise que le gouvernement de M. John Major a annoncé, jeudi 18 mars, un inflexionnement de la courbe du chômage, pour la première fois depuis près de trois ans. Les chiffres officiels montrent que, en données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandeurs d'emploi a chuté de 22 000 en février par rapport à janvier, ce qui ramène le chiffre en-deçà du seuil des trois millions (2 971 millions), et le nombre des sans-emploi à 10,5 % de la population active.

Le ministre chargé de l'emploi n'a pas caché qu'il n'y avait pas d'explication très rationnelle à ce mouvement. La meilleure preuve en est que la plupart des économistes s'attendaient à une nouvelle dégradation, avec 35 000 demandeurs d'emploi de plus en février.

Le Parti travailliste a émis des doutes sur le caractère durable de ce qu'il considère comme une « anomalie ». Quant au gouvernement, il a fait le soin de ne pas tirer de conclusions hâtives sur la reprise de la croissance économique.

## INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● **Déficit commercial :** 7,3 milliards de dollars en janvier. Le déficit de la balance commerciale américaine a atteint 7,3 milliards de dollars (41,2 milliards de francs) en janvier, contre 6,89 milliards en décembre 1992. Cette dégradation — les exportations américaines ont baissé — est à mettre sur le compte à la fois de la lenteur de la reprise économique américaine et de la récession économique qui affecte les autres pays industrialisés.

## FRANCE

● **Matières premières :** - 8 % en un an. — Les prix des matières premières importées par la France — exprimés en francs — ont baissé de 0,5 % en février par rapport à janvier. Par rapport à février 1992, les prix ont baissé de 6 %. Les prix des matières premières alimentaires (denrées tropicales et algébriques) ont baissé de 2,3 % en un mois, ceux des matières premières industrielles de 0,2 %. Exprimés en dollars, les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 0,1 % en février par rapport à janvier, et de 2 % en un an (février 1993 comparé à février 1992).

## En janvier

## Hausse de 0,3 % des dépenses d'assurance-maladie

Les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont atteint 31,6 milliards de francs en janvier, soit une progression de 0,3 % en un mois et de 6,9 % sur douze mois. Les remboursements des honoraires privés et les prestations en espèces diminuent sensiblement (respectivement de 0,2 % et de 0,4 %) alors que les remboursements de prescriptions s'accroissent de 0,2 % (dont 0,5 % pour la pharmacie). Au total, la progression des dépenses résulte d'une assez forte évolution des versements aux hôpitaux, très sensible dans le secteur public (+ 0,9 %) et plus modérée dans le privé (+ 0,2 %).

## Le CJD est favorable à la réduction du temps de travail

Opposé au partage du travail, qui « laisse à penser que le seul maximal du travail est définitivement atteint », le Centre des jeunes dirigeants (CJD), qui a rendu publique sa position jeudi 18 mars, est favorable à une réduction de la durée hebdomadaire. Il y a eu deux conditions : que la diminution s'accompagne d'une « flexibilité négociée avec les syndicats » ; que « la réduction éventuelle des salaires » soit inversement proportionnelle aux

revenus. Également opposé à « toute réduction du SMIC », le CJD privilégierait une baisse des charges sociales sur les bas salaires, compensée par une baisse de la contribution sociale généralisée (CSG).

Constatant « la fin du plein emploi salarié », M. Pierre Garde, président du CJD, a souhaité la « recherche d'un meilleur équilibre entre temps de travail et temps hors de travail » qui supposerait « de nouvelles formes d'activité ».

LAURENT ZECCHINI

NICOLE BONNET

Après la diminution d'un demi-point du taux d'escompte

## La Bundesbank veut poursuivre sa stratégie de baisse progressive des taux d'intérêt

La décision de la Banque fédérale d'Allemagne d'abaisser d'un demi-point son taux d'escompte de 8 % à 7,50 % a été imitée sur-le-champ par les banques centrales de Belgique, des Pays-Bas, d'Autriche, de Suisse et du Danemark, à 7 % pour les trois premières et à 5 % et 10 % respectivement pour les deux dernières. L'initiative allemande a, toutefois, été jugée insuffisante par les marchés internationaux, notamment en ce qui concerne la France, ce qui les a incités à lancer une forte offensive sur le franc et à pousser le cours du mark à Paris au-dessus de 3,41 francs, à peu de distance de son plafond de 3,4305 francs. Cette offensive était attendue à la veille des élections législatives françaises. Elle reflète les appréhensions des milieux financiers étrangers, sur la possibilité pour la France d'obtenir une accélération de la baisse des taux directeurs de la Bundesbank dans les mois à venir.

## FRANCOFORT

de notre correspondant

Le conseil central de la Bundesbank réuni jeudi 18 mars a décidé d'abaisser d'un demi-point le taux d'escompte, qui est le taux plancher de ses interventions, faisant passer celui-ci de 8 % à 7,5 %. Le taux plafond des interventions, dit taux Lombard, est resté à 9 %. Cette décision a été saluée par les gouvernements de Bonn comme capable de dynamiser « une impulsion à la conjoncture ». Elle n'en revanche déçoit les marchés financiers, qui espèrent une baisse plus importante.

« La Bundesbank poursuit sa politique de baisse des taux pas à pas. » C'est par un court communiqué que la banque centrale allemande a expliqué sa décision d'abaisser le taux d'escompte d'un demi-point. La précédente baisse remontait au 4 février, date à laquelle le taux d'escompte avait été réduit d'un quart de point et celui du Lombard d'un demi-point.

Cette politique des petits pas a commencé en septembre 1992. Depuis, la Bundesbank a modifié trois fois ses taux. Le Lombard est revenu de 9,75 % à 9 % et l'escompte de 8,75 % à 7,5 %. Le

mouvement a été salué par le gouvernement et les milieux industriels. M. Theo Waigel, ministre des finances, estime qu'il va donner « des impulsions positives » à la croissance. M. Günter Rexrodt, ministre de l'économie, parle d'un « important signal ». Le Parti social-démocrate critique son revanche cette décision qu'il juge insuffisante pour provoquer un retournement de tendance et sortir de la récession.

## « Petit geste »

Dans les milieux économiques, on évoque « le petit geste de la Bundesbank ». La chambre de commerce et d'industrie estime la réduction « symbolique ». L'association des banques la juge « acceptable par rapport à l'inflation ». Les milieux financiers et boursiers marquent plutôt une déception parce qu'ils espèrent une baisse d'un point de l'escompte, c'est à dire un abandon de la politique des petits pas.

Pourtant, la prudence de la Bundesbank était prévisible. Les éléments favorables à une détente de la politique des taux sont certes nombreux : modération des revendications de salaires et salaires, la masse monétaire a décliné de 0,1 % en février par rapport à janvier, soit un recul de 2,4 % en janvier par rapport à décembre. Mesuré sur les six derniers mois, le rythme de croissance de M3 (liquidités et dépôts à moins de 4 ans), est revenu des sommets de la fin 1992 (plus de 10 %) à 6,5 %. La croissance de la masse monétaire sur laquelle la Bundesbank a les yeux fixés est donc entrée dans la fourchette (4,5 à 6,5 %) fixée par la banque centrale pour cette année. La récession, enfin, est une raison importante, sinon première, de détente de la politique monétaire.

Mais la Bundesbank reste prudente. La masse monétaire augmente au rythme maximal admis par les autorités. L'inflation (+ 4,2 % en février sur l'année) en outre très élevée, surtout en période de récession, les taxes et impôts nouveaux qu'annonce le gouvernement vont accélérer les hausses de prix. En outre, la banque centrale ne veut pas que le mark glisse trop par rapport au dollar, pour éviter de renchérir les prix des produits importés. Depuis cet été, le dollar n'est remonté de son plancher de 1,50 mark qu'à 1,67 mark jusqu'ici. Lente progression un peu inattendue étant donnée la reprise américaine.

La question qui se pose désormais est bien entendu de savoir quand se produira la prochaine baisse des taux en euros ? Depuis septembre, la baisse du taux des prises en pension (1) a été de 1,40 point environ, revenant de 9,65 % à 8,25 %. Si ce rythme est conservé, comme le laisse penser la politique actuelle de la Buba, on peut espérer une baisse d'un peu plus d'un point d'ici à septembre des taux d'intervention et de prise de deux points d'ici à la fin de l'année. Mais les pronostics sont fragiles. Tout va dépendre, encore une fois, de l'arbitrage que fera la Bundesbank entre l'évolution de l'inflation et les dangers de la récession.

ÉRIC LE BOUCHER

(1) Ce taux dit Repo, qui varie au jour le jour, est le plus important. Évoluant entre le plafond (Lombard) et le plancher (escompte) il représente le coût auquel la banque centrale rachète chaque jour les effets des banques commerciales. C'est donc le coût réel de l'essentiel du refinancement des banques.

Tenue à l'écart depuis sept ans

## Le Pérou renoue avec le FMI

LIMA

de notre correspondant

« Le Pérou n'est plus considéré comme un pays à risque », a déclaré le directeur du département financier international de la Banque mondiale, Albert Fujimori, en énonçant la décision de la Banque mondiale d'octroyer au Pérou un prêt de 1,5 milliard de dollars (respectivement 870 et 950 millions de dollars). En contrepartie, un crédit de prêts de 1,5 milliard de dollars lui a été alloué par le FMI.

Après sept ans de purgatoire, le Pérou a donc en poche un certificat de bonne conduite. Mais il ne s'agit que d'un premier pas. L'étape suivante devrait être la renégociation avec les pays créanciers du Pérou, réunis au sein du club de Paris, d'une dette de 8 milliards de dollars. Son rééchelonnement devrait être préparé par le conseiller du ministre de l'économie, M. Roberto Abusada, attendu ces prochains jours en Europe. Ce dernier devra ensuite entamer des pourparlers avec les banques commerciales réunies, elles, au sein du club de Londres.

LAURENT ZECCHINI

NICOLE BONNET

مكتبة القرآن



# ÉCONOMIE

Elections législatives et marchés financiers

## La Bourse n'aime pas les incertitudes politiques

Les marchés ont horreur de l'incertitude ainal qu'en témoigne ce vieux proverbe boursier : « La Bourse aime le blanc ou le noir, mais elle n'aime pas le gris ». Les échéances électorales ont pourtant souvent cette couleur. A chaque consultation, les mêmes interrogations reviennent sur le futur régime fiscal ou l'attitude des intervenants étrangers face au nouveau gouvernement. Les périodes électorales sont dominées par les rumeurs, les spéculations et les comportements irrationnels, comme on peut le voir à l'occasion des neuf dernières législatures de la V<sup>e</sup> République.

Au lendemain du second tour des élections législatives de 1958, la majorité avait été accueillie avec beaucoup de réserve. Les marchés financiers se demandaient quelles solutions allait adopter le gouvernement face aux principaux problèmes de l'économie, comme l'équilibre des finances publiques ou l'avenir de l'Algérie, alors française. Comme le relevait alors un opérateur, « la volonté de changement catégoriquement exprimée par le pays, qui a bouleversé la représentation parlementaire, a toutefois retenu l'attention de l'étranger qui pourrait à nouveau s'intéresser aux perspectives françaises qui sont vagues et ambiguës ».

En 1962, la semaine qui suivit le premier tour du 18 novembre — des élections législatives fut qualifiée d'exceptionnelle, avec près de 10 % de hausse. Cette réaction s'expliquait par le soulagement de la Bourse qui avait redouté, après le référendum sur l'élection du président de la République ou suffrage universel, l'élection d'une Assemblée en l'opposition avec le chef de l'Etat. Or, le succès de l'UNR et les pronostics pour le second tour laissaient entrevoir une nouvelle ère de stabilité politique. Dans la foulée, l'étranger se portait de nouveau acheteur, les professionnels et la clientèle réinvestissaient des liquidités et des capitaux qu'ils tenaient au chaud depuis près d'un an. Mais la période qui suivit le second tour — le 25 novembre — fut gagnante de seulement 2 %, en raison notamment du « fait accompli », des prises de bénéfices ainsi que du retard dans la constitution du gouvernement.

### Craintes de dirigisme

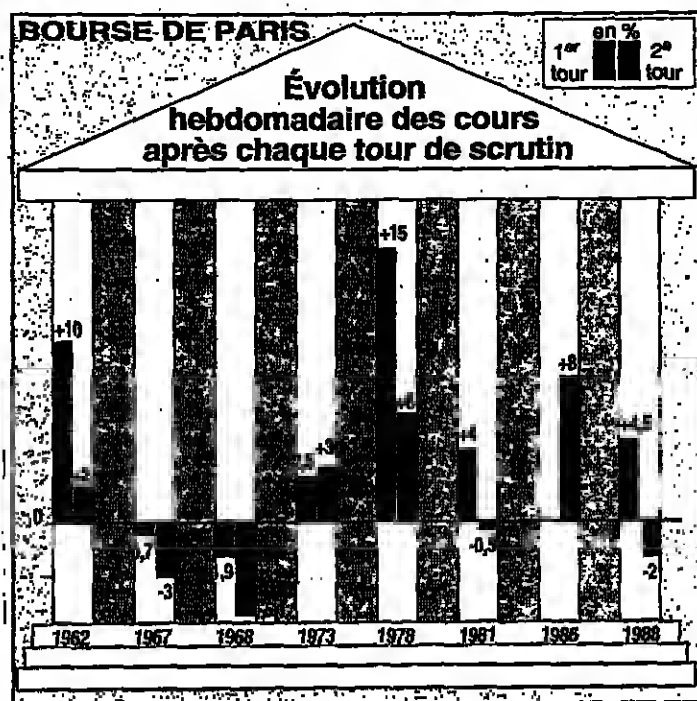
Les séances qui suivirent le premier tour des élections législatives de 1967 — le 5 mars — se soldèrent par un bilan négatif de 0,7 %. Les boursiers craignaient alors que la reconduction de la majorité ne favorisât le dirigisme du gouvernement et ne l'entraîne sur la voie de l'association capital-travail, au détriment de l'épargne. Au lendemain du deuxième tour — le 12 mars — la majorité acquise de justesse par les partis soutenant l'action du général de Gaulle suscita un recul sensible des valeurs

françaises, avec une perte de 3 %. Ce recul fut en partie limité par l'intervention des organismes de placement collectif alors que les particuliers continuèrent de s'abstenir.

Alors que la semaine précédant le premier tour des élections législatives de 1968 — le 23 juin — les valeurs abandonnaient 1,8 % et plus de 10 % depuis le début du mois de mai, la Bourse salua timidement les résultats, au lendemain du scrutin, par un léger redressement avant de retomber dans la nervosité au cours des séances suivantes pour finalement perdre 1,9 %. Le repli s'accroît très sensiblement au second tour — le 30 juin — et les valeurs françaises, s'approchant de leur plus bas niveau de l'année, abandonnèrent

seraient closes entre les deux tours. Cette semaine se révéla la plus active depuis près de deux ans. Et, tout comme en 1973, les ventes de particuliers ne furent enravées que par une intervention massive des organismes de placement collectif. L'échec de la gauche au premier tour — le 12 mars — provoqua chez les opérateurs ce qu'ils qualifièrent à l'époque de « divine surprise ». Dès le lundi, les valeurs françaises s'appréciaient de 9 %. Même M. Jacques Chirac jugea cette flambée de hausse « anormale et indécise ». De son côté, M. Yves Flornoy, alors syndic de la Compagnie des agents de change, la qualifia plus simplement d'« excessive et naturelle ».

En une semaine, les cours progressèrent de plus de 15 % avec



de nouveau 5,1 %. Ainsi, le marché ne salua pas vraiment la victoire de la majorité. La note à payer, après les événements de mai et juin et les hausses de salaires résultant des accords de branche, commençait à l'étranger. D'autres raisons alimentaient son inquiétude. L'évasion massive des capitaux avait rendu nécessaire un renforcement du contrôle des changes. Une hausse du taux d'escompte (de 3,5 % à 5 %) pesait sur le prix de revient et risquait de limiter l'expansion. Elle se préoccupait aussi de la mise en œuvre des projets sur la participation des salariés.

La première législature des années 70 commença dans un certain flottement. La semaine qui précéda le premier tour des élections législatives de 1973 — le 4 mars — laissa les opérateurs perplexes. Les sondages avaient donné, tour à tour, la victoire à la gauche ou à la majorité sortante. Une nouvelle crise monétaire éclatait et les marchés des changes étaient élos. Le 5 mars, tout comme le lendemain, les valeurs françaises progressèrent sensiblement dans un marché calme. Jouant l'échec de la gauche, les opérateurs français et étrangers commençaient à revenir sur le marché. Mais, l'avance sera stoppée nette, dès le mercredi, par une grave des commis de Bourse, motivée par des revendications salariales. Néanmoins, entre ces deux tours, les valeurs françaises auront progressé de 2,5 %.

### « Sentiment de terreur »

Cette grave avait laissé craindre la mise en place d'un marché parallèle et semi-clandestin en l'absence de cotations officielles. Les cours reprirent le mardi suivant le second tour du 11 mars sans que cette crainte se concrétise. Avec un résultat jugé « favorable » et la levée de l'hypothèque politique, tous les ingrédients étaient réunis pour une belle flambée de hausse. Mais il n'en fut rien. Les cours des valeurs françaises s'appréciaient de 3 % le mardi 13 mars. Les séances suivantes se trouvèrent placées sous le signe de la consolidation et de l'allègement des positions, notamment de la part de ceux qui avaient joué la défaite de la gauche, avant les élections, et qui prirent leur bénéfice.

En 1978, le semaine préélectorale fut dominée par un « sentiment de terreur », la crainte d'une victoire de la gauche provoquant d'importantes liquidations de valeurs françaises. Le phénomène fut amplifié par la rumeur, démentie par la suite, selon laquelle les portes du palais Brongniart

des points pour certains titres de 20 % à 50 %. Jamais les agents de change n'avaient eu à traiter une telle masse de titres. Malgré le « bon accord » conclu entre les deux tours, par les partis signataires du Programme commun, le palais Brongniart ne vacilla pas et continua d'aligner les hausses jusqu'à la fin de la semaine. La prudence devait succéder à l'enthousiasme. La confirmation, au second tour — le 19 mars — de la tendance dégauchée du dimanche précédent provoqua, dès le lundi, une nouvelle flambée de hausse (+7 %). Durant les séances qui suivirent, le marché parisien éprouva le besoin de souffler un peu. Quoi de plus normal : ne venait-il pas de progresser de 26 % en un seul mois ?

Changement de registre en 1981, changement de couleur. Mais sans réelle surprise, car depuis l'élection à la présidence de la République, le 10 mai, de M. François Mitterrand, l'Assemblée nationale ou pouvait qu'être acquiesce à une nouvelle majorité. Dans l'attente des élections législatives, les opérateurs avaient cherché à « se faire peur », chacun échangeant dans les travées du palais Brongniart des fourchettes d'intentions de vote impossibles à vérifier. Bref, à la veille du premier tour — le 14 juin — les organismes de placement collectif durent tout de même intervenir — la Caisse des dépôts en première ligne — pour que le marché ne fasse pas trop mauvaise figure.

Dès le lundi 15 juin, la victoire électorale du Parti socialiste ne déclencha pas la terrible tempête tant redoutée. Au terme des échanges, les valeurs françaises s'appréciaient même de 0,25 %. Selon les professionnels, le phénomène du « fait accompli » avait joué. Les gestionnaires notaient même que les courants de vente se tarissaient singulièrement. Les investisseurs étrangers donnaient l'impression de revenir sur le mar-

ché, ne redoutant plus désormais que l'entrée de ministres communistes au gouvernement. Le mardi 16 juin, le gain n'était plus de quelques fractions, mais se traduisait par un redressement spectaculaire de 4 %. Quelques prises de bénéfices caractérisèrent les séances suivantes avant que la semaine ne se termine sur une ultime progression de 1,3 %.

An lendemain du second tour du 21 juin, les boursiers encaissèrent le coup. La Bourse s'offrit même une petite hausse de 0,4 %. La nomination, quarante-huit heures plus tard, de quatre ministres communistes au gouvernement n'eut pas davantage d'incidence. Contre toute attente, les valeurs françaises gagnèrent encore, en moyenne, quelques fractions.

### Un attrait irrésistible

Le tour unique des élections législatives du 16 mars 1986 — à la représentation proportionnelle — donna de nouvelles occasions au marché de frissonner, à chaque fois que des sondages, plus ou moins officiels, coloraient la future chambre de bien horizon. De plus, un article du Monde évoquant un probable départ du président Mitterrand si la sanction des armes lui était trop défavorable le combla d'aise en lui laissant espérer à la fois la victoire de l'opposition et l'absence de cohabitation. Pourtant, le retour de l'opposition au pouvoir, avec une aussi courte majorité, fut loin d'être salué, avec le lundi 17 mars, une perte de 2 %.

L'emballlement ne devait survenir que le mardi 18 mars. Les transactions s'accroissent, lors des séances suivantes, des montants records, les valeurs françaises s'appréciaient de 8 % sur les cinq séances, et de 32 % depuis le début de l'année. Le facteur politique figure bien évidemment au tout premier rang pour expliquer cette semaine inouïe. Il a effectivement exercé un attrait irrésistible sur les investisseurs étrangers, leur appâtant étant ému par la perspective d'une reprise de la croissance et surtout par les promesses de privatisations.

Les élections législatives de 1988, dans la foulée de la réélection de M. Mitterrand, furent jugées rue Vivienne comme un non-événement. Les valeurs françaises affichaient une parfaite sérénité. Elles avaient progressé de janvier à juin de 35 %. Bref, « l'effet Bérégoïvy » continuait de jouer pleinement son rôle. Le coude-à-coude électoral du premier tour — le 5 juin — fit dire aux boursiers que les Français, en semblant ratifier la stratégie de l'ouverture, avaient agi sagement. Tout en se félicitant que les socialistes aient en quelque sorte les poings liés, leur souci premier restait le maintien de M. Bérégoïvy au ministère des finances. Le fait que le ministre ait envisagé la suppression de l'impôt sur les plus-values, acquité par les boursiers, et l'unification de la fiscalité touchant les entreprises, en taxant à 33 % les bénéfices industriels et les produits financiers, n'y était peut-être pas complètement étranger.

A la veille du second tour — le 12 juin — le marché était toujours aussi serein. M. Xavier Dupont, président du Conseil des Bourses de valeurs, estimait que « la Bourse n'avait rien à craindre du second tour » et M. Bérégoïvy continuait d'affirmer qu'il « fallait encourager les placements en Bourse ». Dans ces conditions... Les résultats du second tour ne provoquèrent qu'une légère réaction épidermique (-1,26 %). Il faut dire que le marché venait d'appréhender la perte par la Chambre syndicale de quelques 500 millions de francs sur le MATIF.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

**Le Monde ÉDITIONS**

**COMMENT PENSER L'ARGENT ?**

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

# COMMUNICATION

Les journalistes du plus vieux quotidien américain en révolte contre leur nouveau patron

## Succession furieuse au « New York Post »

WASHINGTON  
de notre correspondant

Cela ne pouvait se passer qu'à New-York, ville qui sait être à la fois grossière et charmante. Alors, quand le rédacteur du New York Post a accueilli cette semaine son nouveau propriétaire aux cris de « Chien ! », « Animal ! » et autres gentillesses, les habitudes de la presse américaine ne se sont pas amusées outre mesure. Après tout, le Post, ce tabloïd populaire et incendiaire qui est aussi le doyen des quotidiens d'Amérique, est à l'image de sa ville : grossier, charmeur, brutal, etc.

L'épisode n'en a pas moins marqué un tournant dans l'histoire récente du Post, une sage de reprise et de faillites aussi haute en couleur que les éditorialistes du journal sont forts en queue, ce qui n'est pas peu dire. La sérénité de son n'est pas le qu'il est première d'un quotidien qui fait partie de l'âme de New-York. Au fil des ans, le New York Post a vu ses ventes passer du million au demi-million d'exemplaires. Créé en 1801 par le conservateur Alexander Hamilton, il est resté fidèle aux idées de son fondateur mais il a souvent changé de mains, particulièrement ces derniers temps : brièvement propriété de Rupert Murdoch dans les années 80, le Post était, depuis 1988, celle de M. Peter Kalikow, l'héritier d'un empire immobilier. Las, M. Kalikow est aujourd'hui en faillite, et avec lui le journal. Au début de la semaine, le tribunal des faillites a autorisé un autre homme d'affaires, M. Abraham Jacob Hirschfeld (soixante-trois ans) à reprendre le Post.

### « Fou, maniaque et menteur »

Ce fut l'étincelle qui allait provoquer une étonnante bataille de rue à la new-yorkaise entre une rédaction en rébellion ouverte et un nouveau propriétaire dont elle ne veut pas. Ailleurs, dans d'autres entreprises, cela se serait traduit par une grève, des communiqués de presse ou une action en justice. Au Post, le bataillon est dans les colonnes du journal. Les journalistes — certains d'entre eux ont été licenciés par M. Hirschfeld mais ont jeté leur lettre de licenciement à la corbeille — ont fait du journal leur instrument de bataille contre le nouveau propriétaire. Lundi, ils tiraient en couverture un « Va te faire pendre ! », évidemment adressé à leur patron. Mardi, ils affichaient à la une un portrait de Hamilton lu larme à l'œil et, en page intérieure, un grand article sur

M. Hirschfeld intitulé « Qui est ce cinglé ? »

L'heureux propriétaire est tour à tour qualifié de « fou », de « maniaque », de « menteur » dans ses propres colonnes. On aura compris : les employés du journal ne lui font pas confiance. Ils assurent que son seul haut fait — et sa seule expérience — en matière de presse est d'avoir craché à la figure d'un reporter du Miami Herald alors qu'il s'aventurait, il y a quelques années, dans la politique en Floride.

La vie d'Abraham Hirschfeld est une caricature de success story new-yorkaise. Né dans la communauté juive de Pologne, « Abe » Hirschfeld immigré en Palestine, fera la guerre qui vit la naissance de l'Etat d'Israël, en 1948, avant de s'installer à New-York et de se tailler dans l'immobilier le titre de « Roi du parking » et une fortune évaluée à quelques centaines de millions de dollars. Seulement, le Post n'est pas qu'un gros bâtiment blanc sur l'East River, juste en face de la promenade de Brooklyn. C'est, d'abord, un journal, entreprise plus fragile à gérer qu'un parking. Immédiatement, M. Hirschfeld commença quelques grosses erreurs. Il commença par licencier Pete Hamill, un des plus talentueux rédacteurs en chef, avec quarante-dix autres journalistes. Il remplaça Pete Hamill par Wilbert Tatum, le directeur de la publication d'un hebdomadaire noir de Harlem, The Amsterdam News, qui a, un jour, traité le Post de « feuille raciste ».

L'Amsterdam News a la réputation d'être antisémite, à tout le moins d'exagérer les antagonismes entre les communautés noire et juive de New-York. Pete Hamill accuse Wilbert Tatum d'avoir fait publier dans son journal plus d'articles antisémites que n'importe quelle autre publication depuis Der Stürmer (un journal nazi). Un autre commentateur du Post dit de l'association Hirschfeld-Tatum que c'est le « version Marx Brothers du pacte Hitler-Staline ». Le plus souvent, ces déclarations sont purement rhétoriques, ont lieu en direct devant les caméras des télévisions locales, ou en font leurs choux gras au journal du soir.

Comme Abraham Hirschfeld a autant de chuchotements de colut — qu'un éditeur du New York Post, il ne s'est nullement démenté devant l'accueil qui lui était réservé. « Je suis ravi », s'est-il félicité, « je réussis même à stimuler l'activité de mes amis ». Il lui reste à concilier, finement, sa prise de contrôle sur le Post. Ce n'est nullement acquis. Le feuilleton continue.

ALAIN FRACHON

Le respect de la présomption d'innocence

## « Nice-Matin » à nouveau condamné

NICE

de notre correspondant régional

Dans un jugement rendu jeudi 18 mars, M. Gérard Maray, premier vice-président du tribunal de grande instance de Nice, a condamné le quotidien Nice-Matin à exécuter, sous astreinte de 100 000 francs par jour de retard, une ordonnance de référé du 9 mars lui imposant de diffuser un communiqué rappelant le respect de la présomption d'innocence en faveur de M. Gaston Franco, maire et conseiller général RPR de Saint-Martin-Vésubie, candidat aux législatives dans la cinquième circonscription des Alpes-Maritimes (le Monde du 12 mars).

Dans un article publié le 27 février, Nice-Matin avait présenté M. Franco comme étant « impliqué » dans une affaire de fausses factures liée à une information judiciaire concernant Radio-Baie des Anges, l'ancien directeur de l'ex-maire CNI, M. Jacques Médéric. S'estimant mis en

cause « sans le moindre début de commencement de preuve », le maire de Saint-Martin-Vésubie avait décidé de saisir le juge des référés.

Le 9 mars, celui-ci avait ordonné à Nice-Matin, en application du nouvel article 9-1 du code civil, l'insertion, dans les vingt-quatre heures, d'un communiqué rectificatif, « aux mêmes lieux et place que l'article incriminé ». Trois jours plus tard, Nice-Matin avait fait paraître ce communiqué, en encadré, dans les mêmes pages, « tues » et 2, où avait paru ledit article, mais en plus petits caractères et sur un colonnage plus réduit. Le maire de Saint-Martin-Vésubie avait alors engagé une nouvelle action.

Le juge a estimé que le quotidien ne pouvait « sérieusement soutenir avoir exécuté les termes de l'ordonnance du 9 mars », et dans son numéro du vendredi 19 mars Nice-Matin s'est à nouveau excusé... en récidivant !

G. P.







هكذا من الأجل

**Cours relevés à 13 h 30**

é  
ré-  
sé-  
et  
a-  
le  
it,  
ir-  
le  
o-  
le  
si  
e  
ir

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINITEL  <b>36-15</b>  <b>TAPEZ LE MONDE</b>  <b>PUBLICITÉ FINANCIÈRE</b>  Renseignements :  <b>46-82-72-67</b>		Marché à terme international de France Cotation du 18 mars 1993				MATIF														
COURS INDICATIFS		COURS préc.	COURS 19/3	COURS DES BILLETS achat    vente		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.			COURS 19/3	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 198 001				CAC 40 A TERME Volume : 21 784													
Europe Unie (1 unit).....	5 856	8 801	.....	5 4	5 8	Or fin (pall en barre).....	50000	59800	<div><div>NOTIONNEL 10 %</div><div>Nombre de contrats estimés : 198 001</div></div> <div><div>COURS</div><div>Mars 93</div><div>114,70</div></div> <div><div>Mars 93</div><div>114,96</div><div>117,04</div></div> <div><div>Sept. 93</div><div>117,24</div><div>117,24</div></div> <div><div>Dernier</div><div>1984</div><div>2 006</div></div> <div><div>Précédent</div><div>1995</div><div>2 015,50</div></div> <div><div>Avril 93</div><div>2 027</div><div>2 030,50</div></div> <div><div>Mai 93</div><div>2 030,50</div><div>2 030,50</div></div>	Allemagne (100 DM).....	340 820	.....	16 9	18 8	Or fin au lingot.....	50350	59750	COURS				Mars 93	114,70	117,24	Dernier	1984	2 006	2 027
Belgique (100 F).....	18 640	303 090	.....	3 2	3 11	Napoléon (20).....	244	349		Mars 93				114,96	117,04	117,24	Dernier	1995	2 015,50	2 030,50								
Pay-Bas (100 f).....	303 090	5 516	.....	84	92	Pièce Fr (10 F).....	325	.....		Sept. 93				117,24	117,24	117,24	Précédent	1995	2 015,50	2 030,50								
Taille (1000 lire).....	5 516	88 820	.....	7 8	8 8	Pièce Suisse (20 f).....	348	342		Dernier				1984	2 006	2 027												
Denmark (100 kr).....	88 820	2 510	.....	2 1	2 5	Pièce Latine (20 f).....	340	349		Précédent				1995	2 015,50	2 030,50												
Irlande (1 sept).....	8 268	370 130	.....	358	378	Souverain.....	438	437																				
Grèce (1000 dr).....	8 291	72 390	.....	67	76	Pièce 20 dollars.....	2125	2240																				
Grèce (1000 dr).....	2 510	88 080	.....	76	84	Pièce 10 dollars.....	1105	1105																				
Suisse (100 f).....	370 130	48 734	.....	46	48	Pièce 5 dollars.....	650	.....																				
Suède (100 kr).....	72 390	4 781	.....	44	44	Pièce 50 pesos.....	2235	2225																				
Norvège (100 k).....	88 080	4 620	.....	43	43	Pièce 10 florins.....	369	352																				
Autriche (100 sch).....	48 734	.....	.....	47	47	.....	.....	.....																				
Espagne (100 pes).....	4 781	.....	.....	42	42	.....	.....	.....																				
Portugal (100 esc).....	3 885	.....	.....	43	43	.....	.....	.....																				
Canada (1 \$ can).....	4 620	.....	.....	43	43	.....	.....	.....																				
.....	4 620	.....	.....	43	43	.....	.....	.....																				

c : coupon détaché - o : offert - ' : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - ■ : marché continu







Le Monde

هكسان النحل

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMAN

## Examens

LES approches d'examen, toutes les études de la semaine, sont fertiles en héroïques résolutions de dernière minute, en cavalcades frénétiques, en activisme plus ou moins désemparé. On ne fut donc pas étonné de voir Jack Lang, à l'heure d'ouverture de l'échéance, saisir effectivement le bras de Salomon Rushdie au sommet de l'Arche de la Défense, sous le regard des caméras et la protection de quarante policiers d'élite, attentifs à déjouer toute tentative d'assaut en dirigeable. Quelques heures plus tard, Jacques Chirac bravait l'étude des vestiaires du parc des Princes, après une autre fin de partie hétéroclite entre le Paris-Saint-Germain et le Real de Madrid. D'autres caméras, celles de Canal Plus, dominaient longuement à l'événement toute sa signification.

La contagion de l'héroïsme n'épargnant pas les chroniqueurs, on s'était résigné, dans un dernier coup de collier, à veiller jusqu'au « Grand Jury d'honneur » de TF 1 (dont les débats roulaient jusqu'à minuit et demi). Six candidats y affrontaient le désormais indispensable « panel » — un ouvrier, un juge, une infirmière, une « responsable d'une unité de communication » (sic), etc. Assis à une table, les candidats, à l'appel de MM. Carreyrou et Villeneuve, venaient se plier

debout à la barre des inculpés, pardon, des « en examen » (eux aussi), derrière laquelle ils s'efforçaient de répondre à la colère du « panel ».

Tarzan, le chauffeur routier emblème des barages de l'été dernier, les interrogeait d'abord obliquement sur le moment du SMIC. Heureusement pour eux, Dominique Strauss-Kahn et Nicolas Sarkozy avaient révisé, et indiquèrent un montant approximativement exact — mais brut, fit remarquer le communiste Jean-Claude Gayssot, qui s'empressa, pour l'édification générale, de le traduire en « net ». Fort de ce succès, Tarzan, dans le feu de la discussion, se risqua à appeler Dominique Voynet « ma petite dame », ce qu'elle n'apprécia guère — « je ne vous appelle pas « petit Monsieur ». Interrogée sur sa réaction au cas où sa fille euhaiterai épouser un immigré, Marie-France Stirbois révéla que c'était le cas : M<sup>me</sup> Stirbois était sur le point de convoler avec un Italien, « et c'est pas si mal », précisa énigmatiquement la mēme, sans que l'on salue si, dans son esprit, ce n'est pas si mal signifiait que c'était plutôt bien ou que c'était pire. « Un homme politique n'a pas avant tout besoin d'être intelligent », conclut Dominique Voynet, avec pertinence et à-propos.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévisé » ; ◄ film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 19 mars

- TF 1**
- 20.45 Magazine : Les Marches de la gloire. Le fil de la vie : Le couple infériorité. Un pour tous, tous pour un ; Elephant Circus ; Incendie aux Indes ; Hélicoptère.
  - 22.25 Magazine : Ushuaia. Cinq femmes dans les lumières d'Ushuaia. L'assaut de records : La France de la mer ; La Femme aux serpents.
  - 23.25 Divertissement : Sexy Dingo.
  - 23.55 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
  - 0.45 Divertissement : La Bébé Show.
  - 0.50 Journal et Météo.
- FRANCE 2**
- 20.00 Journal. Campagne électorale. PS (1 min) ; RPR (1 min) ; UDF (1 min) ; PC (1 min) ; autres partis (30 secondes chacun).
  - 20.50 Journal des courses et Météo.
  - 20.55 Série : Nestor Burma. Un croque-mort nommé Nestor, de Maurice Frydland.
  - 22.30 Magazine : Bouillon de culture. (Sept invités : Jean Raspail, « Sept cavaliers quittent le village au crépuscule par la porte de l'Ouest qui n'est plus gardée ») ; Jacques Dorfmann, directeur du film Agrippa ; Bernard Saladin d'Angure, ethnologue, spécialiste des Inuits ; Michèle Sacquin, commissaire de l'exposition le Printemps des géistes, à la Bibliothèque nationale ; Sophie Avon (des Hauts-Fonds) ; Béatrice Cazelles, directrice du centre Jeunes Vocations ; Emmanuelle Bernard, trois ans, violoniste ; Michaela Rasotova, douze ans, pianiste.
  - 23.55 Journal et Météo.
  - 0.20 Cinéma : Le jour se lève. ■■■ Film français de Marcel Carné (1939).
- FRANCE 3**
- 18.05 Campagne électorale.
  - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
  - 18.50 Un livre, un jour. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, tome 43, ouvrage collectif sous la direction de Jean Maitron.
  - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
  - 20.05 Jeu : Hugodéfilé (et à 20.40).
  - 20.15 Divertissement : La Classe.
  - 20.45 ► Magazine : Thalassa. Le Combat des bêteux-serpents.
  - 21.50 Magazine :
- CANAL PLUS**
- 20.35 Téléfilm : Cauchemar. De John Pasquin.
  - 22.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux.
  - 22.53 Flash d'informations.
  - 23.00 Cinéma : Danse avec les loups. ■■■ Film américain de Kevin Costner (1990).
- ARTE**
- 20.40 Magazine : Transit.
  - 22.10 Magazine : Macadam.
  - 23.05 Documentaire : L'Estivain, le peintre et le funambule.
  - 23.55 Musique : Montreux Jazz Festival.
- M 6**
- 20.45 Téléfilm : Affaire personnelle. De David Robertson.
  - 22.30 Série : Mission impossible. vingt ans après.
  - 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital.
  - 23.50 Magazine : Emotions.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives.
  - 21.28 Poésie sur parole.
  - 21.32 Musique : Black and Blue. Elie Fitzgerald, une vie.
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Edwy Plenel.
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct de la salle Olivier-Messiaen) : Magnificat primé BWV 203, du Buxtehude ; Messe en ré et habet den Hem, Choral Schubler BWV 648, Fuga sopra à Magnificat BWV 725, de Bach ; Suite pour orgue n° 2 op. 53, de Vienne ; Fantaisie-improvisation sur Vieuxtemps Paschalis, de Tournemine, par Aude Heurtematte, orgue.
  - 23.09 Feuilleton : Maldoror.
  - 23.19 Jazz club. Par Claudia Carrière et Jean Delmas. En direct de la Villa à Paris ; la chanteuse Renée Manning.
  - 1.05 Papillons de nuit.

## TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. La concierge est dans l'escalier, de Dominique Thours et Jean-Claude Bruzzi.
- 13.50 Jeu : Millionnaire.
- 14.15 Le Une est à vous (et à 18.55).
- 15.15 Téléfilm : Les Rapides du canyon. De Raza Badyl.
- 17.30 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.00 Divertissement : Les Roucasseuses.
- 18.30 Divertissement : Vidéo gag.
- 19.00 Série : Beverly Hills.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
- 20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Émission présentée par Philippe Bouclet.
- 22.40 Téléfilm : Justice aveugle. De Les Films.
- 0.20 Magazine : Formule sport. Football : Handball ; Voile ; Triathlon ; Rugby.

## FRANCE 2

- SAMEDI • 13H20**
- Géopolis**
- Les Inuit : Un si beau passé
- 13.25 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. Les Inuits : un si beau passé.
  - 14.05 Magazine : Animalla. Enigmes animalières.
  - 14.45 Sport passion. A 15.00, Rugby (Tournoi des Cinq Nations) ; France-pays de Galles ; A 15.30, Tournoi des Cinq Nations ; Irlande-Angleterre, 2<sup>e</sup> mi-temps ; A 17.30, Tiercé, en direct de Saint-Cloud ; A 17.50, Cyclisme : Milan-San Remo.
  - 18.55 INC.
  - 19.00 Magazine : Frou-frou. Invité : Antoine de Caunes.
  - 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

## TF 1

- 11.05 Magazine : Téléfoot. Championnat de France, avec le match de D1 Bordeaux-Saint-Etienne ; Nantes-Marseille.
- 11.55 Jeu : Millionnaire.
- 12.20 Jeu : La Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 13.00 Météo et Journal.
- 13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 14.15 Série : Perry Mason.
- 15.50 Série : Starsky et Hutch.
- 16.45 Divertissement : Rire en boîte et boîte à rire.
- 16.55 Disney Parade.
- 17.55 Côté enfants.
- 18.00 Magazine : Des millions de copains.
- 18.58 Tiercé, Elections législatives, Journal et Météo.
- 19.40 Documentaire : Avez-vous Gérard Carreyrou, Jérôme Jaffré, Anne Sinclair, Jean-Pierre Pernaut, Jean-Claude Nery, Claude Chancel, Jean-Pierre About, Jean-Marc Sylvestre, Ruth Elkrief et des millions en direct avec Marcel, Lyon, Lille, Strasbourg, Rennes, Bordeaux, Toulouse, Nice.
- 0.00 Cinéma : Chocolat. ■■ Film français de Claude Denis (1997).

## FRANCE 2

- 11.00 Messe. Célébrée en l'église Saint-Lucien de La Courneuve (Seine-Saint-Denis).
- 12.00 Documentaire : Des trains pas comme les autres. Journal et Météo.
- 12.59 Documentaire : Martin.
- 14.55 Série : Mission casse-cou. Dimanche Martin (suite).
- 17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. L'Enigme du Titanic.
- 18.25 Flash d'informations.
- 18.30 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Escrima ; Football ; Rugby ; Handball ; Boxe.
- 19.20 Journal des courses, Météo.
- 19.30 Soirée électorale. Commentaires d'Arlette Chabot, Alain Duhamel, Pierre Gemenet et Albert du Roy. A 19.40, les nouvelles de la journée. A 20.00, est-mation EVA - France 2 - Europe 1-Paris-Match. Résultats en direct d'une trentaine de points répartis à travers la France ; réactions des personnalités politiques invitées.

## 20.50 Divertissement :

- Surprise sur prise. Présenté par Marcel Sévère et Georges Siller. Avec Thierry Beccaro, Denis Levesque, Muriel Nazzari, Perle Laffont, Marie-Josée Pérez, Georges Filoud.
- 22.25 Magazine : Ardimat. Invités : Marie-Pierre Casey, Yves Lecoq, Pauline Esler.
- 23.40 Journal et Météo.
- 23.55 Magazine : Le 25<sup>e</sup> Heure. Présenté par Jacques Perrin. L'Escadron de la nuit, de Christopher Olger.
- 1.05 Sport : Rugby, Tournoi des Cinq Nations : Irlande-Angleterre.

## FRANCE 3

- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 15.45). Télévision régionale.
- 14.00 Série : La croisière s'emboue.
- 15.55 Série : Matlock.
- 17.40 Magazine : Montagne. Les Frères Bapat.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour. Oubliés de James Joyce.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Jeu : Hugodéfilé (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : Yacopa.
- 20.45 Téléfilm : Jour de colère. De David Deloux.
- 22.10 Journal et Météo.
- 22.35 Magazine : Repères. Présenté par Jean-Pierre Etchepare. Al Gore, vice-président des États-Unis ; Philippe Djan, écrivain ; Guy Roux, entraîneur de l'équipe d'Auxerre ; Christian Llaige, designer.
- 23.30 Magazine : Musiques sans frontières. Quelques Africains : le Cameroun, le Niger, le Burkina-Faso.
- 0.15 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

## CANAL PLUS

- 13.30 Magazine : L'œil du cyclone.
- 14.00 Le Journal du cinéma.
- 14.05 Téléfilm : Épreuves d'amour. De Stephen Gyllenhaal.

## FRANCE 3

- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. La forêt japonaise.
- 13.30 Téléfilm : Echec et Meurtre. De C. Mark Cullingham.
- 15.05 Magazine : Sport 3 dimanche. A 15.05, Présentation ; A 15.10, Tiercé à Auxerre ; A 15.20, Master de la perche à Grenoble ; A 15.30, Jumping international de Bercy ; A 15.35, La légende de Louison ; A 16.30, documentaire de Jean-Paul Duvivier ; A 16.30, Échec Challenge Mondial BNP à Coubertin.
- 17.30 Dessin animé : Les Simpson.
- 18.00 Magazine : J'embrasse mon livre. Invités : Roland Topor (Pense-bête) ; Massin (Le Lettre et l'Image) ; Mathias Linder, à propos de L'un des nôtres et de Mon Antonio, de Ville Cathier ; Jean-Louis Edine, à propos du Contraint du coton, de Jean-Septime Harang.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région.
- 19.30 Soirée électorale. A 20.15, les résultats de votre région. A 20.30, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nantes, Rennes, Strasbourg et Toulouse sont susceptibles de poursuivre leur soirée électorale et de ne pas diffuser « Le Bâtisseur ».
- 20.30 Divertissement : Le Bâtisseur.
- 21.25 Soirée électorale (suite). Résultats nationaux. A 21.30, décrochage par régions. A 23.00, résultats nationaux, analyses et débats en direct de Paris.

## CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : Télé dimanche.
- 13.30 Divertissement :

## 15.45 Les Superstars du catch.

- 16.40 Sport : Basket-ball américain. Match de championnat de la NBA : New-York-San Antonio.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Dessin animé : Les Razmoket.
- 18.25 Décade pas Bunny.
- 19.20 Animaux superstars. Serpents.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.
- 20.30 Téléfilm : Cache-cache avec la mort. De Vincent McEvety.
- 22.00 Flash d'informations. Documentaire : Vanessa l'album. De Dominique Colonna.
- 23.00 Magazine : Jour de foot. Bats et extraits des matches de la 22<sup>e</sup> journée du championnat de France de D1.
- 23.30 Cinéma : Street Trash. ■ Film américain de Jim Munro (1989).
- 1.05 Cinéma : La Vie. l'amour... les vaches. ■ Film américain de Ron Underwood (1990) (v.o.).

## ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lecomte (rediff.).
- 19.00 Magazines : Vie Régio. Les régions européennes. L'Ecossa.
- 19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités françaises et britanniques de la semaine du 20 mars 1993.
- 20.20 Chronique : Le Dico des cartes. De Jean-Christophe Victor. Aménager.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Documentaire : Un destin sicilien. De Robert Young.
- 22.00 Téléfilm : I Love Vienna. De Houchang Akhavan.
- 23.40 Musique : Montreux Jazz Festival. Les meilleurs moments des vingt ans du festival.
- 0.10 Monty Python's Flying Circus (rediff., 50 min).

## M 6

- 13.00 Série : O'Hara.
- 13.55 Série : Supercopier.

## La Semaine des Guignols.

- 14.00 Série : Antoine Rives, le juge du terrorisme. L'Affaire Kamel Benami.
- 15.25 ► Documentaire : Vanessa l'album.
- 16.15 Documentaire : Danse avec les loups.
- 16.40 Documentaire : Y a-t-il un pilote parmi les dauphins ? De Tony Bonford.
- 17.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux (rediff.).
- 18.00 Cinéma : Promenades d'été. ■■ Film français de René Féret (1991).
- En clair jusqu'à 20.35
- 19.25 Flash d'informations.
- 19.30 Ça cartoon (et à 20.02).
- 20.00 Flash d'informations.
- 20.20 Magazine : Dis Jérôme ?
- 20.25 Flash d'informations.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Cinéma : J'embrasse pas. ■■ Film franco-italien d'André Téchiné (1991).
- 22.25 Flash d'informations.
- 22.35 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football : championnat de France en direct, Lens-PSG. Boxe : Prince Charles Williams (États-Unis)-Henry Maske (Allemagne).

## ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Documentaire : L'Estivain, le peintre et le funambule. De Claude Mourin (rediff.).
- 17.45 Magazine : Vie Régio.
- 18.15 Documentaire : Palettes. Paolo Veronese (rediff.).
- 19.00 Série : Trois étoiles. D'Antoni Janas (9<sup>e</sup> épisode).
- 19.30 Magazine : Mégamix.
- 20.30 8 1/2 Journal. Spécial élections législatives.
- 20.45 Feuilleton : Die Zweite Heimat. D'Edgar Reitz.
- 22.35 8 1/2 Journal. Spécial élections législatives.
- 22.40 Cinéma : Aimez-vous Brahms ? ■ Film américain d'Anatole Litvak (1961) (v.o.).

## 14.50 Séries : Les Champions.

- 15.40 Variétés : Matinmusic. Nagara/Sirnet/Daho.
- 15.40 Magazine : Cultura rock. La sage des monstres du hard rock.
- 17.10 Série : Le Saint.
- 18.15 Série : Le Monstre évadé de l'espace.
- 19.05 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Charpette. BMW au Nurburgring ; Le Salon du cabriolet ; La Mondo ; La triomphe des Triumph ; La voiture qui n'existe pas ; La rubrique info.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Divertissement : Franche de tire. D'Eric Thomas.
- 20.40 Téléfilm : La Deuxième Vie du colonel von Strieder. D'Henri Saper.
- 0.05 Série : L'Exilé.
- 0.50 Informations : Six minutes première heure.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Guy Schoeller, éditeur.
- 20.45 Nouveau répertoire dramatique. Autisme et hiver (1), de Lars Norén, pièce française de Marie-Catherine de La Roche, Jean-Louis Jacopin et Par Myrène.
- 22.35 Musique : Opus. Le Pibroch pour cornemuse.
- 0.05 Rencontres au clair de la nuit... Avec Marc Quaghebeur et Emile Van Belleghe (Mémoire et poésie).

## FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Soirée lyrique (en direct du Metropolitan Opera de New-York) : Ariane à Naxos, de R. Strauss, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. Ion Marin ; sol. : Jessye Norman, Suzanne Menter, Ruth Ann Swenson, Thomas Moser, Thomas Stewart.
- 23.35 Carrefour de la guitare. Par Robert J. Vidal.
- 0.30 Cabaret. Par David Jesse. Escalade berlinoise.
- 1.02 Maestro. Rafael Kubelik, par David Jesse.

## M 6

- 12.20 Série : Me sorcière bien-aimée.
- 12.55 Série : O'Hara.
- 13.50 Série : Cosmos 1999.
- 14.45 Série : Soko, brigade des stupés.
- 15.40 Magazine : Fréquentar.
- 16.35 Musique : Flashback.
- 17.05 Série : L'Exilé.
- 17.50 Série : Clair de lune.
- 18.55 Série : Tonnerre mécanique.
- 19.54 Six minutes d'informations. Elections législatives. Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Elections législatives. Les premiers résultats. Émission suivie de Sport 6.
- 20.50 Cinéma : Nadine. ■ Film américain de Robert Benton (1987).
- 22.30 Législatives express. Les résultats commentés par Serge Molitor.
- 23.00 Cinéma : La Femme flamboyante. ■■ Film allemand de Robert Van Ackeren (1993).
- 0.45 Six minutes première heure. Elections législatives.

## FRANCE-CULTURE

- 20.35 Atelier de création radiophonique. Trames (musique-texte).
- 22.00 Spécial élections législatives.
- 22.35 Musique : Le Concert (donné le 7 novembre 1992). Œuvres de Milhaud, Amy Beethoven, par le Quatuor Paris.
- 0.10 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.35 Concert de jazz (donné à la Grande Paroisse du jazz de Nice en 1982 et en 1992) : Chasin the Bird, de Parker. The Collector, de Mersalis. Down Home with Honey Suite, de Marsalis.
- 22.33 Autoportrait. Mauricio Kagel, par Stéphane Goldet.
- 23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lajeune et Masay Lovano. Concerto pour violon et orchestre, de Ditters Von Dittersdorf ; Symphonie en fa majeur op. 14, de Milyarski.
- 1.00 Les Fantaisies du voyageur.



Les élections législatives des 21 et 28 mars

## M. Bérégovoy dénonce une droite « régressive » et « irresponsable »

Le poing à la rose, emblème des socialistes, ne figurait pas sur la tribune. Mais lorsque la musique retentit pour le meeting commun qu'ils venaient de tenir à Caillats-Sainte-Honorine, MM. Pierre Bérégovoy et Michel Rocard ont fièrement brandi une rose sous les applaudissements de quelque 800 militants enthousiastes.

La tradition des révolutions du PS était respectée. Comment aurait-il pu en être autrement puisque les deux hommes venaient de placer clairement leurs interventions sous le signe du socialisme ?

Les propos élogieux que l'actuel et l'ancien premier ministre se sont mutuellement décernés d'ont été, toutefois, cannelés leurs différences d'analyse. Certes, M. Rocard a salué « le courage et l'opiniâtreté » de M. Bérégovoy. « Un homme dont tous saluent l'intégrité, même, avec une parfaite hypocrisie, ceux qui tentent de la salir ».

Certes, son invité d'honneur a lancé : « Il faut voir loin pour voir juste, aime à dire François Mitterrand. Avec le président nous avons beaucoup à faire : avec Michel Rocard aussi, et je lui dis mon amitié et mon soutien pour aujourd'hui et pour demain ».

Un soutien que de pouvait qu'apprécier le maire de Caillats qui a fait remarquer, en évoquant la « big bang » : « Pour des raisons qu'il est inutile de cacher... les élections de la 7<sup>e</sup> circonscription des Yvelines ont une responsabilité un peu particulière. De la décision qu'ils prendront, et ils le savent, dépend beaucoup de la suite pour Confians et les Yvelines, bien sûr, mais aussi au-delà ».

M. Bérégovoy, se refusant à

jouer les « pénitents qui voudraient qu'on leur pardonne d'avoir bousculé les tarpeux conservateurs », a salué les progrès accomplis depuis douze ans, affirmant : « Aujourd'hui, la France n'a rien à envier à l'Allemagne du point de vue de la qualité, profane de son économie. Elle n'a rien à envier à personne du point de vue de la protection sociale... Elle n'a rien à envier à la Grande-Bretagne du point de vue de l'Etat de droit. Elle n'a rien à envier à l'Europe du Nord du point de vue de la protection de la nature ».

Le premier ministre a dénoncé l'action et le programme d'une droite « régressive, irresponsable et démagogique », qui « a des clientèles dont elle entend satisfaire les appétits ». « Elle », le patron, qui ne se cache pas de le soutenir, elle a les corporatismes de tout bord qui attendent avec impatience son retour, a-t-il dit. Chaque fois qu'il a fallu, au nom de l'intérêt général, résister au corporatisme, nous avons trouvé la droite du mauvais côté. La droite, enfin, pour M. Bérégovoy, est « déphasée », car « elle n'a pas vu la société française changer ».

Sur cette critique, M. Rocard est d'accord, puisqu'il a demandé : « Se sent-ils amendés pendant ces cinq ans ? Charles Pasqua est-il devenu plus ouvert ? Edouard Balladur est-il devenu plus proche ? Jacques Chirac est-il devenu plus conséquent ? Valéry Giscard d'Estaing est-il devenu plus social ? Le refus de l'adversaire est toujours le meilleur ciment de l'unité ».

Th. B.

An tribunal correctionnel de Paris

## M. Jean-Marie Le Pen débouté de sa plainte en diffamation contre M. Jean Kahn

La 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Jean-Yves Monfort, a débouté jeudi 18 mars M. Jean-Marie Le Pen, qui poursuivait sa diffamation contre le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Jean Kahn.

Le leader du Front national s'estime diffamé par les propos tenus par M. Kahn après la profanation du cimetière juif d'Herrlisheim (Haut-Rhin) le 2 septembre 1992. M. Kahn avait fait un rapprochement avec les événements de Rostock, en Allemagne, avant d'ajouter que le discours de M. Le Pen, le 23 août à La Trinité-sur-Mer était « également une incitation à la haine raciale ».

Le tribunal a jugé que le caractère diffamatoire des propos était avéré, mais il a reconnu la bonne foi de M. Kahn qui, selon le tribunal, « a voulu, avant tout, dénoncer avec sincérité et dignité le recrudescence de la haine antisémite et mettre en garde avec force et conviction l'opinion publique contre ceux qui inspirent des comportements odieux ».

Les magistrats ajoutent que M. Le Pen avait usé, dans ces discours « de combats », de la plus grande liberté de ton, en prenant parti d'une façon franche et souvent véhémente, en exprimant des images fortes et parfois provocantes, sur des questions politiques, sociales ou morales qui touchent très directement la sensibilité du public et suscitent très légitimement la vigilance des citoyens responsables ».

## M. Michel Perrin nommé ambassadeur en Slovaquie

M. Michel Perrin a été nommé, début mars, ambassadeur de France en Slovaquie.

(Né en 1931, breveté de l'école nationale de la France d'outre-mer, M. Michel Perrin a été en poste notamment à Séoul (1962-1965), au gouvernement militaire français de Berlin (1967-1973, puis 1976-1980). Il a été ensuite ambassadeur à Quito (1983-1987), puis à Bangkok (1987-1991). Depuis septembre 1991, il était membre de la mission européenne de contrôle du cessez-le-feu dans l'ex-Yugoslavie.)

o FOOTBALL : coupe de l'UEFA.

Le Paris-SG rencontrera la Juventus de Turin, et Auxerre sera opposé à Dortmund en demi-finales de la Coupe de l'UEFA. Les deux équipes françaises se déplaceront pour les matches aller fixés au 7 avril avant d'accueillir leurs adversaires le 21 avril. Ces dates sont toutefois susceptibles d'être changées en fonction des retransmissions des rencontres à la télévision.

Le bilan le plus lourd depuis le début de l'Intifada

## Quatre morts et plus de cent soixante blessés par balles à Gaza en trois jours

Le chef de la délégation palestinienne aux négociations bilatérales de paix avec Israël, le Dr Haider Abdel Chafi, a démenti, jeudi 18 mars, des informations de la télévision israélienne selon lesquelles il aurait été la cible d'un attentat dans la bande de Gaza, où, le même jour, deux Palestiniens ont été tués et près d'un cinquantaine d'autres blessés par balles. Selon l'armée israélienne, les deux morts auraient été victimes de tir palestiniens.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Particulièrement violente à Khan Younes, dans le sud du territoire de Gaza, la vague d'émeutes contre l'occupation militaire a fait, en trois jours, quatre morts chez les manifestants et plus de cent soixante blessés par balles. Trois d'entre eux l'ont été grièvement jeudi et un jeune de douze ans a notamment perdu un œil, ont rapporté les médecins.

Jamais depuis le début de l'Intifada, en décembre 1987, le bilan des violences n'avait été aussi lourd. Jamais la répression conduite par l'armée d'a été, semble-t-il, aussi brutale que ces jours-ci. De nombreux infirmiers, ambulanciers, fonctionnaires internationaux, agents de Comité international de la Croix-Rouge et journalistes rapportaient que des soldats postés à Khan Younes, sur des toits de maisons palestiniennes réquisitionnées, tiraient posément sur les jeunes manifestants. Un

photographe de l'agence Reuter affirme avoir entendu, jeudi, cet échange entre l'un des tireurs et son officier : « Voilà, j'en ai un. En voulez-vous un autre ? » « Oul », aurait rétorqué le grade.

## Les « ultras » se frottent les mains

Le mouvement israélien la Paix maintenant, en pleine crise d'identité depuis la victoire électorale travailliste en juin 1992, a demandé par lettre au premier ministre un débat urgent sur la situation à Gaza. Les « colombes » d'Israël craignent qu'en l'absence d'une solution politique rapide la violence ne s'exacerbe plus encore dans les semaines qui viennent. Jeudi soir, lors d'une réunion spéciale des services de sécurité à Jérusalem, il a été décidé que l'armée préviendrait main forte le 19 mars à la police pour contrôler les mouvements des deux cent mille Arabes musulmans attendus à la grande mosquée al-Aqsa pour le dernier vendredi de prières avant le fin du ramadan. Depuis près d'une semaine déjà, toutes les permissions des policiers ont été suspendues et les contrôles renforcés un peu partout en Israël et dans les territoires occupés.

Il n'est pas de ceux que les « ultras » dans les deux camps se frottent les mains devant la dégradation de la situation et se réjouissent à l'idée que le processus de négociations israélo-arabes, lancé à Madrid en novembre 1991, pourrait être définitivement compromis. Les cent et quelques mille colons juifs installés par le gouvernement précédent au milieu de deux millions de Palestiniens qui vivent dans les

territoires multiplient, depuis une semaine, les manifestations contre le pouvoir, les violences et les raids de représailles, contre les biens et les personnes arabes. Mercredi, ils avaient incendié une station d'essence de Cisjordanie. Jeudi, ils ont installé une veille permanente devant la résidence du premier ministre à Jérusalem au mépris des cent soixante et un Israéliens tués par des Palestiniens depuis le début de l'Intifada.

Pendant la même période, six fois plus de Palestiniens ont été tués par des balles israéliennes. Inquiète de la situation, l'OLP, de Tunis, a demandé que les Nations unies prennent en charge la protection des populations palestiniennes. A Amman, en revanche, un porte-parole du mouvement de la résistance islamique Hamas, M. Ibrahim Ghoshch, a prévenu que cette organisation allait tout faire pour étendre l'émeute à la Cisjordanie. Cette région, appelée de son nom biblique - Judée et Samarie - par la droite israélienne, compte, avec la partie orientale de Jérusalem associée en 1967, plus de 1 200 000 Palestiniens. Opposé depuis le début aux négociations israélo-arabes, le Hamas se félicite que le processus « batte en retraite de jour en jour ».

De fait, même parmi les modérés qui négocient avec l'Etat juif, le climat est au pessimisme le plus sombre. Bloquent depuis trois mois à la suite de l'expulsion par Israël de plus de quatre cents Palestiniens présumés islamistes, le processus de paix reste, jusqu'à nouvel ordre, dans l'impasse la plus totale.

PATRICE CLAUDE

## SOMMAIRE

COURRIER DU MONDE ..... 2

## ÉTRANGER

Les négociations de New-York et la situation en Bosnie ..... 3  
Pologne : la Diète rejette le plan de privatisations ..... 3  
La visite de M. Delors à Washington ..... 4  
La guerre civile en Angola ..... 5  
Un entretien avec le ministre des affaires étrangères sud-coréen ..... 6  
La visite éclair de Salman Rushdie à Paris ..... 10

## ESPACE EUROPÉEN

Un entretien avec M. Poul Nyrup Rasmussen, premier ministre danois : Le nouveau rôle du soldat hongrois : « Lutte d'intelligences » au sommet de l'Economie ..... 7 à 9

## POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars ..... 11  
Quelle histoire !, par Claude Sarrute : « Et moi ! Et moi ! » ..... 13

## SOCIÉTÉ

Un Français détenu en Espagne comparaitra au cours du procès de sept militants basques ..... 14  
Appel à des volontaires pour la recherche d'un vaccin anti-sida ..... 14  
Tournoi des cinq nations : le rugby gallois à l'imparfait ..... 15  
L'embellie européenne du football français ..... 15

## CULTURE

Musiques : Sonny Rollins, saxophone ténor et philosophe ..... 18  
Théâtre : Une Jeanne d'Arc adaptée par Jean-Claude Fall avec rigueur ..... 17

## ÉCONOMIE

La colère des marins-pêcheurs et l'échec de la réunion de Bruxelles 20  
La Bundesbank veut poursuivre sa politique de baisse progressive des taux d'intérêt ..... 20  
La Bourse n'aime pas les incertitudes politiques ..... 21  
Vie des entreprises ..... 22

## COMMUNICATION

Succession fulgurante au « New York Post » ..... 21

## SANS VISA

Le Tte de Pâques dans l'œil de Hollywood • Maths, la belle fortune • Chamonix et Compagnie • L'homme qui faisait parler les pierres • Table : dîner avec Bal-Ann • Douceurs : bugnes et fleur d'orange • La rue de Buel chez son pays • Livre : une Bretonne au pays des Maures ..... 27 à 34

## Services

Abonnements ..... 6  
Annonces classées ..... 24  
Carnet ..... 24  
Jeux ..... 32  
Loto sportif ..... 10  
Marchés financiers ..... 22 et 23  
Météorologie ..... 24  
Radio-télévision ..... 25  
Spectacles ..... 18  
Week-end d'un chasseur ..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM  
Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 27 à 34  
Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1993 a été tiré à 539 999 exemplaires.

Avec l'avis favorable du CSA

## France 3 bientôt autorisée à augmenter la durée de ses messages publicitaires

Alors que l'opposition envisage de réduire la capacité publicitaire des chaînes publiques, le gouvernement est revenu à la charge pour l'augmenter. Saisi d'un projet de décret par le gouvernement, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a rendu, le 16 mars, un avis favorable à l'augmentation de la publicité sur France 3. La durée hebdomadaire pour les messages publicitaires sera, dans les prochains jours, de douze minutes maximum par heure au lieu de dix minutes aujourd'hui.

En revanche, le CSA a campé ferme sur ses positions précédentes, en maintenant l'idée qu'une nouvelle rédaction des articles 58 et 60 du cahier des charges de France 2 ne devait pas permettre la coupure d'émissions de jeux ou d'émissions de plateau par des écrans publicitaires. En octobre dernier, une violente polémique avait opposé les chaînes privées (TF1 et M6) au gouvernement sur ce sujet.

## Remaniement de l'état-major du groupe Pinault-Printemps

Mouvement d'hommes à l'état-major du groupe Pinault-Printemps : à compter du 1<sup>er</sup> mai, c'est un industriel confirmé, M. Pierre Mayan (quarante-deux ans), président de Poot-à-Mousson, qui deviendra président du directoire de la société. Mais celle-ci verse son directeur général, M. Jean-Paul Huchon, prendre du champ : il exercera plus de fonctions opérationnelles pour devenir conseiller de M. François Pinault - fondateur et principal actionnaire du groupe Pinault-Printemps - au sein d'Arctis, le holding familial récem-

ment créé pour développer les nouvelles activités, notamment dans la finance. M. Huchon, ancien directeur de cabinet de M. Michel Rocard, aura donc les mains plus libres pour s'adonner à sa passion : la politique.

Ainsi prend fin « l'interim » assuré par M. Pinault depuis le départ, le 21 décembre, de M. Jean-Jacques Delort de la présidence du directoire de Pinault-Printemps. M. Mayan, inspecteur des finances et ancien élève de Normale supérieure, a mené depuis onze ans une brillante carrière au sein du groupe Saint-Gobain, et plus particulièrement depuis 1984 chez Poot-à-Mousson, où il s'est taillé une solide réputation de gestionnaire.

## A nos lecteurs

En raison de l'abondance de l'actualité, la publication de la page POINT/Prix du livre, annoncée dans notre dernier numéro, est reportée à une date ultérieure. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

o Nouvelle-Calédonie : attentat contre des véhicules de M. Richard Kalof (FLNKS). - Un attentat a totalement détruit, dans la nuit de jeudi 18 à vendredi 19 mars, à Nouméa, deux véhicules appartenant à M. Richard Kalof, président de la province des Îles Loyauté (FLNKS). Aucune revendication n'a été rendue publique.

MAIRIE DE PARIS

La Mairie de Paris et l'Étudiant organisent :

# SALON DE L'ÉTUDIANT

"Pour parler de votre avenir, nous serons tous au salon"

à la Grande Halle de La Villette les 18, 19, 20 et 21 mars 1993

RIL 104.3 FM la grande halle 36.15 LETUDIANT

Porte de Pantin

l'Étudiant

TISSUS : RABAIS "CONFIDENTIELS ET PERSONNELS" SUR VOS ACHATS "MODE" ET "DECORATION"

Profitez de la situation actuelle pour bénéficier de notre fabuleuse grille de rabais

Sans engagement, consultez nos Chats de Rayon pour vos projets d'achats

Is vous proposeront d'importants avantages, personnels et confidentiels. Prière de découper et présenter cette annonce. Ne lardez pas, cette valable un mois. (Raf. LA)

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

محطات الرتل



# S A N S • V I S A

## L'île de Pâques



## dans l'œil de Hollywood

Une nouvelle vague de « colonisation » s'est abattue sur la population de l'île de Pâques, cette fois-ci moins rude que celles qui l'ont précédée, puisqu'il ne s'agit que des caméras et des hommes de Kevin Costner venus tourner l'histoire – et la légende – d'une civilisation perdue.

DEPUIS que l'amiral hollandais Jacob Roggeveen a ouvert le bal de ses visiteurs le soir du dimanche de la Résurrection de 1722, l'île de Pâques en a attiré de nombreux, tous intrigués par cette île, le morceau de terre au monde le plus éloigné de toute autre terre. Point perdu dans l'océan, mais nommé *Te Pito* – nombril du monde – par ses habitants, qui aiment entretenir la magie régnant sur ces 117 kilomètres carrés arides aux roches escarpées, à la terre rouge et dont certains paysages font penser aux highlands d'Ecosse. Cinq vulcans démentent cette impression : trois se dressent à cha-

que pointe du triangle insulaire, deux à l'intérieur des terres. Ils ne sont pas tous accessibles. Aujourd'hui encore, l'île est sauvage : les chevaux y sont plus nombreux que les jacks, mais aussi plus adaptés à des chemins que les violentes pluies de mars et d'avril rendent souvent impraticables. Le visiteur, une fois les mois de janvier et de février oubliés, tente de passer inaperçu et de se fondre dans l'atmosphère de Rapa Nui (nom polynésien de l'île de Pâques) et s'adonne à la contemplation des *moai*, les gigantesques statues qui tournent le dos à la mer pour regarder les étoiles.

L'île de Pâques s'est toujours mêlée des grands débarquements : on se souvient encore ici des raids péruviens de 1862 qui, pour fournir des esclaves aux mines du continent, n'épargnèrent guère plus d'une centaine d'habitants. L'étranger est accueilli, à condition qu'il accepte d'abandonner son cantisme pour entrer dans le royaume de Rapa Nui, où les mythes et l'histoire se mêlent pour ne plus être dissociés. Il était donc écrit que cette terre de légendes, léguée par les anciens, devait finir par attirer l'usine à rêves du monde moderne, Hollywood.

La première équipe de *gringos* a débarqué au début de l'année, afin de préparer un tournage de douze semaines qui a commencé le 1<sup>er</sup> mars. La vie en a été bouleversée. Comme à chaque arrivée d'expédition depuis le dix-huitième siècle, les étrangers ont envahi l'île plus qu'ils ne s'y sont installés. *Rapa Nui*, puisque tel devrait être le nom du film, est réalisé par Kevin Reynolds, le cinéaste de *Robin des Bois*, et produit par Kevin Costner, l'acteur-réalisateur-producteur de *Dance avec les loups*. Ce dernier est toujours attendu avec curiosité par les Pascuans, qui ont prodigé à l'équipe du film l'accueil réservé d'ordinaire aux touristes qui débarquent des deux vols hebdomadaires de la compagnie Lan Chile : amical et fleuri, intéressé, mais légèrement condescendant.

Lorsque le *Chacabuco* a débarqué 200 tonnes de matériel, les autochtones ont compris qu'arriverait bientôt une denrée recherchée par une communauté vivant principalement du tourisme et des subventions de l'Etat chilien : du travail bien rémunéré. L'équipe du film a certes fait savoir que trois acteurs non pascuans, aux traits vaguement polynésiens, occuperaient les rôles principaux : le *top model* canadien Sandrine Holt, d'ascendance franco-chinoise, l'acteur hawaïen Jason Scott Lee et le

Portoricain Essai Miralles. Mais, a-t-on aussitôt ajouté, sept cents figurants pourraient travailler sur le film... Pour une île de deux mille huit cents habitants, c'était plus qu'une aubaine : une bénédiction. Une seule contrainte était annoncée : parler anglais.

Alors les Pascuans s'y sont tous mis, organisant des cours d'anglais dans les préaux du lycée public d'Anga-Roa, la petite capitale de l'île, construite autour d'une seule rue pavée, Potuaro Tiro. Toutes sortes de gens y ont participé, attirés par les caméras ou la rémunération promise : pêcheurs, artisans, restaurateurs, guides, prostituées occasionnelles pour marins de passage, jeunes habituellement en proie au désœuvrement et à l'alcoolisme, et jusqu'aux conseillers municipaux.

Pascual Pakarati, conseiller appartenant au parti conservateur chilien (UDI), a même pris des cours particuliers pour être sûr d'avoir un petit rôle lui permettant de revivre, le temps du film, le glorieux passé de son île. L'hôtel de luxe Anga-Roa, situé un peu en dehors de la ville, vers l'ouest, a été le théâtre, pendant tout le mois de janvier, du

défilé de centaines d'habitants venant remplir des fiches signalétiques dans l'espoir d'être sélectionnés comme figurants. Au total, quatre cent cinquante d'entre eux auront été choisis, pour 30 dollars par jour. Les candidats malheureux se rattrapent dans les travaux liés aux décors et aux costumes. Le réalisateur a en effet entrepris de reconstruire l'île de Pâques telle qu'elle était avant l'arrivée des Occidentaux.

Le résultat se situe entre merveille et carton-pâte. Merveilleuses, ces copies traditionnelles que les femmes portaient souvent comme seul vêtement. Les habitantes de l'île ont retrouvé les méthodes ancestrales pour tisser ces parures dont les couleurs font penser au plumage d'un niseau. « *Trop beau* », a répondu l'équipe du film, qui a chargé un de ses membres de « vieillir » les capes afin de leur conférer « une authenticité » à l'écran.

De notre correspondant  
Bruno Adrian  
Lire la suite page 29



### AU SOMMAIRE



Marché Buci, rive gauche	p. 34
Chamonix, guide et Compagnie	p. 30
Caillois au pays des pierres	p. 31
A table avec Maupassant	p. 33
Exiles (p. 28)	
Télex (p. 28) • Jeux (p. 32)	

ICELANDAIR  
Vols directs de Paris

## Islande

l'île nature

votre liberté  
+ notre compétence  
= 2 fois plus d'Islande.

LES VACANCES QUI FONT BRONZER DE L'INTÉRIEUR

## SCANDITOURS

Norvège, Islande, Finlande, Canada  
BROCHURES DANS VOTRE AGENCE DE VOYAGES  
ou à la Maison de la Scandinavie (1) 47 42 38 65

100 ans de l'air 1905-1995



Ag.  
pê  
mêSort-  
lesqu  
gouve  
ress  
Ou le  
front  
Ou la  
des n  
L'idée  
la pèr  
pour  
un m-  
des f  
s'edj  
cons  
pério  
sché  
gouv  
ebon  
sugg  
arrê  
émes  
prési  
Fédr  
aynd  
agric  
origi  
Ven  
pêch  
et au  
préa  
Que  
ranf  
s'été  
Ma  
pays  
et di  
éro.  
Vis-  
l'agr  
sect  
déta  
Con  
impi  
man  
trav  
des  
mar  
imp  
pay  
échi  
app  
opp  
l'art  
le p  
se  
sou  
et c  
Mai  
là, l  
agri  
réu  
à s'  
dar  
de  
pro  
sjo  
agr  
Les  
baï  
dét  
mil  
cat  
sa  
car  
de  
Re  
eju  
cou  
op  
res  
pà  
ou  
la  
  
a  
ga  
M  
la  
ru  
a  
ca  
se  
de  
to  
A  
et  
s'  
re  
tr  
ev  
tu  
de  
ou  
un  
pi  
le  
di

# La belle forteresse

MALTE

Si la pierre a un pays, ce ne peut être que Malte. Ici, on ne voit qu'elle. Et Dieu qu'elle est belle ! Blonde comme le miel et tendre comme la galette, elle s'est donnée généreusement à tous les Pysmalions qui ont voulu la modeler. Aujourd'hui encore, ce calcaire doré s'offre sans compter aux bâtisseurs, façonnant ainsi un somptueux univers minéral où les différentes architectures se mêlent harmonieusement. L'archipel de Malte - un nom bien pompeux pour ces derniers petits cailloux européens posés sur la mer, juste avant l'Afrique, au sud de la Sicile - est composé principalement de trois îles : Malte, Comino et Gozo. Du ciel, on ne distingue qu'un enchevêtrement de côtes et de monochromes épousant les courbes du relief et de champs bordés de pierres. Les côtes, découpées, se sont qu'une suite de hautes falaises et de baies profondes, dominées par d'âpres forêts.

Les premiers habitants, des marins doublés de paysans, débarquent de Sicile, vers 4000 avant J.-C. A l'époque, les îles étaient recouvertes de forêts et fournissaient bois et gibier en abondance. Malte se couvre alors d'impressionnantes temples mégalithiques dédiés à des déesses obscures, symbole de fertilité. Des temples que l'on visite encore, tels Tarxien, Hagar Qim et Mnajdra, site d'une surprenante beauté avec ses trois temples posés sur un promontoire pelé, face à la mer. Le vent s'y faufile entre les murs cyclopéens, grossièrement maçonnés et gravés de spirales et de dessins abstraits. Au crépuscule, le soleil descend lentement derrière les pierres dressées et dessine de longues ombres sur l'herbe rase. Vers l'an 2000 av. J.-C., ce peuple disparaît mystérieusement laissant la place à de nouveaux migrants. En attendant que les Phéniciens, navigateurs intrépides depuis qu'ils ont appris à voguer de nuit comme de jour, s'aperçoivent de l'importance stratégique de Malte et y installent des comptoirs commerciaux.

Ce sera ensuite au tour des Carthaginois, des Grecs et des Romains d'utiliser ces îles pour y réparer leurs navires et s'y approvisionner en

miel et en huile. Avec le déclin de l'empire romain, viendra le temps de l'oubli. Ainsi n'y trouve-t-on pratiquement aucun vestige byzantin. En 870, des corsaires arabes, adeptes du trafic d'esclaves, s'emparent d'un archipel dont ils marqueront durablement la langue et la civilisation : architecture arabo-berbère, maisons cubiques au toit plat, femmes voilées pendant des siècles, etc. Sans arriver, cependant, à islamiser les habitants, fervents catholiques.

temps après. Reconnaissants, les princes chrétiens envoyèrent aux vainqueurs des espèces sonnantes et trébuchantes, tandis que le pape y dépeçait ses architectes.

Une véritable fièvre s'empara alors de l'île où on allait construire, encore et encore. Construire mais aussi orner. C'est ainsi que naquit la ville de La Valette qui doit son nom au grand maître de l'ordre, Jean Parisot de la Valette. « Une ville construite par des gentilhommes

des malades, longue de 161 mètres. Loin de l'agitation commerciale et touristique, au centre de l'île, la vieille ville de Mdina, ancienne capitale, sommeille sur son piton rocheux. Une succession de petites places pareilles à des décors de théâtre, de façades somptueuses où le baroque l'emporte sur le normand et de ruelles tortueuses où s'enferme le vent. De vieilles femmes vêtues de noir bavardent sur le seuil d'une porte tandis qu'un colporteur tire un chariot plein d'ustensiles de cuisine tout en lançant, à intervalles réguliers, son cri de reconnaissance. Une promenade hors du temps.

Pour le plaisir des yeux, aller musarder dans les ports de pêche, tel Marsaxlokk, fièvre de leurs filets colorés aux embarcations ornées des yeux d'Osiris, la protection des pêcheurs. Plaisir du goût avec un poisson grillé et un petit vin blanc sec, dégustés à la terrasse d'une auberge, dans la brise tiède d'un port gorgé d'odeurs.

A quelques minutes de bateau - les longues distances n'existent pas à Malte - l'île de Comino. Un seul hôtel et quelques troupeaux de moutons. L'endroit rêvé pour fuir le monde. Quant à l'île de Gozo, plus agricole et plus paisible que sa grande sœur, Malte, on dit qu'Ulysse y séjourna dix ans, surpris de la nymphe Calypso. Il eut à cœur de misonculer villages au style mauresque se bécotaient autour de grandes églises qui se dressent des airs de cathédrale. Un paysage rural qui donnerait du talent au plus mauvais peintre du dimanche. Champs d'argile rouge, bordés de pierres blanches, s'accrochant au flanc des collines avec, çà et là, le vert intense des cultures.

Malte, toute de douceur italienne et de civilisation britannique. Des Britanniques qui, après un bref passage des troupes napoléoniennes et la dispersion des Chevaliers à travers le monde, investirent une île dont ils devaient faire une base navale pendant plus d'un siècle et demi. Malte où se mêlent l'ombre fraîche du baroque et le feu africain du sirocco.

De notre envoyée spéciale  
Armelie Cressard



Le temple de Tarxien

Toujours très convoitée, Malte sera soumise par les Normands et rattachée à la Sicile avant de voir débarquer, entre deux attaques pirates, les Allemands, les Angevins puis les Espagnols qui y resteront jusqu'en 1530, date à laquelle Charles Quint cédera l'île à l'ordre des chevaliers de Saint-Jean en échange... d'un faucon, le fameux faucon maltais !

Créé par un groupe de moines volontaires pour secourir les malades, au temps des croisades - en quelque sorte la première force internationale à vocation humanitaire - l'Ordre devait devenir, au fil des ans, une organisation militaire féroce avec conviction contre l'Ottoman. Dès qu'ils furent maîtres de Malte, les chevaliers s'empressèrent de la fortifier, transformant l'île en forteresse dressée contre les Turcs. Ces derniers, en 1565, eurent le siège pendant cinq mois avant de repartir, vaincus, à la grande colère de Soliman le Magnifique qui devait mourir quelque

pour des gentilhommes. Une vieille ville, avec des rues se coupant à angle droit et d'où l'on voit le port de partout. Palais, maisons, églises, pas un mur, pas une porte, pas une fenêtre qui ne soit sculptée et somptueusement ornée, transformant chaque rue en musée. Perle dans cet écrin précieux, la cathédrale Saint-Jean, œuvre de Girolamo Cassar. Autant l'extérieur en est austère, autant l'intérieur déploie une richesse à faire tourner la tête avec, notamment, son sol constitué de pierres tombales incrustées de marbre, les fresques de ses voûtes et ses murs sculptés. Niché dans un petit oratoire, un tableau du Caravage, *La décapitation de Saint-Jean*, mériterait d'être mieux éclairé. A ne pas manquer. Également, le Palais des grands maîtres, pour sa collection d'armures et son ensemble de tapisseries des Gobelins (les « Tentures des Indes ») et, bien sûr, l'effrayante sacrée de l'ordre de Malte, ne serait-ce que pour y admirer la salle

## L'Inde en familles

Les temps sont durs pour les candidats au voyage en Inde. Depuis un certain temps déjà, le Cachemire, point de départ de la somptueuse route montant vers le Ladakh, a cessé d'être un paradis touristique et fermé ses portes aux visiteurs étrangers. Aujourd'hui, c'est Bombay, ville symbole de l'Inde qui décolle, qui, une nouvelle fois en l'espace de trois mois, est victime de la violence (le Monde daté 14-15 mars) après les émeutes provoquées dans la ville à la suite de la destruction, en décembre dernier, de la mosquée d'Ayodhya, par des hindouistes fanatisés. Mieux par des conflits ethniques, religieux et sociaux, s'affirmant, une fois de plus, victime d'un « complot international » (formulation visant en fait le Pakistan voisin), la « plus grande démocratie du monde » tremble sur ses bases et s'interroge sur son avenir.

Grande est, dans ces conditions, la tentation du touriste « classique » de se détourner, tout simplement, d'une destination jugée actuellement trop instable pour favoriser une découverte sereine et paisible. Reste, cependant, d'autres voies, d'autres approches, peut-être plus appropriées en ces temps troublés. Celle, par exemple, offerte par l'association Perspectives indiennes (25, rue du Château, 92200 Neuilly, tél. : 40-22-96-84), dont la mission est de promouvoir les rencontres et les échanges entre indiens et Français et qui propose de découvrir « l'Inde autrement » par le biais d'une « plongée » dans la vie quotidienne des habitants de cet immense sous-continent.

D'une part, en partageant la vie d'une famille indienne, ce qui implique quelques séjours dans des villages, l'acceptation des différences culturelles (à commencer par les conditions de logement et la nourriture), une ouverture et une curiosité d'esprit. D'autre part, en découvrant la vie d'une ville, de l'intérieur, et les problèmes auxquels est confronté le pays, au travers des diverses facettes de son activité sociale, économique, culturelle et religieuse.

Sont organisés à cet effet, au cours de l'été, des séjours en famille, soit de 3 semaines (3 jours à Bombay, 18 jours à Nasik (état du Maharashtra) ou à Bhavnagar (Gujarat), du 27 juillet au 17 août (3 900 F), soit de 2 semaines (3 jours à Bombay, 7 jours en famille à Chikla (Karnataka), 5 jours de circuit touristique pour découvrir les temples de l'Inde du Sud), du 27 juillet au 10 août. Les prix indiqués comprennent l'avion, les transports intérieurs, l'hébergement, les repas, les visites, les rencontres et les assurances. Date limite d'inscription : le 11 juin.

A signaler une formule similaire en Malaisie où des séjours sont organisés dans une famille d'origine malaise, chinoise ou indienne et, à Boraio, Dayak ou Iban. L'occasion de participer aux activités quotidiennes de vos hôtes (planter du riz, faire le marché, préparer les repas) et de vivre de l'intérieur une des nombreuses fêtes locales. Compter environ 2 650 F par personne pour une semaine. Brochure disponible à l'Office du tourisme de Malaisie, 29, rue des Pyramides, 75001 Paris, tél. : 42-97-41-71 et renseignements au 42-78-50-03.

## L'histoire en bateau

Espace apparemment homogène, cadre d'un art de vivre fondé sur le soleil et la mer, creuset de cultures successives (celles des explorateurs péloponnésiens, des marchands grecs, des conquérants romains), la Méditerranée a été également un lieu d'affrontements sans merci entre les trois religions monothéistes, affrontements illustrés par un millénaire de guerres saintes. Des images contrastées que propose de faire découvrir la croisière organisée, du 26 juin au 3 juillet, par le magazine *L'Histoire* à bord de *The Azur*, paquebot de la compagnie Chamdris. Une croisière qui, au départ de Venise, mettra le cap sur la Grèce et ses îles (Corfou, la côte ionienne du Péloponnèse, Santorin, la Crète) puis sur les rives de la Turquie avec, notamment, Ephèse, pour

s'achever, après une escale à Mykonos, au pied de l'Acropole, à Athènes, avant le retour à Venise. Une leçon d'histoire commentée par quelques-uns des meilleurs spécialistes de la Méditerranée : Hervé Duchêne, qui évoquera les sanctuaires et la colonisation grecs, Pierre Chaumet, la bataille de Léonarde et le destin de la diaspora sépharade, Claude Aziza, les empires maritimes et la représentation de la mythologie grecque au cinéma, Michel Woock, l'aventure du canal de Suez et la dimension méditerranéenne des deux guerres mondiales, et Pierre Assolins, qui traitera, lui, les minorités religieuses et la création de l'Etat d'Israël. De quoi, assurément, mieux comprendre la mosaïque méditerranéenne.

Quant à la mosaïque des prix, liée au type de cabine choisie (onze catégories pour 335 cabines), elle s'étend de 4 600 F par personne pour une cabine intérieure occupée par 4 personnes, à un peu plus de 11 000 F pour une cabine extérieure double. Des prix comprenant le logement en pension complète et les ascensements en train 2<sup>e</sup> classe au départ des principales villes de France mais auxquels il faut ajouter le coût des excursions proposées à Olympie, Santorin, Kioskos, Ephèse et Athènes. Une plaquette spéciale peut être obtenue auprès des Croisières Chamdris, 35, rue Etienne-Marcel, 75001 Paris, tél. : 40-41-09-22. Renseignements dans les agences de voyages et inscriptions auprès de Business Communication, 51, rue de l'Amiral-Mouchet, 75013 Paris, tél. : 45-65-46-00.

## La Hollande en fleurs

Il était une fois, au Moyen Âge, un vaste domaine, propriété de la comtesse Jacoba van Beieren. La comtesse et sa suite avaient l'habitude d'aller élancer sur des terres où l'on cultivait, par ailleurs, légumes et herbes aromatiques pour la cuisine du château. En néerlandais, cuisine se dit *Keuken* et jardin *hof*. C'est sur ce site, ainsi dénommé *Keukenhof*, que, chaque année en Hollande, quand la campagne se transforme en un somptueux patchwork de couleurs vives, s'ouvre le plus vaste parc floral d'Europe : 28 hectares et près de six millions de bulbes plantés. Du 25 mars au 23 mai, des visiteurs venus de toute l'Europe (750 000 en 1992) pourront apprécier la beauté des fleurs à bulbe pendant toute la durée de leur floraison (dans les champs, les fleurs sont immédiatement coupées) au fil de jardins spécialisés, les uns dans les tulipes et les hyacinthes, les autres dans les jonquilles et les narcisses. Exposition en plein air, *Keukenhof*, situé près d'Amsterdam, comprend également une zone de 7 000 km<sup>2</sup> de pavillons où sont présentées neuf expositions florales, nommées « Parades », regroupant plus de 500 variétés. Également à l'honneur, les arbustes et les herbes en fleurs ainsi que sept jardins à thème (senteurs, couleurs, bordures, style aquatique, etc.), sources d'inspiration pour les jardiniers amateurs. Heures d'ouverture : de 8 heures à 19 h 30. Prix : 44 F pour les adultes, 21 pour les moins de treize ans. Renseignements auprès de l'Office néerlandais du tourisme, 31-33, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 42-25-41-25 et Minitel 3615 code Hollande.

Sélection établie  
par Patrick Francis  
et Danielle Tramard

Social  
Par ici la sortie  
Alain Lebaube

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## Guide

● Préface. Ne pas se tromper de voyage. Malte (environ 360 000 habitants) séduit davantage par ses sites et son histoire que par la beauté de ses plages. Une séduction culturelle et artistique qui lui permet de se présenter comme une « île musée », une « île artiste », une « île théâtre » et une « île sacrée » (360 églises) avec une Semaine sainte, du 2 au 11 avril, célébrée avec faste et splendeur. On peut découvrir l'archipel (316 km<sup>2</sup>) en quelques jours, voire en quelques heures, le plus grande île, Malte, ayant 27 km de long et 14 de large.

Partir. En avion, Air Malta (36000 F), Lufthansa (36000 F), 75009 Paris, tél. : 48-74-39-56 et Minitel 3615 code Air Malta) assure un vol régulier (2 h 30) et tri-hebdomadaire de Paris et, une fois par semaine, de Lyon et Marseille. De 2 600 à 3 500 F A/R. A compter d'avril, charters de Bontedra, Nantes et Toulouse. De nombreux voyagistes proposent Malte. Citons Chorus, Comoval, Donatello, Eden, Frem, Jet Tours, Jumbo, Look Voyages, Nouvelles Frontières, Plein Sud, République Tours, Rev'Vecences, Voyageurs associés, etc. Liste complète à l'Office du tourisme.

Savoir. Carte d'identité ou passeport valide. Pas de décalage horaire. Climat méditerranéen, chaud et sec l'été, doux en hiver, pluvieux à l'automne. En moyenne 18 degrés en janvier, 30 en juillet. Le réseau routier (un peu plus de 1 000 km) est asphalté et la circulation - on roule à gauche - sans problème, hormis dans

les villes, où il est difficile de se déplacer et pretiquement impossible de stationner. La plupart des Maltais parlent deux langues, le maltais (langue semite s'écrivant en caractères romains) et l'anglais, seconde langue officielle, voire l'italien ou le français.

Étapes. Voir l'île de Gozo, Mdina, les ports de Marsaxlokk et Marsascala, et La Valette, où un son et lumière, *The Malte Experience* (Mediterranean Conference Centre, Merchants' St.) raconte l'histoire de l'archipel. Côté hébergement, réouverture de palaces renommés (le Corinthia Palace à Attard et, surtout, le Phoenix à La Valette) propres à séduire les nostalgiques de l'atmosphère britannique.

Seveurs. Partagée entre les influences italienne (pasta, pizzas, lasagne, ravioli) et anglo-saxonne (fish and chips, eggs and bacon), la cuisine locale est variée, riche, et pleine de surprises, dont de savoureuses soupes. Des produits de la mer très frais (espérons, thons, poulpes, calamars), quelques fromages de brebis, d'excellents vins et un pain très croustillant.

Libre. Guide Vise (Hechette), Berlitz, Mercus, Negel et, en anglais, les guides de J. D. Evans et de D. H. Trump, sur l'archéologie.

S'informer. Office du tourisme de Malte, 9, cité Trévise, 75009 Paris, tél. : 48-00-03-79 et Minitel 3615 code Malte. Outre des brochures touristiques, on peut y procurer une bibliographie sur Malte.

Traverser le Canada d'est en ouest ou vice versa, au départ de Toronto ou de Vancouver. Une proposition du voyagiste canadien National à bord des trains Via Rail. Un voyage de 3 jours et 3 nuits, en couchettes ou en wagons-lits, qui coûte respectivement 2 465 F et 3 120 F jusqu'au 30 avril, 3 000 F et 3 900 F du 1<sup>er</sup> mai au 6 juin, et 4 000 F et 5 200 F jusqu'au 30 septembre. Renseignements dans les agences de voyages.

Salon nautique de printemps. Du 27 mars au 4 avril, à Marseille Prado-Plage, dans la baie du Centre méditerranéen de voile. Pour ce salon d'avant saison, quelque 450 bateaux seront exposés (à flot pour les plus de 6,50 m), présentant un large éventail des gammes existantes en matière de voiliers, bateaux à moteur et pneumatiques. Côté animation, des journées thématiques : pêche sportive, vieux vêtements, motonautisme, etc.

Paris-New-York à 990 F l'aller simple jusqu'au 3 avril, départ le samedi et retour le vendredi au même prix jusqu'au 10 avril. C'est ce que propose le voyagiste Council Travel, qui programme également un New-York-Los Angeles, lui aussi à 990 F l'aller simple, départ dimanche et vendredi, retour lundi et samedi ainsi que des vols quotidiens de Paris et de province vers 130 villes des États-Unis. Renseignements dans les agences de voyages, les agences Council Travel et par Minitel 3615 code Council.

Victime d'une omission dans un index récent, la nouvelle compagnie aérienne AOM French Airlines (née de la fusion de

## TÉLEX

Mioerre et d'Air Outre-mer) nous rappelle qu'elle dessert depuis plusieurs années, via Los Angeles, la Polynésie, et que son vol hebdomadaire à 6 200 F A/R en période verte, associé au voyagiste Kuumi et à la chaîne d'hôtels Sofitel, permet de proposer une semaine dans l'île de Moorea à moins de 9 000 F (avion-hôtel). Renseignements dans les agences de voyages et par Minitel, 3615 code AOM.

Vol spécial pour aller soutenir l'équipe de France de football qui rencontre l'Autriche, le 27 mars à Vienne, dans le cadre des qualifications pour la Coupe du monde de 1994. Une initiative de Nouvelle Liberté, filiale d'Air Liberté, avec, compris dans le prix (3 450 F par personne), les transferts, le déjeuner, la visite de la ville et une place assise au stade en tribune pourtour.

Renseignements au 40-26-25-55 et dans les agences de voyages. Vacances calmes proposées par l'association VVF, qui invite les parents de bambins de moins de six ans à faire l'école buissonnière en partant en dehors des vacances scolaires, solution idéale pour découvrir la France dans les meilleures conditions. Deux formules : « Plein club » dans huit villages (Côte d'Azur, Landes, Alpes et Auvergne) dotés de clubs pour les 3 mois/6 ans et « Relais bambin », en résidence ou gîte familial, avec accueil des tout-petits cinq demi-journées par semaine, en mai, juin et septembre. Le tout à des prix « tendres ». Renseignements au 97, cours Gambetta, BP 3363, 69403 Lyon Cedex 03 ; tél. : 78-95-76-50.

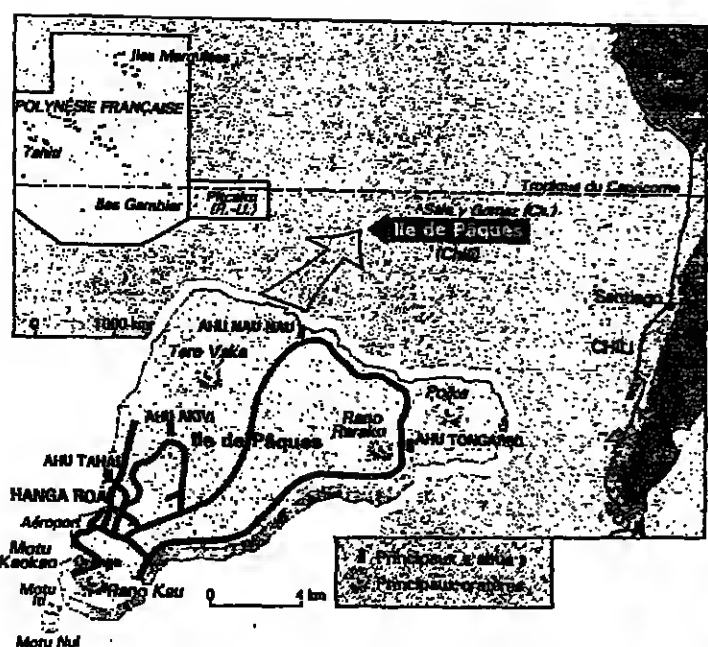
مكتبة القرآن الكريم

de Pâques  
s l'œil de Hollywood

Le Monde des  
DEBATS

Le Monde des  
DEBATS





## L'île de Pâques dans l'œil de Hollywood

Suite de la page 27

Il n'est pas certain que les îliens aient apprécié de voir le produit de dizaines d'heures de travail être roulé dans la terre, froissé, déformé. D'autres activités du film semblent beaucoup plus constructives. Près de l'entrepôt municipal, à Anakena, a été créée une pépinière de cocotiers. Les seuls arbres de cette espèce se trouvent actuellement au nord de l'île, légèrement à l'ouest de la crique d'Anakena. Ils contribuent à faire de cette plage de sable fin et d'eau claire un endroit paradisiaque, surveillé par le Ahu Nau Nau, un groupe de sept statues restaurées en 1979. Autrefois cependant, Rapa Nui comptait de nombreux arbres, cocotiers ou autres. Les tempêtes et l'utilisation massive du bois pour le transport des statues, la sculpture de figurines ou la gravure de plaquettes ont contribué à leur extinction.

Les cocotiers de la pépinière seront destinés avant tout au reboisement et peu d'entre eux serviront au tournage du film. La majorité des arbres qui apparaîtront à l'écran sortiront en fait d'un hangar de la ville où ils sont fabriqués à base de troncs d'eucalyptus impor-

tés, sur lesquels sont collées de vraies feuilles, et seront « plantés » près de Hanga Tu'u Hata, la « ville » spécialement construite pour l'occasion, qui rassemble une quantité impressionnante de ces maisons-bateaux que l'on peut voir à l'ouest de l'île. Le décor accueillera également quinze moai sortis d'un autre atelier qui les « produit » à partir d'un alliage de fer et d'éponge durcie.

L'île de Pâques, pourtant fabuleux décor naturel, en rajoute dans l'artificiel pour se mettre en scène. Tout cela au service d'une histoire d'amour sur fond de rivalités claniques et de guerre entre « Grandes Oreilles » et « Courtes Oreilles ». Des histoires plus que de l'Histoire. Mais qu'importe. Qu'importe en effet si cette lutte entre deux ethnies d'origines différentes, l'une venue de l'ouest et l'autre de l'est, s'éloigne chaque jour du domaine de l'Histoire pour rejoindre celui de la légende. Les nouvelles explications ne l'ont pas effacée de la mémoire collective des Pascuans, qui aiment percevoir leur île comme le lieu de rencontre et d'affrontement entre deux cultures, la polynésienne et la précolombienne. Il semble pourtant acquis aujourd'hui que l'ensemble des habitants de l'île pratiquaient l'allongement des oreilles. Claudio Cristino, le directeur du Musée Rapa Nui, souligne que l'erreur est venue d'une mauvaise traduction du terme *oreo*, qui signifie « abondance », confondu avec *oreo*, « oreilles ». Les prétendus « Grandes Oreilles », les Ana Hanau Epe, représentaient en fait ceux qui sont nés dans l'abondance, opposés aux Adiki, ceux qui se destinaient au culte des ancêtres.

La fameuse bouteille fut, en fait, une révolution sociale avant la lettre. Les vainqueurs en furent les guerriers, les Matatoes, qui instaurèrent le culte de Tangita Manu, l'homme-oiseau. Orongo, à la pointe sud de l'île, porte les stigmates de ce culte qui cachait une compétition pour le pouvoir : maisons et autres constructions y voisinaient avec les pétroglyphes en l'honneur du dieu Make Make. Du haut de cette falaise escarpée, l'on aperçoit un groupe de trois îlots rochers, le plus éloigné étant celui de Motu Nui, où celui des compétiteurs qui trouvait le premier œuf d'hirondelle de printemps était promu demi-dieu, homme-oiseau.

Qu'importe donc les approximations historiques du film puisque la mythologie guerrière est toujours présente, qui s'exprime par les chants traditionnels pascuans, longues incantations qui implorent : « *Anakena Au i Mate Ai, Ka Te Kopiti, Ka Uira, Ka Huira, Te Tau'a* » (« *A Anakena je fus vaincu, et beaucoup avec moi. La guerre brille, la guerre revient toujours* »). Qu'importe, puisque, au-delà de la traditionnelle histoire d'amour de Hollywood, on ne doute pas un instant, parmi les îliens, que l'élément essentiel restera les moai, et qu'ils imprègnent le film de leur majesté.

Ne « sont » l'île de Pâques, source de sa grandeur et aussi de sa perte. La décadence de Rapa Nui ne provient-elle pas de son organisation tout entière tournée vers le culte des ancêtres et la fabrication des statues ? Le raffinement de la sculpture absorbait toute l'énergie créatrice de l'île, son gigantisme toute la main-d'œuvre. La surpopulation - l'île comptait alors près de 15 000 habitants - et les guerres tribales portèrent le coup de grâce à une société qui s'effondra au XVI<sup>e</sup> ou au XVII<sup>e</sup> siècle. Les fils d'Hotu Matua, dont on dit qu'il débarqua à Anakena pour fonder la civilisation pascuane, ont eux-mêmes détruit une culture de mille trois cents ans créée en dépit d'un isolement complet.

Le regard aveugle des moai intrigue, leur taille impressionne, leur finesse étonne et leur nombre étouffe. En plus des groupes de statues redressées à la suite des campagnes de restauration, de nombreuses pierres sculptées gisent, renversées, cassées, le visage tourné contre terre, ou bien vers le ciel en signe d'impuissance. Elles sont plus d'un millier. Édifiées entre le IX<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle, les moai reposaient sur des autels érigés en l'honneur des ancêtres divinisés, les Ahu et qui faisaient face aux maisons des chefs de famille ou de clan. Leur architecture mégalithique cachait sans doute des sanctuaires. Les moai, dont la hauteur varie de 3 à 8 mètres et le poids de 8 à 60 tonnes, provenaient de la carrière du volcan Rano Raraku, situé au sud de l'île, et distant jusqu'à parfois 10 kilomètres des Ahu côtiers.

Le volcan est sans conteste la merveille de l'île, son cœur et son essence. A son pied, sur une terre rouge couverte d'herbe, se dressent une cinquantaine de moai légèrement inclinés, faits d'une énorme tête et d'un torse. La pente douce cède la place au volcan proprement dit, d'une hauteur de 150 mètres. Il s'agit en fait d'un atterrissement, la plupart des rochers cachant des canaux en cours d'élaboration, témoignages d'un brusque arrêt de l'activité de sculpture sur l'île. Il est difficile de compter ces statues inachevées : cent, deux cents, on ne sait. On se surprend à essayer de les distinguer, pour se rendre compte soudain que l'on vient de marcher sur un nez de 3,50 mètres, proéminence d'un moai de 22 mètres qui n'a jamais été séparé complètement de sa roche d'origine. Même si l'on avait tenté de le redresser, il est peu probable que ses 70 tonnes auraient pu être soulevées.

An sommet du volcan, ayant gravi la pente au long d'un raidillon, le marcheur est submergé par l'impression d'être parvenu au terme de son initiation : à ses pieds, un lac de cratère, et autour, sur une dénivellation envahie par les herbes, une centaine de statues le regard rivé sur le lac. Les moai du volcan sont fort bien conservés et n'ont apparemment pas eu à souffrir des guerres tribales ni des exactions des Blancs qui ont détruit tous les groupes situés sur les côtes.

Au sud du volcan se dressaient pourtant de fabuleuses constructions. Mais d'Ahu Tongariki il ne reste aujourd'hui, après le raz-de-marée de 1960, que des pierres éparpillées sur une étendue de 2,8 hectares. Témoin du désastre, un gigantesque moai gît, brisé en deux, géant décapité aux orbites vides. Face à cette désolation, on a peine à croire qu'Ahu Tongariki fut autrefois un ensemble formé d'une plateforme centrale prolongée par deux extensions latérales sur laquelle régnaient quinze statues de 8 mètres de haut, d'un poids individuel de 60 à 70 tonnes. Elles étaient coiffées d'un chapeau cylindrique de pierre rouge, le pukao, transporté depuis la carrière de Puna Pau, au centre de l'île. Au total, le monument atteignait 14 mètres de haut, pour une longueur de 220 mètres.

L'UNESCO a fini par s'émou-

voir de la destruction progressive du patrimoine pascuane. Elle a envoyé, en 1981, un expert polonais, M. Wieslaw Domaslowski, afin qu'il procède à un diagnostic général sur l'état des statues et qu'il mette au point une méthode de conservation de la pierre volcanique. Le rapport est resté sans suite, l'organisation internationale manquant de fonds. Onze ans plus tard, la puissance financière japonaise a promis à M. Domaslowski de revendre sur l'île. Le constructeur japonais de grues Tadano a offert, en 1992, 1,4 million de dollars pour la restauration d'Ahu Tongariki. Les tests ont déjà commencé, plusieurs solutions - dont celle d'une injection de ciment dans les statues - s'avèrent infructueuses à l'usage. Le scientifique essaie, dans un premier temps, de trouver une solution au problème de l'érosion. La stopper risque fort de représenter une entreprise difficile. Il faudra sécher chaque pierre, chaque statue. La roche volcanique est en effet poreuse, et absorbe l'humidité ambiante. Puis ce sera le nettoyage, destiné à évacuer tous les micro-organismes présents. Les moai pourront alors être redressés sur leur Ahu reconstitué, un mortier à base de silice leur étant appliqué jusqu'à une profondeur de 10 centimètres.

Pourtant, les Pascuans regardent avec une certaine méfiance les travaux d'approche des trois personnes de l'équipe du savant polonais, dont on sait qu'elle ne représente que l'avant-garde d'une présence japonaise. C'est ainsi qu'une île qui n'a jamais été maîtresse de son destin - en proie aux aventuriers tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, elle est aujourd'hui sous le contrôle de la marine chilienne - se met à craindre que le cadeau nippon ne soit empoisonné, et qu'il n'annonce de futurs lourds

investissements touristiques et commerciaux sur une île qui serait un relais maritime et aérien logique entre l'empire du Soleil-Levant et l'Amérique latine. On ne vent pas, ici, que la terre soit bouleversée, détruite, changée et que l'on oublie sa fonction sacrée. Juan Chavez, l'un des sages du conseil des anciens, comité informel représentant les trente-six familles natives de l'île, surveille scrupuleusement les velléités d'implantation touristique risquant de défigurer le territoire. Déjà avait couru la rumeur d'un projet de Club Méditerranée sur la plage d'Anakena.

Une autre crainte existe toutefois face à ces projets de redressement des moai. Celle de savoir où s'arrêtera la restauration. Certaines statues situées à l'ouest de l'île, telle Ahu Tahai ou Ahu Akapu, ont été restaurées en 1968 avec leurs « yeux » : des fragments de coraux blancs taillés et polis, de 35 centimètres de long, au milieu desquels se trouve un iris rouge en tuf volcanique. Les moai avaient perdu leur intrigant « regard aveugle ». Si l'on reconstitue totalement Ahu Tongariki, il faudra peindre les statues de différentes couleurs, ce qui les rapprochera de l'art totemique primitif, mettant fin à leur esthétique épurée digne de l'art moderne. Le mystère de l'île pourrait ne pas survivre. Et de cela on ne veut pas. L'île de Pâques accepte plus volontiers de voir fleurir les théories les plus délirantes sur ses statues, même quand elles affirment que l'île fut peuplée d'extra-terrestres... Décidément, Rapa Nui préférera toujours les rêves aux archéologies.

De notre correspondant  
Bruno Adrian

## Le Monde des DEBATS

Le Monde

LES LECONS DE L'APRÈS-COMMUNISME  
GERMEK SEMPRUN

Quelles leçons peut-on tirer des années qui ont suivi la fin des dictatures communistes en Europe de l'Est et l'effondrement de l'URSS ? Le compte rendu de la rencontre organisée entre l'historien polonais et l'écrivain espagnol.

L'INDE EN PÉRIL

L'Union indienne est-elle menacée par la montée du bouddhisme tibétain et la résurgence de la communauté musulmane ? L'analyse de notre correspondant Bruno Philipe, les pressions de position opposées de Vinod Mehta et de Ghidini Jato.

FIN DU PEUPLE JUIF ?

La disparition de l'Etat d'Israël, les bouleversements de l'Europe de l'Est, les progrès de l'assimilation, annoncent-ils la disparition définitive de la Diaspora juive ? Un dialogue entre l'historien Elio Bartorelli et le sociologue Samuel Trigano.

Numéro de mars 1993 - 30 F.

PARIS - SAN FRANCISCO A/R 3195 F  
PARIS - ILE MAURICE A/R 5280 F  
PARIS - RIO A/R 5085 F

**ACCESS**  
VOYAGES

Et dire que certains croient encore que nous n'allons qu'aux USA !!!

ACCESS est le spécialiste des vols réguliers à prix réduits sur 450 destinations

5, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS, TEL. (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94  
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU, TEL. 76 63 67 77  
OU DANS VOTRE AGENCE DE VOYAGES



Ag  
pê  
méSom-  
lesqu  
gouve  
« ress  
Ou le  
front  
Ou la  
des n  
L'idée  
la pèr  
pour  
un m  
des f  
s'adj  
conso  
périod  
sché  
gouv  
flouri  
abon  
sugg  
émar  
prési  
(Fédu  
synd  
agrie  
origi  
Venc  
pêch  
et au  
préo  
Que  
ronit  
s'été  
« Ma  
pays  
et di  
étrou  
Vis-  
l'agr  
sect  
dép  
Corr  
impr  
man  
trav  
des  
mar  
impr  
pay  
échi  
app  
mer  
opp  
l'art  
le p  
se s  
sou  
et c  
Mal  
là. l  
ogri  
réu  
à s'  
dan  
de  
pro  
ajo  
agr  
Les  
bal  
dél  
mi  
cal  
sal  
car  
de  
Res  
aju  
eou  
op  
res  
pâ  
ou  
la.

Seul et responsable face à la montagne, le guide sait qu'il appartient à une confrérie solidaire, la compagnie. Rencontre avec plusieurs membres de l'une des plus anciennes, celle de Chamonix.

« A de Soussure, Chamonix reconnaissante. » La dédicace, pas plus que la célèbre statue érigée au bord de l'Arve en 1887, ne prête à la nuance. L'illustre Helvétie, lunette en main, arbore sur sa distinction, affronte avec un piedestal le mont Blanc en personne. De la silhouette servile qui lui désigne d'une main le sommet tout en le protégeant de l'autre, nous ignorons tout si l'histoire ne s'y était un peu plus intéressée que le sculpteur.

Ce Jacques Balmat que le bronze ribouillit (il mesurait tout de même 5 pieds 3 pouces), en ouvrant dès 1786 par un bivouac dans la neige avec le docteur Paccard la voie vers une cime réputée maudite, un an avant son ascension avec l'universitaire genevois, est devenu le prototype du guide chamonixard, à la fois marginal d'esprit et paysan de corps, issu d'une famille solidement ancrée dans la vallée. Il est l'élément qui complète et soude la trinité qui allait faire la fortune de Chamonix, l'homme du cru, robuste et infatigable intermédiaire qui conduit de riches visiteurs étrangers dans un espace naturel exceptionnel.

L'office prospère si vite, l'Anglais ayant pris le relais du Suisse, que, dès 1821, la municipalité réglemente ce qui est devenu un métier à temps partiel. Et le 9 mai 1823, une ordonnance de la chambre des comptes de Turin crée la Compagnie des guides de Chamonix, établissant des principes qui, au fond, demeurent en vigueur : le « tour de rôle » (qui permet à chacun, outre sa clientèle propre, de choisir lorsque vient son tour le client de la Compagnie), la caisse de secours (les victimes sont nombreuses), la cooptation, mais aussi les normes d'encadrement, et les amendes. Des principes d'égalité, de solidarité, de discipline solidement renforcés sur eux-mêmes, qui viennent étayer un métier de liberté.

Une liberté cependant moins assurée que l'espace où évoluent les guides, jusqu'aux débuts de notre siècle, n'étaient leurs exploits, « ceux qui vont devant » n'auraient en effet souvent été considérés par ceux qui les engageaient que comme des domestiques (haute-montagne) spécialisés. Il faut attendre l'après-guerre pour que l'on éprouve la nécessité de décréter que « les alpinistes ont le devoir de se comporter de manière convenable à l'égard des guides », et que disparaissent, dans les années 60, l'infamant livret où le touriste pouvait coucher ses « observations ».

Le guide, « de simple exécutant, o acquis progressivement une figure de maître » (1). Nous sommes aux temps des « chevaliers de l'Alpe », des « coureurs des cimes », des « aristocrates de la montagne », des



## Chamonix et Compagnie

« orches modernes ». Celle des Terty et Rebuffat, d'origine citadine, qui entrouvrira à titre exceptionnel les portes de la Compagnie dans les années cinquante, où était parvenu à se glisser en 1930 Roger Frison-Roche, premier de la corvée de tous les « étrangers ». Mais un Lachenal devra encore présenter trois fois sa candidature avant d'être accepté.

Car la Compagnie est la plus représentative, la plus prestigieuse, la plus innovante, mais aussi la plus conservatrice. Elle dispose d'un outil de travail inégalé, une véritable rente de situation professionnelle, l'été avec le mont Blanc et l'hiver avec la vallée Blanche, depuis qu'elle est accessible par l'aiguille du Midi. L'installation en 1934 de l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme (la « Sorbonne des neiges ») à Chamonix a renforcé sa position stratégique centrale, sa possibilité de préemption des éléments les plus brillants.

Une ouverture dont elle n'abuse pas. L'article stipulant que ses membres doivent être originaires du canton a disparu des statuts mais n'en demeure pas moins présent dans les esprits des cent trente-cinq guides qui approuveront ou non l'entrée d'un nouvel « étranger ». La jeunesse apportant avec son étranger propre la tentation de déplacer le métier sur le terrain du sport. Un mot que la plupart des guides détestent : ils ne veulent pas être des « sportifs » que l'autorité de tutelle voit en eux. Montagnards ils demeureront. Et s'ils ne sont pas nés chamonixards, il faudra bien qu'ils apprennent à le devenir. Patiemment.

« La Compagnie est née avant que la Savoie ne devienne française, dit à rappeler son président, Jean-Claude Charlet. Nous disons sardes. Nos mentalités s'en ressentent encore, autant que de la géographie. Nous ne sommes plus au temps où il

fallait trois générations ou cimetières pour entrer chez nous, mais il mon- que quelque chose à ceux qui ne sont pas nés dans le canton. Un petit Ravelin de la cinquième génération a vécu dans les rétro de son grand-père. « Tes le fils à qui ? » lui o-t-on demandé. Aux jeunes qui ne pensent qu'à grimper les murs à l'envers, il nous faut greffer cette sensibilité absente, cette culture montagnarde. Un Devouassoux, un Balmat, un Couillet, un Ducroz, un Payot qui emmène quelqu'un au Grépon voit le rocher usé par les clous de ses ancêtres. Il se souvient combien ils vivaient pauvrement.

La montagne appartient à tous, mais il y a des codes à respecter : un guide de la Compagnie connaît la bonne benne, les bons horaires, le bon chemin. En revanche, il n'osera pas trop sortir des crêneaux des oînés, alors qu'un jeune venu de l'extérieur ne va pas hésiter. A vingt ans, la montagne est ludique, à trente technique (c'est l'âge des exploits), à quarante plus spirituelle. Un guide coûte assez cher, et quand les clients ont les moyens financiers de se payer une grande course, ils n'en ont plus toujours les moyens physiques. Dans une cordée, les émotions sont communes, le guide et son client sont comme des copains de toute qui vivent des choses fortes ensemble. Il faut que ça colle, comme un couple. Car en montagne, il y a toujours des moments où l'on souffre. Même au mont Blanc.

« Toute l'histoire se passe dans la salle du tour de rôle, ajoute Bernard Prudhomme, ancien patron de la Compagnie, devenu celui de l'office de tourisme, exemple de reconversion, presque de reconquête, par les guides d'un territoire qu'ils avaient délaissé. C'est la montagne qui est le lien. Lorsqu'un client, chef d'entreprise, se trouve face à son guide, il est soudain entre les mains de quelqu'un qui décide pour lui, et c'est quelqu'un qui a choisi de fuir d'autres valeurs. C'est la vie inverse.

Ceux qui ont cinq ou six générations derrière eux, installés dans la vallée depuis le début du dix-septième siècle, ont en longtemps une voix plus importante que ceux qui n'en avaient qu'une. Le comité de direction de la Compagnie était représentatif des traditions. Il se retranchait sur l'histoire en réaction spontanée. Mais modelés par leur travail, par la langue usitée d'un éclaircie, les guides savaient s'adapter. Paradoxiquement, depuis que le poids des grandes familles a diminué, les positions sont encore plus

dures. On a fait entrer des gens qui répondaient à des besoins non convertis, comme l'école en collectif. Mais si nous arrivons un jour à 50 % de Chamonixards et 50 % d'extérieurs, où sera notre identité ?

Claude Jaccoux, « étranger » (il est né à Servoz, à 12 km de Chamonix, mais a fait ses études à Paris), entre à la Compagnie à l'époque où les « étrangers » étaient rares, ne dit pas autre chose : « Trop de fermeture conduit à la sécheresse, mais trop d'ouverture conduit à la dilapidation de l'identité. La Compagnie est une entité très forte. Une puissance. Elle o des arguments. Il ne s'agit pas de fermer pour des raisons économiques, mais pour garder un quota assimilable, pour éviter de devenir une entreprise commerciale. De l'extérieur, on ne voit pas toujours la différence, mais les vieux clients savent. Il ne leur viendrait à l'idée de grimper avec personne d'autre.

Les guides de la Compagnie ne sont pas supérieurs, c'est l'esprit qui est différent. Il est plus rare d'avoir des problèmes avec eux qu'avec les indépendants parce qu'il y o toujours le regard de chacun sur les autres. Il y o chez nous une discipline réelle. Ceux qui choisissent ce métier sont toujours un peu frappés. Ce sont des personnages excessifs. Un jeune seul risque d'effectuer des trucs hors normes. Or des que vous êtes en montagne, vous êtes en insécurité : plusieurs guides sont morts dans la vallée Blanche.

D'autant que les nouveaux clients sont moins axés sur la montagne elle-même, sur les longues courses d'autrefois, comme le Grépon. Ils préfèrent des courses plus courtes, plus techniques, plus d'escalade. Sans doute venaient-ils prêts à se passer de la marche d'approche, qui fait pourtant partie du plaisir. Sans elle, comment voir le soleil se lever ?

Christophe Profit est le modèle de cette nouvelle génération assouplie de rapidité et de technicité. Il est aussi l'exemple type du brillant jeune « étranger » qu'a su intégrer la Compagnie : « Quand j'ai fait la force ouest des Drus en 3 h 10 en 1982, je n'ai jamais ressenti la moindre jalousie des guides de Chamonix. Bien au contraire, les dirigeants de la Compagnie m'ont alors demandé d'y entrer. L'image de la Compagnie m'impressionnait. Depuis l'âge de huit ans je voulais être guide, comme Demaison. Lorsqu'on me demande : « Êtes-vous alpiniste de haut niveau ou grimpeur ? », je réponds : « Je suis guide de haute montagne. » Tout de même, j'aurais aimé naître plus tôt, avant qu'il n'y ait une voie tous les

mètres sur le mur des Jorasses. Maintenant tout a été fait. Tous les itinéraires logiques et beaux sont faits.

A Chamonix, tout est possible. Il y o une densité sans égale au monde : la glace, le rocher, le ski dans un espace très réduit, facilement accessible. Le versant italien du mont Blanc est purement himalayen. A chaque fois que je descends la vallée Blanche, c'est l'émerveillement. On peut faire des voyages très rapides dans des parois très raides. Les clients qui ont le niveau pour entreprendre une grande course sont une chance extraordinaire pour un guide. J'ai prévu de faire prochainement la face nord des Droites avec l'un de ceux-là. On descend à ski au pied par les Grands-Montets, on grimpe la paroi dans la journée et on redescend à Chamonix à ski.

Quand j'ai fait le K2 avec Pierre Beghin, on a pris des risques énormes. On allait vers des choses extrêmes, dans une logique de réussite où l'on ne peut pas accepter l'échec de redescendre. Le sommet nous attirait comme un aimant. Avec un client, on n'a pas le droit de prendre le moindre risque, cela fait la balance. On est plus conscient des difficultés de la montagne avec quelqu'un qui veut apprendre, on les relativise mieux, cela aide à aller plus loin. Les gens nous remettent leur vie. Ils ont une confiance totale. On ne peut pas déflorier à cette confiance. On doit les ramener intacts. Le métier de guide est toute ma vie. Rien n'est plus satisfaisant que de prendre un client au tour de rôle, et passer une journée dans l'anonymat, car c'est un peu frustrant de n'exister que par son image.

L'image est précisément le domaine où s'est partiellement reconverti Denis Ducroz, guide-cinéaste, qui rechigne moins qu'il y paraît à reprendre son piolet et sa médaille : « L'évolution sociale du métier ne me met pas à l'aise. J'étais aspirant-guide en 1968 et je n'ai rien renié d'alors. L'alpinisme était en marge de la société. Les gens s'épanouissaient en montagne. Quand la journée était finie, les yeux dans la soupe on avait encore des choses à se dire. Nous recherchions la chaleur humaine dans un monde glacé. Pourquoi les gens paient-ils un guide ? Pour éviter la foule. Tant qu'il restera de ces êtres fragiles et douillets pour aller se mettre volontairement dans des endroits pareils, pour avoir froid, pour avoir mal, nous serons nécessaires. Avec nous, les fuyards ont leur territoire.

Aujourd'hui, la montagne se rétrécit. Elle n'a plus rien de magi-

que. On se bat pour avoir des places au refuge, on se bat pour être les premiers aux voies. Quand il y a deux cents personnes sur la voie normale du Tacul, ce n'est plus un 4 000, même si le froid est le même. Les années 80 ont transformé ce monde marginal en un tremplin social pour de jeunes héros, auteurs d'exploits prodigieux d'ailleurs. Des performers, adeptes du jogging à toute heure. Et l'on voit les yeux avec des gravures de monde transformées en grimpeurs. J'ai eu l'impression que la beauté de la montagne descendait dans l'arène pour se vendre.

Longtemps, les guides ont eu un second métier. Puis c'est devenu un métier à part entière. Il o fallu chercher le client été comme hiver. La marginalité fabuleuse devenait un gagne-pain. Alors que nous courons des risques énormes, nous sommes moins payés qu'un quelconque professeur de golf. Ce qui n'empêche pas les autorités qui nous considèrent comme quantité négligeable de venir jouer du coude pour être sur notre photo le 15 août. Alors ceux qui ont sauvé leur approche de l'alpinisme, qui ont su garder le cap dans ce monde là, je les salue.

Lionel Wilhuit est l'un d'eux. Respecté par tous dans la Compagnie, attentif aux clients comme aux traditions, regrettant le manque d'humilité des uns, « ceux qui ont payé et vous disent : « C'est ça la vallée Blanche ! Facile ! », « alors, dit-il, qu'une fois, je l'ai ouverte, j'ai mis neuf heures ! », comme le manque de fermeté dans la défense des autres.

Trop souvent, les clients sont tellement concentrés sur l'exploit physique qu'ils ne voient rien. Ils ne regardent pas alors que c'est un privilège d'être là. Quand je ne sens pas leur émerveillement face au paysage, je me détache d'eux. Nous sommes là pour leur montrer la beauté. Il faut aimer les lieux que vous fréquentez et donner de l'attention, instaurer une relation amicale qui ne leur permette pas de se passer de vous. Il ne suffit pas de les guider, il faut donner de soi-même pour les garder. La connaissance du client pas plus que celle des itinéraires ne s'apprennent à l'école. Dix années sont nécessaires avant d'appréhender le massif et prétendre emmener quelqu'un dans une grande course.

Il faut tout calculer : la compétence technique du client, sa condition physique, son moral, son acclimatation. Prévoir l'équipement, mettre en scène votre propre connaissance de l'itinéraire, les temps de passage, l'état de la montagne, suivre l'évolution de la météo. Si vous perdez du temps dans l'approche, la température monte, la paroi défile, en une heure tout change, vous enfoncez, devez faire des pas plus hauts que vous valez, et dans la descente vous allez dans la zone rouge. Ou une pierre se desselle et tout se dégrade. Entrer en zone rouge, c'est perdre un client.

Moi, j'étais prêt à faire des généalogies devant les anciens pour entrer à la Compagnie. Maintenant, il y o des jeunes qui ne sentent plus cela. Ils viennent chercher une carte de visite et des occasions de travail. Certains de nos aînés attendaient le client en costume pied-de-poule. Quand vous vous retrouvez devant un type en short et débardeur, encore suant de sa course, pouvez-vous sérieusement vous dire : « Je vais confier ma vie à ce gars là ? Le gars est fort, bien sûr il se met les pieds sur les oreilles, mais ça ne va pas. Assurément, il n'y a pas de problème dans la technique, c'est dans l'éthique qu'il y a... »

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

(1) Pour ce qui suit, lire « Le touriste et son guide », par Philippe Bourdieu, dans la Revue de géographie alpine n° 4, 1991.

► Lire : Guides de haute montagne, de Jean-Olivier Majastre et Erik Decamp. Glénat, 192 p., 140 F.

Avec Le Monde sur Minitel

**GAGNEZ UN SÉJOUR A LA MONTAGNE**

Pour tout savoir sur les stations SKI-FRANCE

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

هكمان الأصيل



هكذا من الأجل

Après quelques années, ils ont été mis en réserve. Peut-on espérer qu'en dépit de l'abondance de leurs richesses et de la difficulté qu'il y aurait à les montrer toutes,

On ce proposait pas de pierres à l'hôtel des ventes, sinon celles qu'il fit monter oe bijoux pour Aléna, par un joaillier ami, Jean Veodème, compagne de ses expéditions à Istar-Oberstein, en Allemagne, où il faisait tailler à sa guise certaines pierres précieuses. Mais les autres, les agates par les derniers spécialistes de ce travail en Europe. Mais la vente du 16 mars fut l'occasion de voir rassemblée dans le bloc-à-brac chaleureux de Drouot un ultime collage subreptice : œuvres d'art d'amis peintres et graveurs, livres dédiés par Breton ou Tzara et des «objets-fleets» que Callois avait choisis. «*Objets*»-*carroffants*, ceux qu'il estimait susceptibles d'être des «*appuis* pour l'imaginaire».

Parmi eux, figurait un masque, trouvé aux Puces en 1936, nous a confirmé Roland Callois, le frère de l'écrivain. C'est un loup de fer gainé de cuir et, pour protéger le oez et le bas du visage, lui est attachée une résille de métal. En correspondance directe avec celui

Roger Caillois a relaté (3) le souvenir précoce et précis qu'il

**Le goût des pierres** viendrait plus tard. Beaucoup plus tard. Après l'école et le lycée à Reims, champ libre où il participe au Grand Jeu conçu par ses aînés, René Daumal, Roger Vailland et Roger Gilbert-Lecomte; après l'école normale et l'agrégation de grammaire, où il est professeur de lettres; après le repêché et ramené par André Breton (1932) ni de s'en écarter (en 1935) tout en demeurant l'ami, le « correspondant » des surréalistes (ce qui est rare); après la rencontre avec Bataille et Leiris; après le séjour en Argentine où, venu pour trois mois, il restera le temps de la guerre, devenant ainsi une sorte d'agent littéraire du monde libre avant d'être à son retour à Paris

A partir de 1962, remarque Odile Feigine, « il n'a cessé d'écrire sur elles ». Soucieux d'exprimer leur secret enfoui, de forcer leur silence. Immobiles et peut-être immuables. Pérennes et sereines. « Je parle de pierres qui ont toujours couché dehors ou qui dorment dans leur gîte dans la nuit des filons », prévient l'auteur en dedicace de *Pierres* (1966), premier recueil qui contient des notes historiques sur les manières chinoises et ancestrales de révéler les minéraux et les premiers rapports

Une **querre révélatrice** des contradictions violentes d'un spécialiste qui aspire à l'innocence de l'Inquiétude, du mystique qui refuse le complot, d'un amateur de vie qui se rêve suprématiquement « indifférent ». Comme ce personnage de *L'Alte froide* (4), court texte de jeunesse envoyé à la NRF, retiré par son auteur en *extremis* pour « excès de lyrisme », et qui, sous couvert de la description du glacier de ce nom, analyse le charme particulier et l'empire absolu sur les femmes d'un homme qui prétendrait constamment se tenir éloigné d'elles, pour mieux s'en approcher.

**Michèle Champenois**

(1) Entretien paru dans le *Nouvel Observateur* le 28 novembre 1978.  
(2) À paraître aux éditions Critérion.  
(3) Dans le *Fleuve Alphée*, Gallimard. Coll. « L'imaginaire ».  
(4) Ed. Fata Morgana.



**Roger Caillols chez lui à Paris**

**LA STATION BÉNIE DES DIEUX !**  
(Hauteur de Neige)  
**BAS DES PISTES : 0,90 m**  
**HAUT DES PISTES : 2,10 m**  
**VOIE LACTÉE OUVERTE**  
**350 km DE PISTES**

*Montgenèvre*  
Office de Tourisme - Tél. : 02.21.90.22

## ISLANDE geysers et volcans

avec votre voiture  
à bord du  
car-ferry "Norröna"  
de la Smyril Line  
Votre agent de voyages  
ou agent général :  
rue des AGREPA  
42, rue Edienne-Marcel  
75002 Paris. Tél. : 1-56 66 61

**Islande**

**Découvrez une terre de contrastes**

**A PARTIR DE**  
**4510 F**

**Avion + location de voiture**  
**(base 2 pers)**  
**7j km ill. ass. incl.**

**VOYAGES** **Renseignements**  
**et inscriptions**  
**3, rue Meyerbeer**

**Li: A338**

**OLA** 75009 Paris (opéra)  
Tél. (1) 48 24 74 74

Info minimal  
3515 CODE OTISLAND



Ag.  
pê  
mê

Sont-  
tequ  
gouv  
«rens  
Ou le  
front  
Ou la  
des n  
L'idée  
la pêt  
pour  
un m  
des f  
a'adj  
cons  
périn  
schés  
gouv  
fleur  
abon  
sugg  
arrê  
émar  
prési  
Fédi  
synd  
agric  
nrigi  
Venc  
pêch  
et al  
préo  
Qua  
ranit  
s'én  
«Ma  
pays  
et di  
d'ira  
Vis-  
l'agr  
sect  
d'aj  
Cor  
impr  
man  
trav  
des  
man  
impr  
pay  
échi  
app  
mar  
opp  
l'art  
le p  
sa s  
nu et  
d'ail  
l'agri  
réur  
à s'  
dan  
da  
pro  
ajoi  
agr  
Les  
boi  
dés  
mit  
cal  
sat  
car  
de  
Re  
aju  
coi  
n p  
res  
pê  
ou  
la

# Bridge

n° 1528

## LA CHUTE DE CHARLEMAGNE

Une estampe favorable et une bonne reconstitution des mains ont permis de prévoir la chute du Roi de Cœur et de faire le top dans cette doune d'un Festival à Cannes.

ADV9  
AD83  
R98  
102  
642  
V92  
7532  
V53  
10  
R7  
ADV10  
R98764  
R8753  
10654  
64  
AD

Ann. : E. don. Pers. vuln.  
Quest Nord Est Sud  
X. Guizardi Y. Pujol  
1 1 1 1  
passe 2 1 passe 1 1  
4 4 4 4

Ouest ayant entamé le 3 de Trèfle pour le Roi d'Est, comment Martine Pujol en Sud a-t-elle fait ONZE levées (une de mieux) contre toute défense à QUATRE PIQUES?

Réponse :

La déclarante a pris avec l'As, puis elle a fait tomber les atouts adverses en trois tours. Ensuite, convaincue qu'Est devait avoir le Roi de Cœur dans son ouverture, elle a tiré l'As de Cœur et a joué la Dame de Trèfle pour reprendre la main et éliminer cette couleur. Enfin la déclarante a joué le 5 de Cœur et, sur le 9 d'Ouest, elle a mis un petit Cœur du mort. Est a pris avec le Roi de Cœur (qui était maintenant sec), et il n'a plus eu d'autre choix que de réaliser l'As de Carreau ou de continuer Trèfle pour la défausse du 4 de Carreau et la coupe du mort.

## COURRIER DES LECTEURS

Le coup de l'impératrice (n° 1503)

Dans cette doune où la défausse d'une Dame empêchait de faire un «Baier à la Reine» pour gagner le contrat de 3 SA, l'ancien champion du monde Robert Laites s'est amusé à permettre le 5 de Carreau avec le 8 de Carreau pour que le déclarant puisse encore réaliser 9 levées. Mais ce coup devient un véritable problème.

## LA BASCULE DE ROSATI

Ce sont les joueurs eux-mêmes qui signalent aux journalistes les coups exceptionnels. Voici l'un des plus rares. Il a eu lieu au cours des Olympiades de Venise, et c'est le champion Laurus qui a expliqué comment son partenaire Rosati avait pu gagner une manche à Cœur dans le match Italie-Islande.

R94  
RV94  
A1076  
74  
A103  
VD  
A1076  
V542  
V5332  
D  
108532  
D3  
AR1096  
V87652  
A76  
R98  
D  
A103  
VD  
A1076  
V542  
V5332  
D  
108532  
D3  
AR1096

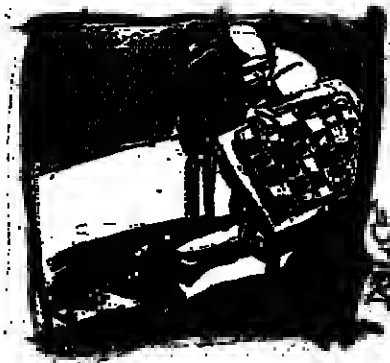
Ann. : S. donn. E-O vuln.  
Quest Nord Est Sud  
Rosati X. Lania Y.  
1 1 1 1  
passe 2 1 passe 1 1  
4 4 4 4

Ouest a entamé la Dame de Trèfle prise par l'As de Sud qui a joué aussitôt la Dame de Pique. Est a pris avec l'As de Pique et il a continué Trèfle. Sud a mis le Roi de Trèfle (car Ouest pouvait avoir le Valet). Ouest, après avoir coupé avec le 7 de Cœur, a rejoué Pique. Le déclarant a fourni le Roi du mort (sur lequel il a défaussé le 3 de Carreau). Il a continué avec le 9 de Pique qu'il a coupé, puis a joué le 3 de Cœur dans l'intention, si Ouest ne fournissait pas l'As, de mettre le Roi de Cœur et de terminer en double coupe. Mais Ouest s'est précipité sur son As et a rejoué atout. Comment Rosati, qui avait déjà perdu trois levées (As de Pique, Trèfle coupé et As de Cœur) a-t-il fait le reste pour gagner QUATRE CŒURS contre toute défense?

Note sur les enchères

On peut trouver des raisons d'ouvrir avec le jeu de Sud, mais on peut en trouver encore davantage pour ne pas ouvrir même si la main vaut presque 13 points en comptant la distribution.

Philippe Brugno



# Anacrosés

n° 759

Les anacrosés sont des mots construits à partir de lettres de mots existants. Les chiffres qui suivent les lettres indiquent la position de la lettre dans le mot. Les lettres de mots existants sont indiquées en gras.

HORIZONTALEMENT  
1. EIMMNST (+1). - 2. AORS-  
TUT. - 3. ACBENO.  
4. ACERSU (+6). - 5. DEORSTU.  
(+3). - 6. DNORSTU.  
7. ALISU. - 8. ABDEIU.  
9. EIOKTU. - 10. EENSTU (+2).  
- 11. CEENRTU (+4).  
- 12. AACEENT. - 13. ACNUY.  
- 14. BEHNST. - 15. ADDEIU.  
- 16. ABEILRT. (+3).  
- 17. EENOST. - 18. EEPKST.  
(+1). - 19. ADOSU.  
20. ABDEIU. - 21. CEENSTU  
(+1). - 22. AELLOS.

VERTICALEMENT  
23. EMORRSU (+1).  
24. ABEHNT. - 25. ACENNY.  
26. EENSTU. - 27. EENNO.  
(+1). - 28. EENSTU.  
29. AINNST. - 30. EIMOSS.  
(+1). - 31. EINOORSS (+3).  
- 32. CEENSTU. - 33. CEENRU.  
- 34. ABEHNT (+6). - 35. AAD-  
PRS (+2). - 36. ABEERU (+1).  
- 37. ABEHNT (+13).  
- 38. ABEHNT (+1). - 39. CEIL-  
TUU (+8). - 40. DEIRSU (+3).

41. DEEISTU (+3).  
42. DENRSU. - 43. EEEIMRTV.  
SOLUTION DU N° 758  
1. ECHELLE. - 2. ROUGEUX.  
3. ITALIEN (ENLANT L'AMBI-  
- 4. FUMOS (FUMOS). - 5. ROU-  
- 6. TOSANT. - 7. TIEDES.  
- 8. INFRAON (FARINONS). - 9. QU-  
- 10. NATURELS. - 11. EXA-  
- 12. ETUDDA (AUDIT). - 13. EPI-  
- 14. SERRER (SERRER). - 15. EPI-  
- 16. LAURSE. - 17. ATU-  
- 18. EUPHONIE.  
- 19. NERONIE. - 20. DECANAL (CAN-  
- 21. GREULS (GLISSER).  
- 22. EUPHONIE. - 23. EUPHONIE.  
- 24. COUANT. - 25. APHONIE.  
- 26. FERRIS (FERRIS). - 27. REXISME.  
- 28. ASTATES. - 29. LEROTS (STEROL).  
- 30. EUSIONS. - 31. SENAIRES. Vers de  
six pieds (ARSENIS IERANES  
RENNES RENASSE). - 32. BONOUE.  
- 33. PIACIDE. - 34. TUTEUR. - 35. ELA-  
- 36. SIESTAL. - 37. GLAUQUE.  
- 38. IDONS. - 39. DUSSIONS. - 40. ANE-  
- 41. ASEKULE.

Michel Charlemagne  
et Michel Duguet

# Scrabble

n° 418

## C PLUS FACILE!

La tentation d'accumuler deux consonnes identiques (SELLE, MISTIE) est telle qu'on a tendance à y succomber même lorsqu'une seule est requise : ne joue par exemple «pessifier» au lieu de PERSIFLER. Mais il y a des cas où il faut savoir résister : deux consonnes. Avec AEL-LOVY, si VOLLEYA est implacable (on l'ajoute), il faut jouer ALVEOLE ou VOLABLE. Dans ce domaine, ce sont les tirages avec deux C qui sont les plus difficiles à négocier. Le joueur a en effet tendance à faire du B.A.-BA avec les lettres qu'il essaye d'ordonner ; or le C se prononce [k] devant un L, un R, un A, un O, ou un U, [s] devant un E, un I, [ç] encore s'il a une cédille. C'est la panique.

Voici deux exercices que nous vous proposons CONCOCTES pour vous mettre à l'aise.

Trouvez l'anagramme des mots suivants en séparant leurs C.

Exemple : ACCORTE, ESCORTAT.  
1. SACCADER (2 solutions).  
2. ACCALMIE. - 3. ACCOLER.  
4. ACCOLLES. - 5. ACCORNER.  
6. ACCORNE. - 7. OCCITAN.  
8. ACCAPARE. - 9. ACCEPTAL.  
10. ACCORA. - 11. ACCORRE.  
13. ACCRETE. (matière) capturée par un autre (2 sol.). - 14. OCCASES.  
15. BRUCIOS. fromage corse.  
16. ACCEDANT. - 17. ACCONIER.  
qui charge ou décharge un navire avec une allège. - 18. ACCOTANT.  
19. ACCRUTES. - 20. ACCORDE.

Six ne sept plus un. Exemple :  
ACCISE + L. - CALICES. 21. CAN-  
CEL. lieu de dépôt du socle de l'Etat.  
+ A. - 22. CANCEL + E. - 23. CAN-  
CEL + L. - 24. CANCEL + O. -  
25. CANCEL + Y. - 26. ACCOLA +  
L. - 27. FACILE + C. - 28. COINCE  
+ A. - 29. CITERA + C (2 sol.). -  
30. ACCULA + R. - 31. RECTIER +  
C. - 32. CIRCULE + A. - 33. CIR-  
CULE + E. - 34. CRÉATIF + C. -  
35. CALERA + C. - 36. CONCLUT  
+ A. - 37. COINCE + E.

## Michel Charlemagne

Solutions des anagrammes :  
1. CASCADER. - 2. CACARDES.  
3. CLAMECAL. - 4. CARACOLE.  
5. COALESC, se soude.  
6. CORNACÉE, plante type  
aueba. - 7. CONSACRE.  
8. COINCAT. - 9. CARAPACE.  
10. CAPACITE. - 11. CARACA.  
12. EORCA. - 13. CARACA.  
14. CRETACE. CETERAC, son-  
gère. - 15. COCASSE. - 16. OBS-  
CURCI. - 17. CADENCAT.  
18. COINCERA. - 19. CRUS-  
TACE. - 20. COCARDE.  
21. CANCALE. - 22. CENACLE.  
23. CALCAINE. - 24. CALECON.  
25. CYCLANE. - 26. CLOA-  
CAL. - 27. CALECIF.  
28. COCAINE. - 29. CACTIER.  
ACTRICE. - 30. CARACUL.  
31. RECTRICE. - 32. CRU-  
CIALE. - 33. CERCUEIL.  
34. FACTRICE. - 35. CALCAIRE.  
36. OCCLUANT. - 37. CICE-  
RONE.

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PIS
1	JHNCIDIA	JIHAD (s)	H 4	48
2	GAUHELV	EVOLUAI	I 8	68
3	GOLEIR	RIGOLA(R)DE (s)	A 8	83
4	UEOFER	FOREU(S)E	15 D	99
5	ASEOER	KAS	J 6	43
6	EIEDSPN	REPERNS	3 H	90
7	GOEUSU	QUINES	L 1	42
8	GOEUSU	BILOQUEE	L 1	203
9	HANOVRE	VAN	K 5	36
10	HOREACEP	REPROCHE	A 8	98
11	EUSALEM	MEULAGES	C 3	74
12	SALETMT	LUTTIMES	12 H	72
13	AINNIGS	SAIGNONS	10 C	66
14	AEFBZRT	ERSATZ	10 C	70
15	FEIPLIC	SEXU	10 C	606
16	FTUAMET	FEUX	14 L	32
17	BTMTNCA	BIC	14 H	27
18	TMTNATD	DENUA	N 11	19
19	MTTHORI		H 4	23
				1 259

(a) L'ensemble HADII peut à 3 points. (b) GRILLON. 11 E 12; L X, 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051 1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065 1066 1067 1068 1069 1070 1071 1072 1073 1074 1075 1076 1077 1078 1079 1080 1081 1082 1083 1084 1085 1086 1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093 1094 1095 1096 1097 1098 1099 1100 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107 1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114 1115 1116 1117 1118 1119 1120 1121 1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128 1129 1130 1131 1132 1133 1134 1135 1136 1137 1138 1139 1140 1141 1142 1143 1144 1145 1146 1147 1148 1149 1150 1151 1152 1153 1154 1155 1156 1157 1158 1159 1160 1161 1162 1163 1164 1165 1166 1167 1168 1169 1170 1171 1172 1173 1174 1175 1176 1177 1178 1179 1180 1181 1182 1183 1184 1185 1186 1187 1188 1189 1190 1191 1192 1193 1194 1195 1196 1197 1198 1199 1200 1201 1202 1203 1204 1205 1206 1207 1208 1209 1210 1211 1212 1213 1214 1215 1216 1217 1218 1219 1220 1221 1222 1223 1224 1225 1226 1227 1228 1229 1230 1231 1232 1233 1234 1235 1236 1237 1238 1239 1240 1241 1242 1243 1244 1245 1246 1247 1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254 1255 1256 1257 1258 1259 1260 1261 1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268 1269 1270 1271 1272 1273 1274 1275 1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282 1283 1284 1285 1286 1287 1288 1289 1290 1291 1292 1293 1294 1295 1296 1297 1298 1299 1300 1301 1302 1303 1304 1305 1306 1307 1308 1309 1310 1311 1312 1313 1314 1315 1316 1317 1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324 1325 1326 1327 1328 1329 1330 1331 1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340 1341 1342 1343 1344 1345 1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352 1353 1354 1355 1356 1357 1358 1359 1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366 1367 1368 1369 1370 1371 1372 1373 1374 1375 1376 1377 1378 1379 1380 1381 1382 1383 1384 1385 1386 1387 1388 1389 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401 1402 1403 1404 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415 1416 1417 1418 1419 1420 1421 1422 1423 1424 1425 1426 1427 1428 1429 1430 1431 1432 1433 1434 1435 1436 1437 1438 1439 1440 1441 1442 1443 1444 1445 1446 1447 1448 1449 1450 1451 1452 1453 1454 1455 1456 1457 1458 1459 1460 1461 1462 1463 1464 1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471 1472 1473 1474 1475 1476 1477 1478 1479 1480 1481 1482 14



حکمان الجبل

SANS VISA

Le Monde • Samedi 20 mars 1993 33

TABLE

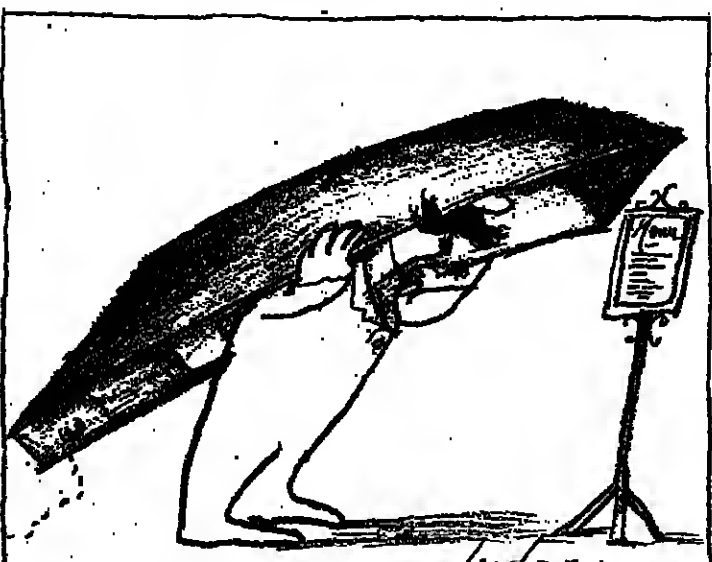
19

Scrabble

# Dîner avec Bel-Ami

C'EST il y a cent ans, le 6 juillet 1893, que mourut à Paris Guy de Maupassant. Cet anniversaire sera honoré toute cette année par diverses manifestations. En Normandie d'abord (à Rouen par des conférences sur Flaubert et Maupassant, à Yvetot, au Havre, à Fécamp - par des expositions aux musées, - à Canteleu-Croisset, etc., pour un « Hommage à Bel-Ami », mais aussi à Paris et dans la région parisienne (spectacle au théâtre du Lucernaire et manifestations dans le Val-d'Oise et à Bougival au Musée Tourgueniev), un peu partout en France également, par des représentations de la *Maison Tellier*. A Cannes avec des régates « Bel-Ami » en juillet et même à l'étranger, notamment aux Pays-Bas et en Norvège.

Le vieux Goncourt raconte qu'au cours d'une visite qu'ils firent tous deux à Gustave Flaubert, à Croisset, ils dégustèrent un turbot nappé « d'une délicieuse crème » qui les régala. De la crème normande bien sûr! Buratelli dit de coudre? Ce cidre que Bel-Ami fait découvrir à sa jeune épouse: « Boisson jaune et aigre, cidre doux, mousseux, des bouteilles dont le bouchon saute comme celui de la limande gazeuse. » Mais il ne déteste point le champagne et, au Café Riche, il ne s'étonne pas



MAUPASSANT VENANT DE JEUNER INCognito CHEZ UN BON AMI, A LA GARENNE-COLOMBES.

de voir M<sup>me</sup> de Marelle commander du champagne doux frappé pour accompagner une truite rose « comme de la chair de jeune fille », suivie de côtes d'agneau sur pointes d'asperges. Maupassant-Bel-Ami apprécie

Gastronome, Maupassant? Peut-être pas. Mais gourmand assurément. Dans le *Rostier de M<sup>me</sup> Husson*, ne donne-t-il pas le « truc » pour réussir « des œufs mollets enveloppés dans un fourreau de gelée de viande aromatisée aux herbes et légèrement saisis dans la glace »? Deux choses nécessaires: de la bonne gelée et de bons œufs. Et l'un de ses personnages d'expliquer: « J'ai deux basses-cours, une pour les œufs, l'autre pour la volaille... Dans l'une comme dans la chair du poulet, du bœuf ou du mouton, dans le lait, dans tout, on retrouve et on doit goûter le suc, la quintessence des nourritures intérieures de la bête. Comme on pourrait mieux manger si on s'occupait davantage de cela! »

Et aussi cette remarque, bien digne de Bel-Ami: « C'est étonnant comme les femmes vous semblent mieux quand il fait beau... C'est absolument comme un vin qu'on boit après le fromage. » A ma connaissance, deux restaurants de la région parisienne fêteront cet anniversaire. A l'Olivier (22, rue Ernest-Renan, à Issy-les-Moulineaux), le bon Goarequer inscrit à sa carte dès juin la friture de Bel-Ami, superbe jonquette de petits poissons en friture. Tél.: 40.93.42.00.

Et c'est un Normand de pure origine, Jean-Pierre Bailion, qui, tout ce mois d'avril, ajoute à sa carte de l'*Auberge du 14-Juillet* (9 boulevard de la République, à la Garenne-Colombes - tél. 42-42-21-79) un menu d'hommage à l'auteur de *Bel-Ami*: vol-au-vent de la mer ou andouille flambée au calvados, canette aux pommes ou barbe au cidre, camembert au lait cru, tarte aux pommes normandes. Un menu spécialement étudié par ce maître cuisinier, préparé avec amour et respect, on s'en régale en avant-première avec - on peut bien rêver! - Flaubert, Maupassant et le vieux Goncourt. Le de Marelle avait, quand à elle, commandé le champagne!

La Reynière

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

**NICE**  
**HÔTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél.: 93-88-39-40.  
Plaisance, calme, vue.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, cuisine. Téléphone direct, minibar.

#### Côte basque

**HÔTEL DE CHIBERTA ET DU GOLFE\*\*\*NN**  
(3 km de Biarritz)  
La « forna » de l'océan et le calme de la forêt de pins. Séjour en chambres et confort balcon, jardin (tél. direct, TV Canal +).  
HIVER 92/93 et printemps 93

**EN FORMULE HÔTEL:**  
Forfait 7 nuits et petits déj. + 6 € gîte en liberté + ou choix sur 8 gîtes (Chiberta Biarritz-Hossegor-La Nivelle Seignosse-Arangu-Ju-de-Mars Fontarabie/Espagne). Prix par pers. en ch. double à partir de 2 775 F.

Supplément 1/2 pension 700 F/pers. semaine.

**EN FORMULE RÉSIDENCE-HÔTEL:**  
Séjour semaine pour 1 ou 2 personnes: 1 575 F.  
Supplément Thalasso: Aux Thermes Marins de Biarritz à partir de 1 700 F (sem.)

Services de plateau-repas, le soir. Navette Thermes Marins.

104, boulevard des Plages, 64600 ANGLET  
Tél. Réserv.: 59-52-15-16.  
Fax: 59-52-11-23.

#### Montagne

**05350 MOLINES-EN-QUEYRAS HTES-ALPES - STATION VILLAGE**  
A 5 km de Saint-Véran  
**HÔTEL LE CHAMOIS\*\*\***  
LOCAL DU PAYSAN  
Soleil, calme, toutes randonnées dans le parc régional du QUEYRAS  
Tél.: 92-45-83-71.  
Fax: 92-45-80-58.

**05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, parq. rég. du Queyras)**  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle. Été-hiver, plus haute cour d'Europe. 2 hôtels 2 étoiles.  
Légende de France  
Ski de fond, piste, promenade. Meublé, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres.  
**HÔTEL LE VILLARD\*\*\***  
Tél.: 92-45-82-08  
et l'HÔTEL LE BEAUREGARD\*\*  
Tél.: 92-45-82-62. Fax: 92-45-80-10.

#### Paris

**SORBONNE**  
**HÔTEL DIANA\*\***  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F.  
Tél.: 43-54-92-33.

#### Venise

**OFFRE SPÉCIALE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1993**  
**RAMADA HOTEL VENISE**  
Séjour 700 FF par personne pour 3 nuits y compris le petit déjeuner.  
Pour réserver téléphonez: 1939/41/5310500  
Fax: 1939/41/5312278  
Téléc.: 411484 Ramven

«sa» cuisine normande, il la vante même quelquefois (« Les Normands sont les Gascons du Nord », dit un personnage de *Pierre et Jean*) comme la terrine de *Boule-de-Suif* dans laquelle « deux poulets entiers tout découpés avaient confit sous leur gelée ». Où encore la cuisine de l'*Auberge du Mont-Saint-Michel* (a-t-il testé l'omlette de la mère Poulard?). Il apprécie les salicopes (nom des bouquets dans la Manche)... Mais lorsqu'il se livre au canotage et va dîner à grands coups d'aviron à Bezons, à Chateau, à Bougival, à Poissy, voire à Asnières et Argenteuil, Bel-Ami adore « les fritures de Seine, les gibelottes et les matelotes, les tonnelles de cabarets et les cris des canotiers ». Ce qui ne l'empêche point d'aller dîner quelquefois au Pavillon Henri-IV de Saint-Germain, alors grande maison à la mode. Et de se régaler, comme Pierre et Jean, de ce copieux menu: « Polisson, vol-au-vent, poulet rôti, salade, haricots verts, pâté d'olivettes de Fithiviers... »

### Miettes

**Bordeaux blancs.** Le millésime 92 a été exceptionnel dans les bordeaux blancs. C'est ce qui a incité les fibres Blanc à honorer ces vins blancs tout au long du mois de mai dans leurs restaurants. Au pied de cochon, le Grand Café, Charlot roi des coquillages, l'Arbuti et le Procope. Chaque client consommateur d'un bordeaux blanc de la carte spéciale (même si ce n'est point pour accompagner le blanc de turbot ou l'un blanc-manger) se verra offrir une bouteille à emporter: de bordeaux blanc, évidemment!

**Plaisir de lecture.** L'un d'eux a découvert La Ferme, dans l'île de Barthelasse, en Avignon (tél.: 90-82-57-53), et a été satisfait de la cuisine et des prix. Rapport

qualité-prix, c'est aussi ce qui a enchanté un autre lecteur à Salon-de-Provence, au Troiteur (21, allée de Crapeau, tél.: 90-53-31-83), avec son menu à 98 F. Enfin, à Lyon, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement, c'est La Tomelle (23, rue du Moulin-à-Vent, tél.: 78-58-63-01) et ses menus à 92/128 F et 180 F qui ont séduit un autre lecteur.

**Le Bistrot du 20<sup>e</sup>,** dont j'ai parlé dernièrement, est désormais ouvert aussi le samedi, midi et soir. Excellente occasion de découvrir son foie gras et son cassoulet. (Bistrot du 20, 44, rue du Surmelin, tél.: 40-31-20-30).

L. R.

## Bugnes et fleur d'oranger

DOUCEURS

LA fleur d'oranger, image de la virginité, était considérée en Italie comme une des plus précieuses dans les arts. Elle fournissait à la cuisine et à la pharmacopée un hydrolat, l'eau de fleur d'oranger, qui calme les accès de nervosité. Aussi, depuis un siècle et demi, la couronne de fleurs d'oranger était-elle la parure de la jeune mariée, un accessoire presque indispensable, cet entrelacs fin et délicat qui imitait la nature mais n'en avait pas le parfum. Chez le dernier fabricant parisien de fleurs et de fruits artificiels, chez Trousselier (1), il y avait une orangère qui, de ses doigts habiles et par gestes infiniment répétés, atteignait à la perfection. Elle produisait ces impalpables citadines, ceux dont Escottier, à la suite de Carême, recommandait l'emploi avec des fruits de cire, pour assurer le succès d'un plat sur une table d'apparat. Excess d'artifice? Peut-être, mais l'on ne peut tricher avec l'exigence d'une tradition, qui est, selon l'historien (2), un « lien de mémoire » et de reconnaissance d'identité. La table requiert un travail ouvrier exigeant. En temps de crise, c'est la seule légitimité de la dispendieuse gastronomie, où tout un peuple se reconnaît, même s'il n'en partage pas tous les délices.

Des deux espèces d'orangers - *citrus vulgaris* et *citrus aurantium* - c'est le premier à l'odeur puissante, qui offre les fleurs les plus parfumées. L'essence que l'on extrait de ces fleurs, c'est l'essence Néroli, du nom de cette duchesse pour qui Flavio Orsini fit élaborer, en 1680, l'eau aromatique. Riche en « géranol », cette eau était produite à Grasse, Cannes, Nice et Menton, du temps du PLM. Le *Nérolium* est distillé à Vallauris, aujourd'hui, pour une coopérative agricole (3). Les médecines douces emploient encore, comme antispasmodique, la bénigne eau de fleur d'oranger, capable d'apaiser les névroses et le mal comitial, et de communiquer aux potions et aux tisanes cet insidieux parfum de l'enfance, dont elle consolait le sommeil. Le flacon est d'ailleurs teinté de bleu pour communiquer sa vertu apaisante.

Dans la Provence traditionnelle, sinon traditionaliste, du côté de Maillane, l'usage de la fleur d'oranger, plus exactement de son eau dans la pâtisserie, est lié encore au cycle religieux de l'année. Ce sont les gâteaux parfumés de la Chandeleur jusqu'au temps de la Passion. Gâteaux qui figurent encore aux devantures des pâtisseries dans les rues claires de Saint-Rémy-de-Provence, au temps de la floraison de l'amandier, dans les boutiques d'Aix et au long de la rue d'Antibes, à Cannes. Le 2 février, à Marseille, arrivent les navettes de saint Victor, patron de Marseille (Le Four des navettes, 136, rue Sainte, 13007 Marseille. Tél. 91-33-32-12), puis une série de gâteries qui, toutes, nécessitent l'usage de l'eau de fleur d'oranger, comme pour soutenir ces temps incertains de pluie, de frimas et de giboulée du parfum de ce fruit qui mûrit

l'hiver, là-bas, près de Menton, et dont l'arôme miellé charme les gourmands. Aux jours « gras », précédant le Carême et Pâques, on trouve des *oreillettes* « à pleine bananes », *mervelles* et *beignets* au doux parfum.

Les *bugnes* du Mardi-Gras, « *bugne arlatense* », sont les gâteaux d'Aix: on les trouve aussi dans les boutiques qui ont incliné vers « Lou Larzac » et l'écologie. A côté d'un pain d'argile verte, comme chez la boulangère Rosa à Saint-Rémy. A Aix, ce sont les *biscottins* ou les *croquets aux amandes* (casse-dents, en provençal), semblables aux *croissans* des sœurs de Schéhérazade (4): on trouve aussi des *mitillons*, réalisés avec une pâte à feuilletage. « *Chichi-fregi* », c'est le gâteau du mercredi des Cendres aux barreaux des foires et des fêtes. Le mot désignait, nous dit Mistral, les gens de peu, les pauvres gens pour qui l'eau de fleur d'oranger venait adoucir la pâte de pois chiche. On les fait aujourd'hui encore comme des pets-de-nonne. Aux Rameaux, les enfants avaient droit aux *mar-mousets* (ou *escivonnés*), petits personnages poudrés de farine et parfumés avec la fleur des Hespérides, comme les *brassadeux* du temps pascal. Le tout couronné par le gâteau noué de Pâques, le fruit conit mêlé à la fine saveur du *nerolium*. L'orange d'hiver a accompagné le temps de la Passion, jusqu'au renouveau printanier. La Provence gourmande est le théâtre parfait de ce dilemme.

Qui l'emporte, en gastronomie, de la tradition liée à un terroir et à la mémoire populaire, ou bien de la création culturelle faite par les poètes et les cuisiniers? L'historien Pascal Orsini pense, avec Pierre Nora (5), qu'il existe une gastronomie française instituée sous le Directoire et la Restauration, que les pères fondateurs, Grimod de La Reynière et Brillat-Savarin, avaient un pied dans l'Ancien Régime, et qu'aujourd'hui encore cela continue, sur la table princière d'Alain Ducasse, au restaurant Louis XV - précisément - aussi bien que dans les rues du vieux Nice, à l'Oustau de Baumanière et rue de la Commune à Saint-Rémy, où l'odorat est encore flatté par la fragrance de l'eau de fleur d'oranger, odeur de santé et de réjouissances populaires.

Jean-Claude Ribant

- (1) Trousselier, 73, bd Haussmann, Paris 9<sup>e</sup>, Tél. 42-66-97-95.
  - (2) Les Lieux de mémoire, sous la direction de Pierre Nora, III. Les France, tome II. Traditions, Chippie: « La gastronomie » par Pascal Orsini, Gallimard, 1992.
  - (3) Coopérative agricole Nérolium, 12, avenue Georges-Clemenceau 06220 Vallauris, tél. 93-64-75-54, qui produit aussi une excellente marmelade d'oranges amères que nous a signalé un lecteur de Montpellier.
  - (4) Les Sœurs de Schéhérazade, Odile Godard, Actes Sud, 1990.
  - (5) Op. cit. Les Lieux de mémoire.
- A consulter aussi: *Cuisine et fêtes en Provence*, Marion Nazet, Edisud, 1992; *Douceurs de Provence*, Maguelonne Toussaint-Samat, éditions A. Barthélémy, 1988.

### GASTRONOMIE

Au cœur de St-Germain-des-Près  
De 12 h à 3 h du matin.

**L'ARBUCI**  
Autrichien et Breton  
25 rue de Buci - 6<sup>e</sup>  
Tél.: 44.41.14.14  
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 210 F  
et ses soufflés.  
36, rue de MONT-THAÏOR  
(près de la place Vendôme)  
39 ANNIÉE  
Réservation: 42-60-27-13.  
Fermé le dimanche.

## INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

<b>CRUSTACÉS-POISSONS</b> <b>AU RÉGENT</b> 42-22-32-44 F/dim. & km. 97, rue du Cherche-Midi (6 <sup>e</sup> ). Plats cuisinés.	<b>LA COUR COLEBERT</b> , 12, rue Hôtel-Cobert 9. 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII <sup>e</sup> authentique. PMR 220 F. <b>AU CADRE VERT</b> 42-88-78-77 4, rue Lakan (16 <sup>e</sup> ) angle rue de l'Annonciation. O.T.L.J.	<b>ALGÉROISES</b> <b>LE DEY</b> 109, rue Croix-Nivert, 19 <sup>e</sup> Dém. km. Tél.: 49-28-81-04 Menu: 115 F l'après-midi de 10 h à 14 h.	<b>DANOISES ET SCANDINAVES</b> <b>COPENHAGUE, FLORA DANICA</b> , 1 <sup>er</sup> étage 142, av. des Champs-Élysées, 44-13-86-26.	<b>ETHIOPIENNES</b> <b>ENTOTTO</b> 43-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nordmann, 13 <sup>e</sup> Dorowolt, Beyanetou av. l'Indjira.	<b>ITALIENNES</b> <b>L'APPENNINO</b> , 61, rue Amiral-Mouchet, 14 <sup>e</sup> . 45-89-08-15. F/dim. lundi. <b>EMILIE-ROMAGNE</b>
<b>FRANÇAISES TRADITIONNELLES</b> <b>RELAIS BELMAN</b> , 37, rue François-I <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim.	<b>LE PROCOPE</b> , 13, rue de l'Ancienne-Comédie, 43-26-99-24, cuisine bourgeoise et inventive et merveilleux banc de coquillages. HUITRÈS A VOLONTÉ, 120 F par pers.	<b>BROCHES</b> <b>L'ARBUCI</b> , 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.L.J. jusqu'à 3 h. Unique! Poissons, viandes, desserts cuisinés à la broche, sélection de petits vins de pays qui chantent. <b>DIVERS JAZZ</b> de 21 h à l'aube.	<b>CRUSTACÉS ET COQUILLAGES</b> <b>CHARLOT</b> , Roi des coquillages, 12, pl. Clichy, 48-74-49-64. T.L.J. jusqu'à 1 h, tous les produits de la mer mais surtout la véritable bouillabaisse marseillaise.	<b>INDIENNES</b> <b>MAHARAJAH</b> 43-54-26-07 T.L.J. jusq. 23 h 30 72, bd St-Germain. M <sup>me</sup> Maubert. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux. SALON: mariages, cocktails, réceptions	<b>VIETNAMIENNES</b> <b>NEM 66</b> 66, rue Lauriston, 16 <sup>e</sup> . 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.



Ag  
pê  
mêSont-  
lesqu  
gouve  
«ress  
Ou le  
front  
Ou la  
des n  
L'idée  
la pêt  
pour  
un m-  
des f  
s'edj  
cons  
pério  
sché  
gouv  
fleuri  
abon  
sugg  
arrê  
émér  
prési  
(Fédu  
synd  
agric  
origi  
Vark  
pêch  
at au  
pro  
Qua  
renf  
s'ab  
«Ma  
pays  
et d  
éto  
Vis-  
l'agr  
sect  
déjà  
Cor  
l'im  
man  
trav  
des  
mar  
l'im  
pay  
échi  
app  
mer  
opp  
l'art  
le p  
se é  
sou  
et d  
Mal  
la, l  
agri  
réu  
à s'  
dan  
da  
pro  
slo  
agr  
Les  
bal  
dép  
mil  
cal  
cal  
car  
de  
Re  
aju  
coi  
op  
ree  
pê  
ou  
la

## La rue de Buci chez son psy

La rue de Buci telle qu'en elle-même l'éternité la change...

Il est assez facile d'être injuste avec la rue de Buci. De l'aborder à l'ironie. Elle est tellement tout : «in», «hot», branchée, mode, litté- faire et discrètement «show», provin- ciale à la manière d'un rêve parisien, école de fin de semaine et «maastrichtienne» en diable. Sur quoi ? Pas même cent mètres ! Le début de la rue, sur le boulevard Saint-Germain, intéresse peu ses familiers. Les boutiques changent souvent d'enseigne, histoire, peut- être, pour cette venelle de bico marquer son éloignement, sa diffé- rence avec les rues de Rennes et des Saints-Pères, et leur commerce de l'élégance. Buci doit se vouloir domestique, un brin popote, aspirer à un art de vivre sans façons, car elle ne commence vraiment qu'au point de rencontre de la rue de Seize, lorsqu'elle abandonne son arc de cercle pour une ligne droite de bouchers, de traiteurs ou de bou- langers.

Le marché Buci. L'appellation est usurpée, puisque les émaux, le froma- ger et les primeurs occupent le haut de la rue de Seine. Buci se l'est annexé sur son flanc. Comme le carrefour de son extrémité, qu'elle partage pourtant avec les rues Saint-André-des-Arts, Dauphine, Mazarine, et de l'Anceinne-Comé- die. Mais on dit «le carrefour Buci». Bien sûr, le désir de refuge y est sensible, manifeste, le verrouil- lage avec le boulevard, parallèle, Saint-Germain derrière, Saint-Mi- chel devant. On y entre, on y reste, pour s'extraire du présent touris- te qui environne, de la fripe et des entorses à la nostalgie. On y retourne chaque samedi, tous les jours si l'on peut, comme on com- ble les défenses d'une dernière bar- ricade. Buci compte peu d'habi- tants, trop de passants au goût des premiers, surtout des parisiens. L'époque est rude pour la rive gauche. Saint-Germain a bradé ses mémoires pour une poignée de yens

et de lires. Les conversations de ses terrasses y sont plus assomantes, ou plus vaines, que lorsque les exis- tentialistes, même l'île mondaïce de mai 68, y sirotaient leurs uto- pies. Pour résister, Buci a choisi le principe de l'enclave.

Ses défenseurs viennent parfois de loin, même au-delà du quartier, soutenir une cause désuète mais vivante, rappeler qu'hier était ici un village où les livres voisinaient avec les légumes, où des écrivains distin- gués partageaient encore des songes éthyliques avec des ouvriers dans des cafés sans charme, où la bour- geoisie ne se savait de gauche qu'au prix de l'équivoque. Bref, au temps où il fallait encore de tout pour faire un monde. «Buci s'élève dans un élan que nul ne s'avisait de des- serrer», écrit Robert Giraud (1), et cela a dû sauver la rue sans soleil des glissements progressifs, arrimer plus ferme ses militants.

Rue de Buci, on ne fait rien de particulier. Son marché, et le samedi est, à ce propos, jour de concours de Caddies, signes patents de réussite, de nonchalance ou de paupérisation. Sa halte de vieille habitude, à l'une des terrasses, pour boire ce fameux café parisien à l'eau de vaisselle que tant de capi- tales sans culture nous envient, lire des titres déprimants, et se rassurer sur la beauté des filles. Rien d'au- tre, si ce n'est remonter le fleuve de barrer la rue avec son coin de verdure : beaucoup d'épouses, de petites amies ou de grands-mères lui doivent les tendres attentions dominicales. Et à l'approche de Noël, chaque année, il doit être le seul, dans la contrée, à faire ressem- bler Paris à un trottoir de New- York, lorsque ses rangs de sapins montent une garde vigilante autour de oos émerveillements d'enfants rattrapés par le fisc.

Rien, donc, dans Buci, si ce n'est se compter à chaque passage, retrouver chez l'autre ses propres tics, ses abandons et sa sauvegarde par la frivolité. On peut, ici, se regarder sous le oez, puisqu'oo vient un peu pour ça, ceux des ter- rasses approuvant la mise de ceux qui défilent, complices, sûrs de



l'impression favorable du public. L'enclave a le culte de la tolérance, car elle est elle-même fille du méti- sage, de l'addition des différences. Loterie, hospice d'exilés volon- taires et laboratoire des effets, sur les corps, de la suppression des frontières. Excellentes coois- seuses d'états, les Européennes du Nord donnent à la rue son illusion de simplicité, cette façon hyper- urbaïne de retourner aux vraies choses de la vie. Elles sont chez elles, repartent à vélo, décidées à situer leur ghetto, comme à Amster- dam ou à Berlin, quelque part entre la galerie d'art et la Lozère.

La samedi, le marché ressemble un peu à une annexe de celui d'Apt, au mois d'août. On imagine les Austins, les «4x4», les grosses familles américaines guetées sur le boulevard. La gauche chic vient faire ses emplettes pour se reconforter d'avoir acheté une maison de cam-

pagne à plus d'une heure de Paris. Enfin, la gauche chic... On ne sait plus, eux-mêmes ne savent plus. Sous une veste de chasse anglaise, difficile à dire. Le cashmere est comme le vieux tweed, élimé. En retour d'espérance. Dupé, mais résolu à ne plus rester dupe, indivi- dualiste, en recherche de langage d'amertume. Cela compte-t-il, rue de Buci ? Les familles se croisent là justement parce qu'ils se sont choi- sis sur la base d'une rupture avec leurs villes ou leurs problèmes d'origine. Allemands, Japonais, comme ces ex-étudiants américains décidés à ne rentrer chez eux que lorsque les États-Unis auront enfin une histoire remontant au Moyen Age, tous doivent se sentir trahis, même par Paris. Ailleurs, ils com- posent, même à Saint-Germain. Ils ont dû tous faire le tour de la Terre, tenter l'expérience d'une lie- croquette, derrière Miller, ou du Mon- tana. La planète ne vaut plus le

détour. Buci suffit à l'émulsion douce des rêves de partance, d'en- vres à venir, ou d'amour fou.

Et puis, s'il leur revenait des années de racines, le kiosque à jour- naux est là pour suggérer de se res- soir confortablement en terrasse. Son débit est impressionnant, et ardemment international. La preuve, chaque matin, après, la queue chez le boucher, que cela va partout plus mal que rue de Buci. Alors... Leur domicile est là, autour d'eux, dans l'apparence d'un vieux quartier, les appels discrets de la nature aux avantures, plus sûrement dans leur certitude de for- mer une élite en dérive, profonde et futile, privilégiée et fragile, qui sait, mieux qu'ailleurs, que les années passent, que les hivers sous les to- piques se répètent à l'assaut, que le chic n'est qu'illusion, même pour des joueurs intelligents. Ils regar- dent les filles jeunes, exilées de la dernière génération, hollandaises ou

américaines, saties de naïveté, belles à en être tombées d'un maga- zine du kiosque. Elles s'avancent pressées, en retard pour un rendez- vous sur la V<sup>e</sup> Avenue. Les plus anciennes les suivent du regard, sou- daïn rajeunies par le galbe d'une jambe, puis ils se secouent. Celles-ci ne sont que les petites filles de Gréco, et même si Buci les met en valeur, au point d'en être saturée à l'heure de pointe, leurs silhouettes s'estompent avec les ans.

La rue ne prend plus les choses, surtout vaniteuses, au pied de la let- tre, mais avec une distanciation attendrie, aurait-oo dit hier, sur soi.

Pour durer Buci longtemps, s'y sen- tir à l'aise, mieux vaut avoir déjà fait les comptes de son égocen- trisme et apaisé ses combats. Dans la matioée, derrière les vieilles dames étrangères, arrivent plusieurs générations de femmes, touchantes par leur lassitude, et leur sourire victorieux, de luites menées pour la beauté et l'égalité. Beaucoup de quadragénaires exhibent l'enfant de la dernière chance. Des épouses dont le couple a résisté aux déchire- ments de toutes les évolutions des mœurs, de tous les malentendus.

«J'ai l'impression de le traîner !», lance l'une d'elles.

«Mais, non, je l'assure, j'adore faire le marché, lui répond son compagnon.

«Tu parles !»

C'est ainsi, par temps d'aff- fluence, Buci s'empile de querelles qui ne font plus mal, ou qui font moins mal. De pardons, de suris. Buci bouillonne, car mieux qu'une autre, elle a appris à puetter les temps qui changent. La Libération, les années 60, les effluves d'un cer- tain mois de mai, les années 80, ses idéologies, ses modes... Chaque jour, elle largue quelque chose, mais c'est pour faire un peu de place, dans cette rue étroite, à une part, forcément égoïste et convi- viale, d'un inconnu matrisable.

Philippe Boggio

(1) Carrefour Buci, de Robert Giraud, éditions Le Distancé, 1987.

## LIVRE Une Bretonne au pays des Maures

C'EST une sorte d'injustice que l'on a commise à l'égard d'Odette du Puig- gaudau que de la laisser mourir quasi- centenaire, à Rabat, dans l'indifférence. Elle avait eu pourtant son heure de gloire dans les années 30, avec les récits de ses pérégrinations à travers le désert mauri- tanien. Et si on l'avait bien oubliée depuis son installation au Maroc, co 1961, il y avait, se dit-oo, bico des rai- sons pour qu'elle retrouve la faveur d'un public, friand à nouveau d'expéditions exotiques : une femme - deux femmes plutôt (elle effectua la plupart de ses voyages avec son amie Marion Sénoes) - qui part sillonner une Mauritanie tout juste pacifiée, qui y parcourt 15000 kilo- mètres à dos de chameau, et voue finale- ment sa vie à la défense d'une culture nomade en voie de disparition, cela mérite bien quelques regards tardifs - ceux auxquels ont eu droit, légitimement, des gens de sa race : Isabelle Eberhardt, Wilfried Thesiger, Freya Stark, Ella Mail- tart ou Théodore Monod, dans le désor- dre. Qu'avait-elle de moins que tous ceux-là ? Une injustice a été commise à coup sûr, dont il faudra chercher les rai- sons.

Depuis quelque temps pourtant, dans le silence patient de la recherche, quel- qu'un s'attachait à rassembler les pièces d'un dossier de réhabilitation. Monique Vérité, qui avait découvert ses livres à l'occasion d'un voyage en Mauritanie, voulut y consacrer une thèse. Elle s'atta- cha à retrouver cette femme alerte, mais recluse dans une retraite orgueilleuse et amère. Elle sut gagner sa confiance : l'enquête tourna à l'amitié ; la thèse se mua en un livre, manière plus libre de rendre hommage.

Les exigences de la recherche imposaient un travail raisonnablement exhaustif. Monique Vérité y est parvenue grâce à la série des carnets personnels, soigneusement archivés. Elle les a recueillis (1), patiemment décryptés et confrontés aux textes, aux souvenirs et aux récits oraux. Même alors, la confi- dence, en effet, il fallait faire la part de la mise en scène rétrospective. Sur une vie



riche mais discontinue, et conclue par un long silence, elle nous livre ainsi une bio- graphie sans lacunes.

ODETTE DU PUIGAUDEAU y apparaît dans toute la complexité de son personnage. Cette fille unique, qui fut toujours un peu garçon manqué (ce fils que ses parents avaient perdu) hésita toujours douloureusement entre le conformisme où l'engageait son héritage aristocratique et la tentation du défi et de la marginalité. Son père, artiste déjà - un peintre fort honorable, ami de Gauguin dans la mouvance de Poot-Aven - avait les exigences d'un maître de sa noblesse rui- dée : celle que décrivait dans ses romans

un cousin écrivain, Alfonso de Chateau- brant, qui fut un chantre de cette France rurale réactionnaire.

Elle doit partir pour vivre, ou simple- ment respirer. A Paris, où elle devient journaliste, et en mer pour des reportages sur la vie des pêcheurs ou des îles bre- tonnes. Elle a la quarantaine déjà quand elle s'embarque finalement pour la Mau- ritanie, à bord d'un thonier (l'aventure coloniale n'est pas toujours confortable), avec Marion Sénoes : une expédition difficile d'une année quasiment (1933-1934), qui sera suivie d'une autre, en 1937, à partir du Maroc cette fois. Aventures totales et véritablement fonda- trices : les séjours ultérieurs s'appara-

tent plutôt à des missions ethnologiques - sans la consécration professionnelle, puisqu'il s'agit toujours de bourses pon- tuelles ou de reportages.

On connaissait ses livres, d'une écriture travaillée dans leur dépouillement même : *Pieds nus à travers la Mauritanie* (1936), le plus connu, qui vient d'être réédité chez Pléiade ; *la Grande Foire aux dattes* (1937) et *le Sel du désert* (1940) sur l'azalal, la fameuse caravane de sel qui reliait chaque année Tombou- ctou aux mines du Sahara. A cette période se rattachent encore des textes publiés plus tard : *la Route de l'Ouest* (1945), *Mon ami Rachid, giscard* (1948), et sur- tout *Tagant* (1949), fruit d'un séjour pro- longé et d'une aventure sentimentale avec un officier des affaires indigènes (2).

Il était plus ardu de rassembler une bibliographie raisonnablement exhaus- tive des travaux aussi divers que disper- sés d'une femme qui vécut essentiellement de sa plume. Monique Vérité y a mis toute sa compétence, à partir de la Bibliothèque nationale où elle travaille. Elle en donne la liste, étonnante d'élec- tisme (à quoi s'ajoute celle des travaux de Marion Sénoes). On retiendra, de sa production tardive, un ouvrage très poli- tique sur *le Passé maghrébin de la Mauri- tanie* (Rabat, 1962), et un autre *Art et coutumes des Maures*, proprement ethno- logique, publié en livraisons successives, entre 1967 et 1980, dans la revue maro- caine *Hesperis-Tamuda*.

LA mise au point biographique de Monique Vérité est complète, et mal- gré sa sympathie, exigeante face aux faux-fuyants d'une Odette du Puigaudau aussi autoritaire et tyrannique avec les siens (ou avec elle-même) que généreuse pour les causes qu'elle embrasse succes- sivement. On voit défilier ainsi, outre les phases de voyage, ses enquêtes sur la pêche, ou l'aventure militante pendant la seconde guerre mondiale en faveur des prisonniers nord-africains. De ces épi- sodes, on n'eo retiendra qu'un, le der- nier, relaté ici avec précision, mais qui reste pourtant un mystère. Comment Odette s'est-elle embarquée sans retour,

en 1961, brisant tout lien avec les siens, afin de militer pour un «Grand Maroc», s'étendant jusqu'au fleuve Sénégal ? Recrutée par la radio marocaine pour y plaider sur une base historique et ethno- graphique les fondements d'une politique expansionniste, elle est bientôt la victime d'un revirement politique et perd d'un coup sa source de subsistance et la mis- sion dont elle s'était investie...

C'est le paradoxe final de cette femme qui s'était toujours voulue autonome, qui avait voué sa vie à la défense, un peu passéiste, d'une culture nomade où la séduisaient les valeurs aristocratiques dignes d'une chevalerie d'un autre âge, et qui entraînait pour une fois en croisade contre le projet, sans doute plein de sous-entendus, d'un Etat saharien indépendant, pour se voir finalement réduite au silence au détour d'une négociation de chancellerie.

Odette du Puigaudau nous intéresse par la complexité de son personnage et la richesse des contradictions qu'elle véhi- cule. Rien d'une tête brûlée, rien d'une quête dangereusement mystique chez cette Bretonne ancrée dans son terroir et qui s'abîme dans une cotreprise lointaine, maritime et nomade ; rien de pré- fectiniste chez cette «demoiselle» qui bante des sociétés d'hommes les plus machistes. Cette aventureuse concrète méritait à coup sûr plus d'égards de notre époque. A tout le moins un hom- mage posthume lui est rendu à travers le livre de Monique Vérité.

François Pouillon

(1) Après sa mort, ces documents personnels ont été déposés à la Société de géographie.

(2) Monique Vérité a publié un compte rendu de son enquête orale menée récemment sur les lieux mêmes («Sur les traces d'Odette du Puig- gaudau ou l'année des deux dames», le *Saharien*, n° 123, 1992).

► Monique Vérité, *Odette du Puig- gaudau : une Bretonne au désert*, Jean Picolet (préface de Théodore Monod), 444 p., 180 F.

هناك من الفضل